

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 67-68

OCTOBRE-NOVEMBRE 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ **ASSEMBLEE GENERALE DE L'INSTITUT KURDE**
- ❑ **LE PRIX DE LA MEMOIRE DECERNE A L'INSTITUT KURDE**
- ❑ **LA FRANCE ACCUEILLE DES REFUGIES KURDES D'IRAK ET LES ETATS-UNIS S'APPRESENTENT A EN RECEVOIR 1500 EN JANVIER 1991**
- ❑ **TURQUIE, IRAN ET SYRIE S'ENTENDENT POUR S'OPPOSER A LA CREATION D'UN ETAT KURDE EN IRAK**
- ❑ **ROME : LE PARLEMENT ITALIEN EVOQUE LE SORT DU PEUPLE KURDE**
- ❑ **L'ASSEMBLEE TURQUE VA-T-ELLE RATIFIER LES 287 CONdamnATIONS A MORT PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX?**
- ❑ **TURQUIE : EVACUATION DE 43 VILLAGES KURDES DANS LA PROVINCE DE HAKKARI**
- ❑ **UN JOURNALISTE TURC CONDAMNE A 6 ANS ET 3 MOIS DE PRISON POUR AVOIR INTERVIEWE L'ECRIVAIN KURDE MUSA ANTER**
- ❑ **AINSI QUE...**
- ❑ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

ASSEMBLEE GENERALE DE L'INSTITUT KURDE

L'INSTITUT Kurde réunit tous les deux ans ses membres en Assemblée Générale. La dernière réunion en date avait eu lieu les 17 et 18 décembre 1988. La 4ème Assemblée Générale s'est tenue les 10 et 11 novembre, à Paris au siège de l'Institut. Des intellectuels et artistes kurdes provenant de plusieurs pays d'Europe - France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Suède, Pays-Bas, Italie, URSS - ont pris part à cette assemblée.

Dans son rapport moral, le président Kendal Nezan a présenté un bilan des activités de l'Institut au cours de ces deux dernières années où l'actualité fut particulièrement chargée et douloureuse pour le peuple kurde. Succédant à la période noire de 1986-1988, où en raison de la suppression de la plupart de ses subventions, l'existence même de l'Institut avait été en péril, la période de 1988-1990 a été celle de redéploiement, de consolidation de notre action, de la diversification de nos ressources et d'un accroissement

sensible de notre rayonnement international. *«Tout comme le sort du peuple kurde l'avenir de l'Institut reste incertain»* a souligné le président avant de conclure : *«Nous serons appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans les deux domaines principaux de notre action : production culturelle et information dans le domaine des droits de l'homme au Kurdistan. Pour répondre à ces besoins sans cesse croissants, nous devons poursuivre et intensifier notre effort de consolidation de l'avenir financier de l'Institut et du renforcement de ses ressources humaines. Cet effort comporte 3 volets :*

- diversification de nos ressources
- obtention de postes de chercheurs
- acquisition progressive d'une auto-suffisance financière, grâce à la création d'une fondation».

Ce rapport présentant le bilan de l'action passée de l'Institut et les perspectives pour les années à venir a été suivi d'un large débat où la plupart des membres ont pu s'exprimer, donner leurs opinions sur les divers aspects de l'action de l'Institut. Après l'approbation du rapport moral et l'examen des questions concernant les membres, la trésorière Joséfa Bertolino a présenté les comptes des deux dernières années, l'évolution des ressources et des dépenses de l'Institut depuis 1983. *«Sur le plan financier les deux dernières années ont été marquées par un accroissement notable de nos moyens financiers et de leur diversification»* a-t-elle rappelé, *«mais la part de l'auto-financement reste encore faible par rapport aux subventions et cela nous rend tributaires des aléas politiques»*. L'Assemblée a donné quitus à la trésorière. Elle a ensuite entendu un exposé sur l'état d'avancement du projet de transformation de l'Institut en une fondation reconnue d'utilité publique.

Le projet, décidé lors de la précédente Assemblée Générale et lancé publiquement en avril 1990, est en bonne voie. La

souscription ouverte à cet effet rencontre un vif succès. Plus de la moitié de la somme requise est d'ores et déjà rassemblée. Les ministères français concernés doivent prendre sous peu une décision sur leur degré de participation. Ce projet vital pour l'avenir de l'Institut pourra, si tout se passe bien, se concrétiser au cours du premier semestre de 1991. Les grandes lignes du projet des statuts de la fondation élaboré par le Conseil d'Administration ont été présentées à l'Assemblée Générale. Celle-ci, après un large débat, a réaffirmé, à l'unanimité moins une voix, son approbation de l'objectif de transformation de l'Institut en une fondation et chargé le nouveau Conseil d'Administration de la réalisation dans les meilleurs délais de cet objectif.

La deuxième journée de l'Assemblée Générale a été consacrée aux réunions de divers secteurs d'activités. Ceux-ci ont procédé à un examen critique de leurs activités, défini les grandes lignes de leur programme futur et élu leurs représentants au Conseil d'Administration. Après ces réunions de secteurs, l'assemblée s'est réunie en séance plénière pour entendre les rapports des secteurs. Ensuite, l'académicien kurde soviétique Nadir Nadirov a prononcé une allocution de clôture soulignant *«la nécessité de coordonner les actions de diverses communautés de la diaspora, d'intensifier les échanges entre les intellectuels et le rôle central que l'Institut Kurde de Paris est appelé à jouer dans ce domaine»*.

Le nouveau Conseil d'Administration de l'Institut compte 13 membres, dont 9 sortants et 4 élus pour la première fois. Au cours de sa première réunion il a reconduit à l'unanimité Kendal Nezan, Joséfa Bertolino et Bakhtiar Amin dans leurs fonctions respectivement de président, trésorière et secrétaire général de l'Institut.

LE PRIX DE LA MEMOIRE DECERNE A L'INSTITUT KURDE

Le Prix de la Mémoire, décerné tous les ans par un jury international composé de personnalités connues pour leur action en faveur de la culture, de la sauvegarde de la mémoire et des droits de l'homme sera attribué en 1990 à l'Institut Kurde de Paris, à l'Association soviétique Mémorial des Victimes du Stalinisme fondée par Andreï Sakharov et à la Maison des Esclaves de Gorée (Sénégal). C'est ce que le jury, réuni fin septembre à Paris, vient de décider. En 1989, cette distinction avait été décernée au Dalai-

Lama pour son long et tenace combat en faveur de la défense de la mémoire du peuple tibétain.

L'Institut Kurde est évidemment très heureux et honoré qu'un prix symbolique récompense sa modeste action pour la sauvegarde de la culture et de la mémoire des 25 millions de Kurdes du Proche-Orient. Ce prix nous sera remis le 3 décembre au Palais de Chaillot en présence de nombreuses personnalités.

LA FRANCE ACCUEILLE DES REFUGIES KURDES D'IRAK ET LES ETATS-UNIS S'APPRESENTENT A EN RECEVOIR 1500 EN JANVIER 1991

Un peu plus d'un an après l'arrivée en France de plus de 350 réfugiés kurdes d'Irak, rescapés de la guerre chimique de 1988, la France a accueilli un nouveau groupe de 52 personnes, dont trois bébés. Elle s'apprête, à l'initiative de la Fondation Danielle Mitterrand, à en recevoir prochainement 386 autres. L'ensemble de ces deux groupes vont être installés sur le littoral du Nord, en Loire Atlantique. Plusieurs ministères, notamment celui de la Solidarité nationale, vont se charger de leur installation et collaboreront afin de répondre à leurs besoins urgents, notamment dans le domaine médical.

D'autre part, le bureau du Département d'Etat américain chargé de la protection des réfugiés, a annoncé qu'il est parvenu à un accord avec Ankara, afin de réaliser, dans un premier temps, l'installation de 1500 réfugiés kurdes d'Irak aux Etats-Unis. Ceux-ci prendront le chemin du Nouveau

Monde, au cours de janvier 1991. Selon l'hebdomadaire *Time*, la décision de Washington s'explique par «le souci que les Etats-Unis d'Amérique se font en ce qui concerne le sort de ces Kurdes».

Les efforts humanitaires et généreux des personnalités telles que Mme Danielle Mitterrand, Edward Kennedy et Claiborne Pell n'auront donc pas été infructueux. Les initiatives continuent toutefois à se faire attendre dans le reste du monde occidental, et ce, alors qu'il reste encore près de 30000 réfugiés kurdes d'Irak en Turquie. Ceux-ci n'ont toujours aucun statut, ils ne peuvent donc revendiquer une protection juridique quelconque. Leur vie se déroule dans la précarité et derrière des fils barbelés. Cette situation rend de plus en plus urgente des initiatives de la communauté internationale en faveur de ces victimes de la dictature de Saddam Hussein.

TURQUIE, IRAN ET SYRIE S'ENTENDENT POUR S'OPPOSER A LA CREATION D'UN ETAT KURDE EN IRAK

Sil la crise du Golfe a aggravé encore davantage les tensions qui règnent entre Bagdad et d'autres capitales du Proche-Orient, elle aura également permis de consolider l'entente régionale sur le sort du peuple kurde. La Turquie, l'Iran et la Syrie, trois voisins à une longue histoire conflictuelle, ont compris subitement, au fil de ces mois d'instabilité, qu'ils devraient s'entendre au moins sur un point: la nécessité d'empêcher, à tout prix, la création d'un «Etat kurde» en Irak.

La déclaration que le Président turc Özal vient de faire à Tokyo, au lendemain de sa rencontre officielle de sept heures avec le président iranien Hachemi Rafsandjani, ne constitue pas vraiment une surprise pour les observateurs: «l'Iran est également contre la création d'un Etat kurde. Il a la même orientation que nous». Le numéro un iranien lui

a également fait part de la position du président syrien: Damas ne tolérerait pas non plus l'idée d'un Etat kurde indépendant au nord de l'Irak. Les trois Etats seraient en outre, d'après Turgut Özal, pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale de leur voisin irakien.

Ainsi, le résultat concret des discussions-marathon entre les numéros un turc et iranien semblent être la réaffirmation de leur opposition ferme contre l'idée même de la création d'une entité politique kurde. Cette opposition semble primer sur le souci que le président turc exprime sur le sort «des frères musulmans du Koweït». Reste à s'interroger sur les raisons d'une telle précipitation, alors que ni les formations politiques kurdes, ni les grandes puissances n'envisagent, à l'heure actuelle, le dépeçage de l'Irak.

ROME: LE PARLEMENT ITALIEN EVOQUE LE SORT DU PEUPLE KURDE

Le sort des Kurdes irakiens a donné lieu à des débats au Parlement italien. Les députés verts, Andreis, Bonivier, Martini, Masina, Duce, Pellicano, Salvoldi, CiccioMessere, Cima, Ronchi et Scalia ont proposé, lors de la séance du 27.9.1990, que le problème kurde figure à l'ordre du jour du Parlement et qu'il soit discuté dans le cadre des débats sur la crise du Golfe. Leur proposition était ainsi formulé:

«la Chambre constatant que le destin du peuple kurde constitue l'un des aspects les plus inquiétants de la crise du Proche-Orient, constatant que les populations kurdes furent, déjà pendant le conflit entre l'Iran et l'Irak, victimes des massacres et de l'usage des armes chimiques, constatant que la stabilité dans la région du Proche-Orient dépend de la question kurde, prenant acte des contacts qui ont été pris par le gouvernement français avec les représentants du peuple kurde,

Engage le gouvernement:

1- à répondre positivement, au cours du semestre de la présidence italienne de la Communauté, à la demande de rencontre (des représentants kurdes) parvenue au Président du Conseil et au Ministre des Affaires Extérieures

2- à promouvoir des contacts officiels entre (ces représentants) et d'autres gouvernements nationaux de la Communauté européenne».

Le député Sergio Andreis qui a défendu la proposition a

précisé qu'il s'agissait, *«au au-delà des faits évidents, documentés par les écrans de télévision et par les journaux, de la tragédie des millions de Kurdes, qui ont une grande culture, un grand passé et qui risquent d'être des victimes de tous les pouvoirs».*

Mme Claudio Vittalone, sous secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures a répondu à la proposition, qu'elle pouvait être adoptée, à condition toutefois, de substituer le terme de «contacts» à celui de «rencontres».

Le sujet a été de nouveau discuté, toujours dans le cadre de la crise du Golfe, sur une question des députés Bonnino, Caldersi et Ciccomessere, qui demandaient au gouvernement: *«l'initiative qu'il entendait entreprendre, en sa qualité de président de la Communauté, pour que le Conseil de Sécurité de l'ONU, adopte des résolutions concernant... la minorité kurde en Irak»*

M. Gianni de Michelis, ministre des Affaires Extérieures, qui a qualifié la question de «concrète» a souligné, sans prendre un engagement au nom de son gouvernement, la nécessité de prendre en considération aussi des problèmes «qui paraissent marginaux», notamment le problème kurde.

Malgré des initiatives prises çà et là, la question kurde a donc encore du mal à sortir de son statut «marginal» pour être reconnue comme l'un des problèmes urgents et importants du Proche-Orient.

L'ASSEMBLEE TURQUE VA-T-ELLE RATIFIER LES 287 CONDAMNATIONS A MORT PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX

LE gouvernement turc n'a pas exécuté, depuis 1984, les peines de mort prononcées par les cours militaires et civiles, mais plus de 287 sentences attendent d'être ratifiées par la Grande Assemblée Nationale de Turquie. L'épée de Démoclès reste donc suspendue sur la tête de 287 personnes et leurs familles. L'opinion turque, horrifiée par les exécutions du régime militaire de 1980, et sensibilisée par l'Association turque des Droits de l'Homme et Amnesty International, a été choquée par la déclaration de M. Mehmet Keçeciler, Ministre d'Etat, faite le 13 octobre 1990: *«... Le problème de ratification des sentences capitales prononcées à l'encontre des bandes dont font partie les terroristes, a été réglé par notre gouvernement. Les dossiers seront présentés dans les plus brefs délais à l'Assemblée Nationale».*

M. Keçeciler, expliquant qu'il ne pouvait y avoir «d'organisation plus puissante que l'Etat» a ainsi justifié la décision de son gouvernement: *«... Tu vas tuer les policiers et les gendarmes, tu vas les martyriser, assassiner les gens en leur envoyant des colis piégés. Après, tu vas chercher refuge auprès des institutions européennes et vas te défendre en disant: «La peine de mort est inhumaine. Il faut l'abolir». Tu vas parler de la torture, cela ne peut continuer ainsi».* (Cumhuriyet, 14. octobre 1990).

Cette déclaration qui a créé un véritable choc, y compris au sein du gouvernement turc (cf. Cumhuriyet, 15 octobre 1990), serait soutenue par le président turc Turgut Özal, qui aurait recommandé lors d'une réunion du Conseil des Ministres, de prendre des mesures dissuasives: «Nous

n'avons jamais mis en exécution cette peine» aurait précisé M. Ozal mais il faut que vous preniez toute les mesures, celle-ci y compris, si la non-exécution (de ces peines) s'avère encourager la terreur» (*Cumhuriyet*, 15 oct. 1990)

Parmi les réactions à cette déclaration, citons notamment celles de S. Demirel, Président du Parti de la Juste Voie (libéral), de E. İnönü, Président du Parti Social-Démocrate, et de nombreuses organisations démocratiques. On recense aussi certaines réactions, de nature «pragmatique». Ainsi, Kamran Inan, ministre d'Etat proche des milieux de Bruxelles, explique que la mise en exécution de ces peines,

dont une partie a été prononcée il y a 10 ans, peut créer un certain «malaise» dans les rapports turco-européens. M. Inan précise que cette décision nécessite «une nouvelle considération» (*Cumhuriyet*, 17 octobre 1990). Les épouses de deux condamnés à mort ont accusé l'Etat de mener une politique de «vendetta» (*Cumhuriyet*, 18 octobre 1990).

La mise en exécution d'une telle décision risque aussi d'intensifier et légaliser la politique d'«exécution extrajudiciaires», sévèrement dénoncée par Amnesty International (cf. Amnesty International, Turkey: Extrajudicial Killings», Londres, Mars 1990, 15p).

TURQUIE : EVACUATION DE 43 VILLAGES KURDES DANS LA PROVINCE DE HAKKARI

La situation ne cesse de s'aggraver au Kurdistan de Turquie où, les droits de l'homme «suspendus» par la décision d'Ankara, sont bafoués avec l'autorisation légale des autorités d'Ankara. La presse, pourtant sous haute surveillance depuis les décrets-lois d'Avril 1990 et les députés kurdes, toute tendance confondue, y compris ceux du parti au pouvoir, l'ANAP, rapportent chaque jour des faits de plus en plus inquiétants: les villages «séparatistes» où l'armée plante des mines, les sous-préfets tabassés par les soldats, les outils agricoles détruits en quantité importante...en sont parmi les plus récents (cf. l'article de hebdomadaire turc *Tempo*, repris en page 51 de notre revue de presse).

Mais le dépeuplement des villages entiers constitue sans doute la pratique la plus inquiétante, dans la mesure où elle crée des effets durables pour la démographie rurale, le vécu

des gens, l'entité ethnique kurde et aussi l'écologie. Le nombre de villages dépeuplés et détruits s'élève à plusieurs centaines. Ibrahim Aksoy, député kurde, secrétaire général du H.E.P. (le Parti du Travail du Peuple), a précisé, après une enquête qu'il a mené sur le terrain, que de milliers de villageois, contraints de partir, se trouvaient, sans garantie et ressources financières aucunes, face à l'hiver rude des grandes villes (*Cumhuriyet*, 14.10.90). Le compte-rendu de ses enquêtes contredit les déclarations du Préfet de Hakkari, publiées dans le quotidien *Tercüman*. Le préfet qui admet que 43 villages ont été récemment dépeuplés, explique cette pratique comme une réponse «au souhait exprimé par la population» et que «ceux qui quittent leurs villages de leur propre gré, reçoivent entre 2 et 10 millions de livres turques (FF 3500-17500)» (cf. p. 70 *Tercüman*, 23.10.1990).

UN JOURNALISTE TURC CONDAMNE A 6 ANS ET 3 MOIS DE PRISON POUR AVOIR INTERVIEWE L'ECRIVAIN KURDE MUSA ANTER

MUSA ANTER, écrivain et militant kurde, qui a fréquenté aussi bien des ministres que les intellectuels islamistes, les fondateurs de la gauche moderne turque que les professeurs, les députés que les paysans, n'aura décidément pas fait du bien à tout le monde. Arrêté à maintes reprises depuis des années 40 à cause de ses «activités séparatistes par écrit» (à 75 ans, un nouveau procès l'attend) son nom aura suffi à envoyer aussi les autres en prison. Un journaliste de la revue *Adimlar* (proche de la gauche modérée), Mevlut Ilgin, vient d'être condamné à 6 ans et 3 mois de prison, pour avoir interviewé M. Anter, «publié ses déclarations séparatistes et lui posé des questions allant dans ce

sens (sic!)». Cette punition qui est un cas *sui generis* dans le domaine de la jurisprudence, dans la mesure où les opinions des uns sont considérées comme les délits des autres, se base sur l'entretien qui admettrait, selon le verdict, l'existence des Kurdes et se rendrait aussi coupable de la «distinction raciale». Le journaliste aurait poussé le séparatisme jusqu'à laisser entendre «que les Turcs ont usurpé les droits des Kurdes». Le «délit» serait en outre, «prémédité» (cf. p. 56 *Cumhuriyet*, 6.10.90).

Cette «innovation», digne de prendre place dans les annales de la jurisprudence internationale, appelle inévitablement une réflexion sur le système politique turc et son

élasticité qui ne peut que renforcer l'arbitraire. Le silence d'une grande partie de la Turquie, de ses autorités judiciaires et de ses médias (aucun juge, aucun procureur, voire aucun journal n'a protesté, à notre connaissance, contre un

tel verdict! Le quotidien *Cumhuriyet* s'est contenté de son rôle d'«informer» le public!) laisse également songeur quant aux chances de la démocratie de s'installer en Turquie.

AINSI QUE...

HALABJA : HIROSHIMA KURDE : UNE EXPOSITION DE PEINTRES REFUGIES KURDES A L'INSTITUT

Le gazage de la ville kurde de Halabja qui a coûté la vie à de milliers de civils, continue de marquer la mémoire collective des rescapés et du peuple kurde. A un moment où les projecteurs sont enfin braqués sur les atrocités du régime irakien, l'Institut Kurde de Paris a organisé, à titre d'hommage et de fidélité à la mémoire de victimes kurdes, une exposition de peintures. Les 4 peintres qui ont exposé leurs oeuvres portant sur ce thème, sont des témoins, soit

du massacre de Halabja, soit des autres gazages, de même nature, effectués dans d'autres villes et villages kurdes. Deux d'entre eux, Remzi Kutbeddin et Rebwar Said sont arrivés récemment en France. Les deux autres, Ardalan Khalid et Osman Qadir, se trouvent encore dans des camps de réfugiés en Iran.

Inauguré le 23 novembre, en présence d'une foule nombreuse, l'exposition se poursuivra jusqu'au 7 décembre.

PARIS: CONFERENCE DE PRESSE SUR LA SITUATION DES KURDES EN TURQUIE

La Ligue des Droits de l'Homme a tenu le 19.11.1990, une conférence de presse sur la situation des Kurdes en Turquie. Les députés kurdes Ahmet Türk et Mehmet Ali Eren, qui risquent d'être condamnés à la peine capitale pour délit d'opinion (cf. le n°66 de notre Bulletin), ainsi que MMe Claudia Roth, député écologiste allemande, Mr Belorgey, président de l'Intergroupe des parlementaires membres de la Ligue des Droits de l'Homme, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris ont assisté à titre d'intervenants à cette conférence de presse qui a eu lieu à l'Assemblée Nationale. Parmi les thèmes évoqués par ces personnalités

figuraient les procédures de demande de levée d'immunité parlementaire engagées à l'encontre de plusieurs députés kurdes, la suspension, depuis le 6.8.1990, de la Convention européenne de droits de l'homme dans la région kurde de Turquie, l'intensification des déportations des populations rurales, les grèves de la faim entamées dans plusieurs prisons turcs, notamment par les détenus kurdes, après l'annonce du projet du gouvernement de M. Akbulut, de faire ratifier prochainement les 287 condamnations à mort prononcées par les tribunaux militaires depuis le coup d'Etat de 1980.

UNE FAUTE DE FRAPPE JUDICIAIRE

La farce peut avoir d'autres fonctions que de faire rire. Une faute de frappe qui a eu lieu dans les procès-verbaux d'un tribunal d'Istanbul est de nature à donner matière à réfléchir à toute la Turquie. L'affaire en question n'est que trop «banale»: une revue qui a publié une chanson d'amour en kurde est tombée sous le coup de la loi n°2932, frappant des sanctions pénales l'usage écrit d'une langue autre que le turc. Rien d'anormal jusque là dans la logique juridique d'Ankara. Toutefois, le greffier qui enregistrait les procès-verbaux n'a pu empêcher une erreur de frappe. Il a interverti les lettres «k» et «t». le résultat: «...si bien qu'il est

nécessaire d'appliquer (contre la revue) la loi n°2932 qui (interdit) la publication en une autre langue que le KURDE (Kürtçe)...». Ainsi le TURC (Türkçe) est devenu le KURDE (Kürtçe). *Errara humanum est...* Du coup les procès-verbaux d'un tribunal turc interdisent la publication et la diffusion des livres en turc... (Günes, 14.10.90, repris ci-joint, n°67, p. 58). Sans vouloir pousser la farce jusqu'à ces limites, nous nous permettrons de poser une seule question: peut-on imaginer (et justifier) l'interdiction des publications en turc en France ou en Allemagne, ou encore... en République de Turquie?

REVUE DE PRESSE

octobre 1990

- DES MOYENS MEURTRIERS POUR UNE FIN HORRIBLE. (T & A, 25.09.90). p. 1 & 2.
- LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE NIENT L'APPARITION D'UN DESACCORD DANS LEUR POLITIQUE A L'EGARD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune* 2.10.90). p. 3.
- MOUBARAK AFFIRME QUE ISRAEL ET L'IRAK ENTRETIENNENT DES CONTACTS. (*International Herald Tribune*, 2.10.90). p. 3.
- TOUS LES ISRAELIENS SERONT MUNIS DE MASQUES A GAZ. (*International Herald Tribune*, 2.10.90 & 8.10.90). p. 4 & 10.
- PIRIAC VA ACCUEILLIR 600 REFUGIES KURDES. 52 D'ENTRE EUX DEJA ACCUEILLIS. (*Vendée Matin*, 3.10.90, A.F.P. 6.10.90), (*Ouest-France* 8.10.90, *Presse Océan*, 9 & 11.10.90). p. 4, 7, 11, 12 & 15.
- MITTERRAND S'ENVOLE POUR LE GOLFE POUR Y RENCONTRER LE ROI FAHD. (*International Herald Tribune*, 4.10.90). p. 5.
- UNE ETUDE REVELE LES FOURNISSEURS D'ARMES CHIMIQUES DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 4.10.90). p. 5.
- 156 DEMANDEURS D'ASILE EN PROVENANCE DE SYRIE DEBARQUENT AU ROYAUME-UNI. LA GRANDE-BRETAGNE AUTORISE DES REFUGIES KURDES A Y SEJOURNER PROVISOIEMENT. (*International Herald Tribune*, 4.10.90). p. 6. (*The Times*, 5.10.90). p. 6.
- ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE Nourreddine ZAZA - 1988 - 7 OCTOBRE 1990. (*Le Matin-Lausanne*, 7.10.90). p. 7.
- 207 FIRMES OCCIDENTALES IMPLIQUEES DANS L'ARMEMENT CHIMIQUE DE L'IRAK. (*Chimie actualités*, 8.10.90). p. 7.
- LA CRISE DU GOLFE: L'IRAK AFFIRME «PREFERER LA GUERRE A LA CAPITULATION». (*Le Monde*, 6.10.90). p. 8.
- APRES AVOIR «IRAKISE» LE KOWEIT, SADDAM HUSSEIN POURRAIT ORGANISER DES ELECTIONS DANS L'EMIRAT. L'hypothèse d'un «référendum d'autodétermination» est avancée par certains milieux militaires israéliens. (*Le Monde*, 7 & 8.10.90). p. 9 & 10.
- L'ASSASSINAT AU NOM DE LA «NATION SACREE». (*Die Tageszeitung*, 9.10.90). p. 13.
- KURDES: LES OUBLIES. (*L'Evènement du Jeudi.*, 10.90). p. 14.
- L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE KURDE. (*L'Opinione*, 9.10.90). p. 14.
- LE DEPOTOIR DE STALINE. UNE VISITE EN ASIE CENTRALE ET CHEZ LES KURDES DEPORTES. (*The New York Review*, 11.10.90). p. 16 à 21.
- LA VISITE DE JAMES BAKER A ANKARA. (*Gamk*, 10-11.11.90). p. 21.
- KURDISTAN: UN PEUPLE ECARTELE AU COEUR DE LA CRISE. (*Rouge Actions*, 11.10.90). p. 22, 23 et 24.
- PELERINAGE KURDE. (*Le Semeur-Hebdo*, 11.10.90). p. 24.
- LA CRISE DU GOLFE: LES SOLDATS IRAKIENS POURSUIVENT PILLAGES ET EXACTIONS AU KOWEIT. NOUVEAUX ENTRETIENS IRAKO-IRANIENS A TEHERAN. (*Le Monde*, 12.10.90). p. 25.
- SADDAM HUSSEIN, LE MOINDRE DES DEUX MAUX. De nombreux Arabes, parmi ceux qui le condamnent, considèrent que la présence étrangère dans le Golfe est encore plus abominable. (*Time*, 15.10.90). p. 26.
- PREPARANT L'«APRES-SADDAM», L'OPPOSITION IRAKIENNE EN EXIL S'EFFORCE DE SURMONTER SES DIVISIONS. (*Le Monde*, 15.10.90). p. 27.
- SADDAM HUSSEIN: PORTRAIT D'UN PARANOIAQUE. Le dictateur irakien juge la guerre inévitable. La condamnation par la communauté internationale exalte son orgueil. Conflit probable après les grandes chaleurs. (*Le Figaro*, 16.10.90). p. 28.
- L'IRAK SURVEILLE LES RESISTANTS KURDES, SUR

SES ARRIERES. (*International Herald Tribune*, 17.10.90). p. 26.

NOUVELLE INQUIETUDE POUR BAGDAD: LES NATIONALISTES KURDES DANS L'ARRIERE BOU-TIQUE. (*The New York Times*, 18.10.90). p. 29.

LA «CICCIOLINA» S'OFFRE EN OTAGE A SADDAM HUSSEIN. (*Le Soir*, 18.10.90). p. 30.

L'ARMEE ALLEMANDE DANS LES MONTAGNES KURDES ? (*Die Tageszeitung*, 20.10.90). p. 30.

Depuis le début de la crise du Golfe, la CIA a essayé de contacter les groupes kurdes. La guérilla est divisée en deux: les uns sont sympathisants de Saddam Hussein, les autres de la Turquie. LA RESISTANCE KURDE ANNONCE QU'ELLE EST PRETE A RENVERSER SADDAM HUSSEIN. UN DIRIGEANT AFFIRME QU'UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE SERA CREE A RIAD EN EXIL. La mission de Colin Powell en Arabie-Saoudite. (*El Mundo*, 21.10.90). p. 31 & 32.

COMMENT S'ADAPTE LA TURQUIE? (*Time*, 22.10.90). p. 33.

LA NECESSITE DE NEGOCIER. Un ancien président avance qu'il est maintenant temps de penser aux négociations sur la paix et que le roi Hussein devrait y jouer un rôle essentiel. (*Time*, 22.10.90). p. 34.

AU TERME DE SA VISITE A BAGDAD, M. EDWARD HEATH POURRAIT RAMENER AU MOINS UNE CINQUANTAINE D'OTAGES BRITANNIQUES. (*Le Monde*, 24.10.90). p. 35.

PRINCIPAUX OPPOSANTS AU REGIME IRANIEN, LES MOUDJAHIDINES DU PEUPLE DEMENTENT AVOIR REÇU L'ORDRE DE QUITTER L'IRAK. (*Le Monde*, 24.10.90). p. 35.

GOLFE: MAINTENIR LA PRESSION ET PREPARER UNE SOLUTION. LE CHOIX ENTRE LA GUERRE MAINTENANT OU LA GUERRE PLUS TARD. (*International Herald Tribune*, 24.10.90). p. 36 & 37.

BAKER S'INTERROGE SUR UNE VISITE POUR SOUTENIR L'ALLIANCE CONTRE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 27-28.10.90). p. 37.

UN JEU COMPLEXE AU MOYEN-ORIENT: LES KURDES EN IRAK ET EN TURQUIE. (*The Christian Science Monitor*, 24.10.90). p. 38.

MADAME LALUMIERE ENCOURAGE LA TURQUIE

SUR LA VOIE DE LA DEMOCRATIE. (*Gamk*, 25.10.90). p. 39.

R.A.S. A ANKARA. (*L'Humanité*, 24.10.90). p. 39.

LA C.E.E. INTRANSIGEANTE FACE A L'IRAK. Les principaux points de la déclaration du Conseil Européen. Les trois cents Français étaient attendus lundi soir à Paris. (*Le Monde*, 30.10.90). p. 40.

YEMEN: DIFFICILE TRANSITION DE LA PROSPERITE VERS UNE PERIODE SOMBRE. (*International Herald Tribune*, 31.10.90). p. 41.

DES IRAKIENS EN EUROPE LIES A UN RESEAU D'ESPIONNAGE. Un ancien responsable des services secrets allemands appelle les compagnies de Bagdad une façade pour agents. (*International Herald Tribune*, 31.10.90). p. 42.

LE PEUPLE DU KURDISTAN MALTRAITE PREPARE SES ARMES POUR SE VENGER DE SON ANCIEN BOURREAU, LE REGIME SANGLANT ET IMPI-TOYABLE, DE SADDAM HUSSEIN. (*Magazine*, oct. 90). p. 43, 44 & 45.

UNE TERRE BRISEE. LE CYNISME DES PRAGMATIQUES. LE GENOCIDE EN DOUCEUR. LA CHRONOLOGIE D'UNE EXTERMINATION. (*L'Altrapagina*, 11.90). p. 46 à 49.

UNE GRANDE OPERATION MILITAIRE CONTRE LE PKK. 10 MILITANTS KURDES ET 2 OFFICIERS TURCS TUES. (*Cumhuriyet*, 1.10.90). P. 50.

LE BILAN DE LA VISITE D'ÖZAL AUX ETATS-UNIS. (*Cumhuriyet*, 2.10.90). p. 51.

LE CONSEILLER DU MINISTRE AMERICAIN DE LA DEFENSE: «NOUS AVONS UN GRAND INTERET DANS LA MODERNISATION DE LA TURQUIE». (*Cumhuriyet*, 2.10.90). p. 52.

PROPOSITION SURPRISE DE BUSH. SI L'IRAK SE RETIRE DU KOWEIT, LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES PAR ISRAEL POURRAIT EVOLUER RAPIDEMENT. (*Cumhuriyet*, 2.10.90). p. 52.

LE PRESIDENT DU PARTI SOCIALISTE ILSEVER: BOTAN VIT LA DEPORTATION GENERALISEE. (*Cumhuriyet*, 3.10.90). p. 52.

ANKARA EST SATISFAIT: UNE INTERRUPTION DE L'AIDE AMERICAINE N'EST PAS ATTENDUE. (*Cumhuriyet*, 4.10.90). p. 53.

- AFFRONTEMENT AVEC LE PKK. 4 PARTISANS KURDES ET 1 SOLDAT TUES. (*Cumhuriyet*, 4.10.90). p. 53
- UNE PLAINTE A ETE DEPOSEE APRES UNE MORT SUSPECTE. (*Cumhuriyet* 4.10.90). p. 54.
- UNE SOIREE YILMAZ GÜNEY A SEYHAN, EN TURQUIE. (*Cumhuriyet*, 4.10.90). p. 54.
- LES DROITS DE L'HOMME SONT SUSPENDUS EN ANATOLIE DU SUD-EST. (*Cumhuriyet*, 5.10.90). p. 55.
- SEPT AVIONS A DESTINATION DE L'IRAK ONT ETE FORCES D'ATERRIR EN TURQUIE. (*Milliyet*, 5.10.90). p. 55.
- CONDAMNE A 6 ANS 3 MOIS DE PRISON POUR AVOIR FAIT UN REPORTAGE AVEC L'ECRIVAIN KURDE MUSA ANTER. (*Cumhuriyet*, 6.10.90). p. 56.
- DEUXIEME TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE SADDAM. (*Hürriyet*, 12.10.90). p. 56.
- LES PESHMERGAS EN FRANCE. (*Tercüman*, 9.10.90). p. 57.
- LA REVUE «DENG» A ETE INTERDITE. (*Günes*, 9.10.90 et *Cumhuriyet*, 10.10.90). p. 58.
- «L'AMOUR ESTIVAL», CHANSON TRADITIONNELLE KURDE EST INTERDITE PAR LES TRIBUNAUX TURCS. (*Günes*, 14.10.90). p. 58.
- LE MINISTRE D'ETAT KEÇECILER EXPLIQUE LES MOTIFS DE LA DECISION GOUVERNEMENTALE DE DEMANDER A L'ASSEMBLEE DE RATIFIER LES PEINES DE MORT. (*Cumhuriyet*, 14.10.90). p. 58.
- LE PKK A ATTAQUE: 6 MORTS ET 7 BLESSES. (*Hürriyet*, 12.10.90). p. 59.
- AKSOY, SECRETAIRE GENERAL DU H.E.P. «L'ETAT DEPORTE PAR LA FORCE LES PAYSANS KURDES». (*Cumhuriyet*, 14.10.90). p. 59.
- LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME: «LA SUSPENSION DE LA CONVENTION DES DROITS DE L'HOMME EST LA HONTE DE L'ETAT». (*Cumhuriyet*, 14.10.90). p. 60.
- NE SUR LA VOIE DE LA DEPORTATION, UN BEBE KURDE EST BAPTISE «N'A PAS VU LE JOUR». (*Cumhuriyet*, 14.10.90). p. 60.
- 287 DOSSIERS DE DE CONDAMNES A MORT DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE. (*Cumhuriyet*, 14.10.90). p. 60, (*Milliyet*, 15.10.90). p. 63 & 64.
- L'ETONNEMENT DU GOUVERNEMENT APRES LA DECLARATION DE KEÇECILER CONCERNANT LA RATIFICATION DES PEINES DE MORT. (*Cumhuriyet*, 16.10.90). p. 61.
- L'ETAT NE PEUT POURSUIVRE UNE POLITIQUE DE VENDETTA, DECLARE LE SECRETAIRE GENERAL DU SHP. (*Cumhuriyet*, 15.10.90). p. 62.
- L'ETAT AVOUE SON INCAPACITE, L'EXTERIORISATION DE L'IMPUISSANCE (*Cumhuriyet*, 16.10.90). p. 65.
- LA DISCUSSION SUR L'ECHAFAUD. DEUX OBSTACLES DEVANT LES PEINES DE MORT. (*Hürriyet*, 16.10.90). p. 66.
- LES KURDES SE SONT REUNIS CONTRE SADDAM. (*Hürriyet*, 17.10.90). p. 67.
- DEVENIR BARBARES. (*Cumhuriyet* 17.10.90). p. 67.
- LE DERNIER PAYS A METTRE EN EXECUTION LES PEINES DE MORT. (*Cumhuriyet*, 19.10.90). p. 68.
- LES FEMMES KURDES. (*Yeni Ülke*, 20.10.90). p. 69.
- 64 MILITANTS SONT ARRETES. (*Tercüman*, 20.10.90). p. 69.
- 43 HAMEAUX ET VILAGES DEPEUPLES A HAKKARI. (*Tercüman*, 23.10.90). p. 70.
- 3 MILITANTS KURDES SONT TUES A SIRNAK. (*Milliyet*, 24.10.90). p. 70.
- «ONCLE SAM» SUIT LE PROBLEME KURDE. (*Cumhuriyet*, 23.10.90). p. 71.
- AKSOY: H.E.P. N'EST PAS UN PARTI PAN-KURDISTE. (*Cumhuriyet*, 23.10.90). p. 72.
- LES PEINES DE MORT A L'ORDRE DU JOUR DE LA C.E.E. (*Cumhuriyet*, 24.10.90). p. 72.
- DEMANDE D'ANNULATION DES DECRETS DU MOIS D'AOUT. (*Cumhuriyet* 24.10.90). p. 73.
- MME CATHERINE LALUMIERE, SECRETAIRE GENERALE DU CONSEIL DE L'EUROPE: LE MUR DE

CHYPRE EST ARCHAÏQUE. (*Cumhuriyet*, 24.10.90). p. 73.

LE SPECIALISTE ITALIEN STEPHANO SILVESTRI: «SI L'IRAK EST DEPECE, IL Y AURA UN KURDISTAN». (*Cumhuriyet*, 26.10.90). p. 74.

SUSPENSION DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME. (*Cumhuriyet*, 31.10.90). p. 75.

CONSTAT DE DEGATS DANS L'ANATOLIE DU SUD-EST. (*Cumhuriyet*, 27.10.90). p. 76.

A PROPOS DE LA CONQUETE IRAKIENNE DU KOWEIT. (*Ash-Sharg Al-Awsat* 4.10.90). p. 77.

MEMBRE DU COMMANDEMENT DU FRONT DU KURDISTAN D'IRAK: DR. OTHMAN ACCORDE UNE INTERVIEW A AL MAJALLA. (*Al-Majalla*, 17.10.90). p. 78.

UNE INTERVIEW AVEC UN DIRIGEANT KURDE D'IRAK. (*Al-Ahram International*, 1.10.90). p. 79.

GREVE DE LA FAIM CONTRE LE TRANSFERT DANS PLUSIEURS LOCALITES KURDES. LES COMMERÇANTS ONT FERME LEURS BOUTIQUES. (*Cumhuriyet*, 10, 25 & 26.10.90). p. 80.

LES DEPUTES DU H.E.P. N'ONT PAS ETE AUTORISES A VISITER LA PRISON DE DIYARBAKIR: «IL N'Y A PAS DE JUSTICE NI DE DROIT A L'EST». (*Cumhuriyet*, 16.10.90). p. 81.

AU TREIZIEME JOUR DE LA GREVE DE LA FAIM DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR DEUX GREVISTES SE TROUVENT DANS LE COMA. (*Cumhuriyet*, 22.10.90). p. 82.

Revue de presse novembre 1990

«LES KURDES EN FRANCE» UN REPORTAGE DU MAGAZINE TURC EN LANGUE ALLEMANDE MERHABA. (*Merhaba*, novembre 1990), p. 1

DES KURDES EN LIMOUSIN. L'Irak s'installe à la une des médias. Tandis que les otages se demandent quand ils pourront rentrer chez eux, des exilés d'Irak se demandent s'ils pourront retourner en Irak. Ce sont les Kurdes. Ils sont réfugiés, accueillis à Peyrelevalde et à Mainsat. (*Inter-Citis*, nov. 1990). p. 5.

AMNESTY INTERNATIONAL: «DEFENDRE LES ENFANTS». Un groupe local d'Amnesty International

rend prioritaire son action pour les enfants victimes de la «realpolitik». Parmi eux, les Kurdes d'Irak. (*Dauphiné Libéré*, 3.11.90). p. 6.

LE SECOND FRONT. Le rôle des forces armées turques dans le conflit avec l'Irak. (*The New York Times*, 1.11.90). p. 7

LES MENACES DU PKK CONTRE LES TOURISTES EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 7.11.90). p. 7.

MASSACRE DU PEUPLE KURDE. (*Marseillaise*, 6.11.90). p. 7.

LA VISITE CHEZ LES AMIS EN FRANCE. Carnet de route d'un journaliste kurde soviétique en visite en France. (*Riya Teze*, 3.11.90). p. 8 & 9.

DES VILLAGES A FEU ET A SANG. Grève de la faim de militants kurdes pour protester contre la répression turque. (*L'Humanité*, 6.11.90). p. 10, (*Echo du Centre*, 6.11.90), (*A.F.P.*)12.11.90). p. 10. (*Libération*, 15.11.90), p. 16. (*Lyon Figaro* 15.11.9). p. 16.

FRANCE-LIBERTES: GROS PLAN SUR UN COMITE-RELAIS ACTIF. Le Prix de la Mémoire décerné à l'Institut Kurde de Paris. (*La Croix du Midi*, 11.11.90). p. 11.

CLAMECY VA ACCUEILLIR TROIS FAMILLES KURDES. (*La Montagne*, 14.11.90). p. 11.

L'HONNEUR DE QUI? «Même si la guerre est épouvantable, mieux vaut encore la faire que d'accepter le déshonneur et l'injustice». Le Prix de la Mémoire a été décerné à l'Institut Kurde de Paris. (*Témoignage Chrétien*, 10.11.90). p. 12.

APPEL POUR LA LIBERATION D'UN CHIRURGIEN SUISSE OTAGE A BAGDAD en mission dans le Kurdistan irakien. (*Quotidien du Médecin*, 9.11.90). p. 12.

KURDE: LE GENOCIDE EN TURQUIE. (*La Terre*, 7.11.90). p. 12.

A LA DECOUVERTE DES KURDES. (*Le Monde*, 12.11.90). p. 13.

L'AN 1 DES ENFANTS KURDES. Depuis un an, quatre familles kurdes habitent à Castillon-en-Couserans. Après la guerre et les persécutions, c'est l'apprentissage d'une autre vie. Et ce sont les enfants qui montrent la voie de l'intégration. (*Dépêche du Midi*, 13.11.90). p. 14 & 15.

AVEC LE SECOURS CATHOLIQUE AIDEZ A L'INS-

- TALLATION DE TROIS FAMILLES KURDES. (*Journal du Centre*, 15.11.90). p. 15.
- TURQUIE: TURGUT ÖZAL VEUT EMPECHER LA CREATION D'UN NOUVEL ETAT KURDE SI L'IRAK S'ECROULAIT. (*Le Figaro*, 13.11.90). p. 16.
- CONFERENCE DE PRESSE de la Ligue des Droits de l'Homme sur le problème kurde en Turquie. (A.F.P., 15.11.90). p. 16.
- LES CONFIDENCES DE MAHMOUD OTHMAN. Le leader du Front du Kurdistan d'Irak, qui regroupe les principales formations kurdes du pays, vient d'effectuer une visite officielle en France. (*Jeune Afrique*, 17.11.90). p. 17.
- «ALORS QUE NOS ENFANTS MOURAIENT, VOUS N'AVEZ RIEN FAIT POUR NOUS AIDER. A PRESENT, QUE DIEU AIDE VOS ENFANTS». En dépit des appels répétés d'Amnesty International pour dénoncer les exactions du régime irakien, les gouvernements et l'opinion publique sont restés insensibles. Il est encore temps de se sentir concerné. (*Observer*, 18.11.90). p. 18, 19 & 20.
- AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE L'IRAK. (*La Croix du Midi*, 18.11.90). p. 21.
- REFUGIES. «POUR QUE L'ETAT TURC NE MASSACRE PLUS LE PEUPLE KURDE» (*Le Progrès*, 16.11.90). p. 21.
- MANIFESTATION DE SOUTIEN AU PEUPLE KURDE A CHARTRES. Les Kurdes en défilé, se sont rendus à la préfecture. (*République du Centre*, 19.11.90). p. 22.
- L'EST ET L'OUEST ANNONCENT LA FIN DE LA GUERRE FROIDE A LA CONFERENCE DE PARIS. Les dirigeants de l'OTAN et du Pacte de Varsovie signent un traité et renoncent à l'agression. (*International Herald Tribune*, 20.11.90). p. 23.
- MANIFESTATION KURDE A PARIS, contre la politique de répression en Turquie. (*L'Humanité*, 21.11.90). p. 24.
- 34 ETATS SIGNENT UNE CHARTE A PARIS. A la fin de la conférence, les chefs d'Etats proclament «l'Ere Nouvelle de la Paix». (*International Herald Tribune*, 22.11.90). p. 24.
- MOBILISATION CONTRE L'EXPULSION DU KURDE SERAFETIN POLAT. (*République du Centre*, 23.11.90). p. 25.
- LES KURDES SOUS LES FEUX DE LA RAMPE. (*Freiheit*, 22.11.90). p. 25.
- REFUGIES KURDES. LE FOOT, LANGAGE INTERNATIONAL. Rencontre sportive à Piriac. (*L'Echo de la Presqu'île*, 23.11.90). p. 25.
- LE PENTAGON VIDE LES FONDS DE TIROIRS POUR TROUVER DES PIECES DE RECHANGE. Avions et hélicoptères figés au sol à cause du talc du désert. L'objectif: rassembler suffisamment de matériel pour soutenir 30 jours de combat. (*International Herald Tribune*, 24-25.11.90). p. 26.
- LES ETATS UNIS RECHERCHENT DE L'AIDE POUR ENVOYER DES TROUPES SUPPLEMENTAIRES AU MOYEN ORIENT. (*International Herald Tribune*, 24-25.11.90). p. 26.
- GÜNEY: LE ROI LAID DU CINEMA TURC. Mehmet Sehms Güzel, auteur d'un ouvrage consacré à Güney, raconte et explique l'homme-clé du Septième Art turc. (*KIRN Magazine*, 2-8.11.90). p. 27, 28 & 29.
- ASSAD MISE POUR ETENDRE SON POUVOIR. La perspective d'accroître son influence l'amène à conclure une alliance inhabituelle avec les Etats Unis. (*International Herald Tribune*, 24-25.11.90). p. 30.
- TURQUIE: DEPUTES COUPABLES D'AVOIR PARLE KURDE. (*Témoignage Chrétien*, 24.11.90). p. 30.
- BUSH RENCONTRE ASSAD ET FELICITE LA SYRIE POUR SON ROLE DANS LE GOLFE. Assad espère que son alliance lui permettra de renforcer son influence. (*International Herald Tribune*, 24-25.11.90). p. 31.
- LIENS HISTORIQUES ENTRE L'AZERBAIDJAN ET L'IRAN. (*Christian Science Monitor*, 27.11.90). p. 32.
- UNE GUERRE PEUT EN CACHER UNE AUTRE. Tirant parti de la crise du Golfe, le régime d'Ankara déporte, emprisonne et torture dans ses provinces de l'Est. Claudia Roth, députée européenne, raconte... (*L'Humanité*, 27.11.90). p. 33.
- LES KURDES NE COMBATTRAIENT PAS L'IRAK si une guerre éclate dans le Golfe. Pourtant Saddam Hussein demeure leur ennemi le plus dangereux. (*The Guardian*, 27.11.90). p. 34.
- LE CHEF DU SHP INÖNÜ A PARLE A TUNCELI: «LA LANGUE MATERNELLE DOIT ETRE LIBRE». (*Cumhuriyet*, 3.11.90). p. 35.

- LA DISCUSSION SUR LE «KURDE» CONTINUE. 6ème JOURNEE DE LA GREVE DE LA FAIM: 6 ARRESTATIONS A CIZRE. (*Cumhuriyet*, 3.11.90). p. 35.
- FATOS GÜNEY, L'EPOUSE DE YILMAZ GÜNEY, DEMANDE LE DROIT A LA PROJECTION DE L'ENSEMBLE DE SES FILMS: LE VENT DE LA DEMOCRATIE SOUFFLE DE GÜNEY. (*Cumhuriyet*, 2.11.90). p. 3637.
- L'ENQUETE JUDICIAIRE CONTRE LE DEPUTE DE H.E.P., AKSOY, POUR CAUSE DE «KURDICITE». (*Cumhuriyet*, 2.11.90). p. 39.
- İNÖNÜ: OZAL VEUT LA GUERRE POUR SES PROPRES INTERETS. (*Cumhuriyet*, 4.11.90). p. 39.
- LA LETTRE DU GOUVERNEMENT AU CONSEIL EUROPEEN: LE SUD-EST EN DEHORS DU CHAMP D'OBSERVATION (INTERNATIONALE). (*Nokta*, 4.11.90). p. 40 à 42.
- ANKARA EST INTERVENU: LA CONFERENCE KURDE DE STOCKHOLM EST AJOURNEE. (*Cumhuriyet* 5.11.90). p. 42.
- LES GREVES DE LA FAIM SONT SOUTENUES PAR DIVERSES MANIFESTATIONS. LES FORCES DE L'ORDRE ATTAQUENT. (*Yeni Ülke*, 4.11.90). p. 43.
- LES JOURS DE GARDE A VUE AU SUD-EST. (*Yeni Ülke*, 4.11.90). p. 44.
- LE 30ème JOUR DE LA GREVE DE LA FAIM. (*Cumhuriyet*, 6.11.90). p. 45.
- MEHDI ZANA: ACQUITTEMENT POUR SON PLAIDOYER EN LANGUE KURDE. (*Cumhuriyet* 9.11.90). p.45.
- PROGRAMME KURDE A LA B.B.C. (*Cumhuriyet*, 12.11.90). p. 45.
- LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE PARTAGENT LA MEME OPINION: IL FAUT EMPECHER LA CREATION D'UN ETAT KURDE. (*Hürriyet*, 14.11.90). p. 47.
- LE DOCUMENTAIRE DE CHANNEL-4: «LE KURDISTAN EST-IL LA DERNIERE COLONIE ?». (*Cumhuriyet*, 16.11.90). p. 48.
- LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE INQUIETE ANKARA. (*Cumhuriyet*, 18.11.90). p. 48.
- WASHINGTON OUVRE LA PORTE DE L'IMMIGRATION DANS UN PREMIER TEMPS A 1 500 REFUGIES KURDES. LE «GESTE» ENVERS LES PESHMERGAS DES U.S.A. (*Cumhuriyet*, 17.11.90). p. 49.
- ECOUTONS LE PROBLEME DU SUD: DES DEPUTES SUDISTES DU HEP, AKSOY ET ADNAN, «LA-BAS LA SITUATION EST TRES CRITIQUE». (*Tempo*, 11-17.11.90). p. 50 & 51.
- LA TURQUIE N'EST PAS UN ETAT DE DROIT MODERNE, NI MEME UNE REPUBLIQUE AU SENS DE LA ROME ANTIQUE. (*Tavir*, 25.11.90). p. 52.
- ENSEIGNEMENT TURC AUX ENFANTS DES REFUGIES KURDES IRAKIENS. (*Yeni Ülke*, 25.11.90). p. 52.
- LE PROBLEME KURDE A L'ORDRE DU JOUR DES SYNDICATS. (*Yeni Ülke*, 25.11.90). p. 52.
- LE STATUT DES REFUGIES KURDES IRAKIENS. (*Cumhuriyet*, 28.11.90). p. 53.
-
-



T&A, Tuesday September 25, 1990

**Jim
Greenhalf** Columnist
of the
Year
STRAIGHT TALK

Deadly means to a ghastly end

The distressing pictures on this page show villagers from the Kurdish village of Halabja in Northern Iraq who fell victim to Saddam Hussein's gas attacks during the Iran-Iraq War. The Iraqi troops believed responsible are reported now to be in Kuwait.

LEST WE FORGET the methods employed by Iraq's President Saddam Hussein to enforce his rule, the graphic, disturbing photographs on this page should serve as an aide-memoire.

They were taken in the Kurdish town of Halabja in North-West Iraq a day or two after Saddam Hussein's warplanes dropped bombs containing poison gas and nerve agents.

The attack on Halabja probably differed little from the gassing of more than 130 Kurdish towns and villages since 1987. The bombs did not make a big noise. There was a yellowish cloud of smoke and a smell of rotten parsley or onions.

Seconds later about 6,000 Kurds were dead. They had no time to run for cover, dismount from the back of a truck, nor to say a prayer. People fell where they happened to be when the gas swept through the town like the tenth plague of Egypt; but no one was spared.

The man who recently appeared on Iraqi television patting the heads of Western children, the man posing as the messianic leader of the Arab world who "has earned the respect of his people", to quote a correspondent to the T&A, has in fact been killing his own people for years.

Most of the inhabitants of Halabja were Sunni Muslims, like most of the Muslims who live in Bradford and other parts of Britain. One wonders how any British Muslim could possibly regard Saddam Hussein as the flag-bearer of Islam.

The man posing as the defender of the Palestinian cause appears to have had scant regard for the wishes of the four million Kurds in Iraq.

Western hostages who managed to escape across the desert from Kuwait had nothing but praise for the kindness they had received from the Kurds they met. Only a beleaguered people like the Kurds would know how it feels to be a hostage to fortune, for that has been their fate since the dissolution of the Ottoman Empire after the 1914-18 War.

I have before me a four-page pamphlet issued by the London-based Minority Rights Group, an international research, education and information unit. It says that, from the 16th Century to the mid-19th Century, Kurdish tribes had almost total autonomy in the Northern areas of the Ottoman and Persian empires. They enjoyed their own language, customs and culture.

After the 1914-18 War the Kurds found themselves divided between the nation states of Turkey, Iran and Iraq. Their position became ambiguous, rather like that of the Laplanders whose territory stretches across the Northern parts of Norway, Sweden and Finland.

In Turkey almost ten million Kurds are forbidden to use their own language or to describe themselves as Kurds. This has resulted in an armed struggle against the authorities by a Marxist guerrilla group, the Kurdish Workers' Party, which wants, but is unlikely to get, an independent Kurdistan.

In Iran, the Kurds of Mahabad succeeded in declaring an independent republic briefly in 1946 (rather like Lithuania's declaration of inde-

pendence from the USSR in March). But the authorities retaliated and hanged the leaders.

Thereafter, tribal chiefs were allowed to register tribal lands as personal possessions in return for making sure their tribes obeyed the government.

Iran was a willing accomplice to Kurds seeking autonomy in Iraq until 1975. Then the Iraqis conceded part of the Shatt-al-Arab waterway to Iran. The Iranians promptly withdrew support from the Kurds and the revolt which had been going on for 14 years collapsed.

This cosy state of affairs between Iran and Iraq lasted five years. In 1980 Saddam Hussein turned on Iran over the same bit of waterway and started the war that was to last for eight years.

A few weeks ago Saddam Hussein made territorial concessions to Iran to remove the possible threat from his surrounded country's Eastern border. Having been bitten once by the Iraqis, Iran ought to be shy about trusting them twice.

The Iraq-Iran War gave Saddam Hussein the opportunity to test the efficiency of his chemical weapons. Repeated gas attacks persuaded Iran to seek a ceasefire in August, 1988, by which time Saddam Hussein had already wiped out the town of Halabja and razed many other Kurdish settlements to the ground.

Why did he do this?
In retaliation against the Patriotic

It was Saddam's Cromwellian reign of terror which caused more than 55,000 Kurds to flee to Turkey, of all countries, where they were granted 'temporary shelter'

Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, two political parties who established control over an area of Iraq about half the size of Wales.

It was Saddam's Cromwellian reign of terror which caused more than 55,000 Kurds to flee to Turkey, of all countries, where they were granted 'temporary shelter'. Like the multi-national exodus from Iraq to Jordan, this event was headline news.

Now, however, little or nothing is heard about the plight of the thousands of Kurdish refugees presumably still living under canvas in Turkey.

Amnesty International reported in June that 27,000 were still there. Up to 6,000 had returned to Iraq following amnesties offered by

Saddam Hussein; their fate is even more doubtful because Iraq has refused to allow any international body to monitor the repatriation of those who chose to go back.

Amnesty International says that more than 350 Kurds disappeared less than a month after the first amnesty was announced in September, 1988. Six months later, seven Kurds were executed after surrendering to the Iraqi authorities.

The Minority Rights Group estimates that in the last few years at least 3,000 out of 4,000 villages in Iraqi Kurdistan have been demolished and up to 500,000 Kurds forcibly removed to detention camps in the desert.

In 1983, 8,000 members of the Barzani clan were arrested and have not been heard of since.

Last week I spoke to a Kurdish expatriate in Britain. Because he has relatives still living in Iraq, he was anxious that I keep his identity a secret. Suffice it to say he is a representative of the Kurdish Institute of Paris (KIP, unfortunately) and is the source of the photographs reproduced here.

He told me: "If Kurds got away with some sort of autonomy in Iraq, they would get away with it in Turkey and Iran. That is why nobody in that part of the world was interested in bringing up the situation of the Kurds. Until recently, Saudi Arabia considered Iraq an ally. Since the invasion of Kuwait, Saudi newspapers are every day mentioning Saddam's treatment of the Kurds."

During our conversation I raised a couple of points, at least one of which has been voiced as a criticism of the West by Saddam Hussein's Islamic sympathisers in Britain.

Not even the massacre at Halabja prompted the West to take the action it did following the invasion of Kuwait (although the US Senate did try to introduce mandatory sanctions against Iraq two years

ago). Secondly, should the West abandon the Gulf and leave the Arabs to sort out the crisis themselves?

My KIP interlocutor replied: "Maybe the Christians haven't done anything about what happened in Halabja. But the only people who brought up the issue of the poison gas bombing were NOT Muslims. Muslims never mentioned this. After this Saddam became more powerful in the Middle East. That really shows up that power plays the major role rather than human rights."

"In my opinion the Arabs would not be able to sort out the problem. A few days after the invasion of Kuwait there was a summit meeting of Arab leaders, in Cairo I think it was. The Iraqi and Kuwait representatives threw food at each other. Arabs are not united. Why, at no stage, has any Arab country mentioned to Iraq that gassing Kurds was wrong?"

These photographs do not show why America, Britain, France and Holland sent military forces to the Gulf; but they do show what Saddam Hussein is capable of. He is not the first Middle Eastern leader to use an iron fist in a mailed glove to crush opposition;

King Hussein of Jordan used violence to drive armed Palestinians out of his country 20 years ago.

The presence of George Habash in the Jordanian capital Amman last week is yet another reminder of what I said in this column a few weeks ago: the history of the Middle East is replete with ironies. Habash is the leader of the violent Popular Front for the Liberation of Palestine.

Nor are the Iraqis the first to demolish the settlements of a troublesome ethnic minority; Israel has also bulldozed its way through the West Bank and the Gaza Strip and has been roundly condemned for doing so by the United States. Saddam Hussein's brutal invasion of Kuwait has served only to further delay a solution to the Palestinian problem.

The corpses of the men, women and children in these photographs were buried or burned long ago; but that is no reason to forget what happened to them; indeed the very reason why we should remember is that the man responsible for this atrocity against fellow Muslims is still in power and is the object of what amounts to infantile hero-worship by some of Britain's Muslims.

The propaganda preached in support of Saddam Hussein should be judged against the corpses in these photographs.

International Herald Tribune, October 2, 1990

U.S. and France Deny Rift Is Opening in Policy Toward Iraq

By Joseph Fitchett

International Herald Tribune

PARIS — The United States and France sought Monday to show President Saddam Hussein of Iraq that he would not find any political soft spots in the ranks of the Western and Arab coalition arrayed against him.

But Washington continued to emphasize the need to increase the pressure on Baghdad while Paris sought to cope with Iraqi claims that France had offered its services as a diplomatic intermediary in the conflict.

While it was unclear how closely U.S. and French policies were coordinated in a mix of carrots and sticks, President George Bush, in his UN speech Monday, sought to

NEWS ANALYSIS

minimize the nuances in the two governments' approaches.

France, meanwhile, reacting to the release of nine French hostages by Iraq, denied Iraqi claims on Monday that Paris was involved in separate negotiations with Baghdad.

Faced with questions about whether France had made unilateral concessions to Iraq, a French government spokesman said that diplomatic exchanges with Baghdad were confined to questions about the fate of an estimated 350 French hostages.

Mr. Bush, in a speech emphasizing American hopes for settling the Gulf crisis short of war, tilted U.S. rhetoric closer to the line adopted publicly last week by President François Mitterrand.

At the same time, without citing France, Mr. Bush spelled out dif-

ferences in the two allies' blueprints for a solution. Hinting at new demands in the U.S. vision of a settlement, he said Monday that Iraq and its leadership must be held "liable for these crimes of abuse and destruction" in Kuwait.

Mr. Bush had in mind, U.S. officials said, financial reparations for Iraqi troops' systematic looting and pillaging of Kuwait and also the possibility of war-crimes trials for Iraqi officials guilty of atrocities.

His remarks put on notice Iraq — and also France and other allies in the anti-Iraqi coalition — about U.S. intentions to impose uncompromising terms in any settlement.

Prime Minister Margaret Thatcher, who discussed the reparations plan with Mr. Bush, repeated Monday that "the military option is there and the buildup of forces continues."

Mr. Mitterrand's spokesman acknowledged Monday that "somewhat different approaches" prevailed in Paris and Washington about how to forge long-term stability in the region, but he insisted that France, like the United States, sought an unconditional Iraqi withdrawal from Kuwait.

Uncertainties about the French position arose last week after Mr. Mitterrand said that "everything would become possible" in negotiating a Gulf solution if Mr. Hussein pledged to withdraw from Kuwait.

Although Mr. Mitterrand emphasized that he saw no signs of Iraqi willingness to meet this condition, his speech aroused concern in the White House. France, a U.S. official said, seemed to harbor

hopes that talks could lead Mr. Hussein from concession to concession whereas Washington was convinced that his diplomatic overtures only masked his determination to keep Kuwait.

Mr. Mitterrand's spokesman insisted Monday that "there is nothing between France and Iraq which could be described as negotiations" about the Gulf crisis.

Washington earlier expressed concern that Mr. Mitterrand had implied that "negotiations" could start with Iraq when Baghdad promised to pull out of Kuwait and before UN forces had replaced the Iraqi occupiers.

Paris reassured Washington this weekend that France envisaged talks only after Iraq withdrew and that an ambiguous phrase in Mr. Mitterrand's speech — calling for "withdrawal of military forces" — referred only to Iraqi troops, not to Western forces.

Mr. Bush, while not taking issue with France in his UN speech, rejected French suggestions that a settlement might involve a change of government in Kuwait. He also differed with Mr. Mitterrand about linkage with the Palestinian issue.

He suggested, however, that prospects for settlement of the Palestinian question might improve in a climate of Western and Arab cooperation in the Gulf.

Europeans have expressed their consternation about the French initiative, characterized as "premature" by the Belgian foreign minister, Mark Eyskens.

"I may personally add that the whole initiative was not considered within the European Community," he said Monday, chiding France for ignoring its own calls for closer EC consultation on foreign policy.

Mubarak Asserts Israel and Iraq Are in Contact

Compiled by Our Staff From Dispatches

PARIS — President Saddam Hussein of Iraq is secretly in contact with Israel, President Hosni Mubarak of Egypt said Monday.

"I know, we all know, that he's in secret contact with Israel," Mr. Mubarak said on French television. He also said he was "convinced

that Israel will not attack Iraq without a clear reason."

Avi Pazner, spokesman for Prime Minister Yitzhak Shamir of Israel, said of the remarks, "We don't know anything about that."

Mr. Mubarak said he believed that "even if Israel and Syria withdrew from Lebanon, Iraq would not withdraw from Kuwait." He said Mr. Hussein "would be in danger" at home if he pulled his troops out. "After having given everything back to Iran, his people will begin to ask questions." (AFP, AP)

International Herald Tribune, October 2, 1990

All Israelis to Get Gas Masks

By Joel Brinkley
New York Times Service

JERUSALEM — The military announced Monday that it will begin distributing gas masks to the general public next week.

The army expects to have passed out masks and related protective gear to all 4.6 million citizens and residents within a month.

The decision is a clear reaction to President Saddam Hussein's threat to attack "oil, the region and Israel," should Iraq begin to suffer under the sanctions now in place.

But to allay public concern, the Israeli Army stressed that "the distribution of gas masks in no way whatsoever indicates a change to an emergency status."

In August, when the Gulf crisis began, numerous

citizens and a few political leaders, including Foreign Minister David Levy, had agitated for the immediate distribution of protective gear. But at that time the army said the situation was not serious enough, and in the last month public discussion of the matter had died out.

Now, however, said Brigadier General Nachman Shai, the chief army spokesman, "every Israeli citizen will be called, in stages of course, at a certain time by advance notice" to pick up his mask.

Masks will be distributed at hotels too, so that "tourists will also have kits in case, God forbid, they'll need them," he added.

Although Israel has enough masks, antidote-filled syringes and other protective gear for every resident and visitor, the army had not bought masks for the 1.7

million Palestinians living in the West Bank and Gaza Strip.

"The army didn't ever think that residents of the territories would be a target," General Shai explained.

So the military is in the process of purchasing masks for the Palestinians as well. The army said Palestinians will be required to pay for their masks, while the protective gear is being handed out to the Israeli public, both Arabs and Jews, for free. The army argued that Israelis have already paid for their kits in their taxes.

Although the government stressed that the threat to Israel had not increased in recent days, Monday a senior Israeli military analyst said some military officials have become increasingly concerned that if "Saddam Hussein feels he is really cornered by the Americans and the sanctions, he may decide his best option is to attack us before the forces in Saudi Arabia attack him."

The United States has pledged to attack Iraq, if Iraq attacks Israel. But the reasoning behind the Israeli concern is that Syria, Saudi Arabia and the other Arab states aligned against Iraq might not join the United States in its attack, if the immediate provocation was an Iraqi attack against Israel.

Vendée Matin, 3 octobre 1990

Piriac va accueillir 600 réfugiés kurdes

La Baule.— Piriac, commune du littoral Nord de 1400 habitants, accueille dès samedi un premier groupe de cinquante réfugiés kurdes venant d'un camp de Turquie.

La France a en effet passé une convention avec Ankara pour recevoir sur son territoire un certain nombre de ces ressortissants du Kurdistan, et c'est au centre de Praillane de Saint-Sébastien de Piriac en Loire-Atlantique qu'ils seront hébergés.

Cette opération de solidarité nationale se poursuivra pendant deux ans sous l'égide de différents ministères dont celui de la Solidarité. Cinquante Kurdes arriveront à Piriac tous les deux mois, soit six cents au total. Tous les trois mois, cinquante de ces réfugiés en repartiront pour être accueillis dans d'autres villes de France à raison d'un foyer par ville d'accueil.

Actuellement, peu de précisions ont été données par la voie officielle puisqu'une réu-

nion doit se tenir aujourd'hui à Nantes. On sait que cette première communauté kurde arrivera samedi soir à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle pour être dans la nuit transférée par car vers son lieu d'hébergement.

Ces réfugiés resteront sur place le temps de leur alphabétisation et seront totalement pris en charge. Une association aidera à leur insertion. Parmi les premiers arrivants, quatre familles de sept enfants qui vivaient jusqu'à présent dans des conditions difficiles.

Rappelons en effet que le peuple kurde qui revendique son identité, est un peuple sans terre. Le Kurdistan qui se situe en Asie entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie, compte environ 18 millions de ressortissants.

En 1988, 5000 Kurdes, hommes femmes et enfants ont été gazés au début de la guerre Iran-Irak par les soldats de Saddam Hussein. En novembre de

la même année, douze Kurdes avaient entamé une grève de la faim devant l'UNESCO à Paris pour protester contre cette extermination du peuple kurde en demandant des sanctions économiques contre l'Irak.

La communauté kurde, qui fait de temps à autre parler d'elle en organisant des actions revendicatrices à Paris, comme l'occupation des compagnies aériennes turques, compte plus de 30 000 ressortissants en région parisienne. 400 000 réfugiés sont répartis en Europe.

A Piriac, le travail du centre de Praillane sera sans doute difficile. Mais par le passé, ce centre a déjà fait ses preuves en recevant de nombreux réfugiés politiques. Les derniers en date étaient composés de vingt-quatre familles sri-lankaises. C'était entre 1984 et 1985.

Lionel Aubry

International Herald Tribune, October 4, 1990

Mitterrand Flies To Gulf to Meet With King Fahd

Officials Say He Will Push Peace Plan

By William Drozdiak
Washington Post Service

PARIS — President François Mitterrand flew to the Gulf on Wednesday to inspect French troops and consult with Arab leaders there in the first visit to the region by a Western leader since Iraq invaded Kuwait two months ago.

The French head of state was scheduled to meet Wednesday night in Abu Dhabi with President Zayed ibn Sultan al Nahayan of the United Arab Emirates. He was also to visit the 300 French paratroopers who were dispatched there in August to serve in a ground reconnaissance role and stay overnight aboard the French frigate *Dupleix*, stationed in the Gulf.

Mr. Mitterrand will travel to Saudi Arabia on Thursday for three hours of talks with King Fahd in Jidda and will inspect French forces assembling in the Red Sea port of Yanbu.

He may also visit Camp Khaled, the advance staging area near the Iraqi border where most of the 4,000 French ground troops are now based. They were sent to Saudi Arabia last month in response to a

raid by Iraqi soldiers on the French ambassador's residence in Kuwait.

[Iraq freed nine French hostages Wednesday, and a mediator said that President Saddam Hussein would consider freeing all the French being held if a senior French politician visited Baghdad, Reuters reported from Amman, Jordan.

[The Frenchmen, released in what Iraq called a humanitarian gesture, were accompanied to Jordan by members of a French-Iraqi friendship group that had been visiting Baghdad. The leader of the group, Gilles Munier, relayed the Iraqi offer.

[It was not expected that Mr. Mitterrand would stop in Baghdad during his visit to the region.]

French officials said Mr. Mitterrand was fulfilling a promise made last month to make a personal visit as commander in chief of French armed forces. President George Bush is expected to travel to Saudi Arabia in November to review the 175,000 American forces now based there.

The officials said that Mr. Mitterrand, who was being accompanied by Defense Minister Jean-Pierre Chevènement and Foreign Minister Roland Dumas, intended to raise with King Fahd the possibility of reviving an Arab peace initiative, because he feared that time for a peaceful settlement was running out.

According to advisers close to the French president, Mr. Mitterrand believes that war may become

virtually inevitable after mid-November unless President Hussein shows some intention of abiding by United Nations resolutions that call for the release of all foreign hostages and the withdrawal of Iraqi forces from Kuwait.

By the middle of November the searing desert heat will have cooled, easing logistical and equipment problems for Western forces in the region. The United States and Britain are expected to complete all major military preparations on the ground by that time, and the mid-term U.S. congressional elections will be over, French officials noted.

Prime Minister Michel Rocard told the National Assembly on Wednesday that a global trade embargo, even if rigorously enforced, might take 6 to 10 months before its effects finally compelled Mr. Hussein to capitulate. He suggested that military action could not be ruled out, saying that "if the policy of an embargo is shown to be insufficient, recourse to other means should be sought in the framework of the United Nations."

Mr. Rocard said that French forces in the region would remain under the independent command of French officers and that any decision to involve them in armed conflict would rest solely with the French president.

Mr. Mitterrand's speech last week at the United Nations, in which he said that "everything would become possible" if Mr. Hussein announced his willingness

to pull out of Kuwait and release the hostages, was clearly an invitation to the Iraqi leader to find a face-saving way out of the crisis before all peaceful exits were closed.

But the speech also stirred consternation in Washington when Mr. Mitterrand did not specify that the deposed emir of Kuwait, Sheikh Jaber al Ahmad al Sabah, should be restored to power and instead called for "the democratic expression of the choice of the Kuwaiti people."

French officials said that Mr. Bush had telephoned Mr. Mitterrand and had inquired somewhat anxiously if the speech represented a change in French policy. Mr. Bush was reassured that France was scrupulously insisting that Iraq must adhere to the UN Security Council resolutions and that there could be no question of negotiations before Iraq released the hostages and left Kuwait.

But the officials said that France would not make its policy in the Gulf crisis contingent on restoring the Sabah dynasty to power, especially since any armed conflict would probably involve some of the 13,000 French troops and dozen warships now based in the region.

"We are prepared to fight for the restored sovereignty of an occupied country but not for the people who were in power," a senior Mitterrand adviser said.

Study Details Iraq's Sources of Chemical Arms

Washington Post Service

LOS ANGELES — At least 207 foreign companies, including 86 from West Germany, have supplied chemical and biological technology and arms to Iraq, some after Iraq began killing Iranian soldiers and its own civilians with poison gas, according to the Simon Wiesenthal Center for Holocaust Studies.

The center's dean, Rabbi Marvin Hier, said "The Poison Gas Connection," written by the Paris-based journalist Kenneth R. Timmerman, was based on documents

showing that Iraqi chemical stocks are larger and Western efforts to halt the traffic more feeble than previously reported.

Released Tuesday, the report said that Iraqi chemical-weapons production plants, "which were designed, built and equipped by Western companies — most of them West German — are now producing from between 1,400 to 2,500 tons of chemical weapons agents every year, including mustard gas, cyanide, somar, sarin and tabun."

Besides the 86 West German companies providing equipment and materials for "unconventional weapons" to Iraq, the report also counted 18 U.S. manufacturers and 18 British, 17 Austrian, 16 French, 12 Italian and 11 Swiss companies.

International Herald Tribune, October 4, 1990

156 Seeking Asylum in U.K. After Syria Flight

The Associated Press

LONDON — One hundred fifty-six people who arrived without warning on a cargo flight from Damascus have applied for political asylum, the Home Office said Wednesday.

The group, including 61 children, was held at Gatwick Airport after arriving Tuesday evening on a flight of the Egyptian carrier Zarkani Air Services. None of the passengers had travel documents, according to the Home Office.

A Gatwick spokeswoman said she thought the passengers were Iraqi Kurds.

"All we can say is that they are of Middle Eastern origin," a Home Office spokeswoman said. "Until

we know where they are from, we cannot make a decision on whether they will be allowed to stay in Britain."

She added that ZAS had been fined £156,000 (\$290,000) for transporting passengers without documents to Gatwick.

Baghdad has used chemical weapons against minority Kurds in the north, who are seeking independence from Iraq. The Kurdish rebellion flared during Iraq's eight-year war with Iran.

The Gatwick spokeswoman said that the pilot of the ZAS plane informed airport authorities only 30 minutes before landing that there were passengers aboard. The plane was on a scheduled cargo flight that landed about two and a half hours late. "The crew had no manifest," she said, "and when the passengers appeared we informed the immigration authorities."

British authorities detained the aircraft, a DC-9, in Gatwick's cargo area. Crew members were lodged in a hotel, the spokeswoman said, while the passengers were kept in an airport lounge.

THE TIMES FRIDAY OCTOBER 5 1990

Kurdish refugees are granted a temporary stay in Britain

By LIN JENKINS

THE 156 Iraqi Kurds and nationals, who arrived in Britain without entry documents on a charter flight from Damascus, have been granted temporary admission by the Home Office, while their applications for political asylum are considered.

All have been found places in hotels in Windsor, Slough and London or with friends among Britain's 11,000 Kurds and lent money by the Kurdish Cultural Centre until applications for state aid are completed and processed.

A Home Office spokesman said it would take some weeks until all requests for political asylum could be processed. The 156 would be allowed to stay if they met the United Nations criteria of having a well-founded fear of persecution

should they return. Those looking after the refugees, all of whom paid £800 or more for a seat on the plane, and probably more for fake documents to allow them to board the aircraft, claim at least 60 of them would be hanged if they were to return to Iraq. Hishyar Abid, of the Kurdish Cultural Centre, said the group, included 61 children and 37 single men.

Some had been living in refugee camps on Iran since fleeing Iraq, either in 1988, when Iraq launched its biggest chemical weapons attack wiping out an entire Kurdish village in the north, or since. Others had been active freedom fighters until recently. The refugees, who include at least two doctors, a leading mathematician and various pro-

fessional men, are believed to belong to the Patriotic Union of Kurdistan.

George Short, UK director of ZAS Airline of Egypt, the owners of the aircraft, said the plane had been chartered by an American-based company, Air Routing, based in Houston. "We have been saddled with extra costs as well as the £156,000 fine — against which we will appeal — for bringing in these people and wish to recover some of those costs."

Mr Short said of Air Routing: "They told us all passengers were European." The passengers' passports were found stuffed in rubbish bags in the plane's lavatories after it landed.

A.F.P. — A. F. P. — A.F.P. — A. F. P. — A.F.P. — A. F. P.

FRFR

FRA0236 4 B 0255 FRA /AFP-CC93

Turquie-Kurdes-France

Les 52 réfugiés Kurdes irakiens sont arrivés en Loire-Atlantique

NANTES, 6 oct (AFP) - Les 52 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie et arrivés en France vendredi soir ont été accueillis samedi au Village du Moulin de Praillane de Piriac-sur-Mer (Loire-Atlantique), un centre de vacances où pendant trois mois ils seront préparés à leur insertion en France, a-t-on appris auprès de la direction du centre.

Les 52 réfugiés -37 enfants, 9 femmes et 6 hommes- sont arrivés à Piriac-sur-Mer en autocar à 6h30 samedi. Encadrés par une équipe d'une douzaine d'animateurs, les adultes bénéficieront d'une alphabétisation et les enfants d'une pré-scolarisation.

Ces Kurdes font partie d'un contingent de 600 réfugiés qui arriveront en France par groupes de 50 tous les deux mois pendant une période de deux ans.

En août 1988, rappelle-t-on, quelque 60.000 Kurdes avaient fui l'Irak vers la Turquie après les bombardements à l'arme chimique du régime de Bagdad sur leurs villages. Près de la moitié d'entre eux ont quitté la Turquie pour l'Iran depuis le cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak ou pour l'Irak après les déclarations d'amnistie de Saddam Hussein. Les autres, répartis dans trois camps provisoires, attendent encore un pays d'accueil en Turquie.

La France a déjà accueilli en août 1989, 337 réfugiés kurdes d'Irak, installés dans un premier temps dans le camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) à l'initiative de l'association France-Liberté présidée par Mme Danielle Mitterrand.

Le Matin—Lausanne, 7 oct. 1990

*Le monde est une rose.
Sens-la et passe-la à tes amis.*

Proverbe kurde

Noureddine ZAZA

1988 — 7 octobre — 1990

En souvenir de son combat, merci de ne pas oublier l'idéal défendu par Amnesty International et par *France-Libertés*, Fondation Danielle Mitterrand.

Tant que l'être humain continuera à être piétiné et persécuté, un peu partout à travers le monde, l'humanité ne pourra pas rêver de jours meilleurs.

N. Z. («Ma vie de Kurde», 1982)

Gilberte Favre-Zaza et Char go Valéry Zaza
Bussigny-près-Lausanne et Le Chambon-sur-Lignon (France).

36133

chimie actualités 8 OCT 90

207 FIRMES OCCIDENTALES IMPLIQUEES DANS L'ARMEMENT CHIMIQUE DE L'IRAK

L'Irak aurait bâti son arsenal chimique et biologique avec l'aide d'au moins 207 entreprises occidentales, révèle un rapport de la lettre d'information *Middle East Defense News* basée à Paris. Cette étude affirme que les ventes effectuées par des sociétés ouest-allemandes étaient souvent illégales, alors que celles réalisées par les américains avaient reçu l'autorisation de Washington. L'Irak serait en mesure de produire chaque année entre 1 400 et 2 500 tonnes d'agents chimiques mortels, tandis que l'importance de ses stocks le place au 3ème rang mondial derrière les Etats-Unis et l'URSS.

De son côté, la Chine nie avoir voulu vendre à l'Irak 7 tonnes d'hydrure de lithium voilà 10 jours comme l'affirme *The Independent on Sunday*. Ce produit qui entre dans la fabrication d'armes chimiques et nucléaires aurait transité par l'Iran avant d'être réexpédié comme médicament vers Bagdad. La société North China Industries (Norinco) mise en cause par ce journal anglais assure ne pas même produire d'hydrure de lithium.

Par ailleurs, la Turquie a renvoyé vers son expéditeur un bateau polonais parti d'Anvers transportant 100 t de cyanure de sodium allemand parce qu'elle avait des doutes quant à la destination de cette cargaison, officiellement en transit pour l'Iran... et qui aurait pu être détournée vers l'Irak. Le cyanure de sodium peut servir à des usages civils, mais aussi à la fabrication de bombes à base d'acide cyanhydrique (HCN), du même type que celles déjà utilisées par les Irakiens contre la minorité kurde.

Le Monde

● Samedi 6 octobre 1990 ...

LA CRISE DU GOLFE

L'Irak affirme « préférer la guerre à la capitulation »

Dialoguer pour gagner du temps et tenter de diviser : telle semble être encore, après plus de deux mois de crise, l'attitude irakienne, illustrée de nouveau, jeudi 4 octobre à Amman, par la rencontre entre le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, et le premier vice-premier ministre irakien, M. Taher Yassine Ramadan.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Tout en constatant que son entretien avec M. Toshiki Kaifu n'avait pas permis de dégager une « convergence de vues » entre les deux parties, dont les positions demeurent « très éloignées », M. Ramadan a souligné comme un bon point – et implicitement comme un exemple à suivre – que « le dialogue devait se poursuivre entre les deux capitales », ce que Tokyo reste disposé à faire, selon le porte-parole de M. Kaifu.

Dans une conférence de presse tenue à l'issue de sa visite à Amman, au cours de laquelle il a remis au roi Hussein un message du président irakien, M. Ramadan a d'abord insisté sur les signes d'ouverture en vue d'une solution pacifique de la crise, réaffirmant que l'Irak était prêt à discuter, tout en posant immédiatement les limites strictes de toute initiative.

M. Ramadan a une nouvelle fois cité en exemple le discours à l'ONU de M. Mitterrand, affirmant qu'il s'agissait d'une « ouverture de la part d'un pays de bonne volonté qui pourrait éventuellement être développée ». Soulignant que ce discours « avait été la première initiative d'un important Etat européen » dans la recherche d'une

solution pacifique, il a affirmé qu'il « se rapprochait de l'initiative irakienne du 12 août » – par laquelle Saddam Hussein demandait une négociation globale des problèmes de la région – puisque M. Mitterrand avait, lui aussi, évoqué le règlement des autres problèmes du Proche-Orient, c'est-à-dire la question palestinienne et le Liban.

« Nous n'exigeons pas que tout ce qui est contenu dans cette initiative soit approuvé par les autres, a affirmé à cet égard M. Ramadan. Ceci est notre point de vue et nous sommes prêts à accepter toute proposition des parties concernées qui assure la justice ».

Refus de tout préalable

« L'Irak, a poursuivi M. Ramadan, rejette toute sélection dans la légalité internationale et demande l'application du même traitement pour toutes les questions (...) l'Irak refuse toute initiative accompagnée de préalable et qui ne prenne pas en compte les problèmes arabes, et en premier lieu la question palestinienne. Les Arabes et les musulmans regardent toujours du côté de Jérusalem, qui leur est plus importante spirituellement que Koweït, et ils ne peuvent pas comprendre que les Américains défendent la légalité internationale [au Koweït] alors que Jérusalem est toujours occupée » par Israël.

Quant au retrait du Koweït, exigé par la communauté internationale, M. Ramadan l'a rejeté, affirmant que « l'Irak ne peut se retirer de son propre pays. Le Koweït est une partie de l'Irak, a-t-il insisté à plusieurs reprises, dont la colonisation britannique nous a séparé et cela, tout le monde le sait, les Britanniques en pre-

mier ». En revanche, pour lui, « le retrait américain de la péninsule Arabique préparerait la voie au règlement pacifique de la crise et à celui de tous les autres problèmes ». Quant à l'initiative du roi Hassan II du Maroc, appuyée par le président algérien Chadli Bendjedid et le roi Hussein de Jordanie, qui se proposait de chercher une contrepartie honorable au retrait irakien du Koweït, M. Ramadan a clairement laissé entendre qu'elle était un échec.

Tout en affirmant, enfin, que son pays désirait la paix et qu'il était confiant que « malgré la domination américaine il y avait encore dans beaucoup de pays occidentaux la place pour une solution pacifique », M. Ramadan a précisé que « l'Irak préférerait la guerre à la capitulation devant une puissance étrangère, et l'abandon du sort des Arabes dans des mains étrangères. Nous avons décidé de ne pas tirer la première balle, mais si les Américains commencent, ils ne seront maîtres ni de la fin ni de la localisation de cette guerre », a-t-il souligné dans une claire allusion au terrorisme.

Même si les dirigeants jordaniens se plaisent à souligner « des lueurs d'espoir » dans une situation qui demeure toujours aussi tendue, on voit mal dans ce cadre, compte tenu des exigences inchangées des deux parties, ce qui pourrait être fait. M. Ramadan a regagné Bagdad jeudi soir, une heure à peine après le départ du premier ministre japonais, qui se rendait, lui, à Ankara.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 octobre 1990 •

Après avoir « irakisé » le Koweït

M. Saddam Hussein pourrait organiser des élections dans l'émirat

L'hypothèse d'un « référendum d'autodétermination » est avancée par certains milieux militaires israéliens

Le président turc, M. Turgut Ozal, a critiqué, vendredi 5 octobre, ce qu'il a appelé « le plan Mitterrand », estimant qu'il ne faisait que permettre à l'Irak de gagner du temps. En effet, recevant le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, qui effectue une tournée dans la région, M. Ozal a déclaré, selon un porte-parole japonais : « Le plan Mitterrand ne fera que donner davantage de temps aux Irakiens. Nous ne devons pas leur faire bon visage. »

M. Kaifu, que sa tournée a déjà mené au Caire et à Amman, devait se rendre samedi en Arabie saoudite et dimanche dans le sultanat d'Oman. Il a promis une aide de 400 millions de dollars à l'Égypte, de 250 millions de dollars à la Jordanie et de 300 millions à la Turquie.

Les États-Unis ont décidé d'affréter un nouveau charter qui évacuera le 10 octobre des femmes et des enfants américains ainsi que leur famille du Koweït et d'Irak, a annoncé vendredi le département d'État. Le porte-parole, M. Richard Boucher, a précisé que le Boeing-747, pour lequel trois cents personnes se sont déjà inscrites, partirait de Bagdad, ferait une escale à Koweït, avant de revenir à Bagdad pour se rendre à Londres puis aux États-Unis.

Les autorités égyptiennes ont annoncé, vendredi, l'arrestation de quinze Irakiens et Palestiniens qui tentaient d'entrer dans le pays ces derniers jours avec de faux passeports égyptiens et koweïtiens, a-t-on appris, vendredi, à l'aéroport du Caire. La police interroge les suspects appréhendés, dont deux sont des déserteurs, afin de déterminer si certains ne sont pas des terroristes envoyés par l'Irak en mission de sabotage. Jeudi, le président Moubarak avait accusé l'Irak d'envoyer des commandos de saboteurs pour tenter de déstabiliser l'Égypte. - (Le Monde du 6 octobre). - (AFP, Reuter.)

Dans quelques semaines, M. Saddam Hussein pourrait se déclarer disposé à un règlement « négocié » de la crise du Golfe et à un retrait de ses troupes du Koweït. D'ici là, il aura parachévé l'« irakisation » de ce pays, par transfert massif de populations, et envisagera sereinement l'hypothèse d'un « référendum d'autodétermination » dans l'émirat : les partisans du maintien dans « l'ensemble irakien » l'emporteraient haut la main...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce scénario était avancé cette semaine par certains milieux militaires israéliens, qui le jugent « très probable » et très dangereux : il se solderait par une victoire pour M. Saddam Hussein, lui permettrait peu ou prou de garder la main sur le Koweït, et à tout le moins d'exercer une lourde tutelle sur un émirat dont la souveraineté se trouverait singulièrement limitée ; dans le même temps, le complexe militaro-industriel irakien resterait intact - notamment les capacités nucléaires et chimiques du régime. « Nous nous retrouvons seuls face à l'Irak », expliquaient les mêmes sources.

Elles font valoir que cette politique d'« irakisation » est mise en œuvre depuis le 4 août - deux jours après l'invasion de l'émirat - et progresse aujourd'hui à pas de géant. Plusieurs routes stratégiques reliant l'Irak au Koweït sont en voie d'achèvement, de même qu'un chemin de fer ; les systèmes de canalisation d'eau entre les deux pays ont été joints. La seule monnaie ayant cours est la monnaie irakienne ; l'état civil a été totalement « irakisé » - jusqu'aux permis de conduire. Ecoles et hôpitaux ont été rebaptisés.

Un « spécialiste » venu du Kurdistan

Tout en s'efforçant de gommer jusqu'au plus petit symbole du pays qui existait avant leur agression, les Irakiens, selon ces sources militaires, procèdent à de « massifs transferts de population ». Cette politique est le fait d'un spécialiste, le « gouverneur » Ali Hassan Majid, cousin du président Saddam Hussein, aujourd'hui placé à la tête de la « 19^e province irakienne » (le Koweït) après avoir exercé ses « talents » d'administrateur au Kurdistan irakien.

Il y a rasé des villages par milliers, brûlé des centaines d'hectares de cultures et fait déporter plusieurs dizaines de milliers de Kurdes - pour la plupart regroupés dans des sortes de « cités stratégiques », pour d'autres « déplacés » dans le sud du pays, - cependant que l'on compte les « disparus » par milliers.

Dans le cas de l'émirat, l'opération est d'autant plus facile que beaucoup de Koweïtiens se trouvaient en Europe au moment de l'invasion - comme chaque été, - que de nombreux autres ont dû

s'enfuir et que le pays comprenait déjà une forte proportion d'étrangers. Les troupes d'occupation irakiennes ont ensuite déporté nombre de nationaux et, toujours selon ces sources militaires spécialisées, Bagdad « encourage » maintenant des Irakiens, des Jordaniens et des Palestiniens à venir s'installer au Koweït. Dès aujourd'hui, disent ces mêmes sources, les Koweïtiens restés sur place - sans doute quelque 300 000 personnes - représenteraient moins de la moitié de la population civile de l'émirat.

« C'est leur manière de préparer des élections », souligne-t-on encore à Jérusalem. Les Irakiens veulent créer sur place « l'irréversible », atteindre un « point de non-retour à la situation antérieure » pour le cas où ils se sentiraient acculés à négocier. Ayant installé leurs « cadres » un peu partout dans l'émirat, ils consentiraient à un retrait de leurs troupes (parallèlement, bien sûr, au départ des « forces étrangères ») ; ayant bouleversé l'état civil et la démographie, ils accepteraient l'organisation d'un référendum au Koweït. La situation actuelle de « ni guerre ni paix » leur donne le temps de parachever ce dispositif. Les mêmes sources voient dans la récente visite de M. Saddam Hussein au Koweït la meilleure illustration de cette politique d'« irakisation » de l'émirat.

Sans doute n'est-ce pas un hasard si les milieux militaires font ainsi état de leurs appréhensions quant à l'évolution de la crise. Les dirigeants de l'État hébreu redoutent toute issue diplomatique-politique qui laisserait M. Saddam Hussein aussi fort - sinon plus - qu'avant l'invasion. Le seul fait de lier l'affaire du Golfe à la solution des autres conflits au Proche-Orient - comme l'envisageait M. Mitterrand devant les Nations unies - leur paraît être une concession à l'Irak : Bagdad se trouverait ainsi politiquement « payé en retour » dans le monde arabe pour son opération contre le Koweït. Après tout, n'est-ce pas M. Saddam Hussein qui, le premier, avait établi ce « lien » en proposant, le 12 août, que toutes les occupations au Proche-Orient soient mises sur le même plan ?

Officiellement, on veut croire que le président américain n'est pas allé aussi loin que M. Mitterrand quand il a expliqué - lui aussi devant l'ONU - que le règlement de la crise du Golfe pourrait

faciliter celui des autres questions régionales – et notamment le conflit israélo-arabe. Mais certains milieux dirigeants, en privé, ne cachent pas leur inquiétude : l'intervention de M. Bush, venant après celle du chef de l'Etat français, leur paraît effectivement témoigner de « craquements » chez les Occidentaux qui, il n'y a pas si longtemps encore, assuraient que le retrait de l'Irak du Koweït devait être absolument inconditionnel.

Le quotidien *Haaretz* soulignait les dangers pour Israël de l'établissement d'un tel « lien » entre les différents conflits du Proche-

Orient. Il est de l'intérêt de l'Etat hébreu, écrit-il, de rester le plus en dehors de l'affaire du Golfe – et sans doute est-ce là aussi l'intérêt des Etats-Unis. « *Malheureusement, poursuit le journal, certains de nos amis en Europe, comme la France, un pays qui a tout fait pour transformer l'Irak en puissance nucléaire et chimique, essaient de nous impliquer dans la crise en liant un règlement dans le Golfe au problème palestinien.* » *Haaretz* interroge : « *Est-ce que les Français s'imaginent que Saddam a attaqué le Koweït en se souciant un seul instant des Palestiniens ?* »

ALAIN FRACHON

International Herald Tribune, October 8, 1990

Israel Starts Mass Handout of Gas Masks

By Jackson Diehl

Washington Post Service

KFAR YONA, Israel — Israeli families tried on gas masks and trooped home with shopping bags full of chemical warfare gear Sunday as the army began a huge operation to supply the country's 4.6 million citizens with protection against the chemical attack that President Saddam Hussein of Iraq has threatened.

The distribution began in this bedroom community of 5,000 people northeast of Tel Aviv and in two other small towns so that the army could experiment with procedures for what the Israeli authorities said would be the largest mass distribution of gas masks since World War II.

Officials said the nationwide campaign would take up to three months to complete, though there are emergency plans to finish it in three days if necessary.

The Iraqi threat and the decision to hand out the equipment has crippled Israel's tourism industry and has rattled some nerves even in a society accustomed to security crises. Still, most of the families who appeared at a municipal cen-

seemed to accept their gas masks with relative equanimity.

"I don't worry about it, because the chemicals are not very effective, and Saddam would be crazy to attack," said Sassa Eliah, a 25-year-old student, as he lugged a box holding a special protective tent for his one-month-old son. "This is just like insurance."

At the urging of the United States, Israel has tried to maintain a low profile during the crisis in the Gulf, and military leaders continue to say that they do not intend to attack Iraq and doubt that Mr. Hussein's missiles and bombers can do much damage to Israel.

The government initially decided to postpone any distribution of gas masks because of concerns that the action would panic Israelis or be taken as a provocation by Mr. Hussein.

The decision to proceed with the operation appeared to reflect the army's desire to respond to Iraq's more strident threats against Israel as well as to prepare the country for a possible escalation of the crisis.

In a meeting with journalists the

army's commander for the Central Zone of the country, General Yitzhak Mordechai, said that in the event Israel was compelled to mobilize for war, its men would be able to report to their army units "feeling that their families are protected."

General Mordechai said that the army's operation amounted to transferring chemical warfare equipment "from central storage to home storage," rather than an emergency operation.

For that reason, he said, the army will not now distribute masks and other equipment to the 1.7 million Palestinians living in the occupied West Bank and Gaza Strip. Military officials said last week that Palestinians would be given masks but would be charged the equivalent of \$20 for them.

But General Mordechai said, with regard to masks for Palestinians, "In this still-not-emergency situation we are not doing anything."

Some Israeli news organizations have said the military fears that Palestinians will use the masks in confrontations with the Israeli

Army in the territories.

■ U.S. Donations Rising

The campaign to raise private American contributions for the resettlement of Soviet Jews in Israel, an effort that got off to a rocky start in January, has overcome earlier controversies and is well on the way to reaching its goal of \$420 million by year's end, The New York Times reported from New York.

Fund-raisers say that the most recent impetus for giving has been the Gulf crisis, which, they maintain, highlights Israel's vulnerability.

In the minds of most contributors, internal Israeli questions — where the new arrivals should settle and the pace of negotiations with the Palestinians — have apparently paled by comparison with questions of Jewish survival, for both Israel and the Soviet emigres.

Rabbi Alexander M. Schindler, president of the Union of American Hebrew Congregations, said, "Whatever residue of doubt obtained earlier was totally obliterated by the Iraqi invasion."

Morde im Namen der „heiligen Nation“

Eine Terrorwelle greift in der Türkei um sich / Radikale islamistische Gruppen haben in jüngster Zeit elf LaizistInnen ermordet / Jüngstes Opfer: die Sozialdemokratin Bahriye Ücok / Die Polizei, selber von Fundamentalisten durchsetzt, weiß von nichts

Aus Istanbul Ömer Erzeren

Die Bombe kam per Paketzustellung. Beim Öffnen des Pakets wurden Bahriye Ücok Arme und Beine zerfetzt. Sie starb unmittelbar nach dem Attentat in einer Universitätsklinik in der türkischen Hauptstadt Ankara. Der elfte Politmord seit Beginn des Jahres — wie üblich tappt die Polizei im Dunkeln.

In der Türkei hat man sich an die Politmorde gewöhnt. Die Täter wählen die Agenturen und Zeitungen an und liefern ideologische Begründungen des Mordes, im Nu versenden die Agenturen Porträts der Opfer, und die Politiker lassen Beileidsansprachen verfassen.

Die „Organisation islamische Bewegung“, die mit der „Organisation islamische Rache“ zusammenarbeitet, bekannte sich zum Attentat. Kein Zweifel an der Echtheit der Bekenneranrufe. Detaillierte Beschreibung von Zeitpunkt, Ort und Bombe ebenso wie die Widerwärtigkeit der Legitimation: Die „Hinrichtung der Ungläubigen“ erfolgte wegen „ihrer Meinung zur islamischen Beklei-

dung“. Die 71jährige Bahriye Ücok, Dozentin, Ex-Abgeordnete und Senatorin, war Mitglied des Parteirates der Sozialdemokratischen Volkspartei. Ihr Kampf galt dem Fundamentalismus. Die Fachfrau für türkisch-islamische Geschichte verteidigte leidenschaftlich den Laizismus und polemisierte gegen die Islamisierung der Hochschulen. Vor wenigen Wochen noch nahm sie in Deutschland an Podiumsdiskussionen teil und machte auf die fundamentalistische Gefahr in der Türkei aufmerksam. Sie hatte maßgeblichen Anteil daran, daß Donnerstag vergangener Woche ein Gesetzentwurf, der Studentinnen das Bedecken ihrer Haare per Turban erlauben sollte, zu Fall gebracht wurde.

Ebenso wie der laizistische Journalist und Schriftsteller Turan Dursun, der am 4. September einem islamischen Killerkommando zum Opfer fiel, wies Ücok eine islamische Vergangenheit auf. Bereits als Sechsjährige kannte sie den Koran auswendig. Später — sie stieg zur Dekanin der theologischen Fakultät in Ankara auf — beschäftigte sie sich

wissenschaftlich mit dem Islam. Die Forschungsergebnisse in ihren Büchern, wie *Frauenherrscher in islamischen Staaten* und *Mode in der islamischen Geschichte*, waren für die Fundamentalisten Ketzerei: die Freizügigkeit der Frauen bei der Bekleidung in der Frühphase des Islam, der Gebrauch von Schminke, der Prophet Mohammed, der sein Haar färbt, um jung auszusehen.

Die islamistische Terrorwelle — in den siebziger Jahren in der Türkei unbekannt — gehört heute zum Alltag. Seit Anfang des Jahres sind vier prominente laizistische Persönlichkeiten ermordet worden. Von den Tätern fehlt jede Spur.

Während die Zeitungen in aller Ausführlichkeit über die „Bekennenranrufe“ berichten, weiß Nusret Demiral, der Oberstaatsanwalt beim Staatssicherheitsgericht Ankara — er rühmt sich, den Atem jedes Linken auszuhorchen — „nichts“. In einem Land, wo Polizisten flink jeden linkslastigen Flugblattverteiler in die Folterkammer führen, um Informationen über „illegale Organisationen“ auszupressen, hat man von kri-

minellen islamischen Mörderbanden nie etwas gehört.

Zeitgleich zum Mord in Ankara ging das Lager des kritischen Verlages „Sosyal“ in Istanbul in Flammen auf: Brandstiftung. Die zwölbändige Koran-Enzyklopädie des ermordeten Anti-Islamisten Turan Dursun findet aufgrund von Morddrohungen keinen Verleger, und gegen Dutzende Autoren sind Todesfatwas erlassen. So gegen den Professor İlhan Arsel, der mit seinem Buch *Scharia und Frau* den Zorn der „heiligen Mörder“ auf sich zog. Die Perfidie der Geschichte: Nur einen Tag nach dem Mord konnte die islamische Wohlfahrtspartei ihren Jahreskongreß in Ankara eröffnen. „Oh heilige Nation. Bekehre dich zum nationalen Ideal, bevor du dich in Blut findest“, war auf den Transparenten zu lesen.

Den putschenden Militärs des Jahres 1980, wie auch der heute regierenden Mutterlandspartei, kam die Islamisierung der Gesellschaft schon immer als Mittel gegen die linke Gefahr gelegen. Selbst reaktionäre Organisationen wie die saudische Rabita ließen dem türkischen

Staat Geld zukommen, um ihr ideologisches Gift zu verstreuen. Systematisch wurde der Polizeiapparat mit fundamentalistischen Führungskadern durchsetzt.

Die Sozialdemokraten wollen anläßlich der Beerdigung von Bahriye Ücok am heutigen Dienstag eine Massenkundgebung in Ankara „für Demokratie und Laizismus“ durchführen. Beileidsansprachen häufen sich. „Das barbarische Attentat hat zweifelsohne das freie, demokratische Regime zum Ziel“, erklärt der türkische Innenminister Abdülkadir Aksu. Doch jedermann weiß, wie beruhigend es ist, daß der Apparat des Ministers die Täter nicht finden wird. Ein Prozeß würde vielen Männern in Amtssesseln Unannehmlichkeiten bereiten.

Bleibt nur die Empfehlung eines Kolumnisten an die Kabinettsmitglieder für die Zukunft: den Schneider anweisen, ein paar schwarze Anzüge mehr maßzuschneidern, die Beileidsansprachen standardisieren, und mit saudischen Geldern noch mehr Polizisten nach Mekka und in die Koran-Kurse schicken.

L'ÉVENEMENT
du Journal

2, rue Christine 75280 Paris Cedex 06
Tél. : 43.54.84.80 Télex EVTJEDI205802F

Kurdes : les oubliés

Par milliers, les Kurdes sont prêts à servir d'éclaireurs en cas d'opération américaine d'envergure. Dans des camps installés à la frontière iranienne et au cœur du Kurdistan irakien, certains envisagent une offensive sur Kirkouk, la grande base pétrolière du nord de l'Irak. Tel est notamment l'objectif de l'Union patriotique du Kurdistan de Jelal Talabani : « *Il y a là-bas une formidable concentration d'armes, disent ses partisans. Si nous contrôlons Kirkouk, nous pèserons lourd dans d'éventuelles négociations.* » D'autres mouvements envisagent plutôt un patient travail de propagande susceptible de déclencher un soulèvement général de la population kurde, le jour où une attaque américaine fera disparaître le mur de la peur qui paralyse leurs frères d'Irak.

Mais toutes les composantes de la résistance kurde sont d'accord pour ne bouger qu'en cas de prise en compte réelle de leur problème par les Occidentaux. Pour eux, pas question de jouer les mercenaires. Or, jusqu'ici les grandes puissances prêtent une oreille distraite à leurs sollicitations. Une délégation a bien été reçue récemment à Paris, mais, de Kouchner aux conseillers de Mitterrand, on s'est contenté de considérations humanitaires, en évitant soigneusement les aspects politiques du problème.

« *Alors que la maison kurde brûle !* commente avec amertume le Dr Mahmoud Osman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan et membre de la délégation. *Je ne suis pas venu chercher des tentes, mais des garanties.* » Car les efforts de Danièle Mitterrand et de sa fondation France-Libertés n'ont pas suffi à instaurer le dialogue. A cause de la Turquie, aux prises avec son propre problème kurde, et qui fera tout pour empêcher les Occidentaux de jouer cette carte-là ?

Conscients de ces obstacles, les Kurdes s'efforcent de s'intégrer à un front commun de l'opposition irakienne. En dépit de plusieurs réunions à Damas, leur unité est ardue à réaliser. Trop faibles pour agir seuls, les Kurdes vont-ils encore assister en spectateurs impuissants à un conflit qui les concerne ?

Chris KUTSCHERA

L'Opinione

9. 10. 1990

A colloquio con Mahmud Osman, della direzione del Fronte del Kurdistan irakeno

L'autodeterminazione del popolo curdo

E FINALMENTE l'opposizione irakena è arrivata ad un minimo di unità. Ne parliamo con il dottor Mahmud Osman, esponente del Partito Socialista del Kurdistan Irakeno e membro della Direzione Politica del Fronte del Kurdistan Irakeno. Organizzazione che, ricordiamolo, oltre al suo raccoglie anche altri cinque partiti (Partito Democratico del Kurdistan Irakeno; Unione Patriottica del Kurdistan; Partito Democratico del Popolo Curdo; Partito Socialista Curdo; Partito Comunista Irakeno).

«L'opposizione irakena comprende quattro componenti fondamentali: i partiti curdi; i nazionalisti arabi; i gruppi islamici; la sinistra. Per diverso tempo, i rapporti tra di noi si sono limitati a comunicati congiunti ed a riunioni. Ora, però, siamo riusciti a creare un Comitato di Cooperazione e di Comunicazione. È un termine che abbiamo scelto per potervi comprendere anche i gruppi islamici».

Perché?

Un Fronte, come è quello del Kurdistan Irakeno, implica una riduzione del significato delle differenze ideologiche in nome del perseguimento dell'obiettivo comune, mentre i gruppi islamici sono molto gelosi della loro specificità.

E qual è la vostra piattaforma?

Vogliamo libere elezioni per l'elezione del governo.

Cioè, un regime democra-

tico?

È un termine che non abbiamo usato appositamente. I gruppi islamici dicono che è una parola occidentale, e quindi estranea alla loro cultura.

Sembra che nelle ultime settimane l'attenzione occidentale nei confronti del problema curdo sia cresciuta notevolmente. Voi del Fronte del Kurdistan Irakeno siete l'unica opposizione interna a Saddam che possa disporre di unità armate di guerriglieri. Come si schiererebbero, in caso di conflitto tra Irak ed Occidente?

Troppe volte, in passato, i curdi sono stati usati dalle grandi potenze perché ora non guardino con sospetto a coloro che vogliono strumentalizzarli. Specie se questo qualcuno sono gli Stati Uniti, che nel 1975 ci hanno piantato in asso di fronte alla repressione irakena dopo averci incoraggiati all'insurrezione. Oggi come oggi, i partigiani curdi rimarrebbero neutrali. E se poi iniziasse una guerra ed il Kurdistan Irakeno venisse occupato militarmente da truppe turche, noi le combatteremmo, perché la Turchia è nemica del nostro popolo, e sul suo territorio applica nei confronti della minoranza curda una politica di durissima repressione. Certo, se l'Occidente riconoscesse esplicitamente il nostro diritto all'autodeterminazione, molte cose potrebbero cambiare...

PRESSE OCEAN, 11 octobre 1990

LIBRE ÉCHANGE

L'arrivée des réfugiés kurdes dans sa commune et le projet du port en eau profonde sur le site de Pors-es-Ster, sont les deux principaux sujets de tour d'horizon du maire de Piriac

Question : Piriac a créé l'événement en début de saison avec l'organisation du National Optimist. Malheureusement vous n'aurez pas cela tous les ans, alors ?

Jean-Louis Delhumeau : Le but recherché a été atteint. En dehors du fait d'accueillir tous ces sportifs pendant une semaine, c'était l'occasion de faire connaître la commune et la région à des gens de toute la France. Alors, je dirais que le National Optimist a déjà des répercussions. Nous avons divers demandes pour l'organisation de championnats au niveau départemental, régional, national, européen et même une demande au niveau mondial.

Q : Quel type d'épreuve mondiale ?

J-L.D : C'est prématuré de l'annoncée mais nous travaillons le sujet...

Q : Piriac confirme donc sa vocation sportive et donne aussi l'exemple en matière de solidarité avec l'accueil des familles kurdes. A propos, la commune a-t-elle eu son mot à dire ou a-t-elle été mise devant le fait accompli ?

J-L. D : Nous n'avons pas été mis devant le fait accompli. Le sous-préfet nous a d'abord demandé si nous avions des remarques particulières. Pour l'instant, le montage de l'opération n'appelle pas de commentaires directs et si il y en a au niveau politique, c'est du domaine national.

Contentons-nous du travail que cela représente. C'est aussi une manne pour les gens de la commune en plein hiver. Cette opération va aussi créer huit à neuf emplois sur la commune. Puis, il y a cet aspect humanitaire qu'on ne peut pas oublier compte tenu de ce que ces gens ont enduré.

Q : 600 réfugiés sur deux ans ce n'est pas rien et cela peut aussi préoccuper les élus et les Piriacais ?

J-L.D : C'est vrai, mais nous verrons comment les choses vont se dérouler. Piriac a déjà hébergé des réfugiés d'une bonne dizaine de pays du monde. Une certaine expérience en somme. Cela doit bien se passer et nous avons pour l'instant surtout des enfants. Le rôle de la commune sera de faciliter l'intégration de ces familles. Nous verrons de quelle manière les associations piriacaises peuvent intervenir pour que les enfants puissent faire du sport ou pratiquer des activités.

Pors-es-Ster : un dossier chaud

Q : Dans un tout autre domaine, le projet d'un port en

eau profonde sur le site de Pors-es-Ster a motivé un certain nombre de gens tant et si bien qu'une association s'est créée contre ce projet. Qu'avez-vous à leur répondre ?

J-L.D : C'est choquant d'être contre quelque chose qui n'existe même pas. Soyons précis, je dirais que même pour les quinze conseillers municipaux, le projet n'est pas même pas encore vraiment dessiné. Alors, commençons par le début : on a pris la décision d'étudier la faisabilité d'un port. On a mis en place des études pour savoir si c'est réalisable. Actuellement, nous n'avons pas toutes les données. Une fois que nous aurons tous les éléments, on sera à même de se réunir et de discuter de l'opportunité du sujet. A partir de là, on verra si on peut être pour ou contre.

Q : Mais quelle est votre position personnelle ?

J-L. D : Le fait qu'il y ait quinze conseillers municipaux sur quinze à porter un intérêt évident à cette étude est significatif. Ils ont tous très bien analysé ce qu'est leur commune. Quelles sont les potentialités de Piriac ? Au plan économique, il ne faut pas rêver !

La commission « Essor économique » y a réfléchi depuis plusieurs années. Jusqu'à preuve du contraire, c'est le seul projet d'une certaine importance qui tienne la route pour l'économie de la commune. Cela représenterait dix personnes en poste fixe, voire vingt ou trente pendant l'été.

Q : En somme l'intérêt économique prime sur le reste. Mais est-ce bien normal ?

J-L.D : Je conçois que les riverains voisins de Pors-es-Ster ou que ceux qui accèdent à cette plage voient d'un mauvais œil la destruction de ce qui existe et de ce qui faisait que ça les intéressait.

Il ne faut pas renverser les rôles. Quand ils disent que l'intérêt de quelques centaines de personnes prend le dessus sur l'intérêt général, je ne suis pas d'accord. C'est facile de trouver des signatures pour faire une pétition. Ceux qui sont opposés au projet ne sont pas des milliers.

Le véritable intérêt, c'est ce que représentent les milliers de personnes qui viennent sur la commune et qui n'y trouvent pas ce dont ils ont besoin. Alors, il ne faut pas mélanger les intérêts individuels de ces gens-là qui se découvrent aussi des idées écologiques.

Q : Reconnaissez que ce projet détruirait la seule plage où on

peut se baigner sans rocher à marée basse à Piriac.**J-L.D :** S'il s'agissait de creuser pour faire un port et y mettre des bateaux, il n'y aurait pas besoin de faire cinquante études. Alors tout le travail que nous avons demandé à la S.O.G.R.E.A. (société reconnue au niveau national pour les études de mouvements de sables et créations de plages etc), vont dans ce sens. Nous sommes conscients du problème mais nous ne savons pas pour le moment quelle surface de place serait utilisée. Sachez qu'il est hors de question de ne pas recréer des surfaces, voire de les doubler ou tripler si nous les supprimons.

Q : En Presqu'île c'est un peu à qui fera le premier, un nouveau port en eau profonde ?

J-L.D : Non. Il n'y a pas forcément une course, mais une demande. Notre port d'échouage n'est pas totalement rempli alors qu'à La Turballe près de 500 demandes sont en attente.

C'est la même chose sur Pornichet malgré des prix élevés. D'une façon générale, les ports en eau profonde sont pleins, les autres pas...

Q : Par ailleurs, les promoteurs semblent aimer le secteur piriacais. Pourquoi ? La commune est-elle plus conciliante qu'ailleurs ?

J-L.D : Il y a en effet pas mal de permis de construire déposés par des promoteurs. C'est la conséquence de l'envol des prix sur La Baule qui fait que l'arrière pays bénéficie d'une demande et de prix plus raisonnables. Nous avons entamé depuis un an une révision du Plan d'Occupation des Sols en vue de réglementer un peu plus notre territoire afin d'éviter l'invasivité et la surcharge de la côte.

Q : Et si c'était à refaire vous représenteriez-vous ?

J-L.D : Un mandat empiète pas mal sur la vie familiale. On a fait le choix, on va jusqu'au bout. C'est beaucoup de réunions pour des résultats souvent minimes. Je souhaiterais un peu plus de concret dans les réunions. Il faudrait aussi qu'un jour un gouvernement s'attaque au statut de l'élu. Aujourd'hui, c'est difficile de jouer son rôle à cent pour cent au niveau du temps, sauf si on est retraité...

Q : Vous représenteriez-vous ?

J-L.D : Ça me ferait près de dix ans de mandat. C'est déjà pas mal. Mais je me méfie de moi... (sourire...)

Propos recueillis par Lionel Aubry

The New York Review
October 11, 1990

Stalin's Dumping Ground

Jeri Laber

As representative of Helsinki Watch, a colleague and I traveled southeast in the Soviet Union, almost to the Chinese border, to visit the vast and little-known Soviet republic of Kazakhstan, where serious abuses of human rights have occurred, not just in recent years but also in the past. Kazakhstan's steppelands were among Stalin-favored sites for labor camps and exile communities, and we had been told accurately as it turned out, that the region would reveal the scars of the Stalin years more vividly perhaps than any other Soviet republic. We also wanted to learn more about demonstrations that had turned violent in Kazakhstan in December 1986—the first such outbreak of violence in recent Soviet history, although not the last, as subsequent events in Georgia, Azerbaijan, Uzbekistan, and elsewhere testify.

The riots in Kazakhstan were not adequately investigated when they occurred because for several months after they took place the region was put off limits to journalists and other visitors and then outside interest waned. When last year a member of the Kazakh Academy of Sciences—a prominent Kurd who knew of Helsinki Watch's efforts on behalf of persecuted Kurds in Turkey and elsewhere—officially invited us to visit Alma-Ata, the republic's capital, we seized the opportunity; such official invitations are always useful in speeding along one's application for a visa.

After years of being denied visas to the Soviet Union, representatives of Helsinki Watch can now freely travel there, even to some of its more remote regions. Certainly, as ethnic conflicts erupt throughout the USSR and demands for independence, autonomy, and secession become increasingly insistent, it is important for human rights observers to investigate events in the fifteen union republics and to try to understand how Moscow is seen from other parts of the Soviet Union.

Kazakhstan, the second largest republic in the Soviet Union, covers more than a million square miles. If one were to combine the territories of all of Eastern Europe, including Yugoslavia and Albania, they would fill less than half of Kazakhstan. Its population, however, is relatively small, not quite seventeen million, slightly more than the population of Czechoslovakia. About a million

people live in the city of Alma-Ata, where we traveled first, not far from here in Kazakhstan, for our first stop. Until very recently, Kazakhstan was the only republic of the former Soviet Union in which Russian remained the predominant population language. From the 1930 census, when Kazakhs as the largest ethnic group in the republic, although they still represented less than half the population (27 percent, with the Russians at 57 percent, making a



Zia Atiev, a Kurdish World War II hero, Alma Ata, May 1990

Photograph © Jeri Laber

close second. This represents a 23.5 percent increase in the Kazakh population in the past ten years, as opposed to a 3.9 percent increase among Russians. The Kazakhs are Muslims who speak a Turkic language. They lived under Mongol rule between the thirteenth and eighteenth centuries, when the Russians began to conquer the lands held by the Mongol khans. They rebelled against Russian rule in 1916 and were about to set up a Western-style state when the Bolshevik Revolution upset their plans.

More than one hundred of the Soviet Union's approximately 120 nationalities live near Alma Ata.³ In addition to Russians and Kazakhs, there are Volga Germans, Chechens, Ingush, Meskhetians, Poles, Kurds, Koreans, Armenians, Azerbaijanis, Georgians, Ukrainians, Chinese, Gagauz, Uzbeks, Uighurs, Kara-Kalpak, Tadjiks... the list, according to the Mufti of Kazakhstan, includes twenty-three traditionally Muslim nationalities, representing ten million Muslims. This astonishing mixture (by comparison, there are about fifty nationalities in the much larger Russian republic) is the tragic legacy of Stalin's savage regime, when Kazakhstan was used as a dumping ground for persecuted minorities and as a place where kulaks, bourgeois shopkeepers, and dissident intellectuals were banished. It became a major part of the gulag archipelago; millions worked, suffered, and died in its prisons and labor camps. It was the site of "The Installation," the Soviet atomic testing grounds and laboratories described by Andrei Sakharov in his memoirs. Semipalatinsk, in eastern Kazakhstan, remains the Soviet Union's major atomic testing ground for underground tests.

Most of the Kazakhs we met think that outright and immediate secession is a fantasy, because the republic is so diverse ethnically and because its size and abundant natural resources make it of great importance to the central government. By all accounts, moreover, there has been relatively little ethnic strife in the republic. The Kazakh people have been exceptionally welcoming to the various ethnic groups that have been exiled there in the past and are now arriving again, refugees from ethnic conflicts in Uzbekistan, for example, and from environmental disasters such as the Chernobyl meltdown. All these people have lived together in remarkable harmony, a harmony that the December 1986 uprising damaged but did not destroy.

Nevertheless, we found this remote corner of the USSR in a state of tur-

moil. During the December 1986 riots that resulted from Moscow's appointment of a new Party boss in Alma Ata, hundreds of people were imprisoned or wounded, and there remains much bitterness and controversy about what happened. There are complaints about Moscow's "economic colonialism" and "cultural imperialism." Coal miners in Karaganda went on strike in 1989, and created a powerful trade union organization that is now working for economic and welfare reforms; and such different national groups as the Kurds and the Germans are demanding recognition of their ethnic and cultural rights. New political parties are forming and reformist politicians are seeking economic autonomy for the republic. Some are seeking to strengthen the links to the other Central Asian republics. In Kazakhstan, it was always aware of the great distance between Moscow and Alma Ata: a distance that cannot be measured only in miles. Even though there is no large-scale movement to secede, the republic seems to be moving away from the Soviet Union.

Alma Ata—the name means "Father of Apples" in Kazakh—is claimed by its citizens to be the greenest city in the Soviet Union. The capital's wide, straight avenues are lined with closely planted, leafy trees that all but obscure the low, undistinguished modern buildings. Our first sight as we stepped off the plane was of snow-capped mountains, part of the Tien Shan range that extends from China, rising straight up on the horizon. Our second was of our welcoming party of local Kurds—husbands, wives, sons, grandsons and their extended families—headed by the Academician Nadir Nadirov, a prize-winning chemist and a Kurd by origin, who had invited us to visit Kazakhstan at a meeting on Kurdish problems in Paris a year before. A half hour later we were at a banquet in our honor in the Academician's pleasant six-room apartment.

Nadirov is the fifty-eight-year-old director of the Institute of Oil and Natural Salt Chemistry of the Kazakhstan Academy of Sciences and the author or coauthor of more than 350 scientific publications. He has been a member of the Communist party since 1965, but above all he is a Kurd, passionately concerned with unifying the Kurds scattered throughout the Soviet Union. Glasnost has made it possible for him to try to lay claim to his heritage.

The Kurds are one of the eleven or twelve ill-fated Soviet minorities that are known as the "punished peoples."

Stalin charged some of these ethnic groups with mass treachery during World War II and acted toward the others as if they were disloyal. He had them all rounded up on short notice and shipped them to Central Asia. Some of these minorities, like the Kalmyks, Chechens, Ingush, Karachay, and Balkars, were cleared of the charges against them after Stalin's death and allowed to return to their homelands in 1957. But others, most notably the Crimean Tatars, the Germans, the Meskhetians, and the Kurds, remain in exile. The Gorbachev government has done little to help them return or to compensate them, but it has given them the freedom to speak up for their rights, and they are now doing so with great vigor.

The Kurds were brought mainly to Kazakhstan from Azerbaijan in 1937 and from Georgia in 1944. It appears that Stalin wanted to remove them from the southern frontier and from any possible contacts with fraternal Turkish-speaking peoples across the border. Nadir Nadirov was five years old in 1937 when policemen from the NKVD entered his family's house in Azerbaijan, gave them less than twenty-four hours to pack their things, and left, taking with them his twenty-two-year-old brother, the head of the family, whom they never saw again. Nadir, his mother, and her seven other children were then packed into freight cars and sent off on a six-week nightmare journey to Central Asia: "There was no water, no toilet. We didn't know where we were being sent." Dumped in a village in the Kazakh steppe, they were told to build the houses in which they were to live. Nadir lived there for twenty years, forbidden to leave the village until after Stalin's death, when the policy was revoked and he received permission to study in Moscow. That he was then able to rise to the prestigious position of Academician is remarkable: I was often reminded by his colleagues that Nadir is the only Kurdish Academician in the Soviet Union.

Nadir took us to Darya Vostoka, a mainly Kurdish village on the outskirts of Alma Ata. There I met Zia Aliev, a

¹I traveled to Kazakhstan and Tadzhikistan in late May 1990 accompanied by Catherine Cosman, Washington representative of Helsinki Watch.

²For eight years, from 1979 to 1987, I was denied a Soviet visa; other members of our staff had similar experiences.

³Some reference books estimate that there are 170, or perhaps even 200, nationalities.

dignified man of seventy-four with a graying moustache and a full set of gleaming gold teeth. Pinned to his dark suit were fifteen or more huge, beribboned medals attesting to his heroism at Stalingrad and Berlin. He told me that eleven of his brothers had died at the front. "We live on very good terms with the Kazakhs," he explained. "We live rather well. But we cannot understand why, when we were fighting the war, they took away our families from where we lived in Georgia. We still don't know why we were deported. Half the people died on the road." When Zia returned from the war to Georgia in 1946, he found that his house had been destroyed and his family had been deported two years before. His wife and children, he learned, had been loaded "like cattle" onto freight cars and sent to Central Asia, and no official would tell him just where. Trying to find them, Zia first went to Uzbekistan and then to Alma Ata. He discovered that all of his family except one small daughter had died from hunger and cold somewhere on the journey to Kazakhstan.

These deportations, part of a pattern that was repeated with other "punished peoples," were carried out under Stalin's Laws of Special Settlement. To be caught trying to evade them meant a twenty-five-year prison sentence. The relocated families were confined to their villages and forbidden to visit even friends or relatives nearby. On July 17, 1957, the Laws of Special Settlement were repealed, but the many victims of dislocation who were denied the right to return home had to remain where they were. When they tried to fight for their rights during the post-Stalin years, many were severely punished.

A recent report in the Soviet press indicates that a new internal emigration of Kurds has begun as Kurds—primarily from Armenia and Uzbekistan—seek asylum in the Russian republic. The reason given for their flight is "a wild outburst of local nationalism." Although the Soviet census lists only 153,000 Kurds, Nadir and his friends believe that there may be as many as 500,000 of them in the USSR, and that hundreds of thousands of Kurds have assimilated out of fear of discrimination. They dream of resurrecting Lachin, a Kurdish autonomous region that Lenin established between Nagorno-Karabakh and Armenia for only six years, between 1923 and 1929. At the very least, they hope for the revival of their language and culture, of Kurdish schools and newspapers. They have

had some success. A decree on nationalities of April 28, 1990, stipulates that national groups have the right to establish cultural centers, and a Kurdish center has now been officially set up in Moscow. A national congress of Soviet Kurds—described by *Izvestia* as a "sanctioned rally"—was held at the end of July in Moscow with Kurds from Turkey, Iran, Iraq, and Syria among the more than one thousand participants. The delegates sent a message to Gorbachev asking him to restore their pre-1929 autonomy and to provide them with their own region in the south of the Russian republic.

The ethnic Germans, descendants of Germans who settled in Russia several hundred years before the Bolshevik Revolution, were given their own autonomous republic on the Volga where they farmed and prospered. But in 1941, accused of disloyalty, they were deported to Siberia and to Central Asia. There they were held under harsh conditions, especially in Karaganda, on the Kazakh steppe, where many of the exiled Germans are said to have died of starvation. All German schools, theaters, and place names were abolished after 1941, and even after Stalin's death the Germans were forced to sign papers saying that they would not return to their former homes or seek reparations. In 1964, probably because of pressure from West Germany, the Germans were politically rehabilitated but still denied the right of return. Of the two million Germans in the Soviet Union, about one million remain in Kazakhstan, where most work on relatively prosperous collective farms. A congress of Soviet Germans is being planned for later this year. The Germans are now permitted to leave the USSR, and I was told that some 200,000 have emigrated during the past three years.

In December 1986 there were two days of demonstrations in Alma Ata, the first popular protests to turn violent in the Soviet Union since Gorbachev consolidated his power. Since then, ethnic disturbances have been occurring elsewhere **with increasing violence and frequency.** Nagorno-Karabakh, Sumgait, Tbilisi, Yerevan, Baku, Fergana, Dushanbe, Frunze, Osh—such previously obscure places have suddenly **been the scene of bitter ethnic confrontations and protests against Communist rule.** There have also been **subsequent, less extensive outbursts of violence in Kazakhstan, most recently in Alma Ata in March 1990.**

Each of these conflicts has had its own distinguishing features, but one can

also see a familiar pattern in which longstanding resentment of Soviet treatment of ethnic groups, as well as hostility between them, came into the open in response to the easing of Soviet repression and police control and to worsening economic conditions that have produced general unrest and frustration. In most cases one can also discern roughly the same sequence of events: after violent clashes, the government resorts to a show of force that either comes too late or is excessive, or both. The Soviet authorities sometimes dismiss the demonstrators as "thugs" or "hooligans," and try to suppress detailed information about what actually happened by closing the region to visitors and the press. In virtually every case, moreover, a question remains—whether what happened was a conflict between warring ethnic groups or a protest against Communism, or both. And, conversely, the question arises whether the central government, in using force, acted to restore peace, or whether it used the opportunity to punish opponents of the regime and to prop up officials loyal to the Party and to the bureaucracy in Moscow.

The trouble began when the longtime Party boss of Kazakhstan, Dinmukhamed A. Kunaev, a seventy-four-year-old Kazakh who had used his position in the Party to help members of his own large family clan, was replaced by Gennadi V. Kolbin, a Russian official appointed by Gorbachev who had served in Sverdlovsk and Tbilisi but had reportedly never set foot in Kazakhstan. According to official reports, at least three thousand people took to the streets in protest. Two days of rioting followed, with unofficial estimates of the number of protesters reaching 30,000. The police used tanks, dogs, tear gas, water cannons, sticks, and metal rods to disperse the demonstrators. According to official statistics, three people died, but independent investigators we talked to believe that there were many more casualties. Government newspapers reported that close to 2,000 young people were punished for their part in the riots, that 99 people were put in prison, 631 were placed under surveillance—and 286 were treated for injuries and sent home. An unofficial group called Zholtoksan ("December"), which includes many who served prison terms following the riots, has been meticulously documenting official abuses, and it claims that there were at least 276 additional wounded and an unknown number of people who remain unaccounted for. All but two of those

imprisoned have now been released.

When we interviewed people who had taken part in the demonstrations or had observed them, we were presented with a tangle of different stories. Some people told us that the protests were spontaneous outbursts by Kazakh students; others said that the students were organized by members of Kunaev's still-powerful political machine, which includes members of his extended family. Both claims could be true of different student groups. Some said that the demonstrators were "hooligans," drunkards, and drug addicts, while others claimed that government agents intentionally provoked the crowd and then called in the troops. Several observers who seemed knowledgeable said that the Soviet authorities made use of armed Russian volunteers because they knew that the Kazakh citizens would resent workers acting as police. By doing this, they said, the government hoped to transform a political protest into an ethnic dispute, thus suggesting that primitive nationalist sentiments were at fault and not the Soviet political system. Some Kazakhs were suspicious of the visit to Alma Ata at the time of the riots by Mikhail S. Solomentsev, a member of the Politburo of the Moscow Party Central Committee. They charge that Mr. Solomentsev encouraged the recruitment of Russian workers in order to stir up nationalist tensions between Kazakhs and Russians. Indeed, the Central Committee in 1987 characterized the riots as a "manifestation of Kazakh nationalism."

Most of the Kazakhs whom we interviewed were disturbed by the Party's characterization of the riots as "nationalist." They assured us that people were protesting the appointment of Kolbin not because he was a Russian but because he was an outsider suddenly imposed on them by Moscow without any regard for the sentiments of local citizens. They claimed that if the new Party leader had been a local Russian, they would not have objected.

Nursultan Nazarbaev, a Kazakh who had formerly been prime minister of the republic, replaced Kolbin as Party leader in 1989. Soon after, the Kazakhstan Supreme Soviet created an official commission to investigate the December events; the commission found that the riots did not take place for "nationalist" reasons after all. As a result the Central Committee of the Soviet Communist party in May 1990 reportedly changed its view, and no longer holds that the riots were nationalist in origin. This change was seen as a victory of the



A group of miners who took part in the 1989 strike, Karaganda, May 1990

republic in its struggle to assert itself against Moscow.

Amanzhol Malibayev, a lawyer and founder of Zholtoksan, spent two years in prison for his part in the December events: "It was a great personal tragedy for me to be in prison," he told us. "After I was sentenced, my wife and eight-year-old son were put under surveillance and they decided not to live with me anymore." Malibayev is an organizer of the National Democratic Party of Kazakhstan, a new party with about 120 members which seeks independence from the Soviet Union. When we asked how Kazakhstan could secede when the Kazakhs themselves represent less than half the population, he conceded that it might not be possible right now if a referendum were ordered by Moscow. His party plans to educate the various ethnic groups of Kazakhstan to withstand "the colonialism of Moscow."

Karaganda, which is about five hundred miles northwest of Alma Ata, is one of the world's truly dismal cities, set on the barren Kazakh steppe. A completely Soviet city, more Russian than Kazakh, it was created in 1931 after rich deposits of coal were discovered there. No trees interrupt the outlines of the flat endless expanse of the steppe; one sees only the silhouettes of mine shafts and the industrial chimneys belching out their waste. It is miserably hot in summer (in May, there were already fierce mosquitoes) and bitterly cold in winter. Snow, I was told, turns black before it touches the ground. "God could not have invented a crueler place," a young worker remarked.

Stalin chose the harsh terrain around Karaganda as a place to banish trouble-makers, to send political prisoners after their prison terms were served, and to relocate entire nations of "punished peoples." The exiles, and their children after them, worked as if they were indentured servants in the mines and on the collective farms. Karaganda was also the hub of the second-largest prison camp network in the USSR, the headquarters of the Karaganda camp administration, called Karlag. "Each island of the archipelago created and supported a zone of stink around itself," Solzhenitsyn, a former inmate of Karlag, wrote in *The Gulag Archipelago*: "The largest of such provincial capitals... was Karaganda. It was created by and filled with exiles and former prisoners to such a degree that a veteran zek could not walk the street without running into old acquaintances."

In 1956, when the camps were disbanded, many people had nowhere to go. They remained in Karaganda, working in the mines, on farms, or in factories. To this day children of former convicts live side by side with children of former commandants, all equally trapped in a city of unrelenting bleakness. "Everyone here is connected to the camps," a miner told us, explaining that his grandparents were exiles: "I don't even know why they were exiled. In those days, no one would talk about it."

In July 1989 the miners in the Karaganda Basin went on strike, taking part in an unprecedented wave of strikes throughout most of the mining regions in the Soviet Union. (Kuzbass, Donbass,

Vorkuta, Voroshilovgrad, Dnepropetrovsk, and Rostov-on-Don also went on strike in 1989.) "The strike involved everyone in the coal industry," a member of the workers' strike committee told us. "And the issues we raised were not just our own—they affected the lives of people in the whole region." The Karaganda miners have created a powerful independent union demanding not just better living and working conditions, but also local political power for all citizens. They have presented the government with a list of forty-seven demands, and although fewer than half of them have thus far been fulfilled, they have been successful in obtaining, for example, a new maternity hospital and a better pension plan.

The miners complained that they are running into trouble from the Party apparatchiks. "They disdain the working class but they are mistaken," a member of the strike committee told us. "Since the strikes, we've come to see how we can use the workers' committee to help the people." The miners are young, militant, organized, and optimistic. Seventy years after the revolution that was to free them from their chains, these Soviet workers are visibly uniting. They say that their goal is a market economy and their model the United States.

Igor Frolov, a mining engineer, has left the mines to work full-time with the strike committee. He took us on a tour of Karaganda, showing us public buildings with socialist realist art unchanged from the 1930s: mosaics of worker-heroes; a huge statue of a Russian and a Kazakh holding high above them an enormous piece of coal; and slogans that now seem mocking, like "Labor is a Source of Wealth!" and "Bring the Party Decisions to Life!" We drove through the streets of what Igor called "bedroom suburbs," huge, boxlike buildings stretching as far as the eye could see, without a tree or a speck of green. His tiny family dacha, surrounded by others of the same size, was on a small plot, treeless, exposed in the hot sun. Each house had a small garden that was under intensive cultivation: the food grown there supplements a family's diet or its income if the food is sold in the private market. From a distance, the dacha complex looks like a shantytown: the houses seem thrown together from pieces of wood, metal, or fiberboard, and the roofs slope at odd angles. Igor explained that building materials are not available, even for those

who have money, and that dacha owners therefore often scrounge whatever they can find at work.

Igor wanted to show us a cemetery where political prisoners had been buried in unmarked graves during the 1930s, but when after a long search we finally found it there wasn't much to see, just mounds of earth without markings, side by side with newer, marked graves. "It's only because others were buried here that the cemetery remains at all," Igor said angrily. "Otherwise, they would have let the cemetery go back to nature." In his early twenties, Igor seems haunted by Karaganda's legacy of horror, by the way people wrenched from many different homelands and traditions were cruelly brought here to work and die in bleak anonymity. He quoted Turgenev: "He who forgets his history is not a human being."

In view of the turbulence in other parts of the USSR, the situation in Kazakhstan seems relatively peaceful. The disturbances of 1986 have not been repeated, and Moscow's withdrawal of its claim that a "nationalist" uprising took place will help calm the resentments people still feel. Kazakhstan's new president, Nursultan Nazarbaev, is a Party man and a Kazakh who began his career in Karaganda and seems to have considerable popularity. In the most recent elections for the Kazakh Republic parliament, in December 1989, only a few reformers were elected. Kazakhstan is one of the two remaining Soviet republics that had not, by early September of this year, declared its sovereignty in anticipation of the new "union treaty" that the Kremlin has promised for December.

Yet in a quiet way the movement toward greater autonomy has already gathered momentum, stimulated by resentment of Moscow's economic exploitation of Kazakhstan's rich natural resources: as President Nazarbaev pointed out during a recent visit to the United States, Kazakhstan is rich in almost every known mineral, has 140 million tons of untapped coal, and is the leading agricultural republic in the Soviet Union. Yet, Nazarbaev also revealed, the standard of living is 30 percent lower than in the rest of the Soviet Union. Kazakhstan is forced to export not only its raw materials but half-finished materials that are completed in Russia and other republics, thus preventing Kazakhstan from realizing its manufacturing potential. The entire

profit is taken by the center, which then allocates a certain percentage for Kazakhstan, a percentage that, by all accounts, amounts to about 7 percent of what the republic produces. "Our wheat is supposed to be the best," we were told in Alma Ata, "but we have never tasted bread made with our own wheat."

The "cultural imperialism" of Russia is also a source of resentment: the conversion into the Cyrillic alphabet of the Turkic languages of Central Asia, for example, serves to isolate Central Asians from related nationalities abroad. We also heard many complaints about contamination of the water and soil from the nuclear testing site in Semipalatinsk. The drinking water in Karaganda, we were told, contains lead and mercury, and the rivers carry radioactive waste.

Marash Nurtasin, the reform-minded deputy chairman of the Kazakh Republic Council of Ministers and a former coal miner, told us that he believes that Kazakhstan, because of its vast natural resources, will be central in the transition to a market economy both regionally and nationally. He wants to see the republic sign independent trade agreements with Western firms, and told us, perhaps rather optimistically: "The republic with the laws that best defend human rights will get the best trade agreements.... How each republic defends its own rights and the rights of its citizens will matter."

The election in April of Party chief Nazarbaev to the new post of president of the republic, patterned after the presidency of Mr. Gorbachev, seemed an assertion of the Kazakhstan's independence. Nazarbaev, a dynamic and forceful leader whose new post carries extensive powers, says he wants greater autonomy for Kazakhstan. He initiated a recent regional meeting of top leaders of the five central Asian republics which was held in Alma Ata in June and resulted in a far-reaching regional accord on economic, environmental, cultural, and political cooperation with a provision for a permanent staff to be located in Alma Ata. The leaders criticized Soviet mismanagement of the economy and environmental damage, in particular the destruction of the Aral Sea.

Nazarbaev, a self-professed Gorbachev man, does not talk of secession or independence for Kazakhstan. Instead, putting Gorbachev's words about economic autonomy into action, he recently came to the United States seek-

ing US investments for Kazakhstan and help in establishing a local market-based economy. A \$5 billion joint venture with the Chevron oil company is reported to be in the works. He wants to prohibit nuclear testing and is concerned about contamination from the test site in eastern Kazakhstan; a strong US-Soviet citizen's movement known as Nevada-Semipalatinsk has been allowed to flourish in Alma Ata. As is the case in many of the other Soviet republics, the Kazakh president looks forward to a

confederation in which the Soviet central government is limited to specific functions, such as administering departments of defense, communications, transportation, and space. Like many of the officials we met in Kazakhstan, he gives a sense of optimism.

Asked about prospects for the future, Deputy Ermukhamed Ertysbaev told us: "There may be anarchy in this country. The soil is ripe for nationalism. But we have some reason for hope, because our various nationalities have lived through so much together." □

ՀԱՅԿ
gamk

ՄԱՍԻՆՈՒՄ, 10-11 ՆՈՎԱԲԵՐ 1990
ՊԵՏ. ՔՔԻ 1349 4ՅԲ.
ՏԱՄԵԴԻ-ԺՄԱՆԻՇԷ 10-11 ՆՈՎԵՄԲԵՐ 1990
6ԵՄԵ ԱՆԻՇԷ - N° 1550 4Բ

TURQUIE—GOLFE

LA VISITE DE JAMES BAKER A ANKARA

Si le secrétaire d'Etat américain James Baker n'a pas obtenu de sa visite à Ankara une promesse d'engagement militaire de la Turquie contre l'Irak dans l'éventualité d'un recours à la force, du moins a-t-il pu apprécier le total alignement de la Turquie sur les Etats-Unis concernant la crise du Golfe. James Baker et les dirigeants turcs ont en effet réaffirmé mercredi leur «refus de toute solution partielle» à la crise, même si à l'issue de ces entretiens, Ankara n'a pas précisé s'il avait donné son aval à l'emploi éventuel de la force en cas d'échec de l'application des sanctions de l'ONU contre l'Irak.

A son départ pour Moscou, le secrétaire d'Etat américain a précisé qu'il avait «insisté» auprès de ses interlocuteurs turcs sur le «refus d'une solution partielle» et réaffirmé qu'il ne fallait pas exclure la possibilité d'un «recours à la force».

Ce refus d'une solution partielle a été confirmé mercredi après-midi par le ministère turc des affaires Etrangères. Selon un porte-parole du ministère, Ferhat Ataman, Ankara s'est déclaré «pour l'application totale» des résolutions de l'ONU en vue d'une solution pacifique de la crise. Il a affirmé cependant que Washington n'avait formulé «aucune demande supplémentaire» à la Turquie, contrairement aux rumeurs faisant état d'une possible demande américaine d'ouverture d'un second front en territoire turc contre l'Irak.

Ces rumeurs envisageaient également une participation des troupes turques à la force multinationale déployée en Arabie saoudite en cas

de recours à la force contre l'Irak depuis ce pays.

Au cours des entretiens de M.Baker avec le président Turgut Ozal, le Premier ministre Yildirim Akbulut ainsi qu'avec son homologue, Ahmet Kurtcebe Alptemoçin, les deux parties ont souligné l'importance de «l'application stricte de la résolution 660» du conseil de sécurité, qui exige l'évacuation «immédiate et sans condition» des forces irakiennes du Koweït et le retour au pouvoir de son gouvernement en exil. M.Baker a par ailleurs informé ses interlocuteurs turcs de la teneur de ses entretiens avec les chefs d'Etats saoudien, koweïtien et égyptien, dans le cadre de sa tournée auprès de ses alliés du front anti-irakien au Proche-Orient.

Les relations économiques et commerciales bilatérales n'ont bien sûr pas été oubliées. Selon le porte-parole, les Etats-Unis seraient prêts à faire un «effort concernant les quotas appliqués pour les importations turques». Il s'agit d'une réduction des quotas sur les produits turcs demandée par M.Ozal au cours de ses entretiens avec MM.George Bush et Baker à Washington fin septembre. La Turquie souligne en contrepartie son souci d'appliquer à la lettre les résolutions de l'ONU contre l'Irak avec notamment la fermeture du robinet d'exportation de pétrole brut irakien. Elle rappelle aussi qu'elle applique un embargo strict sur ses exportations de vivres à destination de l'Irak voisin, avec lequel le commerce, représentant deux milliards de dollars par an, s'est arrêté depuis le 7 août.

ROUGE

Actions

ROUGE N° 1418 - 11 OCTOBRE 1990 -

KURDISTAN

Un peuple écartelé au cœur de la crise

Le Kurdistan, un pays grand comme la France (550 000 mètres carrés), 25 millions d'habitants et des siècles d'histoire. Les Kurdes forment une nation niée par les quatre Etats qui les oppriment, par les « grands » qui arment ou ont armé les oppresseurs, par les institutions internationales qui préfèrent ne pas en entendre parler. Comment font-ils face à la crise du Golfe ? Nous avons rencontré des représentants de cinq partis kurdes.

Un million en Syrie, quatorze en Turquie, huit en Iran, quatre en Irak, vingt-cinq millions de Kurdes sont directement concernés par la crise du Golfe. Ils vivent dans l'Etat qui a déclenché la crise, l'Irak, dans ceux qui participent directement à l'intervention militaire contre lui, la Syrie et la Turquie, ou bien dans l'Etat iranien, qui semble osciller pour le moment entre les uns et les autres.

« Personne ne peut souhaiter la guerre aujourd'hui, explique Ahmad, de l'Union patriotique du Kurdistan en Irak (UPK), parce qu'il y aura des milliers de morts civils. Mais peut-on résoudre le problème Saddam sans la guerre ? Si oui, personne n'est contre, mais personnellement je n'y crois pas. L'embargo n'aura pas raison du dictateur. Nous sommes prêts à collaborer avec le diable pour nous débarrasser de Saddam. »

Au Kurdistan d'Irak, il ne reste rien. Des milliers de villages ont été rasés, un million et demi de Kurdes vivent dans les camps encerclés par la police. Aucun peuple, sauf le peuple juif peut-être, n'a autant souffert que le peuple kurde, selon Ahmad. Aucune famille qui n'ait eu au moins deux enfants torturés ou tués dans les combats. « L'invasion du Koweït est une chance pour le peuple kurde. Saddam Hussein renversé, toutes les possibilités seraient ouvertes. »

« Saddam Hussein sera encore plus dangereux dans cinq ans si on le laisse faire, explique Bayar représentant du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, le PDK est un parti pacifique qui se situe entre le socialisme et le communisme, mais nous défendons le droit du peuple kurde, nous n'avons pas choisi les armes, nous y avons été contraints. »

En 1970, Saddam Hussein avait signé un accord avec le général Barzani, leader « historique » des Kurdes en Irak. Il reconnaissait ainsi l'autonomie du Kurdistan, dont les institutions devaient être mises en place dans un délai de quatre ans. Il reviendra sur ces promesses en 1974, après avoir conclu un traité d'amitié avec l'URSS, favorable jusque-là aux Kurdes. C'est le Shah d'Iran qui les soutiendra alors, avec l'assentiment des USA. Avant de signer à son tour, en 1975, l'accord d'Alger avec Saddam Hussein ! En 1983, les troupes d'élite turque viendront nettoyer la région frontalière avec l'accord de Bagdad. A la même époque, huit mille anciens des troupes de Barzani seront arrêtés et emmenés par l'armée irakienne pour une destination inconnue. On ne sait toujours pas ce qu'ils sont devenus. Cinq mille hommes, femmes et enfants ont été gazés en 1988.

« Il n'y a que deux solutions pour en finir avec Saddam Hussein. Renverser le régime de l'intérieur, ou régler le problème par l'intervention militaire. On ne peut, estime Bayar, rejeter cette dernière éventualité. » Mais il est contre la présence permanente des troupes étrangères dans la région et affirme n'avoir aucune illusion sur les puissances impérialistes. Le peuple kurde figure

au premier rang de leurs victimes. Et, lorsqu'il a été reçu par le président de la République française — une première ! — le PDK a précisé qu'un réel changement d'attitude ne serait crédible qu'à une condition : reconnaître la question kurde et contribuer à sa solution pacifique.

Entre l'Irak et la Turquie, un véritable mur — qui n'a rien à envier à celui qui s'est écroulé l'an dernier à Berlin — sépare les Kurdes, depuis l'écrasement de Barzani en 1975. Trente kilomètres de *no man's land* où les villages ont été rasés, les arbres abattus et les sources d'eau bouchées. Les troupes ont ordre de tirer sur tout ce qui bouge.

Azad Hoguir, responsable du Front de libération nationale du Kurdistan en Turquie (ERNK) condamne l'expansionnisme de Saddam, l'invasion du Koweït. Mais il estime que c'est un

prétexte pour les impérialistes, dont l'intervention n'a rien à voir avec l'application du droit international. « Quand Bagdad aspergeait le Kurdistan avec des armes chimiques ces dernières années, il n'y a eu aucune protestation. Aujourd'hui, on ne résoudra pas les problèmes de la région par une intervention militaire. Sur ce plan, la politique des impérialistes ne sera pas plus efficace que celle du régime trakien. »

Seules les forces progressistes de la région pourraient contribuer à résoudre la question palestinienne, le dilemme libanais ou le problème kurde, selon Azad Högür. Elles sont trop faibles, hélas, et n'offrent pas d'alternative aux gouvernements en place. Les mouvements de protestation populaire contre l'invasion des troupes étrangères dans le Golfe, en Jordanie, en Egypte, en Syrie, ou en Palestine, coïncident par conséquent, dans les faits, avec la politique de Saddam Hussein. « Ils n'en expriment pas moins une volonté légitime, anti-impérialiste, et il faut les soutenir ». L'occupation du Koweït peut créer des occasions favorables à la lutte du peuple kurde. En cas de chute de Saddam, par exemple, l'Intifada animée au Kurdistan turc par les militants du ERNK pourrait être appuyée par les Kurdes d'Irak.

En Turquie, le Front soutient le mouvement contre l'intervention militaire, comme il soutient et participe aux manifestations organisées en Europe. « L'Etat turc prépare la guerre. Il va profiter du débarquement des armées occidentales pour renforcer ses liens avec l'Occident, gagner de nouveaux crédits, justifier sa propre politique d'Etat-fasciste au Kurdistan. »

En avril dernier, il a pris des décrets censurant la presse, interdisant le droit de grève. Deux cent cinquante villages environ ont été détruits, brûlés ; des combattants, des hommes, des femmes et des enfants ont été assassinés, les habitants déportés. Le 23 août, la Turquie a adressé une lettre au Conseil général de l'Europe, dans laquelle il est précisé que ces décrets « pourront entraîner une dérogation aux obligations (...) de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales » car la Turquie est en guerre dans le « sud-est de l'Anatolie ». Le mot Kurdistan est interdit. La dictature d'Ankara traite le peuple kurde avec les mêmes méthodes que Saddam Hussein, contre lequel elle envoie ses troupes, aux côtés des armées impérialistes. Elle convoite toujours la région de Mossoul, le Kurdistan d'Irak, dont les puits de pétrole – un pétrole de première qualité – faisaient autrefois partie de l'empire ottoman.

Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, qui anime le ERNK, milite pour l'indépendance du Kurdistan. C'est un parti jeune, fondé au début des années quatre-vingt, qui a choisi le retour au pays et le recours à guérilla en 1984.

Pour Abdullah, responsable de l'Association des travailleurs du Kurdistan en France, l'invasion du Koweït par l'Irak n'a aucune justification. « Il faut forcer Saddam Hussein à se retirer du Koweït à l'aide de l'embargo. Sinon, cela renforcera son régime. Mais autant que je sache, précise Abdullah, l'ONU n'a pas justifié l'envoi de troupes dans la région. Les USA ont précédé ses délibérations et résolutions. »

Il souligne l'hypocrisie des pays occidentaux qui ont financé et armé pendant des années le régime de Saddam, l'ont soutenu dans la guerre contre l'Irak. Tortures, pendaisons, Saddam Hussein a brisé brutalement toutes les forces démocratiques irakiennes. Le dictateur accumule guerre, génocide, destruction des villages et déportation contre le peuple kurde.

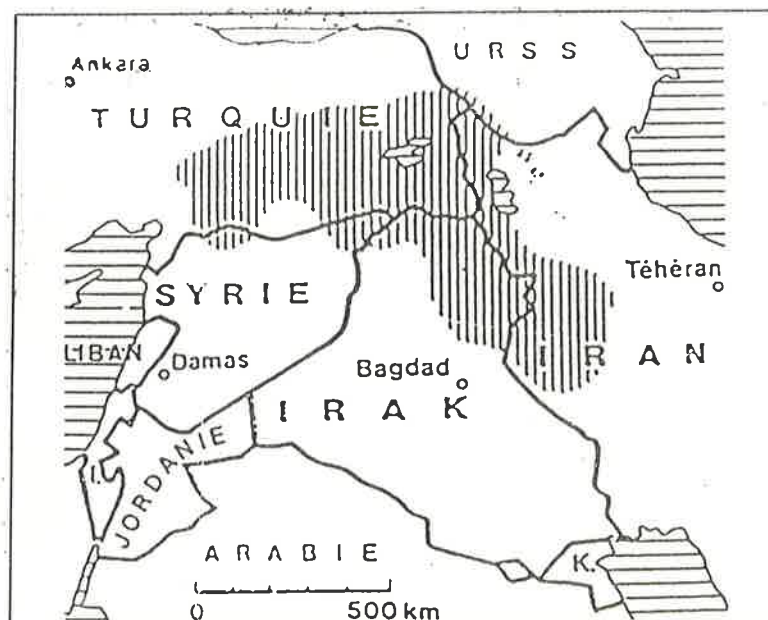
« On ne peut ni être à ses côtés ni approuver la politique des Etats-Unis. » Abdullah est favorable à des négociations pour résoudre les conflits de la région, car l'affrontement armé n'a toujours rien résolu. Mais ceux qui parlent de solution négociée ignorent complètement la question kurde. Y compris l'ONU, qui prône le droit des peuples à l'autodétermination, « ce qui est tout de même surprenant. »

« L'éclatement d'une guerre au Proche-Orient aurait des conséquences très graves pour les peuples de la région et pour les autres peuples du monde. » L'Association des travailleurs kurdes en France participe donc aux manifestations organisées en France contre la guerre. En échange, Abdullah insiste sur la responsabi-

lité qui incombe à la gauche, aux démocrates : faire connaître la question kurde. Un drapeau du Parti socialiste du Kurdistan de Turquie (PSKT) orne l'une des pièces du local. Certains membres de l'Association des travailleurs sont des partisans de ce parti, le parti communiste du Kurdistan turc.

Depuis dix ans maintenant, les Kurdes d'Irak n'ont cessé la guerre contre le gouvernement de Téhéran. Cinq mille Peshmergas sont morts au combat, cinquante mille civils ont été tués. Le Kurdistan d'Irak est le dernier bastion de la liberté dans la république islamique. Mais les médias bloquent l'information : « Le public européen n'a pas eu le droit de connaître la lutte du peuple kurde », explique Azad, responsable du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Les Kurdes mènent pourtant l'un des mouvements de libération nationale les plus anciens, c'est à n'y rien comprendre.

« En principe, nous condamnons toute annexion, mais là vraiment, comment le monde peut-il se mobiliser pour une famille d'émirs ? Si c'est vraiment la volonté de défendre les droits de l'homme, nous sommes vingt-cinq millions de Kurdes. Nous sommes les premiers concernés par la politique de Saddam, et le rapprochement Iran/Irak est ce qui nous préoccupe le plus. L'Occident est encore en train de faire une erreur énorme. » Sa haine contre l'Irak le conduit à normaliser ses relations avec l'Iran. Il permet ainsi au régime de Téhéran de faire ce qu'il veut contre les Kurdes. « Il est prêt à oublier tous ses crimes, les



La zone hachurée représente le Kurdistan.

prisonniers politiques et l'opposition massacrée.» Le diable de Téhéran peut combattre Saddam. C'est pourtant le régime le pire de la région, seion Azad. Pire encore aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Le débarquement massif des troupes occidentales « est un jeu très dangereux. Tous les peuples de la région en payeraient le prix. La guerre signifierait la ruine absolue de l'Irak. » Eliminer Saddam n'est pas la solution, selon notre interlocuteur. « C'est la première fois qu'on personnalise ainsi un problème politique qui ne se résoudre pas en faisant disparaître l'individu concerné. Nous refusons ne serait-ce que d'imaginer les conséquences que pourrait avoir une attaque concertée contre la République islamique d'Iran. Après une telle guerre, l'intégrisme musulman pousserait partout comme des champignons sur les ruines. »

Le PDK! n'a pas participé aux

dernières manifestations pour la paix. « La solution de la question kurde est inséparable pour nous de la condamnation de la guerre. Si les manifestations posent le problème d'une négociation internationale pour résoudre les problèmes du Golfe, alors nous les soutiendrons. »

Ce tour d'horizon montre qu'il n'y a pas une attitude kurde face à la crise du Golfe, mais des stratégies et des tactiques différentes selon les pays, selon les choix politiques de chaque parti.

Les deux principales organisations kurdes irakiennes sont les seules à ne pas rejeter l'éventualité d'une guerre. Leur long face à face avec le régime du boucher Saddam après la défaite sanglante du mouvement kurde irakien dirigé par le général Barzani, en 1975, explique probablement cette analyse. Nous leur avons fait remarquer combien elles sous-estimaient du coup deux consé-

quences inévitables du recours à la guerre. Ses prolongements dans la région sont parfaitement incalculables et les Kurdes ont toutes les chances d'en payer le même prix, physique et politique, que tous les peuples du Moyen-orient. A fortiori parce que l'Etat turc, qui fait partie de l'armada envoyée contre Saddam Hussein — pour ne pas parler de l'Iran — en sortirait renforcé, ainsi que sa politique de répression sanglante à l'égard du peuple kurde, turque et irakien en particulier.

Ces dialogues en tout cas doivent nous convaincre d'une chose : en Europe, notre mobilisation contre la guerre n'a de sens que si elle sert aussi à faire connaître et à soutenir le droit du peuple kurde à l'existence. Ce peuple contre lequel tous les Etats impliqués dans la crise sont ligués.

Propos recueillis par
Michel Morel

PÈLERINAGE KURDE

Instants d'émotion intense pour Dilshad et Sherzad, deux enfants kurdes qui, un an après, sont revenus à vélo au camp de Lastic. Minutes ineffables, comme le sont toutes celles qui égrenent, soudain, des souvenirs.

Nés de jours vécus en ces lieux par une communauté de 335 réfugiés politiques, venus du camp de Mardin (sud-est de la Turquie) et ayant fui les bombardements aux armes chimiques de l'armée irakienne, ces souvenirs et ceux des deux mois et demi passés en ce camp ont rejailli à la mémoire des deux enfants.

Ils ont revu certaines des réalisations, petites tours bâties en rondins de bois avec l'aide des animateurs, flâné près des bâtiments qui leur ont servi de « maisons » et, dans le camp où tout est calme, sans habitants, presque sans âme, si ce ne sont quelques militaires si accueillants.

Ils ont frappé à la porte des « classes », de la bibliothèque, des salles de jeux et de télévision, de la cantine ; en vain. Et quand ils ont entendu les bang-bang des avions à réaction, quand ils ont vu les chars immobiles à l'entrée du camp, une fois de plus ils ont constaté, satisfaits : « Ici, les avions ne lancent pas de bombes chimiques ; les tanks n'écrasent pas les villages ; les soldats ne torturent pas, ne tuent pas les enfants ».

Et bien que l'herbe ne soit pas abondante, et face au feuillage toujours vert des arbres, ils se sont écriés : « Ere Gelêk kesik cunku napalm tune ! » (Ici, c'est plus vert parce qu'il n'y a pas eu de napalm).

Le pèlerinage, auquel ces deux enfants rêvaient, leur a permis de saluer ce coin d'Auvergne ; le « Rojbaş Lastic » (Bonjour Lastic) qu'ils ont lancé, tout sourire, est le témoignage fraternel de tous les Kurdes, à l'égard des Français qui leur ont proposé, il y a un an, une terre certes d'exil mais surtout un pays de Paix.

Marcel BENEZIT □



Au sommet d'une tour construite en 1989, Dilshad et Sherzad disent bonjour à la Paix.

SEMEUR-HEBDO

L'HEBDOMADAIRE
QUI PARLE DE VOUS

Rédaction • Administration • Publications • Papiers associatifs
37, rue Montbaillat • Clermont-Ferrand • Tél. 73.92.25.66
Adresse postale : B.P. 201, 63008 Clermont-Ferrand Cedex. • prix : 4,80 F

Le Monde, 12 octobre 1990

LA CRISE DU GOLFE

Selon de nouveaux témoignages

Les soldats irakiens poursuivent pillages et exactions au Koweït

Un Boeing 747 des Iraqi Airways a atterri jeudi matin 11 octobre à l'aéroport de Londres-Gatwick, avec près de quatre cents ressortissants occidentaux à bord, dont une quarantaine de Britanniques et de Canadiens et trois cent trente-huit Américains, en provenance de Bagdad et Bassorah.

Les soldats irakiens, en quête de nourriture, pillent les maisons des Koweïtiens, et leur interdisent l'accès aux hôpitaux, désormais réservés aux forces d'occupation irakiennes, a affirmé mercredi 10 octobre, à Washington, l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis, Cheikh Saoud Nasser Al Sabah.

L'ambassadeur, qui était entendu par la commission des droits de l'homme de la Chambre des représentants, a également déclaré : «*Tout ce qui n'est pas attaché a été emporté*» par les Irakiens, ajoutant que les bâtiments officiels et les écoles publiques avaient été dévalisés tandis que le matériel médical et même les feux de signalisation étaient emportés. L'ambassadeur et plusieurs autres personnes entendues par la commission, qui ont fui le Koweït depuis l'invasion, ont également fait état de «*tortures*» et de «*exécutions sommaires*» des personnes soupçonnées de sympathie pour le gouvernement koweïtien en exil.

Résistance au ralenti

M^{me} Deborah Hadi, une Américaine mariée à un Koweïtien, a raconté que des soldats irakiens ont tué, aux portes d'un hôpital, une femme koweïtienne qui protestait bruyamment contre le fait qu'elle n'était pas autorisée à y accoucher. «*Comme elle continuait à hurler, ils lui ont transpercé le ventre à la baïonnette, la clouant contre le mur*», a-t-elle déclaré. Le représentant démocrate de Californie, Tom Lantos, a de son côté fait état d'informations selon lesquelles les Irakiens déplacent du Koweït des familles koweïtiennes

et installent à leur place des familles irakiennes.

Les réfugiés koweïtiens arrivant à la frontière saoudienne se montrent tous très préoccupés par la destruction de leur patrie. Selon Faysal Al Ali, trente-trois ans, un employé civil au ministère de la défense qui a traversé lundi dernier la frontière avec sa femme et leur bébé, «*la résistance se manifeste à présent au ralenti, parce que les Irakiens contrôlent toutes les voitures et personne n'est à l'abri*». Sa femme est assise à côté de lui, le bébé dans les bras, dans la voiture pleine de ce qu'ils ont pu emporter avec eux, attendant de passer les formalités saoudiennes.

«*Quand on se déplace la nuit, on ne sait pas si on pourra encore rentrer chez soi, a-t-il confié à l'AFP. Beaucoup de mes amis ont été tués. Ils arrêtent quelqu'un, se font conduire jusqu'à son domicile puis l'abattent devant sa famille*». A côté, une femme qui attend son tour à bord d'une Mercedes avec trois enfants en bas âge, indique que les Koweïtiens n'en peuvent plus : «*Plutôt la guerre, que ça. Les Koweïtiens sont prêts au sacrifice, le pays se vide*», ajoute-t-elle en confirmant que la résistance ne se fait plus entendre, à part quelques explosions. «*L'essentiel, c'est que les gens continuent à faire de la résistance passive : ils restent chez eux en refusant d'aller travailler*».

Quant aux militaires irakiens, beaucoup sont démoralisés d'après elle, et font du porte à porte pour quémander de l'eau et de la nourriture. Talal, un étudiant de vingt-trois ans qui s'est entassé avec dix-huit personnes dans deux voitures pour passer la frontière, affirme que beaucoup de soldats irakiens n'ont aucune envie de se battre contre les Américains. Il prétend que nombre d'entre eux ont déjà préparé des drapeaux blancs, qu'ils gardent cachés pour un conflit éventuel.

Enfin ces réfugiés disent tous que pour passer la frontière, il faut payer les soldats irakiens aux barrières, à quelques kilomètres de Khadji, seul point de passage avec l'Arabie saoudite, et leur laisser passeports et cartes d'identité koweïtiens. — (AFP)

Nouveaux entretiens irako-iraniens à Téhéran

Une délégation irakienne conduite par l'ancien directeur du ministère des Affaires étrangères, M. Wissam Zahaoui, est arrivée à Téhéran, mercredi 10 octobre, pour examiner les conditions de la réouverture des ambassades des deux pays à Bagdad et dans la capitale iranienne.

L'agence officielle iranienne IRNA a indiqué que, au cours de son séjour, le deuxième d'une mission délégation politique irakienne de haut niveau depuis la révolution islamique de 1979, la délégation évoquera également la question du tracé des frontières entre les deux pays et la poursuite de l'échange des prisonniers de guerre, suspendu à la mi-septembre.

M. Zahaoui a déclaré que l'Iran «*avait interrompu le 16 septembre, en dépit de ses promesses, le rapatriement des prisonniers irakiens, alors que l'Irak a libéré la totalité des prisonniers iraniens qu'il détenait*». Aucune explication n'avait été donnée par les deux pays au moment de cette interruption. — (AFP)

TIME OCTOBER 15, 1990

Saddam Hussein as the Lesser of Two Evils

Even among Arabs who condemn him, many consider the foreign presence in the gulf a greater abomination

By LISA BEYER

The old man who sat before a steaming cup at the Baghdad Coffee House in the heart of Bahrain's Indian bazaar was of an age where he no longer cared that government informers might overhear him. "Listen to me," he demanded, urgently tapping a Westerner on the knee. "Any time an independent Arab leader looks strong," he boomed, "the West beats him down. They did it with Nasser. They have run a vilification campaign against Assad. And look what they did to Arafat. It dates from the Crusades, and it will never change." The man, a retired printer, paused. "Saddam will not win this war," he said, "but we hope he gives the West a hard time trying."

The Bahraini was expressing a point of view echoed elsewhere in the Arab world. As war in the gulf looks ever more probable, the uneasiness and frustration of ordinary citizens are beginning to bubble over. The looming prospect of battle has sobered some of the more exuberant supporters of Saddam Hussein's bold defiance of the West, yet in certain quarters—especially in Jordan, Yemen, the Sudan and the Maghreb—his following remains strong.

More important, to be anti-Saddam is not to be pro-West. Many Arabs who condemn Saddam for seizing Kuwait also consider the foreign presence in the gulf an equal if not greater abomination. "Even if Saddam was wrong," says a senior official of a Tunis-based Arab organization, "we can't allow the United States to simply come and destroy a brother Arab state."

Such sentiments are deeply rooted in the past. Arab humiliations at the hands of Europeans, most recently during the colonial period, have given rise to a visceral antipathy among many Arabs to any involvement by outsiders in their affairs. This is aggravated by the fact that the main foreign player in the region now is the U.S., the No. 1 supporter of Israel. "In the minds of certain groups," acknowledges a member of the Saudi royal family, "the U.S. is the devil incarnate."

Washington's motives in the gulf are frequently dismissed in the Arab world as contemptible. High-minded dissertations by U.S. officials on the sovereignty of nations and the sanctity of the new world order evoke smirks in the suqs of such cities as Algiers, Tunis, Damascus and Amman. "All the Americans want is control of the oil," says Abdul Hamid Sadiq, a Syrian archaeologist. Principle, he adds, means nothing to a coun-

try that "ignored the Israeli invasion of Lebanon, the occupation of Jerusalem and the daily maiming and killing of Palestinians in the Gaza Strip and West Bank."

It does not help Washington's cause that Desert Shield aims to secure and restore monarchies that many Arabs consider anachronistic. Even in the gulf states, where the vast majority of citizens are grateful for protection from Saddam's hordes, there is some bitterness on this point. "What does the West think?" asks a retired Omani mu-



Algerians register their support

and a nod to encourage him to overrun the country. Says a Bahraini civil servant: "There is no doubt in any of my friends' minds that the Americans set the gulf up."

In Saudi Arabia, the country that appeared to be next on Saddam's hit list, support for the alien troops is conditional. The vast majority of Saudis are relieved that the foreigners are protecting them from attack. But most people do not want to have their territory used as the launch pad for an offensive push into Kuwait or Iraq, an option that



On the streets of Cairo Saddam has ample detractors, but in Amman his fans are many: by standing up to the West, whatever his own sins, the Iraqi has done many Arabs proud



unicipal worker living in Bahrain. "That we want to be servants to these corrupt ruling families forever?"

Washington's future designs are also suspect. Many Arabs fear that the U.S. and other foreign powers will exploit the Middle East's current instability to establish a new, permanent foothold in the region. Some believe that the West actually provoked the crisis to create this opportunity. One far-fetched theory has it that the U.S. and perhaps other allies advised the Emir of Kuwait to ignore Iraq's demands for economic reparations and then gave Saddam a wink

is clearly under consideration within the Bush Administration and the Saudi royal family.

Naturally, Saddam is getting some of the blame for the perilous state of affairs. The vicious plundering of Kuwait has hardened the views of Saddam's detractors, who are many in Egypt, Saudi Arabia and the gulf states particularly. Asks Gehad al-Farnawany, an Egyptian housewife: "How can he claim to be a descendant of the Prophet Muhammad and then [send his troops] into houses to rape women?" Though Saddam's support remains firmest among Palestinians, whose

LE MONDE 15 octobre 1990

Préparant l'« après-Saddam »

L'opposition irakienne en exil s'efforce de surmonter ses divisions

Profondément divisée sur le double plan doctrinal et personnel, l'opposition irakienne, aussi bien à Londres qu'à Damas, s'efforce de minimiser – voire même d'occulter – ses divergences en vue de pouvoir présenter un front uni en prévision de l'« après-Saddam ». Sa plus grande crainte est l'éventualité d'une solution de compromis qui laisserait en place le régime actuel.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Les opposants irakiens de Londres commencent à respirer. Pendant de longues années, ils ont vécu dans la peur des services de renseignements irakiens, qui, jusqu'à l'invasion du Koweït, étaient particulièrement actifs dans la capitale britannique. Certains des opposants affirment même qu'il existait presque une sorte de collaboration tacite entre les services irakiens et britanniques.

« Les Britanniques n'ont jamais livré des opposants irakiens aux autorités de Bagdad, comme cela a été le cas en France, mais ils leur fournissaient des informations sur nos activités », affirme l'un d'eux, ajoutant qu'en revanche plusieurs de ses amis ont été informés par les services de Londres des « méchants coups » que leur préparait dans l'ombre les services irakiens.

Malgré l'expulsion vers la mi-septembre des deux attachés militaires de l'ambassade de Bagdad et d'une vingtaine d'« étudiants » irakiens au statut mal défini, les dirigeants de l'opposition ne sont pas encore arrivés à se débarrasser complètement de la crainte qui les habite. Lorsque le colonel Selim Fakhr, l'une des figures les plus actives de cette opposition, a succombé début septembre à une crise cardiaque, cette disparition a aussitôt été attribuée aux Irakiens, malgré les résultats de l'autopsie.

Le colonel Fakhr appartenait au Mouvement démocratique pour la libération de l'Irak, une organisation

nationaliste établie à Londres – devenue depuis près de dix ans le principal centre de regroupement de l'opposition en Europe – et dont l'objectif est d'instaurer en Irak une démocratie pluraliste. « Nous sommes pour une Constitution démocratique et un Etat fondé sur la loi », déclare M. Hani El Fekaike, un homme d'affaires qui préside aux destinées du mouvement.

Si paradoxal que cela puisse paraître, M. Hani El Fekaike – ancien membre de la direction du parti, Baas dont il a démissionné en 1964, – comme bon nombre de ses collègues réfugiés à Londres, est opposé à une intervention militaire contre l'Irak. « Nous sommes pour l'élimination de la dictature de Saddam Hussein, dit-il, mais pas au prix de la destruction de l'Irak et de son potentiel économique et militaire par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Nous nous battons depuis vingt ans contre Saddam Hussein, alors que ces mêmes puissances le renforçaient économiquement et militairement. Sans cette aide, le peuple irakien aurait pu, depuis longtemps déjà, remplacer le régime de Bagdad. »

Peur des islamistes

M. Fekaike affirme que nombreux sont, au sein du parti et dans l'armée, les opposants à M. Saddam Hussein et au Baas. Il ajoute : « Je pense qu'ils seront d'un grand secours dans la création d'un Etat fondé sur la loi et la démocratie. Dans l'immédiat, cependant, je ne suis pas optimiste, car il n'existe pas au sein de l'opposition un accord minimum sur un programme politique, chacune de ses composantes ayant des vues divergentes sur l'avenir du pays. »

Le docteur Francis, un chrétien qui affirme appartenir à la mouvance libérale et démocratique de l'opposition récemment constituée en Forum démocratique irakien, partage le pessimisme de M. Fekaike. « Seule l'unité de l'opposition, souligne-t-il, est capable d'exercer sur les militaires irakiens la pression qui les incitera à agir contre Saddam Hussein. »

Ses collègues, MM. Houeizi et Majid, se montrent encore plus pes-

simistes. « Si Saddam Hussein s'en va, affirment-ils, il sera remplacé par le courant islamiste. Nous nous trouverons face à une situation similaire à celle qui existait à Téhéran au début de la révolution iranienne. » « Seule une solution libérale et démocratique peut sauver l'Irak », affirment-ils, en admettant cependant que la solution qu'ils préconisent n'est pas pour demain, « vingt années de dictature ayant éliminé dans le pays toute trace de libéralisme et de démocratie ». « Mais, ajoutent-ils, il n'existe pas d'autre choix que celui que nous proposons, si nous voulons éviter que l'Irak ne soit, après le départ de Saddam Hussein, en proie à toutes sortes de guerres internes ».

Le docteur Abbas, qui représente le Parti communiste irakien, ne partage pas la crainte de ses « amis libéraux » au sujet d'un raz-de-marée islamiste. « L'Irak, dit-il, n'est pas l'Iran, et le courant laïque y est plus puissant qu'à Téhéran. Nous avons trop souffert du régime du parti unique pour pouvoir nous payer le luxe de nous lancer dans une aventure similaire. Nous croyons donc qu'une plate-forme politique commune à toutes les formations irakiennes – libérales, communistes, islamiques et kurdes – est possible ».

Affaibli par une dure répression, le Parti communiste reconnaît que sa présence sur le terrain en Irak est symbolique. « Notre action, dit le docteur Abbas, est fort limitée, sauf au Kurdistan où nous avons une section militaire qui agit au sein du Front du Kurdistan irakien regroupant la plupart des organisations de pechmergas. » Mais, là encore, il existe des problèmes découlant des liens qui unissent certains de ces mouvements avec des forces étrangères, ce qui ne facilite pas les entretiens qui se déroulent actuellement à Damas en vue de dégager une plate-forme commune à l'ensemble de l'opposition irakienne.

M. Abou Ali, le représentant du parti islamique Al Daawa à Londres et en Europe, se veut rassurant. « Nul à part nous, dit-il, ne souhaite un Etat islamique. Mais le peuple irakien n'est pas prêt à être gouverné par les islamistes. Si nous imposons un gouvernement de ce genre, il se trans-

formera forcément en une dictature qui, par la force des choses, donnera naissance à un nouveau Saddam Hussein. La seule option raisonnable sera donc celle d'un système parlementaire constitutionnel qui, après des élections libres au suffrage universel, mettra sur pied un gouvernement n'ayant à rendre compte qu'au peuple. Nous respecterons le choix du peuple même si ce choix est non islamique. »

L'ombre de Téhéran

« Nous sommes, dit encore M. Abou Ali, totalement indépendants de l'Iran dont les dirigeants nous reprochent d'ailleurs le péché du nationalisme. » Il reconnaît même avoir eu des démêlés avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati qui, indique-t-il, avait refusé, avant l'invasion du Koweït, d'inscrire le problème des trois cent mille chiites irakiens déportés en Iran à la veille de la guerre du Golfe, à l'ordre du jour de ses entretiens, avec les dirigeants de Bagdad. M. Abou Ali estime en revanche que le « mouvement des Moudjahidines irakiens » de l'hodjatolislam Mohamad Bakr El Hakim, créé par les Iraniens en juillet 1982, est totalement inféodé à Téhéran et a donc peu de chances de faire prévaloir ses thèses pro-iraniennes.

La plupart de nos interlocuteurs sont convaincus que M. Saddam Hussein acceptera toutes les concessions qui lui sont actuellement demandées, y compris un retrait total et inconditionnel du Koweït ainsi que la réduction de ses forces militaires « dès qu'il sentira que son régime est en péril ». « Dans ce cas, affirme un intellectuel proche de la mouvance islamique, la tentation sera grande en Occident et ailleurs de lui donner une nouvelle chance. Après tout, Saddam Hussein est leur créature et leur a rendu d'immenses services en maintenant dans le pays un ordre musclé, en neutralisant la vague khomeiniste et en contenant le nationalisme kurde au potentiel particulièrement explosif pour toute la région. »

JEAN GUEYRAS

Iraq Keeps Eye on 'Back Door' for Restive Kurds

By John F. Burns
New York Times Service

ARBIL, Iraq — As President Saddam Hussein masses troops in Kuwait and southern Iraq, Iraqi security commanders are watching for fresh signs of dissent and rebellion on the country's vulnerable northern flank, in the deserts and valleys of Kurdistan.

A 17-hour round-trip bus journey last week from Baghdad, about 350 kilometers (about 220 miles) to the south, offered evidence that Mr. Hussein's loyalists here are in a state of alert against attempts by Kurdish nationalists to stage a new upsurge in the decades-old rebellion against Baghdad.

A Baghdad official called the region "our back door," referring to the fact that Iraqi borders meet close to here with Syria, Turkey, and Iran, countries that have sided

with the United States in the confrontation over Kuwait.

Officially, new tensions in the region are strongly denied.

Top local officials told Western reporters on the government-organized trip that the 2.8 million Kurds of Iraq, part of a broader Kurdish ethnic group that numbers perhaps 10 million from northeastern Syria to northwestern Iran, are solidly behind Mr. Hussein's annexation of Kuwait.

The officials maintained that an appeal for volunteers to serve in the Iraqi Popular Army in Kuwait had drawn 1.2 million Kurdish volunteers, and that Kurdish farmers had pledged to cultivate an additional 300,000 acres in the Arbil region alone to combat the United Nations trade embargo.

"The Iraqi people, including Kurds, Arabs, and people of other

nationalities, are all of one voice over Kuwait," said Jafer Barazani, a Kurd designated by Mr. Hussein a year ago to be the top civilian official in the northern governorates of D'hok, Arbil and As Sulaimaniya, which make up much of Iraqi Kurdistan.

Mr. Barazani described the Kurdish rebels as "a handful of deviationists," adding: "If President Saddam Hussein says something, the whole of Iraq says the same. Where Kuwait is concerned, our motto is 'Victory or death!'"

For the Baghdad government, Arbil has apparently never been very secure, and is perhaps less so now than in years.

On the outskirts of Arbil, the bus moved slowly through part of the El Hay el Tenfidhi district, one of the city's more well-to-do suburbs. A residential area covering dozens

of acres had been flattened, and small Kurdish children played amid the rubble, skipping over mounds of smashed blocks overlaid with dying bougainvillea blossoms. Lone men moved about with wheelbarrows, scavenging for household possessions.

Iraqi officials aboard the bus seemed hardly to notice. But later, in whispered confidences, local residents said it was the practice of the government to flatten residential areas in reprisal for Kurdish rebel attacks.

In Arbil, they said, these had included a rash of assassination attempts against high-ranking civilian and military officials. The residents said the destruction seen by the reporters had occurred since the Kuwait invasion, in reprisal for a rebel strike.

Those assertions, which could

not be independently verified during the closely supervised tour, contrasted starkly with the picture given by Mr. Barazani. Asked if the heavy military presence in the region indicated anxiety about an upsurge in Kurdish militancy while Mr. Hussein is distracted by Kuwait, he smiled.

"If that's the perception in the West, it is a mistake," he said. "The Kurdish people, like their brother Arabs, recognize that Kuwait has been part of Iraq since the dawn of history. They are ready to defend the motherland."

For years, Kurds appointed by Baghdad have been belittling the separatist insurgency that has marked modern Iraq's 70-year history. Struggles with the Kurdish rebels have provided some of the major punctuation points in Mr. Hussein's 11-year rule, notably in the chemical weapons attack that occurred in 1988 at the village of Halabja, 200 kilometers southeast of Arbil and close to the border with Iran. According to some reports, as many as 5,000 Kurds, including women and children, were killed in the attack.

As part of the tour, the visitors were driven a few miles out of Arbil to a new Kurdish settlement, a desolate collection of breeze-block homes stretching for miles across the desert. Although officials did not say so, the settlement was apparently one of hundreds ordered constructed by Saddam Hussein to accommodate 500,000 Kurds and Assyrians moved since 1987 from a 30-kilometer - strip along the border with Turkey and Iran. When it was announced last year, the border depopulation was described as a security measure, aimed at foiling the rebels' cross-border attacks.

Another Worry for Baghdad: Kurdish Nationalists at the Back Door

By JOHN F. BURNS
Special to The New York Times

ERBIL, Iraq, Oct. 11 — As President Saddam Hussein masses troops in Kuwait and southern Iraq, Iraqi security commanders are watching for fresh signs of dissent and rebellion on the country's vulnerable northern flank, in the deserts and valleys of Kurdistan.

A 17-hour round-trip journey by bus from Baghdad, 220 miles to the south, offered evidence that Mr. Hussein's loyalists here are in a state of alert against attempts by Kurdish nationalists to stage a new surge in the decades-old rebellion against Baghdad.

A Baghdad official called the region "our back door," referring to the fact that Iraq's borders meet close to here with Syria, Turkey and Iran, countries that have sided with the United States in the confrontation over Kuwait.

Officially, new tensions in the region are strongly denied.

Top local officials told Western reporters on the Government-organized trip that Iraq's 2.8 million Kurds, part of a broader Kurdish ethnic group that numbers perhaps 10 million in the crescent stretching from northeastern Syria to northwestern Iran, are solidly

History disputes a Government denial of tensions.

behind Mr. Hussein's annexation of Kuwait.

The officials maintained that an appeal for volunteers to serve in Mr. Hussein's Popular Army in Kuwait had drawn 1.2 million Kurdish volunteers, and that Kurdish farmers had pledged to cultivate an additional 300,000 acres in Erbil Province alone to combat the United Nations trade embargo.

'A Handful of Deviationists'

"The Iraqi people, including Kurds, Arabs and people of other nationalities, are all of one voice over Kuwait," said Jafer al-Barazanji, a Kurd designated by Mr. Hussein a year ago to be Baghdad's top civilian official in the northern "governorates" of Duhok, Sulaimaniya and Erbil, which make up much of Iraqi Kurdistan.

Mr. Barazanji described the Kurdish rebels as "a handful of deviation-

ists," adding: "If President Saddam Hussein says something, the whole of Iraq says the same. Where Kuwait is concerned, our motto is 'Victory or death!'"

For the Baghdad Government, Erbil has apparently never been very secure, and is perhaps less so now than in years.

On the outskirts of Erbil, the bus moved slowly through part of El Hay el Tenfidhi district, one of the city's more well-to-do suburbs. A residential area covering dozens of acres had been flattened, and small Kurdish children could be seen playing amid the rubble, skipping over mounds of smashed blocks overlaid with dying bougainvillea blossoms. Here and there, lone men moved about with wheelbarrows, scavenging for household possessions.

Iraqi officials aboard the bus seemed hardly to notice. But later, in whispered confidences, local residents said it was Baghdad's practice to order residential areas flattened in reprisal for Kurdish rebel attacks.

In Erbil, they said, these had included a rash of assassination attempts against high-ranking civilian



Erbil shows evidence of reprisals for Kurdish guerrilla attacks.

and military officials, sometimes with car bombs, sometimes with roadside ambushes. From what the reporters saw, it appeared that the flattened area had been bulldozed or blasted recently,

since the invasion of Kuwait.

Those assertions, which could not be independently verified during the closely supervised tour, contrasted starkly with the picture given by Mr. Barazanji. Asked if the heavy military presence in the region indicated anxiety about an upsurge in Kurdish militancy while Mr. Hussein is distracted by Kuwait, he smiled.

"If that's the perception in the West, it is a mistake," he said. "The Kurdish people, like their brother Arabs, recognize that Kuwait has been part of Iraq since the dawn of history. They are ready to defend the motherland."

For years, Kurds appointed by Baghdad have been belittling the separatist insurgency that has marked modern Iraq's 70-year history. Struggles with the Kurdish rebels have provided some of the major punctuation points in Mr. Hussein's 11-year-old rule, notably in the chemical weapons attack that occurred in 1988 at the village of Halabja, 125 miles southeast of Erbil and close to the border with Iran. According to some reports, as many as 5,000 Kurds, including women and children, were killed in the attack.

Le Soir 18 octobre 1990

La "Cicciolina" s'offre en otage à Saddam Hussein



Ilona Staller, député italien plus connu sous le surnom de "Cicciolina", a adressé hier un message au président irakien Saddam Hussein dans lequel elle s'offre en otage "au nom de l'amour" et contre "les marchands de mort", annonce un communiqué de Mme Staller à Rome.

Ce communiqué accompagne le texte de la lettre du député du groupe fédéraliste européen, qui a été déposée hier à l'ambassade d'Irak en Italie. Il précise que Mme Staller aurait reçu "des assurances" de l'ambassade selon lesquelles le visa pour l'Irak qu'elle a sollicité lui serait "probablement accordé".

Dans son message, l'ancienne actrice de films pornographiques exhorte Saddam Hussein à "renoncer au Koweït et à décevoir ceux qui veulent inonder de sang son désert".

"Au nom de l'amour, je vous demande de m'autoriser à me rendre comme otage à Bagdad" pour dénoncer "les marchands de mort qui vous ont vendu des armes bactériologiques pour exterminer le peuple kurde".

Die Tageszeitung, 20. 10. 1990

Bundeswehr in die kurdischen Berge?

Im Golfkrieg könnten deutsche Soldaten mitten im Bürgerkriegsgebiet landen

Deutsche Soldaten auf in den Osten, nach Kurdistan! Warum nicht? Falls die Türkei militärischen Beistand anfordert, will Bundesverteidigungsminister Stoltenberg Bundeswehrverbände an die türkisch-irakische Grenze schicken. „In sehr kurzer Zeit“ könne er Truppen bereitstellen, kündigte der Minister im US-Magazin "Forbes" an. Etwa folgendes Szenario ist denkbar: Zwischen den USA und dem Irak kommt es zum Krieg; ein „Verteidigungsfall“ für die NATO, weil das NATO-Mitglied Türkei unmittelbar an den Irak grenzt; also Bundeswehreinheiten im NATO-Auftrag an die türkisch-irakische Grenze.

Aber — an der irakisch-türkischen Grenze herrscht bereits jetzt Krieg. Nicht zwischen dem Irak und der Türkei, sondern zwischen der türkischen Armee und der kurdischen Guerilla — ein Bürgerkrieg dem bislang Tausende von Menschen zum Opfer gefallen sind. Dörfer werden dem Erdboden gleichgemacht, Wälder abgefackelt, unschuldige Zivilisten ermordet, um der Guerilla den Garaus zu machen. Erst jüngst hat die türkische Regierung dem Europarat mitgeteilt, daß sie in dem Gebiet Teile der von ihr unterzeichneten Menschenrechtskonvention außer Kraft gesetzt hat. Seit diesem Schreiben vom 6. August ist es nun ganz offiziell: Grundrechte und Freiheiten gelten dort nicht. Der richtige Ort, um Bundeswehr zu stationieren.

Zwar werden im Falle des Bundeswehreinsatzes in der Türkei diese nicht direkt gegen kurdische Pesmergha eingesetzt; doch die Präsenz von Militär ist stets auch gegen den „inneren Feind“ gerichtet. Nato-

Truppen in Kurdistan würden dafür sorgen, daß die türkische Armee den Rücken frei hat, um eine Lösung der „kurdischen Frage“ in ihrem Sinne durchzusetzen. Wenn die USA mit ihrer Army auch dem reaktionären fundamentalistischen Regime der Saudis beistehen, warum sollten dann deutsche Soldaten nicht der bluttriefenden türkischen Demokratie zu Hilfe eilen.

Die Herrschaften feiern heute türkisch-deutsche Freundschaft. „Für seine Verdienste für den Frieden“ erhält NATO-Generalsekretär Wörner von der Universität Istanbul den Ehrendokortitel der Rechtswissenschaften. Diese Ehre wird wenigzuteil. Zuvor erhielt der Putschistengeneral und ehemalige Juntachef Kenan Evren die Auszeichnung. Zeitgleich zu Wörners Preisverleihung sitzt ein Mädchen im Istanbul Knast. Die 16jährige Schülerin N. Alkan ist seit zwei Wochen hinter Gittern. Sie hatte „Nein zum Krieg“ an die Schulmauer gepinselt. Bislang haben die Deutschen den Türken nur mit Waffen und Ausbildung geholfen: mit deutschen Polizeischäferhunden, die am 1. Mai auf Demonstranten losgelassen wurden, mit Leopards, mit Panzerspähwagen, mit GSG Ausbildung für die berüchtigten Anti-Guerillaeinheiten, die in den kurdischen Bergen Terror verbreiten. Warum dann nicht gleich Soldaten schicken? Schließlich kennen sich die Deutschen gut in der Region aus — noch aus den Zeiten der deutsch-türkischen Waffenbrüderschaft im Weltkrieg I. Schon damals haben deutsche Generäle beide Augen zugedrückt, als die türkische Armee den Völkermord an den Armeniern exekutierte. **Ömer Erzeren**

Desde el comienzo de la crisis del Golfo, la CIA ha intentado tomar contacto con los grupos kurdos — La guerrilla está dividida en dos bandos, uno que simpatiza con Sadam y otro con Turquía

La resistencia kurda anuncia que ya está preparada para derrocar a Sadam Husein

Un dirigente afirma en Riad que se formará un Gobierno provisional en el exilio

ALFONSO ROJO

Enviado especial

BAGDAD.— La oposición kurda al régimen iraquí, con la cual la Agencia Central de Inteligencia norteamericana (CIA) ha intentado contactar desde el inicio de la crisis del Golfo, anunció ayer que está preparada para derrocar a Sadam Husein y «liberar al pueblo iraquí».

El portavoz de la Organización Democrática Kurda (ODK), opositora al actual régimen iraquí, aseguró ayer en una entrevista concedida a la prensa saudí que su grupo está listo para liberar a Irak «del régimen de Sadam Husein y de sus actos terroristas».

El dirigente de ODK añadió que la resistencia kurda piensa proclamar un Gobierno provisional de coalición, en el que participarán todos los grupos opositores.

La organización también expresó su condena a la ocupación de Kuwait y a las amenazas contra Arabia Saudí.

Desde el comienzo de la crisis del Golfo, la CIA, sorprendida sin ninguna estructura de inteligencia en Irak, ha intentado contactar con los grupos enemigos del régimen de Sadam, especialmente la resistencia kurda.

Aunque no existen cifras oficiales ni estadísticas realizadas recientemente, se calcula que los kurdos suman más de tres millones, lo que representa cerca del 20% de la población iraquí.

MATANZA EN HALABCHA.— La gran mayoría de los kurdos está concentrada en las montañas del norte del país y desde la independencia de Irak han estado luchando infatigablemente por constituirse como Estado independiente tanto en el interior de Turquía, de Irak o de Irán.

Durante los ocho años de guerra con Irán, los movimientos independentistas kurdos recibieron apoyo material de los ayatolás iraníes que recurrieron a ellos como «quintacolumnistas».

Al término del conflicto, en 1988, Sadam Husein lanzó sus tropas sobre la zona en un intento de aplastar definitivamente a los guerrilleros.

La población kurda no olvida la denominada «campana de pacificación» iniciada por Sadam, cuyos sucesos más escalofriantes se produjeron en Halabcha, una aldea situada en la frontera con Irán que fue bombardeada con armas químicas.

Todos los habitantes de Halabcha fueron exterminados por el efecto combinado del gas mostaza y el gas nervioso lanzado por la Fuerza Aérea Iraquí.

EL MUNDO
DOMINGO 21 DE
OCTUBRE DE 1990

Hasta el pasado 2 de agosto, la situación en el Kurdistan fue de relativa tranquilidad. Aunque los independentistas seguían activos en las montañas fronterizas con Turquía, prácticamente dejaron de actuar en el resto del territorio.

Desde hace dos meses, según fuentes militares occidentales, los guerrilleros reciben asesoramiento, armas e instrucción de agentes estadounidenses con el objetivo final de «desestabilizar» al régimen iraquí.

Según informaciones llegadas desde Turquía, en la frontera turco-iraquí, cerca de la localidad de Cukurca, se ha instalado un campo de entrenamiento de guerrilleros dirigido por el Partido de los Trabajadores de Kurdistan (PKK) situado en el lado iraquí.

DIVISIONES INTERNAS.— Durante los últimos seis años, la guerrilla kurda ha combatido al Ejército turco y según fuentes militares de Ankara el Ejército no controla completamente la zona fronteriza.

Otros dos campamentos militares pertenecientes al Partido Democrático de Kurdistan, dirigido por Masud Barzani, cuentan con más de trescientos combatientes y están situados en el lado turco de la frontera, cerca de Cinarli y Pirinceken.

Las autoridades militares turcas han impedido el tráfico de vehículos y personas por toda la región, debido a que los guerrilleros del PKK han minado los caminos y senderos.

Según fuentes del Partido Democrático de Kurdistan (PDK), sus guerrilleros están recibiendo apoyo logístico del Ejército turco para combatir a los miembros del PKK que suelen iniciar sus ataques desde Irak.

Desde 1984, los kurdos de Turquía y los partidarios de la rama turca del PDK están enfrentados al PKK, que suele recibir apoyo del régimen de Sadam Husein para sus acciones.

Habitualmente se pueden observar kurdos vestidos a la usanza tradicional trabajando en las calles de la capital iraquí o de visita en los hoteles.

En Bagdad no se ha informado de ataques o escaramuzas entre el Ejército iraquí y los guerrilleros, aunque el único escenario posible de tales enfrentamientos es la frontera turca, ya que la franja iraní ha sido abandonada por los miembros de estos grupos de la resistencia.



Thatcher: «La crisis no es negociable»

LONDRES.- La primera ministra británica, Margaret Thatcher, reafirmó ayer durante una entrevista mantenida con el enviado diplomático de Mijail Gorbachov que Irak debe abandonar Kuwait y que no se hará la más mínima concesión al presidente Sadam Husein.

Los aliados occidentales no van a pagar ningún precio por la retirada iraquí: «Irak debe abandonar, eso es todo», declaró Thatcher, añadiendo que fue el líder iraquí quien se metió por su propio pie en esta encrucijada.

Eugeni Primakov, consejero presidencial de la Unión Soviética, finalizó con esta cuarta y última etapa su gira por diferentes capitales occidentales, en busca de una solución pacífica a la crisis del Golfo, informa Afp.

El enviado de Gorbachov fue

recibido también ayer por la mañana por el secretario general del Foreign Office, Douglas Hurd.

En el transcurso de «un completo intercambio de puntos de vista», tal y como el portavoz de Exteriores británico definió la entrevista, Primakov informó a Hurd de su reciente entrevista con el presidente Sadam Husein en Bagdad y de sus siguientes visitas oficiales a Roma, París y Washington.

«Primakov ha reafirmado el compromiso soviético a aplicar las resoluciones del Consejo de Seguridad de la ONU, referentes a la crisis del Golfo», añadió el portavoz del Foreign Office.

Bagdad, satisfecha con Moscú

NICOSIA.- Irak expresó ayer su «gran satisfacción» tras conocer la declaración de las autoridades del Kremlin de que no darán información a EEUU de los sis-

temas de seguridad que la URSS vendió al régimen de Sadam Husein.

Un portavoz militar iraquí, citado por la agencia INA, recibida en Nicosia, manifestó que las declaraciones soviéticas han provocado en Bagdad «un sentimiento de satisfacción muy grande en los círculos del Ministerio de Defensa», informa Afp.

La actitud de la Unión Soviética permite, según el mismo portavoz, «mantener la esperanza de una evolución posterior en las relaciones que pueden ser provechosas para ambos Ejércitos y para ambos pueblos».

El portavoz del Ministerio de Asuntos Exteriores soviético, Guenadi Guerasimov, anunció el viernes en Camberra, la capital australiana, la decisión de su Gobierno.

Guerasimov volvió a condenar la invasión de Kuwait y aseguró que el Kremlin cumplirá las cláusulas del tratado bilateral de 1972 en las que se reconoce el secreto en aspectos militares.

La misión de Colin Powell en Arabia Saudí

El jefe del Estado Mayor norteamericano, Colin Powell, partirá hoy de viaje con destino a Arabia Saudí. Posteriormente, el general visitará Bélgica y Francia, según informaron ayer fuentes del Pentágono, que sin embargo se reservaron toda referencia al propósito concreto y el itinerario exacto que conducirán al jefe de las Fuerzas Armadas norteamericanas a través del desierto saudí. El general Powell, primer norteamericano de raza negra que alcanza un rango similar, es el artífice de la concentración de tropas occidentales en Arabia Saudí y la región del Golfo Pérsico, el más rápido despliegue militar del Ejército norteamericano desde la Segunda Guerra Mundial. La idea esencial de Powell, un experto de la guerra de Vietnam, es evitar una repetición de la larga y costosa campaña del Sureste de Asia. Para ello pretende concentrar

desde el primer momento una fuerza abrumadora en lugar de ir enviando refuerzos con cuentagotas, combatir con decisión y rapidez y, una vez que todo ha terminado, repatriar las tropas rápidamente. Colin Powell dispone ya de 210.000 hombres, más de 1.000 helicópteros, 500 aviones de combate de primera línea y 60 buques. A este potencial se unirán próximamente varios cientos de tanques antiguerra química que serán movilizados desde diversas bases norteamericanas situadas en Europa. Los nuevos carros de combate reemplazarán a otros, más antiguos, que se encuentran ya situados en la frontera entre Arabia y Kuwait. El Pentágono informó también del envío de un nuevo y más sofisticado satélite a la región del Golfo, que reforzará el control que Estados Unidos tiene sobre todos los movimientos de tropas en el territorio iraquí.

TIME OCTOBER 22, 1990

View From Washington

Christopher Ogden

How Does Turkey Fit?

Three days after his country invaded Kuwait, Taha Yassin Ramadan, Iraq's First Deputy Prime Minister, flew to Ankara in an effort to persuade Turkey not to join a fast-spreading international embargo against Baghdad. A tough crony of Saddam Hussein's, Ramadan wore a pistol on his hip as he lectured Turkish President Turgut Ozal on the "historical evidence" that justified Iraq's takeover of the gulf emirate.

Ozal, who managed to finish a campaign speech back in 1988 even though he had just been shot by a right-wing extremist, is not easily intimidated. Turkey, which shares borders with both Iraq and Iran, had remained neutral during its neighbors' eight-year war, but this time Ozal wanted to take sides. Convinced that Saddam was wrong, he sent Ramadan packing and became one of the first leaders in the world to support full-scale sanctions. Recalling the incident during a recent visit to Washington, the President said with a chuckle, "I almost told him that all Iraq—and Kuwait—once belonged to us."



A friend in need: Ozal at Washington ceremony

Turkey held those areas, as well as territory now covered by Syria, Israel, Jordan, Egypt and parts of Saudi Arabia, Eastern Europe and North Africa, during the 16th century. That was the golden age of the Ottoman Empire, a 500-year reign that lasted until Turkey took the wrong side in World War I and toppled, along with the Kaiser's Germany. What was left of the old grandeur faded quickly.

In recent times, Turkey, with its 650,000-man armed forces, NATO's second largest, was especially important to the West so long as the Soviet Union was on the march. *Perestroika* and Soviet retrenchment were welcome developments, but they also threatened to leave Ankara in the geopolitical cold. Despite Turkey's strategic placement between the Balkans and the Middle East and its market economy, the West was indifferent, uncertain, possibly even prejudiced when it came to dealing with NATO's only Islamic partner. Turkey's 1987 bid to join the European Community elicited snickers from some members. When the bid was informally shelved by Brussels earlier this year, Ankara was told to wait, perhaps as long as a decade, and with no guarantees of eventual success. Poland, Czechoslovakia and Hungary were considered more suitable candidates; even Cyprus' chances looked better.

Iraq unwittingly thrust Turkey back into the game. George Bush has talked to Ozal more often than any other leader since the invasion, and invited him to Washington in September to thank Turkey for standing "firm and steadfast" with the embargo despite losses of \$2.5 billion a year in trade and pipeline revenues. Grateful that Ankara had deployed 80,000 troops near the Iraqi border, thereby pinning down some of Saddam's forces, Bush cited Turkey's "indisputable strategic importance." That was exactly what Ozal wanted to hear.

Other benefits may still come. The deposed Kuwaiti government promised Ankara \$300 million in compensation for embargo-related losses, but has yet to deliver. The U.S. is not offering emergency aid to Turkey, nor is Ankara asking for any. Turkey's 10% average growth rate will dip, but Ozal wants "trade, not aid," particularly with Europe as well as his new Arab allies.

Bush pledged to push Ankara's case with the European Community, but for the moment no one in Europe seems to be listening. Ankara deserves better. With Arab dictatorships and hereditary monarchies increasingly out of tune with the times, democratic and secular Turkey warrants appreciation as the model of a modern Islamic state. ■

TIME OCTOBER 22, 1990

World

The Need to Negotiate

A former President argues that it is time now to think about peace talks and that King Hussein should play a major role

By JIMMY CARTER

Hardening positions make a peaceful resolution of the Persian Gulf crisis ever less likely. How can we make the best of this situation and heal the fractured region when the crisis is over?

Despite bold and concerted action of the U.N. Security Council, a remarkable demonstration of leadership by the U.S. in marshaling forces to defend Saudi Arabia, world condemnation and economic sanctions, there are no indications that Saddam Hussein is considering a withdrawal from Kuwait or the return of the Emir's family. With oil-price increases disturbing the world economy and with patience wearing thin, the world will inevitably turn to other issues, making it difficult to increase or even sustain the present level of economic pressure. If Saddam does not yield, the forced ejection of Iraqi troops by military action is the only remaining option. Some also advocate the destruction of Iraq's war-making capability, speaking of almost bloodless "surgical" air strikes, the incompetence or disloyalty of Iraqi troops, sustained worldwide support if the U.S. invades without U.N. sanction, and a more stable Middle East after Iraq is destroyed. These assumptions are doubtful. Military forces of America and its allies can surely prevail, but there will be serious human, economic and political costs.

It is incongruous to exalt Iraq's military threat while disparaging the competence of the Iraqis to defend their own land. The inability of either side to prevail in eight years of seesaw battles across the Iraqi-Iranian border supports the claim of military strategists that a 3-to-1 advantage is necessary for invaders. Martyrdom among devout Muslims must also be considered.

There is little doubt that an attack on Iraq without further provocation from Saddam will erode U.S. support in the Middle East. The Arab League is already split down the middle, with at least nine of its members, including some that offer lip service to the U.N. resolutions, giving overt backing to Iraq. Iran is, at best, equivocal. Saddam tries to build on this support with appeals based on brotherhood, religion and the Palestinian cause. It is interesting to note that he has never criticized his Syrian brothers for sending forces to Saudi Arabia, nor has he built up troops along their common border. Most Muslim believers are uncomfortable with Western troops in their holy lands. Iraq's propagandists also remind poor Arabs, both individuals and nations, that oil-rich royal families have invested almost a trillion dollars in the Western world. They publicized the recent loss by a Saudi prince of \$130

million at a European roulette wheel in one night. Armed conflict can exacerbate all these concerns and may unleash a violent grassroots reaction.

Another sobering fact is that international support is not solid. Beginning with the Helsinki summit, the Soviets have indicated that they will support only a U.N. military action (which is subject to a Chinese veto). Also, they continue to connect Iraq-Kuwait and Israel-Palestinian issues.

So far, the Bush Administration has not acknowledged the need for negotiations or exploratory talks, which might imply weakness or a willingness to reverse adamant public statements.

Initiating peace talks is always difficult, as we remember from Korea and Vietnam. Only unconditional surrender following a total military victory can remove the need for negotiated settlements.

No matter what happens in the next few months, including total capitulation of Iraq, we should be preparing for a time when negotiations will be required. There are few intermediaries who might expedite this process: U.N. officials; French, Soviet or other allies of ours; or leaders among the Arab nations. Any of these would be suitable, but my own preference is the Arab community. Soon after Iraq invaded Kuwait, an Arab plan was offered in Paris, Moscow and other places. It called for Iraqis to be replaced by other Arab troops in Kuwait, a U.N. or Arab force to relieve Western forces in Saudi Arabia, and then a referendum to be held under international supervision to let Kuwaitis decide their own future. These initial ideas are unacceptable by



King Hussein embracing Saddam: the monarch could be the key

either side, but later modifications may lead to peace.

Among Arab leaders, King Hussein of Jordan can play a key role. He is an honorable and peace-loving man who does not deserve the harsh treatment he is receiving. He has supported the U.N. resolutions that demand foreign troop withdrawal from Kuwait, the return of the Emir and his family, and the imposition of economic sanctions. The King made these decisions even though Jordan shares a vulnerable border with Iraq and many of his countrymen support Saddam Hussein. Now the Jordanian monarch faces the loss of financial assistance from Saudi Arabia and others. The very survival of his nation is endangered. It would be a tragedy to permit the further destruction of Jordan. Even if other intermediaries serve, a stable Jordan will be needed in the future. A much better alternative would be for King Hussein to be recognized in the U.S., as he has been in other countries, as a key leader who, at an early stage, might help bring about a peaceful settlement of the gulf crisis—when and if it is understood that this is the only alternative to war. ■

LE MONDE 24 OCT. 1990

Au terme de sa visite à Bagdad

M. Edward Heath pourrait ramener au moins une cinquantaine d'otages britanniques

M. Edward Heath, l'ancien premier ministre conservateur, qui a été reçu dimanche 21 octobre à Bagdad par M. Saddam Hussein, devrait ramener mardi 23 octobre à Londres un « certain nombre » d'otages britanniques, une cinquantaine ou plus. M^{me} Thatcher a réaffirmé pour sa part samedi, lors d'un entretien avec l'émissaire spécial du président soviétique, M. Primakov, que l'Irak devait quitter le Koweït et qu'il n'était pas question de lui faire la moindre concession.

LONDRES

de notre correspondant

« Ped » a donc apparemment gagné son pari. Déclenchant la fureur silencieuse de M^{me} Thatcher, il s'est lancé tout seul dans cette opération, et semble sur le point de réussir à faire rapatrier entre cinquante et cent de ses compatriotes. L'ambassade britannique à Bagdad a dressé une liste de 53 otages âgés ou malades que M. Heath a transmise à M. Saddam Hussein. Il a également plaidé en faveur des passagers d'un vol de British Airways, pris dans la nasse parce qu'ils faisaient escale au Koweït au moment de l'invasion.

L'ancien premier ministre a en fait demandé la libération de tous les otages britanniques. Il reste actuellement 1 350 sujets de Sa Majesté en Irak et au Koweït. 300 d'entre eux sont répartis entre trente sites industriels ou stratégiques pour servir de « boucliers humains ». 600 se cachent encore au Koweït et 450 demeurant habituellement en Irak sont privés de visa de sortie. M. Heath a particu-

lièrement insisté sur le sort des plus jeunes, des plus vieux et des malades. Il a reçu une réponse positive mais non chiffrée du dirigeant irakien, lequel n'a assorti sa promesse d'aucune condition.

« Mission humanitaire »

M. Heath estime n'avoir cédé en rien sur les principes et s'en être tenu au cadre, qu'il avait lui-même fixé, d'une « mission humanitaire ». Il n'avait pas mandat pour négocier mais continue de penser qu'il faut laisser à M. Saddam Hussein un moyen de se retirer du Koweït sans perdre totalement la face. L'ancien premier ministre connaît bien le dossier et considère que des rectifications mineures de frontière entre l'Irak et le Koweït ne sont pas à rejeter d'un revers de main. Il n'approuve donc pas la position de M^{me} Thatcher selon laquelle « il n'y a rien à négocier » avec Bagdad.

L'ancien premier ministre a été très bien traité par M. Saddam Hussein. Il a été reçu dimanche au palais présidentiel pendant environ trois heures, après avoir été transféré de son hôtel dans une villa réservée aux hôtes officiels. Sa visite a été abondamment couverte par les médias locaux, totalement aux ordres.

M. Heath a appelé dimanche par téléphone M. Richard Branson, président de la compagnie privée Virgin Atlantic. Ce dernier a mis à sa disposition un Boeing 747, qui est prêt à décoller pour venir chercher à Amman les otages libérés par Bagdad. Downing Street et le Foreign Office maintiennent un profil bas, attendant les résultats et évitant les déclarations susceptibles de faire tout capoter.

DOMINIQUE D'HOMBRES



Principaux opposants au régime iranien

Les Moudjahidines du peuple démentent avoir reçu l'ordre de quitter l'Irak

Dans un communiqué rendu public à Washington, les Moudjahidines du peuple, principale organisation armée opposée au régime de Téhéran, ont démenti « catégoriquement », lundi 22 octobre, les « allégations » selon lesquelles certains de leurs membres ont été expulsés d'Irak à la demande de l'Iran. Le communiqué ajoute que les informations rapportées par un responsable américain dimanche reposaient sur des « mensonges » diffusés par l'agence officielle irakienne, Irna, sur les instructions du président Khamenei.

Quelques heures plus tôt, un officiel américain, qui avait requis l'anonymat, avait affirmé que des membres des Moudjahidines du peuple avaient commencé de quitter l'Irak pour plusieurs pays européens, dont la France, sur ordre des autorités de Bagdad, agissant à la demande de Téhéran. Selon ce responsable américain, les nouvelles relations entre Bagdad et Téhéran font qu'« une organisation telle que celle des Moudjahidines n'est plus la bienvenue » en Irak. - (AP)

International Herald Tribune, October 24, 1990

Gulf: Keep the Pressure On and Plan for Solutions

By Cyrus Vance

The writer was U.S. secretary of state from 1977 to 1980.

WASHINGTON — If America and its United Nations partners can keep up their patience and resolve, economic pressure and diplomacy should cause Iraq to withdraw from Kuwait without a war.

President George Bush's policy — a massive military presence in the Gulf coupled with sustained economic and political pressure on Iraq by a broad coalition of countries — should lead to that withdrawal, if given time to work.

We hear much talk about the early exercise of a military option. Any such temptation must be resisted. The president's strategy is working, and the embargo is beginning to bite. If we were to act precipitously, we might find ourselves alone in a hard and dirty war that could be won, but not quickly or without heavy casualties.

The United States is entering several weeks of congressional recess. Common sense and the Constitution support the suggestion by Senator Claiborne Pell, a Rhode Island Democrat, that a bipartisan Senate-House group of committee leaders be established to consult with the president before any decision on offensive military action. Such consultation clearly will be necessary if support for current policy is to continue.

When current strategy succeeds and Iraq withdraws from Kuwait, what then? The world community cannot afford to tolerate Gulf instability, Arab-Israeli conflict and tragedy in Lebanon continuing without apparent end until a new crisis arises. A fresh attempt should be made to resolve in the broadest possible context the many festering issues in the Middle East. The current crisis has helped create conditions that favor such an attempt. For the first time, the United States and the Soviet Union are on the same side in a Middle East conflict. Moreover, the Soviets are restoring diplomatic relations with Israel. And the U.S.S.R.'s daunting domestic economic problems are driving it inexorably into cooperation with the West.

The crisis also has created remarkable consensus among the United States, the Soviet Union, Western Europe and moderate Muslim states that collaborative efforts can do more than block Iraq's near-term aggression. In addition, the crisis has helped restore the United Nations' promise as facilitator of multilateral diplomacy and the rule of law.

At the UN General Assembly this month, President Bush promised post-crisis support for regional efforts "to build new arrangements for stability and for all the states and the peoples of the region to settle the conflicts that divide the Arabs from Israel."

Timing will be critical in such an effort. Broad-scale negotiations cannot and should not begin until Iraq

has made its withdrawal from Kuwait.

Nor can such an effort be a "made in America" or "made in the West" venture. It will require active participation in particular by the states of the region. In negotiations to end Iraq's occupation of Kuwait, Arab states, acting individually or through the Arab League, must play a central role. Once Kuwait is liberated, a combined Arab-UN peacekeeping force could be deployed in Kuwait. The Gulf Cooperation Council should be given new life and strong Western support.

Then, in a next phase, outside powers finally must agree to limit arms flows to the Middle East, with top priority being given to reducing risks from chemical, biological and other weapons of mass destruction.

The aftermath of the current crisis also must produce real progress in Arab-Israeli peacemaking. That can be helped by the breakup of old patterns in regional relations.

Egypt again is playing a strong role in the Arab world. Syria, which is responding to U.S. leadership in the Gulf, should be pressed to forswear its role as a "confrontation state." Saudi Arabia and the Gulf Arab states, in the wake of the current crisis, will owe the United States forbearance for Arab-Israeli peacemaking diplomacy. Palestinians and their leaders surely must now understand that their interests can be met only through direct diplomacy with Israel. Israel, in turn, must recognize that present or future crisis anywhere in the Middle East is de facto a threat to its security and that a wholehearted commitment to the peace process will be necessary to serve that security.

An international conference should be convened by the United Nations secretary general, to include all regional parties and the permanent members of the Security

Council. This conference should consider both security in the Gulf and Arab-Israeli peacemaking. Such an effort might succeed now, although in the past it has not, because so much has changed. Past Soviet efforts to isolate Israel have been replaced by diplomatic discourse. The United States and Israel, once wary of Soviet troublemaking in such an international conference, no longer need hesitate on that basis.

All but the most radical Arab states now recognize the need to find formulas for longer-term stability and mutual security in the region. Out of the tragedy and agony of Kuwait's ordeal, a host of countries have come to see their common interest in resolving not only the Arab-Israeli struggle but also border disputes, regional security issues and the Lebanon civil war. And there will be the further necessity of economic development that will benefit the entire region.

If we don't do this now, we may not get the chance again.

The Washington Post.

The Choice Is War Now or War Later

By Daniel Pipes

PHILADELPHIA — Whispers are coming from Iraq that Saddam Hussein may be willing to withdraw from Kuwait or at least from part of it. This raises the tempting possibility that there will be no war and that most U.S. forces will soon return home, having achieved their goal without firing a shot. Many people would cheer such an outcome.

But close analysis shows that a peaceful resolution will only defer

The Kuwaitis, Saudis and Israelis have made their choice clear.

the fighting until later. What appears to be a nonviolent solution would surely lead to greater violence in the years ahead.

Saddam Hussein has many reasons to evacuate his troops. Most governments would be so relieved that they would quickly drop economic sanctions against Iraq. That Kuwait will have been left looted and despoiled, that many Kuwaitis will have been brutalized, raped and murdered — all this will be forgotten.

Withdrawing the troops would be embarrassing for Saddam Hussein at home, but Baghdad's spin doctors know how to portray retreat as victory. They can point to the financial gains made by the operation, the

punishment of Kuwait or the unwillingness of the world's coalition to confront Iraqi forces. There would be much talk about preparing for the next battle — against Israel.

Saddam Hussein could survive this reversal as he survived previous ones. And if he did, the Iraqi effort to build chemical, biological and nuclear arms would surely resume, as would the missile program, which eventually may include intercontinental missiles.

It is equally safe to predict that Saddam Hussein would be tempted to use his arsenal. His dream is to gain hegemony over the Gulf region and thereby become the greatest Arab leader of the 20th century and a leading power on the world stage.

In other words, a withdrawal from Kuwait prepares the way for new aggression. If not stopped now, Saddam Hussein will have to be stopped later.

Even if a U.S. expeditionary force remains in Saudi Arabia for years (a questionable assumption), confronting Saddam Hussein will be far more difficult in the future. When he subverts or invades a country in 1995, Washington will no longer have today's option of knocking out his military-industrial complex or of taking out Saddam Hussein himself. Rather, the response will have to be cautious and indirect, as it was when the Soviets invaded Afghanistan.

Should the American-led coalition go to war now, the easiest part would come first. A plausible *casus belli* would not be hard to find: Iraqi barbarism in Kuwait or the holding of Western hostages already provide this. Once war began, the coalition forces would quickly gain control of the air and could devastate Iraq's military-industrial complex.

If the offensive ended with aerial bombing, Saddam Hussein would most likely remain in power and his troops would still occupy Kuwait. If ground troops joined in the allied assault, they would face larger, well-entrenched Iraqi forces defending their homeland.

And if the coalition reached Baghdad and eliminated the regime, what next? The prospect of an American-fostered government in Baghdad would arouse tremendous hostility throughout the Middle East and would probably backfire. U.S. facilities and Americans might become targets of violence in the Middle East. The fragile international coalition would splinter once violence was used, and with it most of the economic sanctions against Iraq. In America the critics left and right would lobby to bring the troops home.

All these concerns are real and worrisome. But they are secondary.

In the end, it is a matter of dealing with a relatively weak Iraq now or expecting to deal with a much more powerful one in a few years. Bluntly

put: War now or war later? The Kuwaitis, Saudis and Israelis have made their choice clear: they greatly prefer to deal with Saddam Hussein now, when he cannot keep control of Iraqi airspace or deploy nuclear missiles. They are right. But President George Bush seems to be unsure of what he wants to do. He seems genuinely to believe in a "diplomatic outcome." Such indecisiveness is welcome, for it indicates just how worried he is about making the most awesome decision a president faces: committing troops to war. But he must make up his mind, and that moment is drawing very near.

The writer, author of "The Rushdie Affair," is director of the Foreign Policy Research Institute. He contributed this comment to The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 27-28, 1990

Baker Weighs Visit to Bolster Anti-Iraq Alliance

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Secretary of State James A. Baker 3d is considering another trip to the Gulf to shore up the anti-Iraq coalition, and an Iraqi official accused the United States on Friday of blocking dialogue among Arab nations on ending the crisis.

"A trip is being contemplated," a U.S. official said of Mr. Baker's plans, although the State Department has declined to confirm the trip publicly, which could reportedly come within the next week.

The Bush administration, although not ruling out a military option in the Gulf, has insisted that United Nations sanctions against Iraq were working and that they might force President Saddam Hussein of Iraq to withdraw his troops from Kuwait.

At the same time, the United States is weighing the deployment of an additional 100,000 troops in the Gulf.

U.S. officials have been concerned over recent peace feelers from Baghdad and the release of Western hostages, which they see as efforts by Mr. Hussein to split the anti-Iraq coalition.

Foreign Minister Tariq Aziz of Iraq said Friday that the United States and Britain were determined to block dialogue on the crisis.

Mr. Aziz attacked reactions in Washington and London to a recent statement by the Saudi defense minister, Prince Sultan ibn Abdulaziz, suggesting that Kuwait could make territorial concessions to Iraq.

"The U.S.-British occupation of the Arab Peninsula is not so much

aimed at defending international law as at ensuring direct military control of the oil wells," Mr. Aziz was quoted as saying by the Iraqi press agency INA.

"Whatever our opinion on what the Saudi official said, the U.S. and British governments have proved they are determined to repress any effort to open dialogue between Arab states aimed at settling the region's problems," Mr. Aziz said.

In Cairo, a Soviet special envoy, Yevgeni M. Primakov, said Friday after talks with President Hosni Mubarak that he believed a peaceful solution to the Gulf crisis was possible.

"I am convinced that the Gulf crisis could be solved without recourse to military force," he said.

In London, British hospitals began drawing up contingency plans

on Friday to cope with wounded soldiers if war breaks out in the Gulf, but the government denied that the move signaled that conflict was imminent.

The Defense Ministry said it had asked Britain's national health service hospitals to assess how they could contribute in the event of war. Military hospitals are being depleted as large numbers of staff are sent to the Gulf.

But a Foreign Office official, William Waldegrave, said the preparations did not mean a war against Iraq was anticipated.

"It doesn't really tell us anything," he said, except that the Defense Ministry is taking "all the proper precautions in case it ever did come to a fight."

French television said Friday that Mr. Hussein had told Presi-

dent François Mitterrand that he was ready to discuss Kuwait, but French government officials said they could not confirm the report.

A French network, La Cinq, said Mr. Hussein had sent a letter to Mr. Mitterrand in advance of the French leader's talks with the Soviet president, Mikhail S. Gorbachev, in Paris on Sunday and Monday. But a Mitterrand aide said he could "find no trace of a letter" from the Iraqi leader.

There has been speculation in Paris that the meeting between Mr. Mitterrand and Mr. Gorbachev may coincide with the return of all 327 French hostages held by Iraq for nearly three months. The French government denies any link between the two events.

(Reuters. AFP)

Mideast Wild Card: Kurds in Iraq, Turkey

By Richard C. Hottel

EARLY in August, only a few days after Iraq invaded Kuwait, a visitor to Washington lifted the lid of Pandora's box just a bit for a glimpse of some of its more obscure contents. The visitor was Jalal al-Din Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the Kurdish guerrilla groups that have been fighting Iraq.

The Kurdish people are the largest ethnic minority in Iraq, some 3 million of the 16 million total population. Spread across the national boundaries that have been drawn in the region, there are also 2.5 million Kurds in Iran and perhaps 5 million in Turkey. The Kurds have maintained their distinct culture for at least 3,000 years. They have never been united under one ruler but have never ceased to struggle for independence.

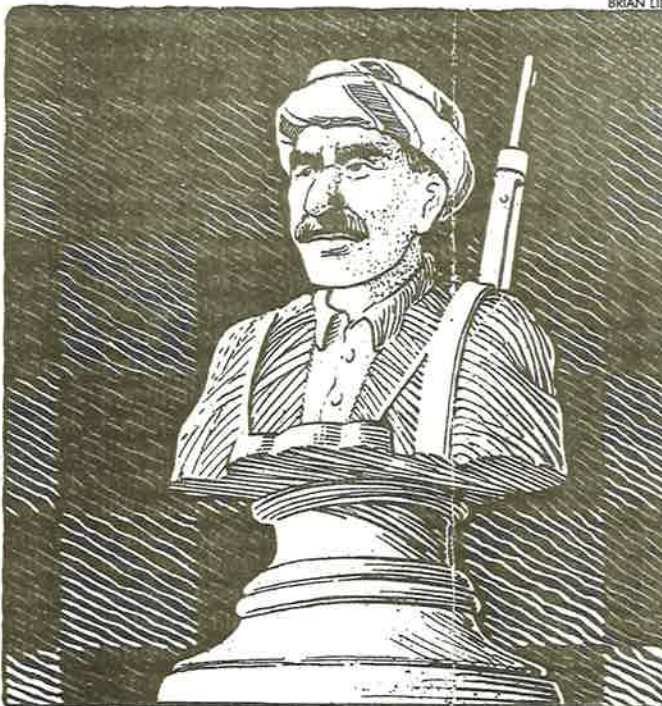
Their most bitter fight has been with Iraq. Saddam Hussein has used poison gas against them. Nothing will erase the picture of the dead women and children in Halabja in 1988. Since then he has used chemical weapons to drive scores of thousands of Kurds out of the border area of northern Iraq. They are now refugees in Turkey. The Kurds have been utilized and victimized by others as well. The shah of Iran, supported by the United States and Israel, financed and armed a Kurdish rebellion against Baghdad only to drop it completely when he signed a treaty with Iraq in 1975. Iraq, for its part, has tried to

incite the Kurds against both the shah and the mullahs in Tehran.

Earlier, the Soviet Union had championed the Kurdish cause. During World War II, Britain and the Soviet Union occupied Iran to ensure the transit of allied supplies to the Red Army from the Persian Gulf. In their northern zone of occupation, the Soviets in 1945 set up a Kurdish Republic of Mahabad and a Democratic Republic of Azerbaijan. They both collapsed when Soviet forces were made to withdraw from Iran in 1946.

Mr. Talabani came to Washington on his own (he had no trouble getting a visa) to see whether the US intended playing the Kurdish card against Saddam. The saying goes, in the Middle East, "The enemy of my enemy is my friend." The State Department denies that he was received by a senior official. Talabani is a separatist who wants an independent Kurdistan. This is unacceptable to Turkey, which fears that such a state would attract Kurds in Turkey's southeastern provinces and threaten Turkey's territorial integrity.

The US, keenly aware of Turkey's value as an ally, especially in its cooperation in the embargo against Iraq, will do nothing to disturb Turkey. And if anyone in Washington is toying with the notion of covertly instigating a Kurdish uprising in Iraq (which may well be the case), Talabani will have told him that the Kurds have been burned too often pulling other people's



chestnuts out of the fire. Besides, the American record at covert operations, like the Iran-contra caper, is a great deal less than impressive.

Ankara's concern with the Kurds goes beyond the political complications they hold for Turkey. It embraces a territorial claim, a legacy of the Ottoman empire. As an ally of Germany in World War I, the Ottoman empire was dismembered after defeat in 1918. Most of the carving was done by Great Britain, which arbitrarily created the states of Iraq and Kuwait. Today, Saddam Hussein justifies his annexation of Kuwait on the grounds that it had been

part of the Turkish *vilayet* or province of Basra and should not have been torn from it.

As it happens, the British did exactly the same thing in Iraq's favor when they gave it the Ottoman province of Mosul in the north. The reasoning at the time — before the rich Rumaila oilfield was discovered in the south — was that the rest of Iraq would not be economically viable unless it were given the great northern oil basin of Kirkuk. Kirkuk, a mainly Kurdish city, as it happens, is in the old province of Mosul. Turkey has never agreed to the loss of Mosul and Kirkuk but was forced to swallow the bill under British pressure in 1926. The Turkish claim has survived. In 1986, when Iraq was at its lowest ebb in the war with Iran, Turkey officially notified Iran and the US that it would demand the return of Mosul and Kirkuk if Iraq were defeated.

Turkey joined the United Nations coalition without hesitation after Iraq attacked Kuwait on Aug. 2, shutting down the Iraqi oil pipelines across its territory. Since then, unofficial voices have reasserted the claim to Mosul and Kirkuk. There is no doubt that they echo official thinking. One day, when the present mess in the Middle East is untangled, this question and its Kurdish ramifications will have to be dealt with, too.

■ Richard C. Hottel was a longtime UN correspondent at CBS who writes on foreign affairs.

TURQUIE—EUROPE

GAMK
25 octobre 1990

MME LALUMIERE ENCOURAGE LA TURQUIE SUR LA VOIE DE LA DEMOCRATIE

Il est de bien étranges coïncidences. Alors que la Turquie se rapproche de l'Occident à la faveur de la crise du Golfe, la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Mme Catherine Lalumière, en visite officielle de trois jours à Ankara, distribuait quelques bons points à la Turquie pour sa conduite en matière de droits de l'Homme. Venant de la dirigeante d'une instance incarnant les valeurs morales de l'Europe et soucieuse du respect des droits de l'homme partout dans le monde, ce satisfecit a de quoi convenir à la Turquie pour qui il représente sans nul doute une pièce importante dans le dossier de son adhésion à la Communauté européenne.

Encore faut-il moduler les appréciations de Mme Lalumière, qui a déclaré mardi lors d'une conférence de presse, avoir «pris note» de la «volonté» de la Turquie de «continuer à progresser» dans le respect des droits de l'homme. Des nuances qui signifient bien que la Turquie n'en est pour l'instant qu'au stade des professions de foi. Mme Lalumière a précisé que la question de «la compétence du Conseil de l'Europe» avait été soulevée et rappelé qu'Ankara avait signé les conventions sur les droits de l'homme et sur la prévention de la torture et des traitements

inhumains et dégradants.

Ses interlocuteurs «ont insisté sur leur volonté de respecter autant qu'il se pouvait et que les circonstances le permettent les standards européens et les obligations de ces conventions», a-t-elle dit à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants turcs. Elle n'a pas non plus oublié, tout en restant très prudente dans son jugement, que la Turquie avait mis à profit la crise du Golfe pour suspendre la Convention européenne des droits de l'Homme dans le Kurdistan turc. Elle a indiqué à cet égard «avoir demandé des explications» sur les dérogations demandées par la Turquie en août pour suspendre l'application de certains articles de cette Convention dans 10 départements du sud-est voisins de l'Irak «en raison de la situation». Soulignant le «droit de la Turquie» à cette démarche, elle a toutefois dit avoir «souhaité que cette dérogation fût brève».

Ses interlocuteurs ont par ailleurs affirmé que les «critiques» sur la situation des droits de l'homme en Turquie étaient «exagérées», et déclaré que la situation était «meilleure» que «certains mouvements» ne le disaient à l'étranger, a ajouté Mme Lalumière. Des critiques infondées aussi sans doute pour ce qui est de l'occupation de la partie nord de

Chypre par les troupes turques, un contentieux au sujet duquel Mme Lalumière n'a semble-t-il rien ramené de Turquie qui ressemblât de près ou de loin à une solution. Sur le différend opposant la Turquie et la Grèce à Chypre, Mme Lalumière s'est en effet contentée de déclarer : «il faut supprimer le mur de Nicosie ; la coupure de l'île en deux, le mur de Nicosie, est un anachronisme», ajoutant, «on a supprimé le Mur de Berlin, il faut supprimer le mur de Nicosie, c'est une évidence». Ses entretiens avec les dirigeants turcs, dont plus d'une heure mardi matin avec le Président Turgut Ozal, n'ont manifestement évoqué aucune forme de règlement, ce qui confirme la volonté turque de voir entériner la partition de Chypre.

Toujours concernant Chypre, Mme Lalumière a rappelé qu'il y avait «des différences entre la situation qui existait en Allemagne et celle de Chypre». La Turquie, présente militairement depuis 1974 à Chypre, coupée depuis en deux par la «ligne verte» qui sépare les communautés grecque et turque de l'île, a toujours refusé toute comparaison entre la situation des deux communautés chypriotes et d'un même peuple allemand séparé.

L'Humanité, 24 octobre 1990

Catherine Lalumière en Turquie

R.A.S. à Ankara

MADAME Lalumière n'a rien vu, rien entendu, à Ankara. Ni les prisons pleines à ras bord, ni les trois cents condamnés à mort attendant une exécution imminente, ni les cris des torturés, ni l'hallali des forces spéciales contre les Kurdes... Secrétaire générale du Conseil de l'Europe — organisation qui affiche comme préoccupation principale la défense des droits de l'homme —, l'ancien ministre socialiste n'a pas hésité à parler mardi, après trois jours de visite officielle, de «volonté d'Ankara de continuer à progresser dans le respect des droits de l'homme». Pis : elle a donné sa bénédiction à la demande faite le 23 août par le gouvernement turc de pouvoir «suspendre» lesdits droits de l'homme au Kurdistan, où ils n'ont jamais eu cours. «Nous souhaitons que la dérogation soit brève», a-t-elle jugé bon de commenter. Le temps de quelques pendaisons, peut-être ?

Françoise Germain-Robin

Le Monde 30 octobre 1990

Les principaux points de la déclaration du conseil européen

Voici les principaux points de la déclaration du conseil européen, réuni à Rome, concernant la crise du Golfe :

Le conseil européen exige que l'Irak retire immédiatement et sans condition ses forces du Koweït, que le gouvernement légitime du Koweït soit rétabli et que tous les ressortissants étrangers qui le souhaitent puissent quitter l'Irak et le Koweït.

Le conseil européen, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, condamne la pratique irakienne consistant à retenir des ressortissants étrangers en otage et d'en détenir certains sur des sites stratégiques. (...) Les Etats membres de la Communauté européenne réaffirment leur solidarité totale pour parvenir à la libération de tous les ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït et dénoncent l'utilisa-

tion sans scrupules, par l'Irak, de ces ressortissants dans le seul but vain de tenter de diviser la communauté internationale. Ils condamnent sans réserve cette manœuvre qui, conduite au mépris des règles humanitaires les plus élémentaires, ne peut que compliquer la perspective d'une solution de la crise. Ils affirment leur détermination à ne pas envoyer des représentants de leurs gouvernements en quelque qualité que ce soit pour négocier avec l'Irak la libération des ressortissants étrangers et à décourager d'autres de la faire. (...) La Communauté et ses Etats membres sont déterminés à respecter strictement l'embargo et les autres mesures décidées par le Conseil de sécurité et appellent tous les autres Etats à agir de même. Ils sont également prêts à examiner des mesures additionnelles conformes à la Charte des Nations unies.

La CEE intransigeante face à l'Irak

Les Douze ont réaffirmé à Rome, le 28 octobre, leur attachement aux résolutions du Conseil de sécurité et condamné les « manœuvres » de Bagdad pour diviser la communauté internationale. Ils s'engagent à n'envoyer aucun représentant pour négocier la libération des otages et à « décourager » les initiatives privées à ce sujet. M. Mitterrand a démenti que des « contacts » aient eu lieu pour obtenir le retour des quelque trois cents Français, attendus en principe lundi soir à Paris.

Les trois cents Français étaient attendus lundi soir à Paris

Après plusieurs reports et des jours d'incertitude, les quelque 300 ressortissants français retenus en otages en Irak et au Koweït devaient arriver à Paris, lundi 29 octobre en fin de journée, à bord d'un avion des Iraqi Airways, qui pourrait également transporter la demi-douzaine de diplomates qui se trouvaient encore à l'ambassade de France à Koweït, ainsi que d'autres otages occidentaux.

L'Irak, a-t-on appris au quai d'Orsay, a demandé qu'au retour de Paris, l'avion - un Boeing 747 - rapporte des médicaments. Le gouvernement français a pris contact avec le Comité des sanctions de l'ONU pour qu'il prenne une décision. Les médicaments sont, en principe, exclus de la liste des produits dont l'importation par l'Irak ou l'exportation d'Irak sont frappés d'interdiction. Ce comité doit toutefois se prononcer au cas par cas.

Initialement prévu « avant la fin du week-end », le retour des otages français a été retardé parce que, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, les autorités irakiennes ont souhaité que le vol s'effectue de jour. Les Français en Irak, quelque 180 à Bagdad et dans d'autres villes du pays, ainsi que 67 qui se trouvaient sur des sites stratégiques, attendaient dimanche « dans le calme et la sérénité », a-t-on dit de source française dans

la capitale irakienne. Les derniers retardataires, qui résidaient en province, se sont employés, dimanche, à faire les formalités nécessaires à leur départ. Les Français qui avaient été dispersés sur des sites stratégiques - pour y servir de « boucliers humains » - avaient été rassemblés dès samedi à Bagdad. Toutefois, d'après une source française bien informée dans la capitale irakienne, ils ont continué à subir un traitement particulier, puisqu'ils ont été enfermés à l'hôtel Melia Mansour, un établissement de luxe transformé par les autorités irakiennes en « centre de tri » des otages occidentaux envoyés sur les sites stratégiques. Le Quai d'Orsay a néanmoins indiqué que le chargé d'affaires, M. André Janier, avait pu prendre contact avec eux.

Evacuation de l'ambassade à Koweït

L'avion qui doit assurer le rapatriement, et qui peut transporter quelque 400 passagers, devait, dans un premier temps, aller chercher entre 70 et 75 Français bloqués à Koweït, avant d'embarquer à Bagdad le reste de ses passagers : « Selon toute probabilité », la demi-douzaine de diplomates français encore présents au Koweït, sous la houlette du chargé d'affaires, M. Jean-Pierre Galtier, doivent être également rapatriés après avoir subi, depuis le 26 août, le siège de la chancellerie, où les conditions de vie étaient devenues de jour en jour plus difficiles, l'am-



bassade étant notamment privée d'eau et d'électricité. Conformément à une décision prise par la CEE, Paris, qui ne fermerait pas pour autant la chancellerie - pour ne pas reconnaître le fait accompli de l'annexion du Koweït par l'Irak - devrait, une fois les diplomates évacués, élever une protestation auprès des autorités irakiennes.

Des otages d'autres nationalités pourraient aussi être évacués à bord de l'avion, leur nombre dépendant des places disponibles à bord. Le Boeing irakien était attendu à l'aéroport de Roissy. Pour sa part, Air Inter a mis des billets d'avion gratuits à la disposition des familles désireuses de venir accueillir leurs proches, tandis que la SNCF a fait savoir qu'elle rembourserait les billets de train à ceux qui choisiraient ce mode de transport. - (AFP.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 31, 1990

To Yemen: A Dusty Passage From Prosperity to Hard Times

By Judith Miller
New York Times Service

HARADH BORDER POST, Yemen — They are coming home. From this spot on the Saudi-Yemeni border, a caravan of cars, jeeps and trucks, laden with Yemenis and the possessions they have accumulated over years — for some a lifetime — of work in Saudi Arabia, winds its way through the port towns and villages and mountain outposts on the often unpaved roads of this stunningly beautiful, poor country.

At least 500,000 Yemenis have crossed the border here, Saudi and Yemeni officials say, since mid-September, when the Saudi government suspended a series of residency privileges for Yemenis working in Saudi Arabia in response to what the Saudis regard as Yemen's support of Iraq in the Gulf crisis.

Because the immigration authorities on both sides of the border count passports rather than people, the number of refugees, or returnees as Yemenis prefer to call them, could be as high as 750,000, the officials said. About 30,000 Yemenis have crossed at smaller checkpoints elsewhere on this ill-defined border.

The scene here at Haradh was less

chaotic than the situation at the Jordanian border two months ago after Iraq's invasion of Kuwait on Aug. 2. While thousands of Asians and foreign nationals who fled Kuwait to Jordan were often forced to leave without money, food or possessions, the Yemeni exodus from Saudi Arabia has been much more orderly.

Many Yemenis have been permitted to take their possessions and most of their money. And last week, the Saudi government gave the estimated 2 million Yemenis who lived in the kingdom an extra month to find Saudi sponsors and meet other requirements that would enable them to stay. Two weeks ago about 30,000 Yemenis a day had been crossing this border. The flood has slowed to a trickle.

Yet because so many of those coming back to Yemen have lived in Saudi Arabia for years — some for all their lives — the disruption caused by this migration is in many ways more profound than the exodus to Jordan. Moreover, the departure reflects the change in relations between the two Arab countries whose economies and, some thought, political fates, were intertwined.

Here at the border, in the port town of

Hodeidah, and in San'a, where some are living in tents while searching for housing in the capital, those returning expressed opinions as varied as their brightly colored vehicles. There was bitterness toward the Saudis, regret over the departures and, for some, resignation.

Under the noonday sun, the Yemenis spoke of their losses, the disruption of their lives, and what they considered the unfairness of the Saudi decision, which required that Yemeni workers get legal residence — including the guarantee of a Saudi employer — and that Yemeni business owners get a Saudi partner or sell their business to a Saudi.

Few said they blamed the president of Yemen, Ali Abdullah Saleh, for what he calls his neutral policy in the Gulf crisis, which infuriated Saudi Arabia. When the Arab League voted to send troops to defend Saudi Arabia in early August just after the invasion, Yemen abstained. Yemen also did not condemn Iraq in the first United Nations vote after the invasion.

One of those who have returned here, Mohammed Soutan, said he and his family of 11 had owned a tire shop in Hail, Saudi Arabia, for 12 years. He had to abandon it, he said, because he could not

find a Saudi partner as the law required. "Nobody would buy it," he said. "Why should they, when they can take it for free after I have gone?"

All he could salvage, he said, were 70 tires, which were then confiscated by Saudi Customs when he got to the border several days ago.

Others complained of having food — rice, milk, sugar and grain — taken away. Saudi wealth and Yemeni poverty are as stark as the differences between the two sides of the border. On the Yemeni side, there was no shade. A single giant truck dispensed a ration of water in little plastic bags to the lines of returnees, most of them men wearing head scarves, robes and J-shaped "jambiya" knives tucked into belts — all caked in dust. Refugees and their possessions were spread out beside the road, with no shelter from the sun or the small whirlwinds that hurled sand and garbage high into the air.

Monsour Kassim Kadri, the Yemeni general director of security at the border, wore a faded green uniform, a white head scarf and sandals. His makeshift office on the side of the road was a tiny hut, airless and dank.

The only trees on the border were on the Saudi side. The road by the Saudi

Tiwal Point Station was lined with irrigated flowers and shrubs. A volleyball court was visible behind the fleet of government cars, including several Mercedes-Benzes.

Inside the air-conditioned office of Colonel Mohammed Shamrani, chief of the Saudi border station, guests were offered seats on leather couches atop a pristine Persian carpet.

Colonel Shamrani denied Yemeni charges of mistreatment at the border. Nothing except contraband — goods for more than personal use without proper receipts — had been confiscated, he said, adding that the man with the 70 tires had failed to produce a receipt.

Smuggling was a huge problem at the border, and Riyadh intended to stop it, he said. "Can anyone claim that a man with 50 100-pound (45 kilogram) bags of rice or sugar is bringing them in for his own consumption?" he said.

The exodus is expected to have a harsh impact on the economy of Yemen, one of the most populous countries in the region. The payments sent home by Yemenis working in other countries — most of them in Saudi Arabia — totaled about \$2 billion a year, and have been the country's largest source of income.

International Herald Tribune, October 31, 1990

Iraqis in Europe Linked to Spy Net

Ex-German Intelligence Official Calls Baghdad Firms a Front for Agents

By Ferdinand Protzman

New York Times Service

BONN — Iraq's intelligence service is operating a network of outwardly legitimate businesses across Western Europe, using them as bases for espionage, weapons procurement and possible terrorist attacks, a former senior West German intelligence official says.

The companies, mostly export-import companies and used-car dealerships, are also working to circumvent the United Nations trade embargo against Iraq, said the former official, Hans Josef Horchem. He said he based his assertions on information from officials in German and foreign intelligence agencies.

Mr. Horchem, a former director of West Germany's domestic intelligence service who now runs the Institute for Terrorism Research near Bonn, said the network of roughly 10 main companies was under the direct command of the Iraqi secret service and was closely linked to the Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command.

The Popular Front, a terrorist organization led by Ahmed Jibril, is suspected of planting the bomb that destroyed Pan Am Flight 103 over Lockerbie, Scotland, in December 1988, killing 270 people.

Mr. Horchem said that there were three Iraqi front companies in Germany and that they were operating in Hamburg and the state of Hesse. He declined to identify them by name and said no action has been taken against them because of insufficient evidence. Other companies are operating in France and Britain, he added.

German government officials confirmed that the matter was being investigated. "There is information coming out of special sources that is being checked on," said Roland Bachmeier, the spokesman for the German Interior Ministry. He declined to comment further. United States Embassy officials also declined to comment.

A government official said Mr. Horchem's sources "are, of course, the secret services."

"But the evidence so far is not enough for any kind of action," he

said. "If we knew it for sure, something would be done. But as you can see, there is neither an investigation by police or by a state prosecutor yet. I would say that the matter is in a preliminary stage."

The official confirmed that companies serving as bases for the Iraqi secret service were not confined to Germany. "They are in all of Europe," he said. "And not every company in Germany with Iraqi connections is one of these bases. On the other hand, Iraq is a totalitarian country which certainly has some people on a tight leash."

The businesses are staffed by Iraqi secret service personnel, and some also employ members of the Popular Front, Mr. Horchem said. He said the companies were prepared to launch terrorist attacks should the situation in the Gulf shift against Iraq.

"They are chained bloodhounds, waiting for orders from Saddam Hussein to set them into action," he said. "When people fly in, the companies give them a base, providing an apartment, weapons and explosives and a number they can call, so they do not have to bring in weapons themselves. This also is the case elsewhere in Europe."

The French and the British are even more threatened than the Germans, he said, because of the active role their military forces are playing in the Gulf crisis.

A spokesman for the Iraqi Embassy in Bonn dismissed the claim that the companies are arms depots as ridiculous. "It is just some statement that is popping up now and that will also pop up in the future," he said. Asked if Iraqi intelligence agents were active in Germany, he replied: "I don't know. I don't think that the world's secret services make their actions public anywhere, do they?"

The Iraqi spokesman also dismissed talk of terrorist attacks, calling it "absolute nonsense."

Suggestions that Iraq had built an extensive European network to

obtain arms and weapons-related technology emerged publicly last spring, when British officials seized forged steel tubes, saying they were meant for use in the construction of an Iraqi "supergun." The investigation uncovered a network of legitimate European companies directly or partly owned by a group called Al Arabi Trading Co., of Baghdad.

The French government is investigating charges that some French companies are breaking the UN embargo.

Germany has been accused of taking an overly passive role in the military standoff in the Gulf and in monitoring sensitive exports. Diplomats in Bonn suggested that the disclosures about the secret Iraqi network might have been made to deflect such criticism, by showing Germany is active, but behind the scenes.

Mr. Horchem said the close relationship between the Iraqi undercover network and the Popular Front developed after West German policemen arrested Hafez Dalkimoni, one of Mr. Jibril's deputies, and 16 other Palestinians living in Hesse and North-Rhine Westphalia on Oct. 26, 1988, about two months before the Lockerbie bombing.

New York City Records A Sharp Rise in Crime

New York Times Service

NEW YORK — The number of reported killings, car thefts and robberies in New York City climbed sharply in the first seven months of this year compared with the same period last year, according to the police.

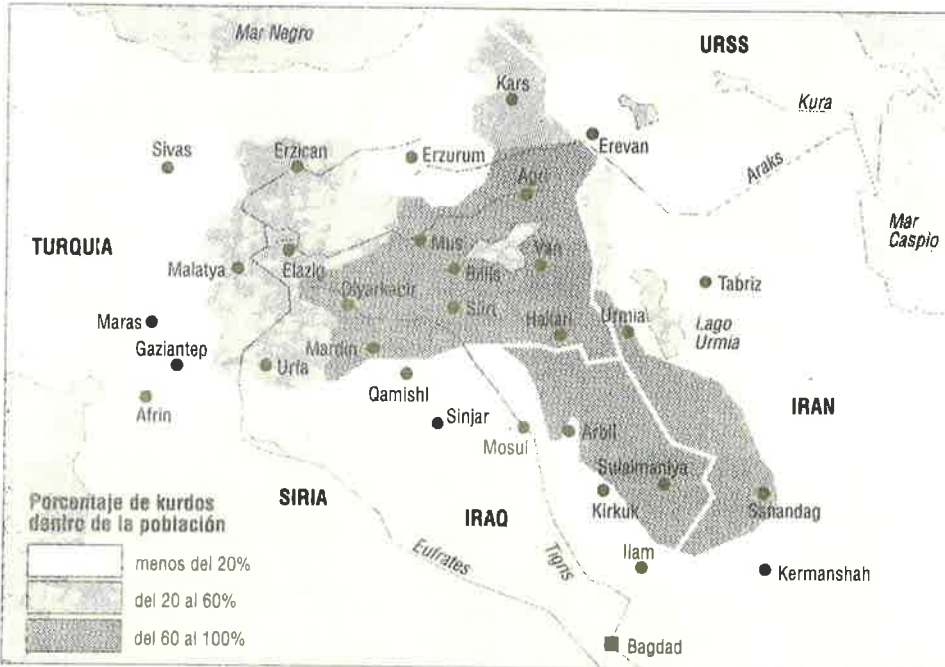
Homicides rose by 23.9 percent to 1,263, from 1,019; car thefts by 14.2 percent to 84,349, from 73,847, and robberies by 8.9 percent to 56,377, from 51,752, Police Commissioner Lee P. Brown linked the increases to the spread of drugs in the city.

TEXTO MANUEL MARTORELL FOTOS SIPA PRESS

MAGAZINE, octubre de 1990

Los kurdos se preparan para luchar contra Irak

El maltratado pueblo del Kurdistán afila sus armas para vengarse de su antiguo y más despiadado verdugo, el sanginario régimen de Sadam Husein



Fuente: Atlas geopolítico Aguilar

Rafa Esquíroz / EL MUNDO

Al derrumbarse el Imperio Otomano, el Kurdistán quedó dividido entre cinco países: Turquía, Irán,

Irak, Siria y la URSS. En el mapa se aprecian todas las zonas habitadas por los kurdos, en proporción

cada vez menor a medida que se alejan de las montañas que sirvieron para trazar las fronteras.



Campamento en Chaldyran, junto a la frontera entre Turquía e Irán.

El pueblo kurdo está acostumbrado al sufrimiento. Con más de 25 millones de habitantes repartidos por cinco países —Irak, Irán, Siria, Turquía y la URSS— se hallan entre dos fuegos en caso de que el Golfo Pérsico estalle. Por eso ahora, por su posición estratégica, Occidente se ha acordado de ellos. Los mismos que vendieron armas a Irak para que miles de civiles del Kurdistán fueran aniquilados, les han pedido que se conviertan en el frente interior de la posible guerra.

CUANDO a comienzos del siglo XII los califatos árabes, en plena decadencia, sucumbían uno tras otro ante el empuje de los cruzados, los califas tuvieron que pedir auxilio a los principados kurdos. Y fue un príncipe kurdo, Salah ad Din, que ha pasado a la historia con el nombre de Saladino, quien tuvo que sacarles las catañas del fuego derrotando a las huestes europeas en la batalla de Hattin (1187), arrebatándoles toda Palestina y reconquistando Jerusalén. Ochocientos años después ocurre lo contrario. Son los «cruzados» occidentales quienes piden ayuda a los kurdos para detener el expansionismo árabe de Sadam Husein.

Para el pueblo kurdo, que, con más de 25 millones de habitantes, es el más importante de Oriente Próximo tras los árabes, los persas y los turcos, la Historia se repite. A lo largo de estos ocho siglos han sido utilizados en beneficio de las potencias internacionales y de los Estados que los dividen —Irak, Irán, Turquía, Siria y la URSS—, para, después, abandonarles a su suerte.

Eso es lo que les ha convertido en un pueblo de guerreros, que, desde la adolescencia, prepara a los jóvenes en el arte de las armas para convertirlos en «peshmergas», en guerrilleros que, como se traduce del idioma kurdo, «se enfrentan a la muerte». El objetivo: simplemente sobrevivir, luchar con las armas en la mano para evitar que los regímenes de Turquía, Irán e Irak los aniquilen.

FRENTE INTERIOR.—En Irak son el enemigo «número uno» de Sadam Husein, el enemigo más odiado por el más odiado de los enemigos de Occidente. Los rebeldes kurdos, liderados por el legendario Mustafá Barzani —un auténtico «señor

de la guerra»—, pusieron de rodillas al ejército iraquí. Sadam Husein en persona realizó, en los Pactos de Argel de 1975, concesiones territoriales al sha de Irán para poder ahogar entre los dos estados la rebelión.

Hoy, los rebeldes kurdos se preparan de nuevo para la guerra. Oficialmente o a través de sus servicios secretos, los gobiernos de Estados Unidos, la URSS, Francia y Alemania les han pedido que, en plena crisis del Golfo Pérsico, conviertan el Kurdistan iraquí en el frente interior de la guerra entre Sadam y Occidente.

La respuesta está impregnada de rabia. «Cuando en 1988 los kurdos morían a miles gaseados con las armas vendidas por estos países y por España, nosotros llamamos a las puertas de los gobiernos, les pedimos ayuda; en España acudimos a la sede del Partido Socialista Obrero Español. Todos lamentaban la masacre genocida, pero nada más. Sólo buenas palabras», dice con acritud un representante de la guerrilla kurda. La realidad es que, hoy, más de 10.000 «peshmergas» están ya tomando posiciones en las zonas fronterizas de Zakho, Rawanduz, Arbil y Suleimanya, al norte y noreste de Irak.

Han pasado dos años desde que Irán volvió a traicionar a los rebeldes al firmar la paz con Sadam Husein. Todo el potencial militar de Bagdad cayó entonces sobre los 30.000 kilómetros cuadrados reconquistados por las fuerzas de la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK), liderada por Jalal Talabani, y del Partido Demócrata del Kurdistan (PDK), cuyos milicianos siguen a Masud Barzani, hijo del legendario general Barzani.

El Kurdistan iraquí quedó convertido en un espantoso infierno. La aviación bombardeó con gas mostaza y cianide ciudades como Halabja (70.000 habitantes), valles enteros, pueblos grandes y pueblos pequeños. Solamente a Turquía huyeron 150.000 personas; otras 50.000 lograron alcanzar la frontera iraní. En el camino y en más de 200 localidades gaseadas quedaron los cuerpos de miles de civiles no combatientes. Después, como ocurre en Irán y Turquía, el Gobierno desplazó a decenas de miles de personas para cortar el apoyo popular a los «peshmergas».

Bagdad ha despoblado una franja de 30 kilómetros de ancho a lo largo de la frontera con Turquía e Irán. Pueblos enteros han sido trasladados a la fuerza al sur del país. Han sido dos años de apenas actividad guerrillera, que han servido para reflexionar sobre los errores cometidos. Las fuerzas guerrilleras han modificado su táctica. Frente a la guerra abierta y a la ocupación de ciudades mantenida en la década pasada, ahora se trata de diversificar las guerrillas por las montañas, alejándolas de los núcleos de población. Solamente así podrán hacer frente a una nueva utilización masiva de los gases letales.

GOBIERNO PROVISIONAL.—En Damasco las fuerzas integrantes del Frente Kurdo (además de la UPK y el PDK, el Partido Comunista, el Partido Socialista del Kur-

■ ■ ZIRYAB, LA PREHISTORIA DEL FLAMENCO



Cuando los flamencólogos buscan las raíces de la música andaluza, todos terminan en el mismo

nombre: Ziryab, un músico kurdo que se exilió en la España árabe y revolucionó las costumbres de la corte

cordobesa de Abderramán II. Ziryab, llamado así por la tez oscura que caracteriza a los kurdos, cambió el plectro de madera por el de garra de águila, las cuerdas de seda del laúd por las de tripa de animal (usadas hasta la aparición de nylon), introdujo la quinta cuerda a este instrumento precursor de la guitarra, creó en Córdoba el primer conservatorio de música europeo y, sobre todo, estableció las primeras fórmulas musicales arábigo-andaluzas, fuente histórica del actual flamenco.

distán y el Partido Demócrata del Pueblo Kurdo) estudian el momento adecuado para lanzarse a la ofensiva y crear un gobierno provisional en el exilio junto con otras fuerzas de la oposición a Sadam.

Sobre esta nueva ofensiva, Shazad Saib, uno de los dirigentes de la guerrilla impulsada por la Unión Patriótica del Kurdistan, asegura que «no está determinada por el enfrentamiento entre Estados Unidos e Irak». «La UPK condena la invasión de Kuwait, pero también rechaza la presencia de tropas norteamericanas en la zona; el conflicto debe solucionarse de forma pacífica», comenta Shazad Saib. «La UPK está de acuerdo con la propuesta de una conferencia internacional para solucionar todos los problemas de Oriente Medio —añade— pero

sin resolver la cuestión kurda no podrá haber paz».

Los dirigentes de la guerrilla temen como a la peste lo que les puede caer encima en caso de una conflagración abierta entre Occidente y Sadam Husein. En este supuesto, la guerra tendrá dos frentes. El primero será Kuwait, Arabia Saudí y las aguas del Golfo Pérsico. Pero el segundo será la parte norte del Kurdistan, compuesta por el norte de Irak y el sureste de Turquía, país desde donde los aviones norteamericanos F-111 y F-16, destacados en la base de Incirlik, y las propias tropas turcas, pertenecientes a la OTAN, lanzarían el segundo ataque contra Irak.

Atrapados entre dos potentes ejércitos que buscan su aniquilación, las aldeas y pueblos kurdos se llevarían la peor par-



Jalal Talabani, líder de la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK).

te. Irak y Turquía jamás encontrarían mejor ocasión para hacer de esta región una tierra quemada. «En una guerra de este tipo no se sabe muy bien dónde caen las bombas. La realidad es que continuarían haciendo lo que hace ahora. Turquía ya se está preparando: ha congelado la aplicación de los derechos humanos en esta zona», comenta Faruk, representante del Frente de Liberación Nacional (ERNK), organización kurda que lucha en Turquía por la independencia.

MASCARAS DE GAS.—Mientras los focos guerrilleros del ERNK continúan su actividad, iniciada en 1984, contra el Gobierno de Ankara, la población kurda de estas provincias de Turquía fronterizas con Irak han comenzado a pedir máscaras de gas masivamente a las autoridades y a preparar refugios anti-aéreos. Conservan fresca la imagen de la oleada de refugiados procedentes del otro lado de la frontera huyendo del apocalipsis.

Se calcula, aproximadamente, que en

Diez mil guerrilleros kurdos han tomado posiciones en zonas fronterizas del norte y noreste de Irak

Turquía hay de 10 a 15 millones de kurdos; en Irán, siete millones; en Irak quedan cuatro millones; en Siria, un millón, y en la URSS hay cerca de 400.000. Pero si en Irak e Irán se reconoce que existen aunque se intente aplastarlos, en Turquía, país de la OTAN, miembros del Consejo de Europa y cuyos representantes se sientan en el Parlamento Europeo, simplemente se niega oficialmente su existencia.

Una ley de 1983 prohíbe expresamente el idioma kurdo. Es un auténtico drama para todas las personas que solamente hablan esta lengua; lengua que, por pertenecer a la familia indoeuropea, no tiene nada que ver con la lengua oficial, el turco, integrada en la familia lingüística fino-húngara.

OMNIPRESENCIA MILITAR.—También está prohibida la música y cualquier tipo de manifestación folclórica, social, política o sindical. Pero cuanto mayor es la represión, mayor es la obsesión de este pueblo, que en tiempos lejanos formó el Imperio Medo y entre cuyas tribus surgió la figura de Zarhatustra, por conservar sus señas de identidad.

De la religión predicada por Zarhatustra, el mazdeísmo, apenas si quedan huellas entre los kurdos yezidis, también llamados adoradores del diablo. Pero la cultura la conservan como la piel. Su forma de vestir todavía tiene claras reminiscencias medievales. Los hombres: turbante, faja, bombachos y, a veces, chaleco. Ver caminar a las mujeres kurdas en las zo-

nas montañosas es como ver a princesas sacadas de un mal sueño. Nunca algo tan hermoso tuvo peor puesta en escena: alambradas, ametralladoras, parapetos, vehículos blindados. La omnipresencia militar encargada de que se cumpla su «no existencia» es el telón de fondo de este pueblo.

Veria, del PDK de Irán, se queja de que «la lucha de los "peshmergas" contra Teherán solamente estuviera de actualidad cuando la revolución antioccidental de Jomeini llegó al poder», y recuerda cómo Ghasemlu, el secretario general de este partido, asesinado por un

comando iraní, también era de la opinión de que «sin resolver el problema kurdo no habrá paz en Oriente Medio».

Los parabienes occidentales ahora van para los kurdos de Irak, porque Sadam Husein se ha atrevido a desafiar a Estados Unidos. A los kurdos de Turquía e Irán les toca seguir luchando en silencio. Saben que, en definitiva, sólo pueden contar con sus fuerzas y que, al final, tendrán que repetir, como siempre, una frase convertida ya en consigna: «El mundo nos ha olvidado; las montañas son nuestras únicas amigas».



Los «peshmergas» vuelven a su pueblo para reunirse con sus familias.

■ ■ HALABJA: LA NUEVA GUERNICA

Los mismos kurdos le dan ese nombre: la Guernica del Kurdistan. Es Halabja, la ciudad bombardeada implacablemente con armas químicas durante los días 17 y 18 de marzo de 1988. Su pecado había sido sumarse, junto con la cercana localidad de Jormal, a la rebelión impulsada por la Unión Patriótica del Kurdistan, uno de los grupos guerrilleros que se alió con Irán para combatir al régimen de Bagdad. Sadam Husein, como Franco en la Guerra Civil española, quiso dar un escarmiento a los rebeldes nacionalistas. Situada al noreste de Irak, cerca de la frontera iraní, sus 70.000 habitantes se preparaban para celebrar la fiesta

nacional de los kurdos, el Newruz, el primer día de la primavera. Los aviones iraquíes, por oleadas, bombardearon sistemáticamente la población. Los gases letales recorrieron las calles, penetraron en las viviendas hasta sus rincones más ocultos. Se calcula que en pocos minutos murieron 5.000 personas y que otras 6.000 quedaron con graves lesiones. Pocos días después, millones de telespectadores contemplaban estremecidos imágenes más propias de Hiroshima o del genocidio hitleriano que sacadas de un día de primavera de finales del siglo XX. Halabja aparecía como una ciudad fantasma,

sembrada de cadáveres de personas sorprendidas cuando intentaban escapar del holocausto. Pese a la publicidad dada por Irán al horror, Irak no detuvo sus bombardeos químicos contra los kurdos. Halabja no había sido la primera y tampoco fue la última. Algunos observadores internacionales han asegurado que en Halabja se encontraron carcasas de bombas «made in Spain». Está reconocido que los gases eran fabricados por compuestos químicos occidentales. Estados Unidos se opuso, entonces, a que se aplicaran sanciones contra el régimen de Sadam Husein.

CURDISTAN

Una terra divisa

Attualmente i curdi sono presenti in quattro stati: Turchia, Siria, Iran e Iraq. Spesso città e famiglie sono divise a metà. Ecco la loro storia

di IMER SALEEM



Le vicende del popolo curdo s'intrecciano con la storia di almeno quattro paesi, la Turchia, la Siria, l'Iraq e l'Iran. Nel 1971 la Turchia entrò nella prima guerra mondiale a fianco degli Imperi centrali, fu sconfitta e perse gran parte del territorio e tutte le sue colonie. Le rimase soltanto la colonia del Kurdistan. L'Inghilterra e la Francia avevano promesso a tutte le popolazioni in lotta contro i turchi di riconoscere il loro diritto all'autodeterminazione. In effetti favorirono la creazione di tanti stati e staterelli, principati e piccoli emirati, come la Siria, la Giordania, la Palestina, ma

dimenticarono le promesse fatte ai curdi e preferirono smembrare il loro territorio. Un gesto motivato non solo dal vecchio principio colonialista del *divide et impera*, ma anche dal fatto che all'inizio del secolo e durante la prima guerra mondiale furono scoperti nel territorio curdo immensi giacimenti petroliferi.

Nel trattato di Sèvres, negli articoli 62 - 63 - 64, si parla anche del diritto all'autodeterminazione dei curdi, ma alla fine furono favoriti i turchi, probabilmente perché le potenze occidentali, terrorizzate dall'Unione Sovietica dove i bolscevichi avevano preso il potere, pensavano che la Turchia di Kemal Atatürk, nonostante fosse un regime militare e poliziesco, potesse essere una valida barriera contro l'espansionismo comunista. La Turchia insisteva nel tenersi tutto il territorio curdo, con la motivazione che turchi e curdi erano popoli fratelli. Per la verità, all'inizio degli anni '20 i curdi erano rappresentati nel parlamento turco da 70 deputati e i turchi non cessavano di promettere autonomia amministrativa e culturale, pur di vedere appoggiate le loro pretese sul territorio curdo.

Ma appena in Turchia si installò il nuovo governo guidato da Mustafa Kemal, cominciò ad attuare una campagna di genocidio fisico e culturale della nazione curda. Tra il 1915 e 1920 furono uccisi o deportati più di un milione di curdi, vennero chiuse le scuole curde e instaurata la lingua turca come lingua ufficiale, nonostante che più dell'80% della popolazione curda la ignori.

L'altra parte del Kurdistan all'inizio doveva andare alla Francia, ma gli inglesi riuscirono ad ingannare il capo di stato francese Clemenceau e gli cedettero la parte del Kurdistan che confinava col mandato francese di Siria, in cambio della provincia di Mosul che era ricca di giacimenti petroliferi. Gli inglesi, ottenuto dalla Società delle Nazioni il protettorato sull'Iraq, vi annesero anche questa parte del Kurdistan, provocando una resistenza curda contro i turchi da un lato e contro gli inglesi dall'altro. Nel 1924 Mahamud si proclamò re del Kurdistan e liberò la capitale Sulaimaniya. Gli inglesi insediaronero in Iraq una dinastia che non era nemmeno irachena e poi indissero un referendum per legittimarla. La popolazione curda boicottò il referendum e si pronunciò a favore dell'indipendenza del Kurdistan. Ma un Iraq piuttosto desertico, senza petrolio, non avrebbe potuto esistere,

quindi per gli inglesi l'annessione del Kurdistan era l'unico modo per far sopravvivere questo stato fantoccio creato da loro.

Comunque, per tutta la durata del protettorato francese sulla Siria e inglese sull'Iraq alcuni diritti culturali dei curdi vennero rispettati. Invece, dopo gli anni '30 e '40, quando questi due stati sono diventati quasi indipendenti, hanno calpestato tutti i diritti della popolazione curda: non c'è peggior colonialismo che quello del vicino! Anche perché si tratta di paesi governati da regimi nazionalistici per niente tolleranti.

L'altra parte del Kurdistan, che prima della guerra mondiale era sotto l'impero persiano, è stata sempre unita all'Iran. All'inizio del secolo, quando è cominciato il movimento parlamentarista o costituzionalista che proclamava i diritti civili, la libertà di espressione e la democrazia, i curdi sono stati molto attivi per rivendicare i diritti della loro nazione. Nel 1925 si è installato al governo, con l'appoggio inglese, un ex sergente, Reza Khan, che ha cominciato a centralizzare l'impero e ad imporre l'egemonia dei persiani su tutto l'Iran, questo immenso paese popolato da una decina di etnie, popolazioni e culture diverse. Il popolo curdo ha cominciato allora a praticare altre forme di lotta e mentre alcuni sostenevano che una forma di autonomia larga potesse bastare, altri invece, richiamandosi ai diritti dell'uomo e ai principi di Wilson, si battevano per l'indipendenza del Kurdistan.

In ogni modo, la distinzione fra le varie parti del Kurdistan è diventata effettiva soltanto in questi ultimi 20-30 anni, quando i vari stati hanno acquistato un po' di esperienza, hanno cominciato a centralizzare e a controllare le frontiere. Prima, dato che il Kurdistan è geograficamente unitario, molti nomadi, tribù, trafficanti e popolazioni passavano le frontiere senza alcun documento e alcun controllo. In Europa ha fatto scandalo la divisione in due della Germania e soprattutto della città di Berlino; in Kurdistan decine di città, piccoli centri, villaggi sono stati spartiti fra quattro stati e intere famiglie sono state tagliate a metà: la parte rimasta sotto l'amministrazione irachena, ad esempio, non poteva più andare dall'altro lato del villaggio a fare visita al resto della famiglia. I curdi non hanno mai riconosciuto queste frontiere e le hanno sempre giudicate artificiali e ingiuste.

Ottobre 1990 - L. 1.500

Anno VII - N. 10

Abbonamento annuo L. 15.000 - Speciazione in abbonamento Postale gruppo III - 70% - Pubbl. (075) 8510203 - C.c.p. 14690068

MENSILE DI INFORMAZIONE - POLITICA - CULTURA

CASSA DI RISPARMIO
CITTÀ DI CASTELLO
la banca aperta

CASSA DI RISPARMIO
CITTÀ DI CASTELLO
la banca aperta

L'altrapagina

**Il calvario
dei Curdi**

Il cinismo dei pragmatici

Ci voleva la crisi del Golfo perché i riflettori dell'attenzione internazionale fossero puntati sulle malefatte di Saddam Hussein. Così si è scoperto che «l'uomo più armato dagli italiani», come lo ha definito sarcasticamente un umorista, sta perpetrando uno dei genocidi più sistematici che si conoscano dopo la seconda guerra mondiale: quello del popolo curdo.

Non è che non si sapesse anche prima. Amnesty International nel rapporto dell'88 riferiva storie raccapriccianti di giovani curdi «picchiati, frustati, violentati e torturati con scosse elettriche», di bambini a cui «sembra siano stati levati gli occhi», di esecuzioni sommarie di ragazzi tra i 14 e i 17 anni. Ma il realismo politico e il senso degli affari imponeva di intrattenere buoni rapporti con il dittatore di Baghdad. Nemmeno i 5000 morti con i gas nel bombardamento di Halabja hanno scosso più di tanto l'opinione pubblica.

Così il popolo curdo, che non è mai stato funzionale a nessuno dei due blocchi, ha continuato a vivere il suo calvario in mezzo all'indifferenza del mondo. Il petrolio ha avuto maggior peso nelle decisioni politiche della vita e della dignità degli esseri umani. Un pragmatismo di questo genere fa degradare la politica a un semplice rivestimento intellettuale della legge della giungla.

Eppure siamo convinti che nell'uomo ci sia qualcosa di più di una avidità razionalizzata, come ci predicano i realisti; lo testimonia il fatto che ci sentiamo oltraggiati quando l'umanità dei nostri simili è vilipesa. La storia terribile sintetizzata in queste pagine è un appello alla coscienza dei lettori.

Il popolo curdo chiede un appoggio politico e un'azione umanitaria. Sia l'uno che l'altra sono obiettivi possibili, tanto più che noi italiani abbiamo qualcosa da farci perdonare: siamo stati i più spregiudicati fornitori e finanziatori degli aguzzini iracheni.

QUESTIONE CURDA / INTERVISTA A INER SALEEM DELL'ISTITUTO CURDO DI PARIGI

Genocidio soft

I curdi, un popolo di quasi trenta milioni di abitanti, rischiano di scomparire tra l'indifferenza generale. Contro gli stermini perpetrati da Saddam Hussein nessuno ha mosso un dito. Eppure tutti erano a conoscenza di quello che stava accadendo

di ACHILLE ROSSI

”

I Curdi non hanno mai dirottato gli aerei, non hanno mai preso gli ostaggi, non hanno mai assassinato. E di questo siamo fieri. Abbiamo

sempre rifiutato i metodi terroristici per pubblicizzare la nostra causa. Pensiamo che una causa degna non abbia bisogno di metodi simili».

Così mi risponde Iner Saleem, dell'Istituto Curdo di Parigi, quando gli chiedo il motivo della cortina di silenzio che circonda il destino del popolo curdo. «Siamo amministrati da stati per niente democratici, dove non esiste libertà di espressione e di stampa. Inoltre per molti anni il territorio curdo è stato tenuto in uno stato di coprifuoco permanente; ai giornalisti, al corpo diplomatico, alle organizzazioni umanitarie è stato negato il permesso di visitare le città e le popolazioni curde. Un muro di silenzio totale è stato innalzato attorno agli avvenimenti del Kurdistan. Naturalmente l'Occidente conosce le cose terribili che avvengono in queste zone, ma non ha alcun interesse a mettersi dalla parte dei curdi. Rischierebbe di peggiorare la situazione non solo con uno, ma



con ben quattro stati. E il pragmatismo fa credere che non valga la pena di difendere qualcuno in cambio di niente». Iner prosegue con una considerazione amara: «Non siamo uno stato. Che cosa ci possono guadagnare a difenderci? E, a differenza dei palestinesi, non abbiamo altri venti paesi che possano finanziare, aiutare, pubblicizzare e difendere la nostra causa nelle sedi internazionali. Siamo bloccati, isolati dal resto del mondo».

Arabizzazione forzata

Qual è la politica di Saddam Hussein nei confronti del popolo curdo? «Saddam appartiene al Baath, il partito della rinascita araba socialista, che ha un chiaro carattere nazional-socialistico e razzista, e ritiene che la razza araba sia superiore. Sotto i suoi ritratti, che campeggiano sui muri di ogni città, è scritto: "la nazione araba, unica, eterna, che porta un messaggio divino per l'umanità..."». Saddam ha attuato, come i suoi predecessori, una campagna di assimilazione forzata e di arabizzazione del popolo curdo. Ha continuato a deportare la popolazione curda delle città petrolifere, come Kirkuk e Khanagin, e installare al suo posto famiglie arabe fedeli al governo. Una politica che è diventata sempre più sistematica e crudele dopo il 1975, quando il dittatore ha riconosciuto la sovranità iraniana sulle tre isole dello Shatt al Arab, ottenendo in cambio dallo scia di Persia la chiusura della frontiera curdo-iraniana. Allora ha cercato di annientare la resistenza curda. In effetti, per alcuni mesi il movimento curdo sembrò definitivamente decapitato, tanto da permettere a Saddam di fare dichiarazioni trionfalistiche. Nel 1980 Saddam ottiene il via libera sia dall'Occidente che dall'Oriente, i quali pensavano che solo un uomo come lui, laico e fautore della modernità, potesse fermare l'ondata espansionistica dell'integralismo khomeinista, e scatena la sua offensiva contro l'Iran, approfittando dello stato di totale confusione in cui si trovava questo paese dopo la caduta dello scia. Nel corso della guerra riprende la sua campagna contro i curdi pensando, come diceva Hitler a proposito degli armeni, che nessuno si sarebbe mai ricordato dei curdi o avrebbe avuto l'audacia di schierarsi a loro favore, sfidando l'egemonia finanziaria e politica del mondo arabo unito dietro l'Iraq». I giornali hanno accennato ad atrocità inenarrabili. Ci può spiegare meglio? «Quando Saddam ha lanciato il suo esercito sul fronte curdo ha usato perfino le armi chimiche. Il movimento

curdo aveva fatto un appello alla comunità internazionale dichiarando che l'Iraq aveva bombardato la popolazione e i villaggi con armi chimiche, ma non c'era stata alcuna reazione apprezzabile.

La strategia del silenzio

Solo nel marzo dell'87, quando è stata distrutta la cittadina di Halabja con un bombardamento che ha provocato nei primi due minuti più di 5000 morti, le macabre, terribili immagini delle persone uccise con i gas sono arrivate sulle televisioni e i giornali europei, grazie ad un troupe televisiva che si trovava sul posto. Soltanto in quel momento si è cominciato a pensare che probabilmente c'era qualcosa di marcio nel regime dell'amico dell'Occidente. In questi anni Saddam ha distrutto 4000 villaggi curdi, con chiese, moschee, monasteri, alcuni dei quali antichissimi. Ha concentrato tutta la popolazione curda in 12 mila chilometri quadrati, quando il territorio complessivo del Kurdistan iracheno è di 70 mila chilometri quadrati, e intorno ha disposto l'esercito, i miliziani arabi dei servizi segreti e le forze dell'ordine, che controllano i curdi giorno e notte. Circa 600 mila curdi sono stati deportati nel sud dell'Iraq, nel deserto arabico, e vivono nei campi di concentramento sotto controllo militare. Le visite non sono autorizzate, le temperature superano i 50 gradi, la mortalità infantile è elevatissima. Migliaia e migliaia di altri curdi sono stati costretti a fuggire dalle frontiere dell'Iraq e hanno trovato rifugio provvisorio in Iran e in Turchia. Sta accadendo ai curdi quello che successe agli ebrei durante la seconda guerra mondiale, ma con una differenza: oggi tutto il mondo sa e nessuno domani potrà accampare scuse».

Iner mi spiega che il popolo curdo sta resistendo sia politicamente che militarmente all'oppressione irachena, ma lottare con i fucili da caccia contro i Mirages, i Phantom o le armi chimiche è un'impre-



sa disperata. «Purtroppo noi non lottiamo contro gli americani per essere appoggiati dalla sinistra, né contro i sovietici per avere il sostegno dell'Occidente. Non siamo nemmeno una minoranza cristiana per poter essere difesi dal Vaticano. Dopo il massacro di Halabja abbiamo fatto appello al papa perché intervenisse, ma anche lui ci ha lasciati soli».

Ma la crisi del Golfo può giocare a vostro favore? «Il fatto che tutto il mondo sia contro questo dittatore naturalmente ci favorisce. Ma noi non siamo mercenari, per cui quando uno stato ha bisogno di noi e ci dà i soldi andiamo a combattere. Combatteremo contro il tiranno di Baghdad solo a condizione che vengano riconosciuti politicamente i nostri diritti. Siamo disponibili, come primo passo e come prova di buona volontà, ad accettare una forma di autonomia regionale, amministrativa e culturale del territorio curdo, ma perché dovremmo essere esclusi dal diritto all'autodeterminazione? Dovremmo rinunciare ai nostri diritti e alla nostra dignità solo perché siamo più deboli?»

E' urgente il riconoscimento dell'Onu

Cosa vi aspettate sul piano immediato dalla comunità internazionale? «Che la questione curda possa essere inserita nell'agenda di una eventuale conferenza internazionale sul Medio Oriente, perché è un fattore permanente di instabilità in questa regione. Siamo in lotta da 60 anni. E' mai possibile che un'isola come Malta, con 300 mila abitanti, abbia un seggio all'Onu e che un popolo di 25-30 milioni di persone non abbia alcuna rappresentanza in questo organismo? Che l'Onu cominci a studiare una soluzione pacifica, democratica, accettabile della questione curda. La Francia per la prima volta ha accettato ufficialmente una delegazione curda, chiediamo che lo facciano anche altri stati, tra cui l'Italia. L'Italia, che ha la presidenza di turno della comunità europea, dovrebbe inserire nell'agenda dei lavori il problema curdo. Ci aspettiamo anche un aiuto immediato alle popolazioni deportate, ai 200 mila curdi che da anni vivono sotto le tende in Iran, ai curdi che vivono nei campi in Turchia. Per l'invasione del Kuwait si è mosso il mondo intero, perché dovrebbe restare indifferente di fronte alla tragedia di milioni di persone perseguitate, massacrate, deportate, umiliate?».

I CRIMINI DI SADDAM

Cronaca di uno sterminio

Il governo iracheno distrugge sistematicamente i villaggi e le città curde. La popolazione viene deportata. Amnesty accusa: torture ai bambini, esecuzioni sommarie, massacri in massa

La politica irachena, che ha come obiettivo di distruggere l'entità etnico-culturale curda per ridurre i curdi alla condizione di minoranza senza territorio, si muove su tre direttrici:

La distruzione di villaggi e città

Fin dal 1976, le autorità di Baghdad hanno creato una terra di nessuno che si estende per una ampiezza di 20 chilometri lungo tutto il confine con la Turchia. I villaggi curdi che si trovano in questa zona sono stati distrutti, la popolazione è stata deportata nei deserti del sud. Durante la guerra del Golfo i curdi poterono ritornare in questa zona e ricostruire alcuni dei villaggi distrutti. Nel 1987 l'Iraq decise di riprendere e di «rendere sistematica» questa politica di distruzione. A partire dal marzo 1988 la politica fu intensificata per portare a compimento la sua *prima fase*: la distruzione di tutti i villaggi del Kurdistan. Infatti, al momento attuale, all'infuori di alcune frazioni isolate situate in vette montagnose, non rimane più nessun villaggio nel Kurdistan iracheno. I bulldozers hanno addirittura raso al suolo persino le rovine di questi villaggi. La vegetazione è stata in massima parte distrutta dai defolianti, le sorgenti d'acqua sono state bloccate con calcestruzzo per renderle inadatte alla vita umana e animale. Il bestiame è stato confiscato o massacrato sul posto. Anche decine di migliaia di alveari sono stati smantellati, ponendo fine così a una tradizione millenaria di apicoltura.

La distruzione non risparmia nemmeno i luoghi religiosi o i monumenti storici. Diversi monasteri e chiese del VI e VII secolo, moschee medioevali, tombe, mausolei e caravanserragli, che erano fra le più famose vestigia dell'eredità architettonica e storica curda, sono stati distrutti.

Né gli osservatori di organizzazioni umanitarie né i diplomatici accreditati a Baghdad sono au-

torizzati a visitare i territori devastati del Kurdistan, dichiarati «zone proibite». I soldati iracheni sono i soli abitanti di queste città fantasma; sono autorizzati a sparare a vista su tutto ciò che si muove.

La *seconda fase* della politica di distruzione consiste nell'evacuare e distruggere i villaggi e le città curde di moderata importanza. In teoria, solo le località situate vicino al confine sarebbero interessate. In una recente dichiarazione il governo iracheno, che fino ad ora aveva recisamente negato «la distruzione dei villaggi», ha affermato che «la sua operazione di evacuazione nella zona di confine rimarrà limitata ad una ampiezza di 30 chilometri dal confine» (Le Monde del 29 giugno). In realtà, certe piccole città già distrutte si trovano a 400 km dal confine più vicino.

Secondo informazioni attualmente disponibili, questa seconda fase sarà seguita da una *terza*, nel corso della quale le città più importanti (Amadiyah, Aqra, Ruwandir, Shaqlawa) saranno distrutte. Rimarranno soltanto nei Kurdistan iracheno i posti di frontiera di Zakho e Khanaqin, la città petrolifera di Kirkuk (già ampiamente arabizzata), Dohuk, Sulaimaniya e Arbil. Attualmente si stima che circa 10.000 chilometri quadrati (su 74.000) del Kurdistan iracheno rimangano ancora abitati, principalmente nei luoghi delle città superstiti e nei campi di smistamento.

Le deportazioni

Le popolazioni dei villaggi e delle città distrutte sono deportate in massa. La maggior parte dei deportati vengono spediti in «nuove zone abitate» situate nel Kurdistan lungo le maggiori strade che collegano Arbil-Kirkuk, Arbil-Mosul e Sulaimaniya-Kirkuk. Altri sono stati inviati in campi

allestiti vicino al confine giordano.

Normalmente i futuri deportati hanno da due a tre giorni per preparare i loro effetti personali, prima di venir trasportati da convogli militari nei «loro nuovi luoghi di residenza». Le loro greggi o animali domestici vengono confiscati per essere uccisi sul posto o inviati in accampamenti militari. I deportati hanno talvolta la facoltà di scelta fra qualche città non bandita del Kurdistan (con l'eccezione delle città produttrici di petrolio di Kirkuk e di Khanaqin, riservate agli arabi) o i campi. Appena arrivano ai campi, sono tassati per un importo di 1500 dinar per famiglia (circa 2 milioni e 200 mila lire) per costruire una baracca di cemento e mattoni.

Nei campi di smistamento, installati secondo direttive militari, non ci sono scuole né possono essere svolte attività economi-



che. Non c'è nemmeno acqua potabile: viene distribuita due volte al giorno da autocisterne. Privati di qualsiasi attività produttiva i deportati sopravvivono alla meglio grazie ad un sussidio di 50 dinar al mese a testa (circa 100 mila lire) elargito dalle autorità. La popolazione curda che vive attualmente nei campi di smistamento è valutata da uno a due milioni di persone, secondo fonti bene informate.

La repressione

Questo aspetto della politica del governo iracheno è relativamente meglio noto all'opinione pubblica, grazie all'azione delle orga-

Pluralismo e armonia



La trapiantata

nizzazioni umanitarie e agli sforzi dei mezzi di comunicazione. Fonti curde valutano a 15 mila il numero di civili uccisi da armi chimiche. Nel 1988 ci sono state migliaia di esecuzioni «extragiudiziali» di persone sospettate di appartenere o di cospirare con i guerriglieri curdi. Nel febbraio 1989 Amnesty ha pubblicato un voluminoso rapporto pieno di cifre e nomi di bambini curdi martirizzati in Iraq. Vi si parla di tortura di bambini in presenza dei genitori per costringere questi ultimi a parlare, di uccisione mediante tortura di adolescenti di dodici o tredici anni a motivo delle presunte attività politiche dei loro genitori. I corpi delle giovani vittime vengono restituiti ai genitori dietro pagamento di una «tassa di esecuzione»!

La repressione prende talvolta la forma di sterminio di massa. Il 30 luglio 1983 circa ottomila donne e bambini appartenenti alla tribù Barzani, che vive nel campo di smistamento di Qouchtopo, a dieci chilometri da Arbil, posto sotto il controllo dell'esercito iracheno, furono portati in una destinazione sconosciuta. Le iniziative prese da organizzazioni umanitarie e dalla Croce rossa per avere informazioni sono rimaste senza risposta. Saddam Hussein si è limitato a dire alla televisione che «questi traditori sono senz'altro all'inferno». Una fonte curda ritiene che, dopo essere serviti da cavie in esperimenti sulle armi chimiche e batteriologiche, siano stati sterminati.

Cumhuriyet 1 Ekim 1990

PKK'ya büyük operasyon

İki ayrı çatışmada 10 terörist öldürüldü, bir üstegmen ile bir astsubay şehit oldu

Gaziantep'in İslahiye ilçesine bağlı İkizkuyu köyünde devriye görevini sürdüren güvenlik güçlerinin dur uyarısına ateşle karşılık verilmesi üzerine çıkan çatışmada sekiz terörist öldürüldü. Operasyonda jandarma uzman çavuş Muhammed Çetin yaralandı. Van'ın Cepkenli köyü yakınlarındaki operasyonda ise iki terörist ölü olarak ele geçirilirken Üsteğmen Cemil Canan Çiçek ile Jandarma Astsubay Yahya Coşkuner yaşamını yitirdi.



GAZİANTEP/VAN/MARDİN (Cumhuriyet) — Güvenlik güçleriyle teröristler arasında Van'ın Gürpınar ve Gaziantep'in İslahiye ilçesi yakınlarında çıkan iki ayrı çatışmada 10 terörist ölü ele geçirildi, olaylarda bir üstegmen ile bir astsubay şehit olurken bir er de yaralandı. Dün Mardin'in Derik ilçesine bağlı Ülker köyü Bağlıca mezarını basan PKK'lı teröristlerin 4 köylüyü öldürdükleri bildirildi.

Siirt'in Hizan ilçesinde düzenlenen törende konuşan İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, dışardan aldıkları yardımları son günlerde İstanbul'da terörü tımandırmaya çalışan teröristlerin sonunun hüsrana olacağını söyledi. Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da teröristler için "hem 'kardeşiz' diyorlar hem de çocuk-çocuk, yaşlı genç demeden öldürmeye kalkıyorlar" dedi.

Gaziantep Valisi Hüsnü Tuğlu'dan alınan bilgiye göre İslahiye ilçesine bağlı Sakçagözülü kasabası İkizkuyu köyü yakınlarında devriye görevini sürdüren güvenlik güçleri, önceki akşam saat 18.00 sıralarında bir grup teröristle karşılaştılar. Güvenlik güçlerinin "dur" uyarısına ateşle karşılık verilmesi üzerine çıkan çatışmada 8 PKK'lı terörist ölü ele geçirildi. Vali Tuğlu, Jandarma Uzman Çavuş Muhammed Çetin'in de elinden yaralandığını söyledi.

Teröristlerin üzerlerinde ve sırtlarında yapılan aramalarda ise 9 adet Kalashnikov marka otomatik tüfek, 14 adet çeşitli çap ve markada tabanca ve tüfek, bu

silahlara ait 44 sarjör, 70 anti-personel mayın, 10 taarruz ve savunma el bombası, 5 pusula, 4 dürbün, telefon hatlarına saptama yapılarak kullanılan otomatik telefon cihazı, 4 bin fişek, 2 susturucu, 11 radyo, 2 fotoğraf makinesi, 9 sırt çantası, bol miktarda örgütsel doküman, sıhhi malzeme ve yiyecek maddesi ele geçirildi.

Van'ın Gürpınar ilçesi Cepkenli köyü yakınlarında da operasyonlarını sürdüren güvenlik güçleri önceki gece karşılaştığı bir grup teröristle çatışmaya girdi. Olayda 2 terörist öldürüldü. Üsteğmen Cemil Canan Çiçek ile Jandarma Astsubay Yahya Coşkuner şehit oldu. Çatışmaya giren diğer teröristlerin yakalanması amacıyla bölgede geniş çaplı operasyona başlandığı bildirildi.

AA'nın haberine göre İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, Bitlis'in Hizan ilçesinde yapımı tamamlanan hükümet konağını hizmete açarken yaptığı konuşmada, demokrasiye ve halkına inanmayan teröristlerin amacının bölgedeki hizmetleri engellemek olduğunu söyledi. Türkiye'deki kalkınmayı bütün dünyanın örnek gösterdiğini savunan İçişleri Bakanı Aksu şunları söyledi:

"Ancak halk düzenlerini deşerden aldıkları yardım ve destekle milletini huzurunu gasp etmek, ülkede sürekli terör havası yaratmak suretiyle yatırımlara mani olmaya çalışmaktadırlar. Ama bunların güçleri yetmeyecektir, sonları hüsrana olacaktır. GAP, F-16 ve oto yollar gibi projelere tabanmasız edemeyenler, İstanbul'da son günber-

de terörü tımandırmak suretiyle halkımızı huzursuzluğa sürüklemek istiyorlar. Ancak bunların güçleri yetmeyecek. Halkımızın, güvenlik güçlerinin ve korucuların gayretli tavırları ile bölgedeki teröre son zamanlarda büyük darbe indirildi. Aynı şekilde İstanbul'da da alınan tedbir ve bundan sonra alınacak tedbirlerle terör odaklarına büyük darbeler indirilecektir."

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da teröristlerin amacının bölgede "komünist bir devlet kurmak" olduğu görüşünü savunarak şöyle konuştu:

"Bunu sağlamak için asırlardan beri bu dağları bekleyen devlet ve millette bağlı silahsız, korumasız insanları çoluk-çocuk, yaşlı-geç demeden öldürmeye kalkıyorlar. Bölge insanının kanını akıtıyorlar. Hem 'kardeşiz' diyorlar hem de 7 aylık bebessinden 70 yaşındaki insana kadar kurban alıyorlar. Silahla kalkınma olmaz. Bu bölgenin hizmete ihtiyacı var. Ancak bunlar, bu bölgeye hizmet gelmesine mani olmaya çalışıyorlar."

PKK köy bastı

Edinilen bilgiye göre bir grup PKK militanı dün 14.00 sıralarında Bağlıca mezarına gelerek baskın düzenlediler. Mezradaki bazı evlere ateş açan teröristler, Bedran Kılıçarslan ile Abdurrahman Kılıçarslan'ı ve henüz adları öğrenilemeyen iki kişiyi daha öldürdüler. Olayın haber alınmasından hemen sonra bölgede geniş çaplı operasyona başlandığı bildirildi.

Cumhuriyet, 2 Ekim 1990

Özal'ın gezisinin değerlendirilmesi

ABD ne kadar yağdı?

F-16'lar 160 uçaklık F-16 projesinin 340 uçağa çıkarılması konusunda ilke anlaşması oldu. Ancak projenin önünde önemli finans engelleri var.

Askeri kredi Bush, 530 milyon dolarlık kredinin bu yıl kesilmeden Türkiye'ye verilmesi için elinden geleni yapacağı mesajını verdi.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın ABD başkentine yaptığı ziyaret sırasında Beyaz Saray'da verilen öğle yemeğinin münüsü karides, karışık et ve parfeden oluşuyordu. "Körfez karidesi" cinsindeki karidesler öyle iriydi ki yemekte bulunan bir yetkilinin deyişiyle "kuyrukları tabaktan sarkıyordu."

Yemekte sadece karidesler değil, konular da "Körfez" dendi. Örneğin Türkiye'nin ekonomik ve askeri gereksinimleri hep "Körfez" krizi göz önünde tutularak ele alındı. Konuşulan silah türlerinde hep bir "Körfez" boyutu vardı. Peki bu boyut, Türkiye'nin savunma alanında, ki beklentilerini karşılamakta ise yaradı mı? Bu soruya verilen yanıtlar hep, "evet, ama" sözcükleri ile başlayıyor.

Cumhurbaşkanı Özal, Beyaz Saray'a Türkiye'nin acil savunma gereksinimlerini içeren bir dosya götürdü. Körfez krizi göz önünde bulundurularak hazırlanmış bu dosyanın ayrıntılarına girmek ulusal güvenlik bakımından sakıncalı olabilir, ancak görüşmeden sonra gerek Amerikan gerekse de Türk makamları tarafından kamuoyuna açıklanmış olan yönlerine bakıldığında, gerçekten ciddi bazı adımlar atıldığı göze çarpıyor. Paket, büyük ve kapsamlı. Ama tek sorun, ne ölçüde yaşama geçirilebileceği.

Bu paketin önemli unsurları ve gerçekleşme oranları şöyle özetleniyor:

F-16 Projesi

Özal'ın Washington gezisinin en önemli sonuçlarından birisi, halen yürütülmekte olan F-16 projesinde Türkiye'nin yeni bir atılımına Beyaz Saray'dan onay alınması oldu. Görüşmelerde Türkiye'nin halen 160 uçaklık F-16 projesinin sayıca 340'a çıkarılması konusunda ilke anlaşmasına varıldı. Buna göre Türkiye 180'lik ikinci bir partinin üretimine geçecek. Üretilecek 40 ek uçak da Mısır'a satılacak. Böylece normal olarak 1994'te sonuçlanması gereken F-16 projesinin ömrü 2002'ye kadar uzatılmış olacak. Bu, çok büyük ve Türkiye bakımından önemli bir proje. Ancak gerçekleşmesinin önünde önemli bir engel var. Finansman sorununa geçti siyasi karar çıkmış olması azımsanacak bir engel değil, ama kaynak olmaması da azımsanacak bir engel değil. Geçen hafta ofisinde sohbet ettiğimiz ABD Savunma Bakanlığı'nın üç numarası Paul Wolfowitz, "Burada oturup size tamam, bu işkesin diyebilmeyi çok isterdim. Ancak bu sözü tutabileceğimiz noktaya gelene kadar söz vermemek gerek."

Hükümetinizle bu konu üzerinde çalışmaya devam edeceğiz" diyor. Görüldüğü gibi manzara, ABD Başkanı Bush'un Beyaz Saray'daki gül bahçesine çıkıp F-16 müjdesi vermesinden daha kapsamlı bir Amerikan katkısı gerektiriyor.

Oysa Amerika bir ekonomik kriz eşiğinde. Eğer geçen hafta sonunda, Beyaz Saray ile Kongre arasında bütçe açığını azaltmak yönünde süren görüşmeler tatlıya bağlanmasaydı, ABD'de dün devlet dairelerinde büyük bir tenkiset yapılacaktı. Amerika'da ekonomik durum bu merkezdeyken Kongre'nin milyarlarca dolarlık bu projeye finansman sağlaması çok uzak bir olasılık olarak görülüyor. Amerikan yönetimi de bu izlenimde. O halde F-16 projesi nasıl yaşama geçirilecek? Müsteşar Wolfowitz, geçen hafta Cumhuriyet ve Hürriyet'e verdiği demeçte, bu konuda gayet ince bir doküman yaptı. Dedi ki "Eğer ben Suudi Arabistan ya da Kuveyt hükümetinin danışmanı olsaydım 'Son olaylardan sonra Türkiye'nin güçlü ve yapıcı bir rol oynayabilmesi için Türk Silahlı Kuvvetleri'nin modernizasyonuna ilgi göstermeliyiz' tavsiyesinde bulunurdum". Bu sözleri üzerine Wolfowitz'e Araplara bu yönde bir telkinleri olup olmadığı sorulunca, Müsteşar,

"olmadığını" söyledi. Her ne kadar doğrudan bir telkin olmasa da Amerika'nın bu projenin gerçekleşmesi için umudunu bir ölçüde Arap finansmanına bağladığı anlaşılıyor. Bir yetkili bu konuda "Biz doğrudan soramayız. Ama siz Müslüman bir mütefikli olarak sorarsanız, biz, 'bu çok iyi bir fikir' diyebiliriz." Görüldüğü gibi Washington gezisinin en parlak gelişmelerinden birisi olarak nitelenen F-16 projesini şimdilik finansman sorunu gölgeliyor.

Askeri satış kredisi

ABD Başkanı Bush, Özal ile görüşmesinden sonra Beyaz Saray'ın gül bahçesindeki açıklamasında savunma konusunda yaptığı vaatlerden bir başkası da "yardım" konusundaydı. ABD Başkanı Bush, yaygın olarak "askeri yardım" adıyla bilinen, ama asli "dış askeri satış kredisi" (FMS) olan 530 milyon dolarlık miktarın, bu yıl kesilmeden Türkiye'ye verilmesi için Kongre nezdinde ellerinden geleni yapacakları mesajını verdi. "Elinden geleni yapmak" vaadi, Türkiye'nin yabancı olduğu bir kavram değil. Türkiye ile ABD arasında imzalanmış olan Savunma ve Ekonomik İşbirliği Anlaşması'nın eklerinde, Amerika'nın sadece yardım konusunda değil, Türkiye'ye hasmane faaliyetler karşısında da "elinden geleni yapmak" taahhüdü var. Bu taahhüt, Türkiye'nin stratejik önemi ön plana çıktığı dönemlerde işliyor, durum sakinleşince unutuluyor. ABD Başkanı Bush'un gül bahçesinde gayet güçlü sözcüklerle bu yıl ellerinden geleni yapacaklarını ifade etmiş olması, elbette büyük bir anlam taşıyor. Ancak anlaşmalardaki yazılı taahhütler dahi "hafızası zayıf kent" diye adanmış Washington'daki Amerikan yönetimini harekete geçiremezken, sözlü vaatlerin geçerliliğinin süresi konusunda soru işaretleri doğuyor. İşin ilginç yanı bu soru işaretleri salt Türk tarafında değil Amerikan makamlarında da var. Örneğin, ABD Savunma Bakanlığı Müsteşarı Wolfowitz, "Bush'un Beyaz Saray'da yaptığı vaadi Amerika'nın 2000'li yıllara kadar sürdürüp sürdüremeyeceği" sorusuna "2000'e doğru ne yapabileceğimiz konusunda şimdiden bir taahhüdün olmaması sorumsuzluk olur, çünkü Kongre ile çok günlük olarak çalışıyoruz" karşılığını veriyor.

Güney Kanat Yasası

Amerika'nın yaptığı yardım- da, ihtiyaç fazlası malzemenin

kongre denetiminden uzak bir şekilde "Güney Kanat Yasası" kapsamında Türkiye'ye kaydırılması çok önemli bir yer tutuyor. Çünkü bu malzeme hibe olarak geliyor. Cumhurbaşkanı Özal gelmeden kısa bir süre önce Türkiye'ye şu kalemlerin verilmesi kararlaştırılmıştı: 29 adet S-2 denizaltı avcı uçağı, 3 adet G-130 nakliye uçağı, 1 adet F-4 simulatörü, buna karşılık Yunanistan'a da 6 adet P-3 denizaltı avcı uçağı, 28 adet A-7E uçağı verildi. Önümüzdeki birkaç yıl içinde çok sayıda F-4 uçağı da bu kapsamda Türkiye'ye gönderilecek. Ancak bu yasanın asıl önemi, AKKUM çerçevesinde ABD'nin Avrupa'dan asker çekmesi sırasında ortaya çıkacak. Özal Washington'dayken ABD Savunma Bakanı Cheney ile bu konu ele alındı ve kapsamı genişletildi. Amerikan yönetimi, halen NATO Komutanı General Galvin ile bu silahların sayısı ve niteliği hakkında müzakere halinde. Ancak Wolfowitz'e göre Türkiye'ye yüzlerce tank (M60, A3 ve A1) yüzlerce zirhlı personel taşıyıcısı (M113) verilecek. Bunlar nakliye masrafı Türkiye'ye ait olmak üzere hibe olarak gelecek.

Cumhurbaşkanı Özal'ın gezisinin Türkiye'nin savunma gereksinimine ilişkin sağladığı bir başka gelişme de Patriot füzeleri konusunda oldu. Bu füzeler aslında uçaklara karşı çok etkili ve yapılış amacı bu. Ancak çok süratli oldukları için, az gelişmiş güdümlü füzeler karşısında da etkili olabiliyor. Bir süre önce Türkiye'den bir savunma heyeti gelerek test atışlarını izledi. Dosya halen ABD Savunma Bakanlığı'nda incelemede. Wolfowitz bu konuda iyimser konuşuyor.

Görüldüğü gibi Cumhurbaşkanı Özal'ın Washington gezisinin savunma açısından getirdikleri, birçok "fakat" a bağlı, gezinin ekonomik boyutu için de aynı durum söz konusu. Tekstil ve serbest ticaret anlaşmalarının gerçekleşmesinin önündeki güçlükler ne Amerikan ne de Türk makamlarının meçhulu. Cumhurbaşkanı Özal, ABD gezisinin ikinci gününde CNN'e verdiği demeçte Türkiye'ye vaat edilen yardımlara atfen, "Şimşek çakıyor, gök gürültüyor, ama yağmur yağmıyor" demişti. Bu benzetmeden yola çıkılarak Özal'ın ABD gezisinin, Washington Ulusal Basın Kulübü'nde yaptığı basın toplantısında bizzat Cumhurbaşkanı'nın kullandığı sözcükle, ancak "az" yağmur getirdiği söylenebilir.

ABD SAVUNMA BAKANLIĞI MÜSTEŞARI:**'Türkiye'nin modernizasyonundan büyük çıkarımız var'**

WASHINGTON (Cumhuriyet) — ABD Savunma Bakanlığı yetki şemasında üç, siyasi konularda ise iki numaralı makam olan müsteşar Paul Wolfowitz, Türkiye'nin savunma gereksinimleri konusunda umutlu, ama fazla beklenti yaratmamak için de temkinli konuşuyor.

Wolfowitz, ABD'nin Türkiye'ye yaptığı askeri yardımın bugünkü düzeyini koruması için ellerinden geleni yapacaklarını söylüyor. Ama "Bildiginiz gibi Kongre'de hep bir mücadele vardır" diyerek de Kongre'nin son sözü söyleyecek olmasına dikkat çekiyor. Wolfowitz bu konuda şöyle konuşuyor:

"Cumhurbaşkanı Özal'ın ziyaretine geniş bir açıdan baktığımız zaman, Türkiye'nin ekonomik ve güvenlik açısından bir kalkınma arayışında olduğu görülüyor. Ziyaretin en önemli yanı bu. Burada savunma bakanlığında çalışıp da ekonomik konularla doğrudan ilişkisi olmayanlar için de Türkiye'nin gü-

venliğinin onun güçlenmesinden geçtiği görüşü hayli taraftar buluyor. Bu bakımdan Türkiye'nin konumundaki bir ülke için en değerli şeyin daha fazla ticaret olanağı bulmak olduğu kabul ediliyor. Başkan Bush, Cumhurbaşkanı Özal'a tekstil kotasını artırılması için müzakerelere başlanması yönünde teşahhüt verdi. Gariptir ki biz savunma bakanlığı olmamıza karşın bu tekstil işiyle çok ilgileniyoruz. Birçok kimse 'tekstil konusu ticaret bakanlığının yetki alanına girer, sizi ilgilendirmez' diyor. Biz de diyoruz ki 'evet bu ticarete giriyor ama aynı zamanda bizim en önemli müttefiklerimizden birisini ilgilendiriyor'. Bu bakımdan Amerika'da yeni bir anlayış var. Modernize bir Türkiye'nin Batı ile ittifakının ne kadar değerli olduğu yönünde bir anlayış bu. Türkiye gibi hem istikrarlı hem de Amerika'ya dostane bir ülkelenin modernizasyonunda bizim büyük çıkarımız var."

Bush'tan sürpriz öneri

Dış Haberler Servisi — ABD Başkanı George Bush, Irak'ın Kuveyt'ten koşulsuz olarak çekilmesi durumunda, bunun, İsrail'in işgali altındaki topraklardan çekilmesi yolundaki görüşmeleri gündeme getirebileceğini söyledi. Bush, "Irak'ın Kuveyt'ten çekilmesi ile Ortadoğu'da yeni oluşumlar ortaya çıkacaktır" dedi.

AP ve Reuter'in haberlerine göre, Bush, dün Birleşmiş Milletler (BM) Genel Kurulu'nda yaptığı konuşmada, Irak lideri Saddam Hüseyin'in, uluslararası alanda yalnızlığa itildiğini belirterek, Irak'ın Kuveyt'ten koşulsuz olarak çekilmesini istedi. Bush, şöyle konuştu:

"Biz, barış ve diplomasi yoluyla sonuca gitmeye çalışıyoruz. Irak'ın, Kuveyt'e karşı giriştiği saldırı yeni bir çağın önünü kapamıştır. Karanlık zamanlardan, karanlık bir mirastır. Irak'ın Kuveyt'ten koşulsuz olarak çekilmesi durumunda, Körfez ülkeleri arasında yeni

anlaşmalar yapılmasını ve Araplar ile İsrail arasındaki toprak sorunlarının çözülmesi şansını öneriyorum."

Diplomatik gözlemciler, önceki gün Irak lideri Saddam Hüseyin tarafından olumlu karşılanan Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand ile benzerlikler taşımasına dikkat çekiyorlar. Mitterrand, geçen hafta BM'de yaptığı konuşmada, Irak'ın Kuveyt'ten çekilmesi durumunda bölgede olumlu gelişmeler olabileceğini söylemişti.

Ajanslar, Bush'un konuşmasının ABD'nin Körfez krizine ilişkin politikasında bir yumuşama anlamına geldiğini belirtiyorlar. Irak'ın Körfez krizini Arap-İsrail sorununa dönüştürme çabaları, dün kadar ABD yönetimine kabul edilmeyordu. Bush'un, BM Genel Kurulu'nda yaptığı konuşma ile, ABD, İsrail'in işgali altında tuttuğu topraklardan çekilmesi isteğini ilk kez dile getirmiş oluyor.

Cumhuriyet**SP GENEL BAŞKANI İLSEVER:**

3 Ekim 1991

Botan, toplu sürgün yaşıyor

İç Politika Servisi — Sosyalist Parti Genel Başkanı Ferit İlsever, Güneydoğu'da "Botan" diye adlandırılan bölgede yaşayan halka görülmemiş bir baskı uygulanarak "insansızlaştırma" operasyonlarının düzenlendiğini ileri sürdü.

Sosyalist Parti Genel Başkanı Ferit İlsever, parti yöneticileri ve çeşitli kitle örgütlerinden oluşan 40 kişilik bir heyetle geçen ay içinde Botan bölgesinde yaptıkları araştırma ve sonuçlarını dün düzenlediği bir basın toplantısıyla açıkladı.

İlsever, Botan bölgesinde iki gelişmenin dikkati çektiğini belirterek şunları söyledi:

"Birincisi bölgenin güneyinde ipek yolu üzerindeki Silopi-Cizre-Nusaybin hattında Irak'la ticaretin kesilmesinden doğan büyük işsizlik, yoksullaşma ve bundan doğan göç. İkincisi ise güvenlik güçlerinin yoğun köy boşaltma operasyonları. Örneğin Şırnak-Uludere karayolu üzerindeki Balveren köyünde kal çadırlarında barınan köylülerden gördüğümüz 30 yaşındaki Fatma Kartal, kucağındaki emzikli bebeğiyle bizlere şunları anlattı: 'Köyümüzü boşaltmadan önce 10 gün kadar hayvanlarımızı olatmaya çıkarmamıza, hastalarımızı şehre doktora götürmeye ve erzak almamıza izin

vermediler. Hamile kadınlara zorla halay çektirerek ve zıplatarak çocuklarını dıştırmeye çalışıyorlardı. Askerler topladığımız odunları ahır, kendileri kullanıyor, bizden yumurta, ekmek, tavuk ve benzeri birçok şey istiyorlar, bizler de yok deyince, siz teröristlere veriyorsunuz, da bize niye vermiyorsunuz, diyerek ağır hakaretler ediyorlardı."

Balveren köyündeki kal çadırlarda yapılan incelemeler sırasında bir saat içinde Uludere yönünden Şırnak'a traktörlerle göç eden 4 aileye rastlanıldığının belirtildiği raporda, heyetin dikkat çektiği unsurlar özetle şöyle sıralandı:

1- Gerilla hareketinin etkin olduğu Botan bölgesinde, halka karşı her türlü şiddet uygulanarak yöreyi tamamen insansızlaştırma politikası uygulamaya özellikle Körfez krizinin başladığı ağustos ayı başından bu yana artmıştır.

2- Bölgede sansür ve sürgün kararnameleleri tam anlamıyla hayata geçirilmiş bulunmaktadır. Bölge toplu sürgün yaşıyor.

3- Silopi, Cizre, Nusaybin, Kızıltepe gibi ekonomik esas olarak Irak'la yapılan ticarete dayanan bölge merkezleri bugün birer birer 'ölü kentler' haline gelmişlerdir.

Cumhuriyet, 4 Ekim 1990

ABD yardımında kesinti beklenmiyor

Ankara memnun

Türkiye ABD Senatosu Dış Odenekler Alt Komitesi'nin Beyaz Saray'ın önerdiği 545 milyon dolarlık FMS (yabancı askeri satış) kredisinde indirim yapmamasını "memnuniyet verici" olarak niteledi. Senatonun Yunanistan'a yapılacak yardımı iki ülke arasında gözetilen 7/10 oranını sağlayacak biçimde yükseltilmesi önerisi ise eleştirildi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — ABD'nin Türkiye'ye yaptığı askeri yardım tutarında kongrenin her yıl öngördüğü büyük kesintilerin 1991 yılında konusuna gündeme gelmesi beklenmiyor. Ankara, ABD Senatosu Dış Odenekler Alt Komitesi'nin Beyaz Saray'ın önerdiği 545 milyon dolarlık FMS (yabancı askeri satış) kredisinde indirim yapmamasını "memnuniyet verici" olarak niteledi. Senatonun Yunanistan'a yapılacak yardımı iki ülke arasında gözetilen 7/10 oranını sağlayacak biçimde yükseltilmesi önerisi ise eleştirildi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcü Vekili Ferhat Ataman, senato alt komitesinin önceki gün aldığı kararın "olumlu" olduğunu belirlerken, "Yediye on oranının bizim için bir şey ifade etmediğini defalarca söyledik" dedi. ABD'nin 1991'de Türkiye'ye vermeyi öngördüğü 545 milyon dolarlık askeri yardımın kesintiye uğramadan kongreye geçmesi olasılığının yüksek olduğunu belirten bir bakanlık yetkilisi ise "Bun-

da Körfez krizinin etkisi olabilir. Ancak yediye on oranında böyle ısrar edilmesel, ABD'nin Atina'ya taahhütleri çerçevesinde anlaşılabilir birlikte, hiçbir mantıksal çerçeveye oturmamaktadır" diye konuştu. Askeri kaynaklar ise bugüne kadar yapılan yardımlardan "bazı gereksizler öne sürülerek" yapılan kesintinin Türkiye'nin önemli savunma sanayii projelerini olumsuz yönde etkilediğini, bu yıl kesinti yapılmaması durumunda ise bu kararda yeni F-16 paketi konusunda alınan taahhütlerin etkili olacağını belirttiler.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın ABD Başkanı George Bush'la görüşmesinde ele alınan "F-16 projesinin genişletilmesi" konusu Türkiye tarafından uzunca bir süreden beri gündemde tutuluyordu. Bu çerçevede, Özal Türk hükümetinin "askeri yardımdan kesinti yapılmaması. Kesintiler projelerimizi zora sokuyor" mesajını da Washington'da dile getirdi. ABD'de ortaya atılan yeni F-16 paketi kapsamında ise Türkiye bu

proje ABD tarafından yapılan katkı payının "belli bir oranda" tutulmasını koşul olarak öne sürdü.

Türkiye, ABD'ninyaptığı yardımın her yıl kongrede, "Ermeni sorunu ya da başka bir nedenden dolayı" kesintiye uğraması nedeniyle projenin aksadığını da bildirerek yardımın ve yardım içinindeki F-16 projesine ayrılın payın belirli bir oranda tutulmasının ABD yönetimi tarafından garanti edilmesini daha önce de istemişti.

Ankara'daki askeri kaynaklar, yeni F-16 paketini değerlendirirken, "Demek ki sayın cumhurbaşkanı ABD'yi yardımın belirli bir oranda tutulması konusunda ikna etti ki yeni F-16 paketi açıklandı" değerlendirmesini yapmışlardı.

Askeri kaynaklar, bundan böyle ABD'den alınan yardımın 250-300 milyon dolarlık bölümünün F-16 projesine aktarılacağını, bu nedenle de yardımın 500 milyon doların altına indirilmesinin olası olmadığını da kaydettiler. Bu arada Türkiye'nin büyük savunma sanayii projeleri arasında yer alan helikopter projesinde yarışan ABD'nin Bell ve Skorsky firmaları da Türkiye'ye projenin gerçekleştirilmesi için uzun vadeli kredi öneriyorlar. Türkiye ise yapılacak seçimi ABD firmalarını kazanması halinde, projeye genel askeri yardımdan katkı yapılmasını istiyor. Askeri kaynaklar, bu konuda gerekli lobi çalışmalarının yapılması halinde, helikopter projesinin de bir ABD firmasına verilebileceğini, böylece yapılan askeri yardım oranının projeye aktarılabilecek kaynak nedeniyle daha da artabileceğini umuyorlar.

Türk Silahlı Kuvvetleri ABD'den sağlanan yardım çerçevesinde, yalnızca mevcut modernizasyon projelerini idame ettirebilirken, silah sistemlerinin de asgari işletme ve bakımını sağlayabiliyor. Yardımla Türkiye ayrıca topçu modernizasyonu, mayın arama gemisi inşası, muharebe, elektronik ve elektronik harp yeteneklerinin ve modern mühimmat stoklarının geliştirilmesini de yerine getiriyor.

4 terörist öldürüldü PKK ile çatışma: 1 er şehit

DİYARBAKIR (Cumhuriyet) — Tunceli'nin Pülümür ilçesi yakınlarında güvenlik güçleri ile çatışmaya giren 4 terörist ölü olarak ele geçirilirken aynı çatışmada jandarma eri Bahattin Erol şehit oldu. Hakkâri ili kırsal alanında sürdürülen operasyonlar sırasında 6 PKK'nın da güvenlik güçlerine teslim oldukları bildirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, Tunceli'nin Pülümür ilçesi dağlık kesiminde dün sabah saatlerinde başlatılan operasyon sırasında bir grup teröristle karşılaşıldı. Teröristlerin "teslim ol" çağrısına ateşle karşılık veremeleri üzerine çıkan silahlı çatışmada 4 terörist silahlarıyla birlikte ölü olarak ele geçirildi. Aynı çatışmada jandarma eri Bahattin Erol'un şehit olduğu belirtildi.

Bölge valiliği açıklamasında Hakkâri ili kırsal alanında sürdürülen operasyonlar sırasında da 6 teröristin güvenlik güçlerine teslim oldukları, operasyonların ise sürdürüldüğü bildirildi.

Öte yandan Malatya'nın Pötürge ilçesi Jandarma Bölük Komutanlığı'nda görevli bir er bunalım sonucu astsubayını öldürdükten sonra intihar etti. Olayda bir uzman çavuş da yaralandı. Edinilen bilgiye göre ilçe Jandarma Bölük Komutanlığı'nda görev yapan Ali Durmuş adlı er önceki akşam yemekhaneye geldi. Bunalım geçirdiği bildirilen Ali Durmuş, G-3 piyade tüfegiyle yemekhanedekilerin üzerine ateş açtı. Olay sırasında Astsubay Çavuş Turan İnce öldü. Uzman Çavuş Şenol Erkuş da yaralandı. Er Ali Durmuş, daha sonra aynı silahlı intihar etti. Yaralı uzman çavuş Şenol Erkuş, Malatya Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alındı.

CUMHURİYET 4 Ekim 1990

Kuşkulu ölüme suç duyurusu

25 Eylül günü akşam saatlerinde Bozaltı köyü yakınlarında köyün diğer çobanlarıyla birlikte hayvanlarını otlatırken açılan ateş sonucu yaşamını yitiren Hasan Kayar'ın güvenlik güçlerince öldürüldüğü öne sürüldü. Kayar'ın yakınları suç duyurusunda bulundular.

ERGÜN, AKSOY

DIYARBAKIR — Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Bozaltı köyünde kimler tarafından öldürüldüğü saptanamayan çoban Hasan Kayar'ın yakınları Cumhuriyet Savcılığı'na suç duyurusunda bulundular. Hasan Kayar'ın babası Mustafa Kayar, Helsinki İzleme Komitesi başta olmak üzere yabancı elçilerle, İnsan Hakları Derneği ve Barolar Birliği'ne gönderdiği dilekçe de, "Öldürme olayının güvenlik güçleri tarafından gerçekleştirildiğini" öne sürdü.

25 Eylül günü akşam saatlerinde Bozaltı köyü yakınlarında köyün diğer çobanlarıyla birlikte hayvanlarını otlatırken kimler tarafından açıldığı saptanamayan yaygın ateşi sonucu yaşamını yitiren Hasan Kayar'ın (24), güvenlik güçlerince öldürüldüğü öne sürüldü.

Babası Mustafa Kayar ile köy muhtarı Mustafa Ekinçi, hazırladıkları ortak bir dilekçeyle Siirt Cumhuriyet Savcılığı'na suç duyurusunda bulundular. Kayar ve Ekinçi, son altı aydır köy hal-

binin hayvanlarını otlamak için karakoldan izin aldıklarını belirterek şöyle dediler:

"Olay günü de köyümüzün çobanları Sabri Ekinçi, Kadri Özdemir, Hacı Şen ve Hasan Kayar güvenlik güçlerinden izin alarak köyün dışına hayvanlarını otlamaya gittiler. Akşam 19.30 sralarında köyde bulunan askerler etraflarını sararak ateş etmeye başlıyorlar. Hasan Kayar yaralanıyor. Diğer çobanlar hayvanların arasına saklanarak kurşunlara hedef olmaktan kurtuluyor. Hasan bir süre sonra yaşamını yitiriyor. Askerler üzerindeki kimliği alıyor. Kurtulan çobanlar ertesi gün sabaha karşı köye gelip olayı anlatıyorlar.

Olay yerine gittiğimizde Hasan'ın cesedıyla karşılaştık. Çevrede yüzlerce boş kovan gördük. Askerlere neden ateş ettiklerini sorduğumuzda, 'Fazla konuşmayın, şu anda hepinizi rahatlıkla öldürebiliriz' tehdidinde bulundular."

Mustafa Kayar ve köy muhtarı Mustafa Ekinçi, Siirt Cumhuriyet Savcılığı'nın yanı sıra Helsinki İzleme Komitesi, Uluslararası Af Örgütü, Türkiye'deki ya-

bancı elçilikler, İnsan Hakları Derneği, Barolar Birliği, Cumhurbaşkanlığı, Başbakanlık ve Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne de gönderdikleri dilekçenin son bölümünde güvenlik güçlerinin olayı bilinçli ve kasıtlı bir şekilde yaptığını ileri sürerek, "Bütün bunlar yetmezmiş gibi bu konuda konuştuğumuz takdirde köy halkını ve bizleri ölümlerle tehdit ettiler. Hasan ve diğer çobanlara M-16 silahlarla ateş açmışlar. Kurşun girdiği yerde çok küçük, çıktığı yerde de büyük bir delik açmış. Kurtulan çobanlar kendilerine ateş eden askerleri çok iyi tanıyor. Güvenlik güçlerinden davacıyız" dediler.

İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şube Başkanı, "Çoban Hasan Kayar'ın öldürülmesinde olduğu gibi benzer insanlık dışı olayların bölgede yoğunlaştığı artık açığa çıkmıştır. Bu tür olaylara karşı demokratik bir muhalefetin örgütlenmesi kaçınılmaz hale gelmiştir. İnsanım diyen herkesi, insanlık suçu işleyenlere karşı kesin bir tavır almaya çağırıyorum" dedi.

Yılmaz Güney gecesi

5 Ekim 1990

■ ADANA (Cumhuriyet) — Kültür Şenliği'nde gösterime sunulması istenen Yılmaz Güney'in filmlerine olumsuz tavır bu kez SESAM'dan (Türkiye Sinema Eseri Sahipleri Meslek Birliği) geldi. Seyhan Belediyesi'nin talebine "SESAM", "Özel bir durum arz eden isteminiz için idari veya adli makamlardan izin alınması gerektiği kanaatindeyiz" yanıtını verdi. Seyhan Belediyesi'nce bugün başlatılacak ve 14 ekime kadar sürecek olan 2. Kültür Şenliği'nde programlanan "Yılmaz Güney Gecesi" için Güney'in filmlerinin gösterime sunulması gerçekleşemeyecek. Kültür Şenliği Yürütme Komitesi'nce şenliğin ilk gecesinde yapılacak etkinlikler için ağustos ayında iki kez SESAM'a başvurularak Yılmaz Güney'in yönettiği ya da rol aldığı filmlerin gösterimi için destek istenmişti. "Yılmaz Güney Gecesi"ne "Güney'e ilişkin anılarını anlatmak üzere" katılacak sanatçı ve yönetmen arkadaşları Tarık Akan, Yaman Okay, Yusuf Kurçenli, Onat Kutlar, Yavuz Önen, Rutkay Aziz ve Ali Özgentürk'ün "SESAM'ın tavrı" nı kamuoyuna açıklamaları bekleniyor. Güney için bugün düzenlenecek şenliğe Yılmaz Güney'in kardeşi Yaşar Bütün ile diğer arkadaş ve yakınları da katılarak anılarını tazeleyecekler.

Cumhuriyet, 5 Ekim 1990

Avrupa Konseyi'ne bildirildi

G.Doğu'da insan hakları askıda Gerekçe: Türk ulusu hayati tehdit altında.

SEMRA SOMERSAN

Türkiye'nin Avrupa Konseyi'ne, Güneydoğu Anadolu'da insan haklarını askıya alma gerekçesini "Türk ulusunun hayatını tehdit altında olması" olarak gösterdiği belirlendi.

Türkiye'nin Avrupa Konseyi'ndeki daimi temsilciliği, Avrupa Konseyi Genel Sekreteri'ne 6 Ağustos 1990 tarihinde yazdığı bir mektupla Güneydoğu Anadolu'da, Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 15. maddesine göre askıya aldığı insan haklarının özgürlük, yurttaşlık, bireyin özel ve aile hayatı ile evinin korunması ile haberleşme, toplanma, dernekleşme ve sendikalaşma haklarını kapsadığını belirtti.

Daimi temsilcilik, 10 Mayıs 1990 tarihinde çıkan 424 ve 425 sayılı kanun hükmünde kararnamele ilgili olarak Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 5, 6, 8, 10, 11 ve 13. maddelerine belirsiz bir süre için çekince konduğunu bildirdi.

Hukuk İşleri Müdürü Erik Harremoës'un imzasıyla Avrupa Konseyi Genel Sekreteri Catherine Lalumière'e 23 Ağustos 1990'da iletilen mektupta, 424 ve 425 sayılı kanun hükmünde kararnamele Türk Anayasası ile uyumu konusunun ise "şu anda" Anayasa Mahkemesi'nin gündeminde olduğu belirtildi. "Terörist eylemlerin" çeşitliliği ve ülkedeki "dezenformasyon kampanyası" nedeniyle hükümetin Olağanüstü Hal Bölgesi'ndeki olaylarla başa çıkabilmek için güvenlik kuvvetlerini kullanmak dışında tedbirlere de başvurmak zorunda kaldığı belirtilen mektupta, 1990 yılı başından beri 125 sivil ile 96 güvenlik kuvveti mensubunun öldürüldüğü bildirildi.

Türkiye'nin Olağanüstü Hal Bölgesi kapsamında askıya aldığı maddelerden 5. madde bireysel özgürlük; 6. madde yurttaşlık hakları; 8. madde bireyin özel ve aile hayatı ile evinin, haberleşme, korunması; 10. madde ifade özgürlüğü; 11. madde toplanma, dernekleşme ve sendikalaşma özgürlüğü; 13. madde ise bu hakların ihlal edil-

mesi durumunda ulusal bir otoritenin bunu telafi etmesi haklarını içeriyor. İnsan haklarının askıya alınması gerekçesini içeren 15. madde de ise "savaş ve ulusun hayatını tehdit eden diğer olağanüstü durumlarda, sadece o durumun gerektirdiği ölçüde ve uluslararası hukukun getirdiği diğer sorumluluklarla çelişmeyecek şekilde sözleşmeyi imzalayan taraflardan herhangi birinin, sözleşmenin 2, 3, 4 (1. paragraf) ve 7. maddeleri hariç, diğer maddeleri askıya alabileceği" belirtiliyor. Mektup şöyle:

AVRUPA KONSEYİ'NE

Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 15. maddesine Uygun Olarak Yapılan Askıya Alınmanın Bildirimi

1. Türkiye Cumhuriyeti son aylarda, Güneydoğu Anadolu'da, Avrupa Sözleşmesi'nin 15. maddesi anlamında, ulusal güvenliğine, giderek artan kapsam ve yoğunlukta, ulusun hayatını tehdit eden boyutlarda tehlikelere maruz kalmaktadır.

Bir kısmı yabancı üslerden kaynaklanan teröristlerin eylemleri, 1989 yılında 136 sivil ile 153 güvenlik kuvveti mensubunun ölümüne sebep olmuştur.

Sadece 1990 yılının başından bu yana 125 sivil ile 96 güvenlik kuvveti mensubu öldürülmüştür.

2. Ulusal güvenliği tehdit, Güneydoğu Anadolu'nun illerinde, (Elazığ, Bingöl, Tunceli, Van,

Diyarbakır, Mardin, Siirt, Hakkâri, Batman, Şırnak) ve bunlara yakın yerlerde olmaktadır.

3. Terörist eylemlerin yoğunluğu, çeşitliliği ve bu eylemlerle başa çıkmak için hükümet, sadece güvenlik güçlerini kullanmaya mecbur kalmamakta, aynı zamanda bir kısmı Türkiye'nin diğer bölgelerinden, hatta bir kısmı da yabancı ülkelerden ve sendikal hakların suistimalinden kaynaklanan, halkın zararlı dezenformasyonu kampanyası ile uğraşmak için gerekli adımları atmak zorunda kalmaktadır.

4. Bu amaçla Türk hükümeti, Türk Anayasası'nın 121. maddesine uygun olarak 10 Mayıs 1990'da 424 ve 425 sayılı kanun hükmünde kararnameleleri çıkartmıştır. Bu kararnameleler, kısmen, Avrupa İnsan Hakları ve Temel Özgürlükleri Sözleşmesi'nin 5, 6, 8, 10, 11 ve 13. maddeleri kapsamında korunan hakların askıya alınmasına neden olabilir. Alınan tedbirlerin tanımlayıcı bir özeti ilgisiz sunulmuştur. Bunların Türk Anayasası ile uyumları konusu şu anda Türkiye Anayasa Mahkemesi'nin gündeminde.

5. Türk hükümeti, yukarıda adı geçen tedbirlerin işlevsiz hale geldiği durumda, Avrupa Konseyi Genel Sekreteri'ni haberdar edecektir.

6. Bu bildirim Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 15. maddesi uyarınca yapılmıştır.

Milliyet 5 Ekim 1990

Irak'a giden 7 uçağı indirdik

ANKARA, AA DİŞİŞLERİ Bakanlığı Sözcü Vekili Ferhat Ataman, Irak'a hava ablukasını öngören BM Güvenlik Konseyi'nin 670 sayılı kararının uygulamaya konmasından bu yana, Irak'a gittiği tespit edilen 7 uçağın Türkiye'ye indirildiğini bildirdi.

Ataman, dün düzenlediği haftalık basın toplantısında bir soru üzerine, Türkiye'nin, BM Güvenlik Konseyi kararı ilk günden uygulamaya başladığını ve bugüne kadar Hindistan'a ait 4, Sovyetler Birliği, Romanya ve Polonya'ya ait birer uçağın, kargo taşıyıp taşımadığının tespiti

ti için indirildiğini kaydetti.

Uçakların, yapılan kontrollerden sonra yollarına devam ettiğini ifade eden Ataman, Hint uçaklarından birinin, yanlış anlamadan dolayı ikinci uyarıdan sonra gösterilen havaalanına indiğini belirtti.

Bir uçağın belli bir hava koridorundan sapsamının mümkün olmadığını kaydeden Ataman, aksi takdirde Hava Kuvvetleri'nin harekete geçtiğini ve zorlama tedbirlerine başvurduğunu ifade etti. Ataman, bu zorlama tedbirleri arasında, uçağın düşürülmesinin bulunmadığına işaret etti.

Irak'a uygulanan ambar-

gıonun bekkiliginin Türkiye'den beklenmesinin haksızlık olacağı belirtilerek, BM kararlarına bütün uluslararası camianın uyması gerektiği bildirildi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcü Vekili Ferhat Ataman, bir soruyu yanıtlarken, Türkiye'nin, BM kararlarının aynı sorumluluk bilinci içinde tüm ülkelerce uygulanması görüşünde olduğuna dikkat çekti.

Ataman, Irak'a çeşitli malları götüren gemilerin yüklendiği ve uğradığı ülkelerde herhangi bir işlem yapılmadığını, ancak bu uygulamanın Türkiye'den beklendiğini hatırlatan bir gazetecinin sorusu üzerine, şunları söyledi:

di:

"Türkiye'nin anlayışı, BM kararlarının aynı sorumluluk bilinci içinde tüm ülkelerce uygulanmasıdır. Ambargo çerçevesinde her türlü malın BM Güvenlik Konseyi'nin ilgili kararları gereğince Irak ve Kuveyt'e gitmesinin engellenmesinin Türkiye'den beklenmesi haksızlık olacaktır.

Bu çerçevede, BM kararlarının bütün uluslararası camia tarafından titizlikle uygulanması son derece önemlidir. Esas sorumluluk tabii ki malı sevki eden ülkededir. Bunun bekkiliginin Türkiye'den beklenmesi bence haksızlıktır."

MUSA ANTER'LE KONUŞAN MEVLÜT İLGIN 6 YIL 3 AY HAPİS CEZASI ALDI

Röportaj yaptı, hapse mahkûm oldu

Adımlar gazetesi için Musa Anter'le röportaj yapan gazeteci Mevlüt İlgin, "Bölücü nitelik taşıyan beyanları yayımlamak ve bu yolda soru sormaktan DGM tarafından cezalandırıldı.

Haber Merkezi — İstanbul DGM, Adımlar gazetesi için Musa Anter'le röportaj yapan Mevlüt İlgin'e "bölücü nitelik taşıyan beyanları yayımlamak ve bu yolda sorular sormakla propaganda yapmaktan" 6 yıl 3 ay hapis cezası verdi. İlgin'in avukatı karara yaptığı itirazda "Mahkeme, Musa Anter'in yanı sıra Mevlüt İlgin'i cezalandırmıştır" görüşünü savundu.

Adımlar dergisinin 27 ağustos - 9 Eylül 1989 tarihli 17. sayısının

da yer alan "Kürtlerin varlığını kabul etmekten başka çare yok" başlıklı yazı nedeniyle "İrk mülahazası ile bölücü propaganda yapıldığı, böylece TCK'nın 142/3. maddesine muhalefet edildiği" savıyla dava açıldı. Duruşmada sanık avukatı "Mevlüt İlgin'in, Musa Anter isimli kişiyle röportaj yaptığını, suç unsurları taşısa bile Musa Anter'in beyanlarından dolayı Mevlüt İlgin'in cezalandırılmasının söz konusu olamayacağını, onun ancak sorduğu sorulardan so-

ramlı olacağını, sorularda da herhangi bir bölücü unsur bulunmadığını" savunarak beraat kararı verilmesini istedi.

İstanbul 2 Nolu DGM'nin karar metninde "Mevlüt İlgin tarafından Musa Anter isimli kişiyle yapılan röportaja ilişkin yazıda 'Bir Kürt bayrağı yaptık, bu bayrak üzerine yemin ettik, ben hâlâ bu yemine bağlıyım' gibi ifadelerle, Türkiye Cumhuriyeti'ne karşı geçmişteki isyan konusunu yazarak yazının tümünde Kürtlerin ayrı bir ırk ve ulus olduğu vurgulanıp Türkiye'nin haklarını gasp ettiği, Kürtleri yok etmeye çalıştığı yolunda bir propaganda ile ayrılmaya için mücadele öngörüldüğünden aynı

ulusal sınırlar içerisinde aynı ulusal amaçla birleşmiş halkın bir bölümünü ırk ve etnik kökeninden dolayı ayırıp milli duygularını zayıflatarak bölme amacıyla propaganda niteliği görüldüğünden, sanık Mevlüt İlgin'in bu niteliği taşıyan beyanları yayımlamak ve bu yolda sorular sormakla propaganda amacı taşıdığı ve suç kastının da bulunduğu kanaatine varıldığından, sanık Semih Gümüş'ün sorumlu yazı işleri müdürü olarak, Mevlüt İlgin'in de yazının hazırlayıcısı olarak iddia konusu suçlu işledikleri sabit görüldü" denildi.

Mahkeme kararında Sorumlu Yazı İşleri Müdürü, Semih

Gümüş'e verilen hapis cezası 11 milyon 400 bin lira para cezasına çevrildi. Röportajı yapan Mevlüt İlgin'e de 6 yıl 3 ay ağır hapis cezası verildi.

Avukat Ergin Cinmen yaptığı itirazda "Röportaj esnasında sanık Mevlüt İlgin'in sorularında TCK 142/3. maddesini ihlal eden bir tümce bulunmamaktadır. Mahkeme Mevlüt İlgin fiilinin TCK'nın 142/3. maddesini doğrudan ihlal etmediğini, ancak Musa Anter'e sormuş olduğu soruların bu propaganda ya yol açtığını kabul ediyor" görüşünü savundu.

İtiraz dilekçesinde Musa Anter hakkında hiçbir soruşturma açılmadığına dikkat çekilerek

"Suç teşkil eden ibareler, kimliği açık ve net olan Musa Anter'e aittir. Bu kişiyle röportaj yapan Mevlüt İlgin'in sorularında 142/3. maddeyi ihlal edici ibare bulunmamaktadır. Ama mahkeme Mevlüt İlgin'i Musa Anter'in beyanlarından sorumlu tutmuştur. Devamındaki sorumluluk yalnızca gazetenin sorumlu Yazı İşleri Müdürü olan Semih Gümüş'le, açıklamaları suç teşkil ettiği kabul edilen Musa Anter'e aittir. Sonuç olarak müvekkil Mevlüt İlgin'in Musa Anter'in beyanları nedeniyle cezalandırılmasında cezaların şahsılığı ilkesine aykırı olmuştur, hükümün bu nedenle bozulması gerekmektedir" denildi.

Hürriyet, 12 Ekim 1990

Erivan ve Tahran Radyoları haberi aynı anda dünyaya duyurdu 'Saddam'a, ikinci suikast girişimi'

Muhittin TEMİZEL
ÖZALP, (Van) (hha)

İRAN İslam Cumhuriyeti'nin Sesi Tahran Radyosu ile Ermenistan'ın Sesi Erivan Radyosu, önceki gece Türkçe yayınlarında Irak lideri Saddam Hüseyin'e suikast girişimini bildirdi. Erivan Radyosu, suikastın sonra çok sayıda kişinin kurşuna dizil-

● Ermenistan'ın Erivan ve İran İslam Cumhuriyeti'nin Tahran Radyosu, önceki gece yapılan Türkçe yayınlarında, Saddam Hüseyin'e ikinci bir suikast girişiminde bulunduğunu ileri sürdüler. Erivan Radyosu, Saddam'a yapılan suikastten sonra bir çok kişinin kurşuna dizildiğini, özellikle askerî kesimde tutuklamaların olduğunu bildirdi.

diğini, özellikle subaylar arasında tutuklamalar olduğunu iddia etti.

Radyolar, Saddam'a karşı girişilen suikastı ilk haber olarak verdi. Erivan ve Tahran Radyosu, Saddam'ın iyi korunması nedeniyle suikast girişiminin bu defa da başarıya ulaşmadığını

belirttiler. Tahran Radyosu, Irak'taki güvenilir kaynaklara dayanarak verdiği haberinde, "Saddam ikinci suikasten de kurtuldu. Irak'taki güvenilir kaynaklar, önceki gün Saddam'a ikinci bir suikast girişiminde bulunduğunu belirttiler.

Ancak suikastçılar hakkında bir açıklama yapmadılar" dedi.

ERİVAN RADYOSU

Erivan Radyosu ise, Saddam'a yapılan suikasttan sonra çok sayıda kişinin kurşuna dizildiğini iddia etti, şu açıklamayı yaptı:

"Kuveyt'in işgali sonrasında Saddam, ikinci kez suikaste hedef oldu. Ancak çok iyi korunan Irak lideri, bu suikast girişiminden de kurtuldu. Irak liderine yapılan

suikast sonrası birçok kişinin idam edildiği, gelen haberler arasında. Suikastçılar hakkında bir haber alınmadığı, özellikle askerî kesimden birçok kişinin tutuklandığı belirtiliyor."

Körfez krizinin patlak vermesinden kısa bir süre sonra da Saddam'a suikast girişiminde bulunduğu ileri sürülmüştü. Ajansların Irak'taki kaynaklara dayanarak verdikleri haberlerde, Saddam Hüseyin'in suikast girişimlerine karşı son derece iyi korunduğu belirtiliyor.

Saddam'ın katliamından kurtulmak için, Türkiye'ye sığınmışlardı



Fransız Havayolları'na ait bir uçak
3 aileden 52 kişilik grubu Fransa'ya götürdü

Peşmergeler Fransa'da

Irak Devlet Başkanı **Saddam Hüseyin**'in katliamından kaçarak geçtiğimiz yıllarda Türkiye'ye sığınan Peşmergeler'den bir grup daha Fransa'ya götürüldü.

*Irak'ın İran'la yaptığı savaşta İran'ı destekledikleri iddiası ile **Saddam Hüseyin** tarafından katliama tâbi tutulan Peşmergeler önceki yıllarda Türkiye sınırlarına gelmiş ve Türk devletinin himayesine sığınmıştı. Fransa Devlet Başkanı **Mitterrand**'ın eşi **Danielle Mitterrand**, geçtiğimiz yıl Mardin'in Kızıltepe ilçesinde yerleştirilen Peşmergeler arasında incelemeler yapmak üzere Türkiye'ye gelmiş ve ülkesine döndükten sonra da Türkiye aleyhinde propaganda yapmıştı. **Danielle Mitterrand**, bu ziyaretinde ülkesinin bazı Peşmergeler'i kabul edeceğini de açıklamış ve bir grubu da beraberinde götürmüştü.*

Geçtiğimiz günlerde Fransa Büyükelçiliği'nden bir heyet, Kızıltepe ilçesindeki Peşmerge kamplarında incelemelerde bulundu ve götürülecek kişileri belirledi. Heyet 3'ü bebek olmak üzere 3 aileden 52 kişiyi dün İstanbul'a getirdi. 52 kişilik Peşmerge grubu, dün Fransa Havayolları'na ait bir uçakla Fransa'ya götürüldü.

Bu arada, Peşmergeler'den 386 kişilik bir grubun daha Fransa'ya götürüleceği açıklandı. Peşmergeler'den 31'i Danimarka, 11'inin Hollanda, 61'inin de Suriye tarafından kabul edileceği bildirildi.



Günes, 9 Ekim 1990

Deng dergisi toplandı

İNSAN HAKLARI SERVİSİ- Önceki gün piyasaya çıkan DENG dergisinin altıncı sayısı İstanbul Devlet Güvenlik Mahkemesi kararıyla toplandı. Derginin daha önceki beş sayısı da toplatılmış, altıncı sayısı bu kez bir aradan sonra yayımlanabilmişti.

Günes, 14 Ekim 1990

Kürtçe yaz aşkına yasak

İNSAN HAKLARI SERVİSİ- Yaylaya çıkma zamanı ayrılığın hüznüyle doldurduğu bir yaz aşkını anlatan notalar, bir mahkeme kararına gerekçe oluşturdu.

İstanbul 3. Sulh Hukuk Mahkemesi'nin önceki gün DENG dergisinin 6. sayısını için verdiği toplatma kararında yer alan gerekçe tutanaklara şöyle geçti:

"79. sahifesindeki yine Kürtçe'nin ana dil olarak kullanılmasına yönelik olarak Kürtçe bir şarkı yer almaktadır."

Derginin toplatılmasına gerekçe olan iki neden daha vardı. Biri derginin, "69 ve 71. sayfalarında Kürtçe dil dersleri verilmiş" olması, diğeri de derginin son sayfasında "tercümesi yapılamadığından içerdiği anlaşılmasın Kürtçe bir metin" bulunması.

Karardaki hata

Dergide yer alan bu üç yayım da, Türkçe'den başka diller hakkında yapılacak yayınlar hakkında düzenleme yapan 2932 sayılı kanunun 3/A bendine göre suç oluşturuyordu. Kanunun ilgili bendi, 'Türk-

çe'den başka dillerin anadili olarak kullanılmasına, yayılmasına yönelik her türlü faaliyet'i yasaklıyor.

Ancak mahkeme kararı yazılırken küçük bir imla hatası, "T" harfinin yerine "K" harfinin geçmesiyle şu cümleyle ortaya çıkardı:

"...Bu itibarla yurt sathında yayımlanmasının önlenmesi bakımından 2932 sayılı Kürtçe'den başka dillerde yapılacak yayınlar hakkındaki kanunun..." Yani aslı, "Türkçe'den" olması gereken kelime "Kürtçe'de.." şeklini almıştı. İmha hatalı karar ister istemez şu nu düşündürdü okuyanlara: Şimdi bu karar metni hakkında da, "Okunamaz, çoğaltılamaz, yayılamaz" şeklinde bir toplatma kararını çıkacak mı?"

Şarkının Türkçesi

Mahkeme kararına gerekçe oluşturulan Kürtçe "Malan Bar Kır" (Evleri Topladık) şarkısının tercümesi şöyle:

Evler toplandı, yaylaya çıktım
Sevdiğim sevdiğim, armağanım benim
Gece duvarların dibinde yattım.
Eğeriml farç ve yılağlar yeđi
Sevdiğim sevdiğim, armağanım benim

Keklik değildim kafeslendim.
Ayı değildim evcilleştirildim
Sevdiğim sevdiğim, armağanım benim

Deli değildim, deli edildim
Sevdiğim sevdiğim, armağanım benim

Cumhuriyet, 10 Ekim 1990

Deng dergisi toplandı

■ Haber Merkezi — DENG dergisi, 6. kez toplandı. DENG dergisinden yapılan açıklamada, geçen hafta çıkartılan 6. sayının da İstanbul 1 No'lu Devlet Güvenlik Mahkemesi kararıyla toplatıldığı bildirildi. Açıklamaya göre 424 sayılı kararnamenin yürürlüğe girmesinden sonra yayımlanan önceki 5 sayı da DGM kararıyla toplatılmıştı. Açıklamada, toplatma kararları eleştirilerek "Dergimizin üzerindeki bu haksız baskıları kınıyor, ilgili tüm çevreleri duyarlılığa davet ediyoruz" denildi.

Cumhuriyet, 14 Ekim 1990

KEÇECİLER AÇIKLADI**İdamları onay kararı**

KONYA (AA) — Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler, "Teröristlerin sahip oldukları çetelere ait idam cezalarının Meclis'te tasdik meselesi hükümetimizce kararlaştırılmıştır" dedi.

Keçeciler, Konya'da yaptığı açıklamada, ülkenin huzurunu bozmak isteyenlerin başına devletin gücünün er veya geç balyozu gibi ineceğini belirterek ülkemizde insanlarımızın bir arada huzur içinde yaşamasını istemeyen, sinsi emel besleyen, insanları kallesçe bombalı paketlerle öldüren düşman çevrelerin bulunduğunu kaydetti. Devlet Bakanı, "Bu mihraklar, anarşi ve terörle hiçbir yere varamayacaklardır" diye konuştu.

Terör ve anarşi konusunda çok sıkı ve sert tedbirlerin alınmakta olduğunu, bunları tezgâhlayanların hangi çevreden olursa olsun, hangi dış kaynaktan gelirse gelsin, bundan sonra çok daha sert tedbirlerle karşılaşacağına ifade eden Keçeciler şöyle devam etti:

"Belki ıslaha vesile olur. Belki Batı'daki uygulamaların Türkiye'deki tatbikatı sebebi ile Türkiye'ye gelişmiş bir ülke imajı verir düşüncesiyle yıllardan beri askıya aldığımız, bir türlü elimizin varmadığı, tasdik etmediğimiz Meclis'te bekleyen idam cezaları da tasdik edilecektir. Teröristlerin sahip oldukları çetelere ait idam cezalarının Meclis'te tasdik meselesi hükümetimizce kararlaştırılmıştır ve en yakın zamanda TBMM'ye götü-

rülecektir."

Teröristlerin üzerine cesaretle gidileceğini, devletten daha güçlü hiçbir örgütün olamayacağını kaydeden Keçeciler, konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Sen oturacaksın polisi, jandarmayı vuracak, şehit edecek, insanlara kallesçe bombalar gönderecek öldüreceksin, ondan sonra da gideceksin Batı'daki kuruluşlara sığınacaksın. İdam cezası gayri insani cezadır. Bu ceza kaldırılın" diye savunacak-sın. Türkiye'de işkence vardır diyeceksin. Öyle yağma yok..."

Büyükdağlı'dan tepki

SP Genel Sekreteri Yalçın Büyükdağlı, "Bakanlar Kurulu'nun, TBMM'deki idam dosyalarının ele alınarak onaylanmasıyla ilgili temenni kararı, halkın genel af ve idam cezalarının kaldırılması talebini hiçe saymaktadır" dedi.

Büyükdağlı, yaptığı yazılı açıklamada, "İdam cezalarının infazının sorunları daha da ağırlaştırdığının, düzeltilmesi mümkün olmayan yaralar açığının yılların tecrübeleriyle sabit olduğunu" ifade etti. Büyükdağlı açıklamasında şu görüşleri savundu:

"Bakanlar Kurulu'nun temenni kararında, idamların, örgütlerin eylemlerine bağlanması, hukuka aykırı bir rehlin alma sisteminin de benimsendiğini gösteriyor. Bu tutum mevcut yasalara, hukuka ve insan haklarına aykırıdır."

Hürriyet, 12 Ekim 1990

PKK saldırdı: 6 ölü, 7 yaralı

İhsan DÖRTKARDEŞ, Öztürk AKKÖK, Salih ŞAHİN

ÖNCEKİ gece iki ayrı köyü basan, okul ve ev yakın PKK'lı teröristler biri öğretmen altı kişi öldürdü, yedi kişiyi yaraladı.

Kars Valisi Hasan Pakır'dan alınan bilgiye göre, önceki akşam saat 18.00'de Selim İlçesi'nin Yukarıdamlapınar Köyü'nü basan 10 terörist, okulu ateşe vererek, öğretmenleri silahla ite kaka köy dışına çıkardılar. Evli ve bir çocuk babası Kütahyalı Ali Karaoğlu ile Halil Şahan'a, "Siz ne hakla gelip burarlarda Kemalizmi anla-

tıyorsunuz?" diye bağırarak teröristler, daha sonra ikisini de otomatik silahla taradılar.

KUTLU KÖYÜ'NE BASKIN

Teröristlerin olay yerinden ayrılmasından sonra öğretmenlerin yanına koşan köylüler, 33 yaşındaki Ali Karaoğlu'nun cesedini buldular. Ayaklarından yaralanarak ölümden kurtulan diğer öğretmen Halil Şahan, Erzurum Tıp Fakültesi Ortopedi Servisi'ne kaldırıldı ve tedavi altına alındı.

Bir başka PKK'lı grupta önceki gece Diyarbakır'ın Lice İlçesi'nin Kutlu Köyü'nü bastı. Köye saat 19.30'da iki ayrı koldan giren ve 15 kişi oldukları sanılan PKK militanları, "Sırça" ve "Şanlı" ailelerinin kaldığı evlere yöneldi. Köy korucularını bulamayan militanlar, evdeki kadın ve çocuklara otomatik tüfeklerle ateş açtılar, sonra da iki evi ateşe vererek kaçtılar.

Olay sırasında 22 yaşındaki Cemile Sırça, sekiz yaşındaki Aysel Sır-

ça, 13 yaşındaki Rıza Şanlı, 32 yaşındaki Neslihan Şanlı ve 32 yaşındaki Meymo Sırça canverdi Saldırıda Fatma

Sırça, Hamdi Sırça, Selma Sırça, Faike Sırça, Emine Sırça ve Faik Şanlı çeşitli yerlerinden yaralandı.

MAĞARADA ŞÜPHELİ 10 KİŞİ YAKALANDI

Ordu'nun Ünye İlçesi Kızılcağaç Köyü dağılık bölgesindeki bir mağarada yakalanan 10 şüpheli, jandarma tarafından gözaltına alındı.

Cumhuriyet, 14 Ekim 1990

HEP GENEL SEKRETERİ AKSOY, KÖYLÜLERLE GÖRÜŞTÜ

'Devletin yaptığı zorla sürgün'

UFUK TEKİN

ŞANLIURFA — Hakkâri'ye bağlı Beytüşşebap ilçesinin Sohurpaşa köyünden güvenlik güçlerince göç ettirilen köylüler "göç emri"nin geldiği nisan ayından beri barınacak yer ve iş arıyorlar. Başvurmadık makam bırakmadıklarını, ancak sorunlarına bir türlü çözüm bulamadıklarını belirten köylüler, şanslarını bir de Çukurova'da deneyeceklerini söylediler. Köylülerle görüşen HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy, "Gidin de nereye giderseniz gidin" diyen bir devletin yaptığına, ancak "zorla sürgün" denebileceğini söyledi.

Boşaltılan köyler ve insan hakları ihlalleri gibi sorunları incelemek üzere Güneydoğu gezisini sürdüren HEP Genel Sekreteri ve Malatya Milletvekili

İbrahim Aksoy ile Mardin Milletvekili Adnan Ekmen dün Hakkâri yöresinden göç ettirilen 40 köylüyle görüştiler. Beytüşşebap'ın merkez mezrasından üç gün önce iş ve barınacak yer bulmak amacıyla Şanlıurfa'ya geldiklerini belirten Sohurpaşa köyünden Hadi Sümer ve Mustafa Tuncer "zorla göç"ü şöyle anlattılar:

"Bu bahar 'Köyleri bırakın' diye emir geldi. Biz de 'yer verin göçek' dedik. Bu sefer güvenlik güçleri 'Gidin de nereye giderseniz gidin. Türkiye sizin dediler. 32 haneden 283 nüfus önce Beytüşşebap'ın merkez mezrasına yerleştik. Baktık iş yok, çadırdayız. Kalktık Urfa'ya geldik, ama burada da iş yok."

Beytüşşebap'a bağlı Girgaf Sürük, Endiçay, Toraniz ve Türbece köylerinden de

"güvenlik" gerekçesiyle 1500'e yakın köylünün kendileriyle birlikte göç ettirildiğini anlatan köylüler "Biz dört hane burada kaldık. Bizim öbür köylüler Çukurova'ya gitti. İş arıyor. Bizim köyden Fehmi Barış ve Cemil Tuncer yer bulmak için önceden Ceyhan'a gitti, biz de şimdi oraya gideceğiz" diye konuştular.

HEP Milletvekili İbrahim Aksoy devletin hangi köken, siyasi ve dini inançtan olursa olsun yurttaşlarına "nereye gidersen git" demeye hakkı ve yetkisinin olmadığını öne sürdü. "Eğer sorun can güvenliği ise durum değişir" diyen Aksoy şunları söyledi:

"Eğer bölgede terör eylemlerini önlemeye yönelik bir göç olayıysa yapması gereken 'burada kalamazsın' diye yurdundan

ettiği köylüsüne geçici iskân sağlamaktır. Bu yapılmamış, bu adamlar kamyon parası bulabilmek için tek geçim kaynağı olan koyunlarını satmışlar. Bunun adına terör önlemi değil, zorla sürgün demek gerekiyor."

Bu arada HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy Mardin'e geçerek burada "İmam sorunu"ndan yakınan yurttaşlara yönelik bir konuşma yaptı. Şafii mezhebinden olan köylere Hanifi mezhebinden imam gönderilmesinin mantığını anlayamadığını belirten Aksoy, "Şafiler inançları gereği Hanifi imamın arkasından namaz kılmıyorlar. Bu sorunu devletin yetkililerine iletmişler, ama sonuç değişmemiş. Hıristiyan dünyasından Katolik mezhebinden olanlara protestan papaz gönderirsiniz kıyamet kopar, İktidarın gözünü oyarlar."

İHD GENEL BAŞKANI HELVACI :

İnsan haklarının askıya alınması devletin ayıbıdır

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı, işkencenin devlet eliyle yoğun şekilde yürütüldüğünü öne sürdü. Helvacı, Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki insan haklarının askıya alınmasına da değindi ve "Bu, devletin ayıbıdır" diye konuştu.

2. Seyhan Kültür Şenliği'ne katılmak üzere önceki gün Adana'ya gelen İHD Genel Başkanı Nevzat Helvacı ile Halkevleri Genel Başkanı Ahmet Yıldız bir süre önce gözaltına alınan Halkevi üyelerinin yakınlarıyla görüştüler. İHD Genel Başkanı Helvacı, gözaltına alınanların avukatlarıyla görüşebilmesine olanak sağlayan Başbakanlık genelgesinin uygulanmadığına değindi. Helvacı konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Türkiye'de işkence devlet eliyle yoğun şekilde sürdürülmektedir. Ancak bu işkence mevzuat eksikliğinden değil, devletin kendi sözüne sahip çıkmamasından kaynaklanıyor. Oysa hükümetimiz uluslararası birçok sözleşmeye, insan hakları ihlalleri olmayacağına ilişkin imza attı. Aynı hükümet Doğu ve Güneydoğu'da insan haklarının askıya alındığını resmen açıkladı. Bu, devletin ayıbıdır. Bazı şeyleri yok etmek için oradaki insanlardan vazgeçilemez. Bu açıklama ve askıya alma olayı, 'Ben oradaki insanlara işkence yapacağım' anlamı taşımaktadır. Bu anlamda Türkiye'nin en büyük sorunu demokrasidir."

Halkevleri Genel Başkanı Ahmet Yıldız da Güney ve Güneydoğu'daki Halkevlerine yönelik baskıların giderek yoğunlaştığını, gözaltı uygulamalarıyla der-

nek yönetici ve üyelerinin sindirilmek istendiğini savundu. Sivil bir toplum yaratma iddiasında olduğunu belirten yönetimin bu baskılarla çelişkiye düştüğünü de bildiren Yıldız, "Atatürk'ün kurduğu Halkevlerinde kültürel çalışmayı engellemek, çağdışı bir yaşamı halkımıza dayatmak için Türk-İslam sentezi denilen Türkiye Cumhuriyeti niteliklerine karşı görüşün önünü açmak amacıyla güden bu tür davranışları kamuoyu önünde kınıyoruz. Ülkemizdeki tüm kurumlarda son 10 yıldır görülen gerileme ve yozlaşmanın kökeninde bu tür baskılar yatmaktadır. Gelecek kuşaklara ve tarihe karşı sorumlu olacak bu tür yasadışı davranışların izleyicisiziz. Şu anda İskenderun, Antakya, Gaziantep ve Tarsus Halkevlerimiz aynı uygulamalardan dolayı kapalı" diye konuştu.

15 Ekim 1990

Göç yolunda doğdu, adı, Güngörmemiş...

UFUK TEKİN

ŞANLIURFA — "O hiç okula gitmedi ki bilsin Türkçeyi." Ne 12 yaşındaki Fehmi'den ne de 10 yaşındaki Ayşe'den yanıt geliyor. Çok kolay anlaşılabilircek "Adım ne" sorusu bile bir anlam ifade etmiyor mezra çocuklarına.

Hadi Sümer, Hakkâri'ye bağlı Beytüşşebap ilçesinin Sohurpaşa köyünden göç ettiren binlerce yurttaşın yalnızca biri. "Askere gitmeseydim öğrenemezdim" dediği Türkçeyle tercümanlık yapıyor:

"Koca köyde Türkçe bilen, 10 kişiyi geçmez. Bilenler askerlik yapan erkekler."

"Mektep istedik olmadı, öğretmen gönderin dedik ama gelmedi" diyor Mustafa Tuncer de.

Sohurpaşalılar için bugünlerde tek sorun Türkçeyi öğrenememiş olmak değil, bahar ayından beri yaşadıkları göçü anla-

ıyorlar süreklili. "Boşaltın" emrini verenler, "Nereye, nasıl" yanıtına aldırmanmışlar:

"İstedğiniz yere, koca Türkiye'de yer mi yok?"

Önce Beytüşşebap'ın mezarına çadır kurmuşlar jandarmasının yardımıyla, Hakkâri'ye kişi erken gelince vazgeçmişler mezradan. Çaresiz, koyunları satıp kamyon parası biriktirmişler, istikamet Çukurova.

"Koyun parası kamyona zor yetti ama koyulduk yola. Daha Urfa'ya biraz var. Biryan'ın sancısı tuttu. Nene'ye sordum 'Doğuruyor, durdurun' dedi. Kamyon durdu, doğurdu kızımızı."

Biryân Sümer 20 yaşında. O da bilmiyor Türkçeyi ne sorulursa sorulsun yüzündeki o donuk ifade değişmiyor bir türlü. Yanıtları da kısa. Kucağında minik kızını emziriyor daha iki gün olmuş doğalı. Sorulmadan söylediği tek söz düşündürücü: "Emiyor, ama sütüm yok."

— Adı ne?

— Rojnedi (Güngörmemiş).

287 idam dosyası Meclis'te

Meclis'te onay bekleyen idam mahkûmlarından 157'si sol görüşlü, 18'i sağ görüşlü, 198'i adli suçlu, 4 dosya da Mısır Büyükelçiliği'ni basan Filistinlilere ait.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — TBMM'de 287 kişiye ait idam dosyaları onay için bekliyor.

Bu idam kararlarından, 157'si sol görüşlü, 18'i sağ görüşlü, 198'i adli suç hükümlülerine, 4'ünün de Mısır Büyükelçiliği'ni basan Filistinliye ait olduğu bildirildi.

Halen TBMM Adalet Komisyonu'nda bekleyen bu idam kararlarından 36'sının PKK davasından hüküm

olanlara ait olduğu da belirtildi.

Bunu sırasıyla, 20 kişi ile Dev-Yol, 12 kişi ile Dev-Sol, 9 kişiyle de TİKKO davasından hüküm alanlar izliyor. 18 sağ görüşlü idam mahkûmu için verilen idam kararları ise MHP ve ülkücü kuruluşlar davalarında yargulanlar için verildi.

Öte yandan, söz konusu idam kararlarının 'akıbeti'ni belirlemek ve bundan sonraki idam cezalarının infazını 'otomatikleştirmek' amacıyla verilmiş iki ayrı yasa tasarısı da halen Adalet ve Anayasa Komisyonları'nda bulunuyor. Anayasanın 87. maddesinde yapılması tasarlanan değişiklikle, TBMM'nin idam cezalarının infazı konusundaki 'onay' yetkisi kaldırılıyor. Bunun yerine, kesinleşen ölüm cezalarının ömürboyu hapse dönüştürülmesi için TBMM'ye başvuru olanağı getiriliyor. TBMM'nin bu yöndeki istemi reddetmesi halinde, infazın gerçekleştirilmesi de tasarı ile amaçlanıyor.

Cumhuriyet, 16 Ekim 1990

Hükümette idam şaşkınlığı

Mecliste bekleyen idamların onaylanmasını hükümetin gündemine Cumhurbaşkanı Özal'ın soktuğu belirlendi. Özal'ın, Bakanlar Kurulu'na başkanlık ederken, "İdamların yerine getirilmemesi teröre prim veriyorsa o da dahil bütün tedbirleri düşünmeniz lazım" dediği öğrenildi.

Hükümet bu konuda bir karar almamasına karşın Keçeciler'in, "Karar aldık" şeklinde açıklama yapması, bakanları şaşırttı. Adalet Bakanı Sungurlu, "Mehmet Keçeciler'e sorun, hükümet kararının nasıl alındığını açıklasın" dedi.

FARUK BİLDİRİCİ

ANKARA — Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in açıklamasının tersine, Bakanlar Kurulu'nun TBMM'de bekleyen 287 idam cezasının bir bölümünün yerine getirilmesi konusunda karar almadığı belirlendi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın, hükümete, geçen hafta yapılan Bakanlar Kurulu'na başkanlık ederken "İdamların yerine getirilmemesi teröre prim veriyorsa, o da dahil bütün tedbirleri düşünmeniz lazım" dediği öğrenildi. Ancak Özal'ın sözleri hükümet kararına dönüşmeden Keçeciler'in açıklama yapması öbür kabine üyelerini de şaşırttı. TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı da hükümet görüşünün kendisine iletmediğini belirterek "Siyasi karar organı hangi kararların infaz edileceği konusunda bir şablon vermek zorunda" diye konuştu. Başbakan Yıldırım Akbulut, bekleyen idam dosyaları konusundaki kararın TBMM'ye ait olduğunu belirterek, "Tabii, suç işleyen de cezalandırılmalıdır" şeklinde konuştu.

Cumhurbaşkanı Özal'ın başkanlığında yapılan toplantıda, "terörün turmanmasını önleyecek tedbirlerin alınması" talimatını vermesi TBMM Adalet Komisyonu'nda bekleyen idam cezalarını yeniden gündeme getirdi. Edililen bilgiye göre söz konusu Bakanlar Kurulu toplantısında Özal, teröre karşı önlemlerden söz ederken "Caydırıcı tedbirler alın. Biz hiç idam cezası infaz etmedik. Ama bu, teröre prim veriyorsa, o da dahil bütün tedbirleri yerine getirmeniz lazım" dedi.

Özal'ın bu sözlerinden sonra konuşan Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler, idamların infazını savundu. Keçeciler'den sonra söz alan İçişleri Bakanı Abdülkadir

Akın da idam cezasının etkileri konusunda bir konuşma yaptı. Ama toplantı bu konuda bir karar alınmadan sona erdi. Nitekim toplantıdan sonra alınan kararları açıklayan Devlet Bakanı ve Hükümet Sözcüsü Mehmet Yazar da terör konusunda bir karar alınmadığını, konunun başka bir Bakanlar Kurulu'nda yeriden ele alınacağını söylemişti.

Ancak Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler, önceki gün Konya'da bir açıklama yaparak TBMM'deki idamların infazı konusunda Bakanlar Kurulu'nun "karar aldığını" söyledi. Keçeciler'in bu açıklaması öbür bakanları da şaşırttı. Adının açıklanmasını istemeyen bir bakan, Keçeciler'in açıklamasını Cumhuriyet'e şöyle değerlendirdi:

"Hükümetin bu konuda aldığı bir karar yok. Cumhurbaşkanı, Bakanlar Kurulu toplantısı arasında, "Terörde bir nevi turmanma var. İdamların yerine getirilmesi de tedbir olabilir mi olamaz mı düşünülmeli lazım" dedi. Cumhurbaşkanı'nun konuşmasından sonra bir bakan konuşarak idamların yerine getirilmesini istedi. Bir karar olmadı. Tartışma olmalı ki karar olmasın. Eğer bizden habersiz kendi kendilerine böyle bir karar aldılarsa biz uykumızı düşeriz. Ama sonradan Cumhurbaşkanı ile Bakanlar Kurulu görüşerek karar aldıysa, "Bu işin üzerine bazı beyanatlar verin bakalım, kamuoyu ne diyor" biçiminde düşünülürse de ben bilemem."

AA'nın haberine göre binçilik yarışmalarını izlemek için geldiği Ankara Atlı Spor Kulübü'nden ayrılan gazeteciler, Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in TBMM'deki idam dosyalarının onaylanacağı yolundaki demeci konusundaki soruları yanıtladı.

• Akbulut'un gazetecilerin sorularına verdiği yanıtlar şöyle:

— İdam dosyaları onaylanacak mı?

AKBULUT — Meclis karar verir.

— Hükümet olarak konuyu gündeme getirecek misiniz?

AKBULUT — O konuda Meclis karar verir.

— Sayın Keçeciler'in açıklaması hükümetin bu konuda karar aldığı, konunun Bakanlar Kurulu'nda görüşüldüğü şeklindedir.

AKBULUT — Tabii, suç işleyenler de cezalandırılmalı.

— Terörle mücadelede bir önem midir?

AKBULUT — Hayır, suç işleyen cezasını çekmelidir.

— İdam cezası alanlar da mı?

AKBULUT — Onu artık nasıl değerlendirirseniz, değerlendirin. Bu konuda Meclis karar verir.

Adalet Bakanı Oltan Sungurlu, hükümetin idam kararlarının yerine getirilmesi konusunda Cumhuriyet muhabirinin sorusuna, "Bu soruyu Mehmet Yazar'a, bir de Mehmet Keçeciler'e sorun. Biri hükümet kararının nasıl alındığını açıklasın, biri de hükümet kararını açıklamakla görevli kimse" yanıtını verdi. Sungurlu, "Evetle Mehmet Yazar Bey'e sorun, böyle bir karar var mıymış" dedikten sonra hükümet kararları konusunda kendisinin açıklama yapamayacağını belirtti.

Sungurlu, "Mesele zaten yüce Meclis'in gündeminde. Adalet Komisyonu'na intikal etmiştir. Benim şu anda söyleyecek başka sözüm yok" diye konuştu. Sungurlu, idam cezalarının yerine getirilmesinin caydırıcılığı konusundaki soruları yanıtlarken "Bir ceza varsa infaz edilmelidir, yoksa infaz edilmemelidir. Karşılıklı ve kararlara iyi koymak lazım. Bu genel prensip idamlar için de geçerli midir, değil midir? Şu anda bir şey söylemeyeceğim. Ötüm cezaları için fazla bir şey söylemek zor" görüşünü dile getirdi.

TBMM Adalet Komisyonu Başkanı ve ANAP Ankara Milletvekili Alpaslan Pehlivanlı, "Hükümetin Meclis'teki idam cezalarının yerine getirilmesi kararı konusunda ne partiden ne de hükümetten kendisine bilgi gelmediğini" söyledi. Pehlivan-

lı, TBMM'deki idam cezaları konusundaki tavrını açıklarken "Türkiye'de idam cezalarının kaldırılmasının zamanına gelmediğini iddia ediyordum, bu doğru çıktı. 300'e yakın dosyanın arasında ben seçim yapmam, bana şablon verilsin" diyordu. Pehlivanlı, "Belli bir şablon verilmesi halinde komisyonun anayasal görevini yerine getirmeye hazır olduğunu" belirterek "Bana 'Üç-beş kişiyi idam et' diyemezler. Belli bir şablon verirler. O da uygulanır" dedi. Pehlivanlı, "nasıl bir şablon uygulanabileceği" konusundaki soruyu şöyle yanıtladı:

"İlk geliş sırası, devlet güçleri aleyhine işlenen suçlar ya da belli bir sayıdan fazla adam öldüren olur. Yani muhatabı belli olmayan bir şablon verilmeli."

Pehlivanlı'ya yönelttiği sorular ve yanıtları şöyle:

— Bu, devletin terör örgütleriyle aynı davranış için girme si anlamına gelmez mi?

PEHLIVANLI — Aksine, devlet burada yapmak mecburiyetinde olduğunu yapıyor. Onlar yapmak mecburiyetinde değil. O nedenle meşru zemin sözünü kullanıyorum.

— İdamların caydırıcı etkisi olur mu?

PEHLIVANLI — Hükümet "Terörün turmanmasını önlemenin yollarından birisi bu" diyor, "Önlemler" diyenlerin önüne geçmemek lazım. Aksi halde bu şeker aksinde vebal altında kalırız. Caydırıcı olabilir. Cezanın sebeplerinden birisi kamu vicdanını tatmindir. Burada gecikmesinden dolayı kamu vicdanının tatmini de biraz zorlaşıyor.

— Komisyonun idam kararının yerine getirilmesi için harekete geçecek misiniz?

PEHLIVANLI — Bunun sorumluluğunu ben taşımam. Siyasi icra organı veya siyasi partiler neyse, Türkiye'de consensus (uzlaşma) nasıl temin edilirse, bir şablon ortaya konulur. O şablona üç kişi çıkar üç, beş kişi çıkarsa beş. Ama muhatabı belli olmayan bir şablonun verilmesi lazım. Hükümetin kararı bize bir intikal etsin, ona göre bakalım. 287 idam kararı açısından hangisini idam edeceğimi nasıl seçeyim? Siyasi karar organı bir şablon vermek zorunda."

Cumhuriyet, 15 Ekim 1990

'Devlet intikam peşinde olmaz'

Demirel Bugünkü cinayetlerin cezası olarak dün işlenmiş cinayetlerin katillerini aşmanın mantığı yoktur.

Çetin Ben teröristleri yakalayamadım, ama elimdekileri cezalandırırım mantığı ile davranmak çağdışıdır. Devlet, intikam mantığıyla olaylara yaklaşmaz.

Erdost Modern devlet kan dökücü olamaz.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in "İdamlar hükümette görüşüldü TBMM'ye gidecek" şeklindeki açıklaması tüm yurttaki büyük tepki gördü. DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, "Bugünkü cinayetlerin cezası olarak dün işlenmiş cinayetlerin katillerini aşmanın mantığı yoktur" diyerek hükümetin büyük vebal altında olduğunu söyledi. SHP Genel Sekreteri Hikmet Çetin, hükümetin tavırını ciddiyetsizlik olduğunu belirterek "ben teröristleri yakalayamadım, ama elimdekileri cezalandırırım" mantığıyla davranmanın "çağdışılık" olduğunu söyledi. İHD, SBP Girişim, Yeşiller Partisi, TZD ve pek çok demokratik kitle örgütü de Keçeciler'in açıklamasını sert dille eleştirdiler.

İnsan Hakları Derneği Genel Sekreteri Akın Birdal, konuyla ilgili olarak yaşam hakkının hangi koşullar altında olursa olsun devletin güvencesi altında bulunduğunu kaydetti. Birdal, "Cezaevlerindeki rehlin gözüyle bakıyorlar" dedi. Keçeciler'in açıklamasının "dehşet verici" olduğunu ifade eden Birdal, şunları söyledi: "Bu anlayış, devletin yaşam hakkına ve insan haklarına bakışını ele vermiştir. Keçeciler'in insan haklarına bakışı, aynı zamanda devletin, 12 Eylül hukukunun rejminin bir devamı olduğunu ortaya koymuştur. Terörü yanlış yerde arıyorlar. Terör, devlet eliyle yaşam hakkını yok etmek isteyen düşüncenin içindedir. Bu görüşün

hükümetin değil, Keçeciler'in olması umuyoruz."

İHD Ankara Şube Başkanı Muzaffer İltis Erdost da yaptığı açıklamada, idamın "siyasal cinayetin yasallaştırılması biçimindeki bir uygulama", modern devletin kan dökücü olamayacağını bildirdi. Birdal, "Biz siyasal iktidardan, emektaşların faşist bulmasını ve aradaki güçleri ortaya çıkarmasını bekliyoruz. Bunun yöntemi idam değildir" dedi.

Sosyallerin Birlik Partisi Girişim Yürütme Kurulu Başkanı Haluk Gerger de yaptığı açıklamada, Keçeciler'in sözlerini, "çağdış insanlık değerlerini kişi vicdanıyla hukukun evrensel kurallarını hiçe sayan bir hasta anlayışın ürünü" olarak nitelendirdi. İdamlar konusunda Cumhurbaşkanı Özal'ın "işaret verdiğini" savunan Gerger, "tüm insanları; idamlara, devlet terörüne ve kargaşaya karşı işbirliğine" çağırdı.

SHP Genel Sekreteri Hikmet Çetin, "İptidai yöntemlerle terör önlenmez. Bakanlar Kurulu'nun tavır ciddiyetsizdir. İktidar terörü yapan kişileri ve örgütleri yakalamalıdır. Bu tutum 'Ben teröristleri yakalayamadım, ama elimdekileri cezalandırırım' demektir. İktidarın bu tutumunu bir çaresizliktir. Devlet intikam mantığıyla olaylara yaklaşmaz. Bakanlar Kurulu'nun tutumunu çağdışıdır" dedi.

Bakanlar Kurulu'nun emniyet örgütünün araç gereç ihtiyacının takviye edilmesi kararı üzerine de görüşlerini açıklayan SHP Genel Sekreteri Hikmet Çetin, şunları söyledi:

"Ben Türk emniyetinin araç gereç ihtiyacını karşılamak için

na tutuyorum. Emniyet, olayları önlememenin gerekçesi olarak araç gereç eksikliği gösteremez. Emniyetin elindeki araç gereçlerin birçoğu gelişmiş araç gereçlerdir. Emniyetin olayları önlemek için anlayışını değiştirmesi lazım."

Türkiye Ziraatçılar Derneği Genel Başkanı İbrahim Yetkin de son günlerde tırmanan terör olaylarını önlemek için idama başvurulmasının insan haklarının ihlali anlamına geleceğini belirterek "Hangi şart altında olsun olsun, idam cezasına başvurulmasının akabinde, idam cezasının yasaldan çıkarılması gerekir" dedi.

Yeşiller Partisi Genel Başkan Yardımcısı Aydın Ayas da tepki göstererek şunları söyledi:

"Yeşiller terör olaylarında mümin yurttaşların rencide edilmemesini istemiştir. Azınlık suçları, kısasa insanın çağdışı ilkel şeriat yanlıdır. Meclis'e sevk edilen idam mahkûmlarına infaza yönlenecek kararın çıkmasına karşı olmayan herkes tarih karşısında çok suçlu olacaktır."

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, partisinin Çankaya İlçe binasının açılışında gazetecilerin Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in idamların TBMM'de tasdik edileceği biçimindeki demeciyle ilgili sorularına yanıtladı. Demirel şunları söyledi:

"Eğer TBMM'de tasdik bekleyen idam cezalarının infaz edilmeyişi bugünkü cinayetlerin medeniyetse, hükümet çok büyük bir vebal altındadır. Bugünkü cinayetlerin cezası olarak dün işlenmiş cinayetleri işleyenleri as-

maya, kesmeye kalkarsanız bunun da mantığı yoktur. Eğer hadise hükümetin dediği gibiyse, yani 'infazlar yapılsaydı cinayetler işlenmezdi' deniyorsa, bu zamana kadar yapmamış olmanın dolaylı kendileri suçludurlar. Özürleri kabahatlerinden büyüktür. Eğer 'bunlar infaz edilmezse, daha büyük cinayetler olur' deniyorsa bunun da mantığı yoktur. Üzerinden seneler geçmiş, ibret alınacak durum ortadan kalkmıştır."

DYP lideri, 1980 sonrasında devlet gücünü eline geçirenlerin, siyaset ve siyasetçilerle "haşır meşir olduklarını" kaydederek devletin anarşi ile hesaplaşmadığı görüşünü savundu. İdam cezalarının tasdik konusunun adalet komisyonuna gelmesi halinde "işlenmiş cinayetlerin ne olduğuna bakacaklarını" belirten Demirel, "Kahve tarayıp 10 kişiyi katletmiş ise kim merhamet dönebilir? Hükümet 'bunları icra etseydik cinayetler olmazdı veya şimdi icra edersek ileride cinayetler olmaz' diyor, ikisine de katılmıyorum. Nereden bileceksiniz bunları icra edersemiz bundan sonra cinayet olmayacağını. İşlemediği suçtan adama ceza veremezsiniz ki. Neticice hukukun da, mantığın da yanlıdır" diye konuştu.

ANAP Grup Başkanvekili Yasin Bozkurt, idam cezalarının gündeme gelmesini "temennâ etmeyeceklerini" söyledi. Bozkurt, Cumhuriyet muhabirine, henüz hükümetin bu konudaki görüşünün kendilerine iletmediğini vurgulayarak, "Hükümet kararı hiçe bildirilirse konuyu grupta tartışırız. Ama böyle bir şey olmasını düşünmüyoruz" dedi.

Milliyet, 15 octobre 1990

190 idamlık Meclis'te

ANKARA, ÖZEL

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal'ın, Bakanlar Kurulu toplantısında, son günlerde artan terör olaylarına dikkati çekerek "Terör olayları bayağı ciddi boyutlara ulaşıyor. Caydırıcı tedbirler alınmaz gerekiyor. Sıkıntımız ne ise onu giderin" şeklindeki sözleri TBMM'de bekleyen idam dosyalarını yeniden gündeme getirdi.

TBMM Adalet Komisyonu'nda 286 hükümlüyle ilgilendiren 190 idam dosyası bulunuyor. Bu dosyalardan 101'i adi hükümlülere, 4'ü Mısır Büyükelçiliği'ni basan gerillalara ait. Kâlan dosyalar ise sağ ve sol hükümlülere ait.

İdamlar konusunda gözlerin çevrildiği Adalet Komisyonu'nun ANAP'lı başkanı **Alpaslan Pehlivanlı**, hükümetçe sevk edilen idam dosyalarının uzun bir süredir işleme konulmadığını belirtti. **Pehlivanlı**, idam cezalarına karşı olmadığını bildirerek, "Ortada 200'ü aşkın dosya var. Ben idama karşı değilim. Ama bunların hepsinin cezalarının yerine getirilmesi için Meclis'in onay vermesi mümkün değil. Ortaya bir şablon konulmalı" dedi.

Edinilen bilgiye göre Adalet Komisyonu Başkanı **Alpaslan Pehlivanlı** ve bazı komisyon üyeleri, bekleyen idam dosyaları için hükümetçe öncelikle, "devlet güvenlik güçlerine karşı" eylem yapanlar ya da "beş kişiden fazla öldürme olayına katılanlar" şeklinde bir şablon belirlenmesini istiyorlar. Komisyon üyeleri böyle bir şablon belirlenmediği takdirde 286 hükümlünün Meclis'e geliş sırasına göre ele alınabileceğini, ancak bunun da AT'a gireceğimiz şu sıralarda tepki yaratacağı görüşünde oldukları belirlendi.

• KİMLER VAR?

Adalet Komisyonu'nda bekleyen idam dosyaları içinde bulunan sol görüşlülerin isimleri şöyle:

Ahmet Fazıl Ercümen Özdemir, Veli Bicer, Raşit Tuz, Sezai Sarıtaş, Hayati Özkan, Nazım Silacı, Abdülkadir Konuk, Aslan Şener Yıldırım, Harun Kartal, Aslan Tayfun Özkök, Sadettin Güven, Baki Altun, Mehmet Bozbay, Hüseyin Taşkın, Ali Akgün, Mehmet Tekbaş, Cumhuriyet Yavuz, Cumali Ayhan, Ahmet Erhan, İbrahim Yalçın Arkan, Mehmet Uçaroğlu, Fevzi Işık, Muhlis Bozkurt, Muzaffer Öztürk, Sedat Yılmazsoy, Kenan Doğan, Mustafa Özdemir, Feridun İhsan Berkin, Şehzade Kaygusuz, Alaeddin Akçay, Ergun Aydaş, Mehmet Kaya, Sükrü Göktaş, Ahmet Kaya, Ahmet Kınalı, Mümin Ağcakaya, Ha-

nifi Sümer, Mehmet Yalçınkaya, Mustafa Sarıkaya, Uğur Sümer, Avni Yılmaz, Osman Zeybek, Süleyman Oktay, Oktay Alat, Mehmet Soyadlar, Orhan Sağcan, Ahmet Acartürk, Mustafa Uysal, Ahmet Çetin, Cafer Karabey, Halil Altun, Ali Gün, Şahin Binici, Enver Özen, Musa Turhan, Bedrettin Çaylak, Sabri Ok, Muhtittin Cebik, Salih Sezgi, Hasan Cebik, Musa Aslan, Remzi Karakaş, Muharrem Ender Öndeş, Mustafa Kemal Kaçaroğlu, Davut Utkun, Mehmet Or, Aydın Hambayat, Efendi Yıldız, Davut Hanar, Mehmet Can Özbay, Ali Fuat Kaplan, Erdal Ertugrul, Mehmet Engin Höke, Yusuf Keleş, Hacı Saygılı, Mithat Gönenc, Münir Hocaoğlu, Muzaffer Ayata, Celalettin Delibaş, Hamit Kanlı, Kemal Aktaş, Mehmet Can Yüce, Selahattin Şimşek, Mehmet Takar, Hamit Baldemir, Mehmet Emin Gökdemir, Aladdin Aktaş, Teslim Koç, Zafer Koç, Celalettin Can, Seyitullah Çabuk, Fethi Ozun, Hacı Dermikaya, Nihat Şeker, Hüseyin Dursun, Hasan Solmaz, Ali Serdar Can, Mustafa Okaya, Ramazan Kılavuz, Mirza Turgut, Edip Nafile, Ramazan Deniz, Ahmet Mansız, Ali Özbey, Kâzım Tepeli, Mehmet Doymak, Ahmet Karabacak, Doğan Kurt, İlker Dilcan, Recep Kar, Mehmet Doymaz, Serdar Baş, Mustafa Yörükoğlu, Yaşar Eroğlu, Ömer Akaragöz, Hasan Talu, Necdet Sözbir, Hasan Cansız, Hikmet Yılmaz, Dursun Yıldırım, Hasan Kaya, Cemal İsmaracı, Ergun Bay, Mustafa Keser, Fuat Kav, Erdem Keçer, Hüseyin Aktaş, Süleyman Selen, Garbis Altınoğlu, Adil Şahin, Ali Erkek, Fikret Aşıcıoğlu, Kadri Çiğdem, Ergun Şen, Ali Osman Köse, Ali Kurlangıçlı, Halil Güçlü, Hasan Uzunyurt, Mehmet Avruz, İbrahim Erdoğan, Baba Erdoğan.

• SAĞ HÜKÜMLÜLER

Mehmet Onur Mıman, Seyfettin Top, Osman Yılmaz, Muhsin Kehya, Mustafa Gülnar, Mustafa Alta, Murat Görmez, Mahmut Doğan, Mustafa Bahar, Ahmet Deniz Dolduran, Hüseyin Faruk Köse, Şevket Ünal, Süleyman Domurcuk, Hüseyin Kaymar, Cengiz Ayhan, Adnan Akdağ, Uğur Coşkun, Selahattin Şimşek, Ahmet Ercüment Gedikli, Halik Kırıcı, Hüseyin Güngör, Hayri Aydın Yılmaz, Aydın Özhan, Hasan Aras, Mustafa Karaca, Mehmet Sumbül, Mustafa Uca, İsmail Fuat Tarhan.

• FİLİSTİNLİLER

Marvan, Mustapha, Hussein, Mohammed.

Milliyet, 15 octobre 1990

İdam kesinleşti... Bunda en büyük neden Üçok'un öldürülmesi

Teröriste idam cezası

HABER MERKEZİ

DEVLET Bakanı Mehmet Keçeciler, Türkiye'yi 3.5 teröriste teslim etmeyeceklerini belirterek, "Sen polisli, jandarmayı öldüreceksin. Cezasız kalamaz. Hükümetimiz Meclis'te bekleyen idam cezasının onaylanmasını kararlaştırdı. Meclis de tasdik edecek" dedi.

Milliyet Haber Ajansı Konya Bürosu'ndan Kemal Bağcı'nın haberine göre Başbakanlık Kamu Ortaklığı desteğiyle Konya'da yaptırılan Özalp'te kura çekilişinde konuşan Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler, anarşi ve terörün hiçbir yere varmayacağını belirterek, "Bunu TC hükümetinin bir ferdi olarak ifade ediyorum. Devlet er ya da geç bunların beynine balyoz gibi inecektir. Terör ve anarşi konusunda çok sıkı ve sert tedbirler gelmektedir. Arka arkaya alınmaktadır. Açıkça ifade ediyorum bu hadiseleri planlayanlar hangi çevreden gelirse gelsin bundan sonra daha sert tepkiyle karşılaşacaktır. Bunu bilsinler" dedi.

Keçeciler, şunları söyledi, "Belki mihna vesile olur. Belki, Batı'ya gelişmiş bir Türkiye imajı verir vesilesiyle yillardan beri askıya aldığımız ve bir türlü elimizin varmadığı, tasdik etmediğimiz Meclis'teki idam cezaları tasdik olacaktır. Bu teröristlerin kesinleşmiş idam cezasının Meclis'te tasdik meselesi hükümetimizce kararlaştırılmıştır. Sen polisli, jandarmayı, Mehmetçigi vuracaksın, insanlara kalıçça bombalar göndereceksin, öldüreceksin ondan sonra da Batı'daki kuruluşlara gidip sığınacaksın. İdam cezası gayri insani bir cezadır diyeceksin. Bu cezanın kaldırılmasını savunacağını. Türkiye'de işkence var diyeceksin. Öyle yağma yok. Bu memleket

ucuzla kurtarılmadı. Can pahasına, mal pahasına kurtarıldı."

Memleketi 3.5 teröriste teslim etmeyeceklerini de belirten Keçeciler, sözlerini şöyle bitirdi, "Devletin gücünden daha güçlü bir örgüt olmaz. Endişeniz olmasın, bu hadiselerin üzerinden sular geçmeden TBMM'de onay bekleyen dosyaları onaylayıp infaz edeceğiz. Bu dosyalar terör eylemi yapan örgütlere ve cezaevindeki idam hükümlülerine ait."

• TEPKİLER

Milliyet Ankara Bürosu'ndan Tamer Erkiner'in haberine göre tepkiler, idam cezasının bir çözüm olmayacağı konusunda yoğunlaşırken, çözüm için çalışmalar ilk önce failerin bulunması yönünde. Sosyalist Parti Genel Sekreteri Yalçın Büyükdaglı, idam cezasının onaylanmasını topluma gözdağı verilmesi olarak değerlendirdiğini belirterek, "Bu çıkmaz yoldur, sulkastları önlemenin tek yolu, toplumun, halkın ayağa kalkmasıdır" şeklinde konuştu. Büyükdaglı konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Türkiye'de son dönemlerde cereyan eden sulkastlar kritik dönemlerde gerçekleşiyor. Halk hareketinin kabarmaya başladığı dönemlerde önünü almayı amaçlıyor. Laiklik öncülerinin peş peşe ölmesi verilen bir gözdağıdır. Özgürlükleri, halkı hedef alarak olayın önüne geçmek mümkün değildir. Mart ayından itibaren, Güneydoğu kararnamesi, Irak'a yapılan savaş çağrıları, demokrasiyi, işçi hareketini hedef alma ile Meclis'te idam dosyalarının ele alınması bir pakettir, topluma gözdağıdır, çıkmaz yoldur. Sulkastları önlemenin tek yolu toplumun, halkın ayağa kalkmasıdır. Bunun dışındaki her yol tepki doğurur. Sosyalist Parti

olarak terörü önlemek için idam cezasının onaylanmasına karşı olduğumuzu açıklıyoruz."

Çağdaş Gazeteciler Derneği Genel Başkan Vekili Rahmi Yıldırım, idamın caydırıcı etkisi bulunmadığını söyleyerek, "Dahası bu bir ceza değil ilkel bir öç alma yöntemidir" dedi.

İnsan Hakları Derneği Ankara Şube Başkanı Muzaffer İlhan Erdost, modern devletin, kişinin bedensel varlığını korumakla görevli olduğunu, yok etmekle görevli olmadığını söyledi. İdam cezasına özünde karşı olduklarını belirten Erdost konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Meclis'te bekleyen idam cezaları, daha çok 12 Eylül öncesi olaylarla ilişkilidir. Cezaları kesinleşmiş olanların bugün Ankara ve İstanbul'da yaşanan cinayetlerin failleriyle doğrudan ya da amaç bakımından bütünleştiğini söyleyebilmek için, bu failerin en azından yakalanmış olmaları gerekirdi. Hiçbir cinayetin failinin yakalanmamış olması ayrı bir soru olarak gündemdedir. İdam cinayetlerin yasallaşmış bir biçimdir.

Bugün yaşanan sulkastlar, Güneydoğu'daki ayrım-cı hareketlerden hüküm giyenleri cezalandırmanın bir gereği olarak gösteriliyor, izlenen yöntemi benimsemek olanağı yoktur. Bu anlamda gerçekleştirilecek idamlar amaçları bütünü farklı sulkastları önleyemeyeceği gibi getireceği sorunlar kadar sorunlar ortamı daha çok karartacaktır."

Tutuklu ve Hükümlü Aileleri Yardımlaşma Derneği Genel Merkez Yönetim Kurulu üyesi Ayten Can da, devrimci muhalefet ve halkın hak arayışını boğmak için şimdi de idamların gündeme getirilmek istendiğini belirtti.

Cumhuriyet 16 octobre 1990

TEPKİLER

'Devlet aczini ilan ediyor'

İnönü Bu tutum devleti teröristlerin düzeyine düşürmüş oluyor. **Kumbaracıbaşı** Bu Saddam mantığı. **Sönmez** Hukuk garabeti.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Son günlerde giderek artma eğilimi gösteren terör eylemlerine önlem olarak hükümetin, TBMM'de bekleyen idam dosyalarını gündeme getirmek istemesine gösterilen tepkiler büyüyor. İktidarın, yeni işlenmiş ve işlenmesi olası bu tür suçlar karşısında kendisini acz hissettiğini, bu nedenle de daha önce işlenmiş suçlardan hüküm giymiş insanları "rehin gibi kullanmak istediğini" öne süren siyasi parti ve demokratik kitle örgütü temsilcileri, çağdışı olarak nitelendikleri idamların infazı yönündeki eğilimin devlet ciddiyetiyle bağdaşmayacağını belirtiyorlar.

ANAP iktidarının terör olaylarını önlemek için TBMM'de onay bekleyen idam cezalarını yeniden gündeme getirmek istemesine ilişkin tepkiler dün şöyle gelişti:

İnönü: "Böyle saçma şey olmaz"

SHP Genel Başkanı Erdal

İnönü, TBMM'de onay bekleyen idam cezalarının yeniden gündeme getirilmesini "hükümetin bir acz eseri olarak" yorumladı. İnönü, "Bu devleti teröristlerle aynı düzeye getirmek demektir. Böyle bir öneriyi Meclis'e getirmek devlete, insanlık anlayışına saygısızlıktır" dedi.

SHP lideri, gazetecilerin Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in idamların Meclis'e getirilerek onaylanacağı biçimindeki demecini yanıtlarken "Önerdikleri inanılmaz bir şey. Olayların faillerini bulun diyoruz, onlar 'Yıllarca önce işlenmiş terör suçlarının faillerini idam edeceğiz' diyorlar. Böyle bir yaklaşım tamamıyla anlamsızdır" diye konuştu. Son olayların faillerini bulması gereken hükümetin böyle bir öneriyi getirmesini "hükümetin acz eseri" olarak nitelendiren İnönü, şunları söyledi:

"Geçmişteki olayların faillerine mahkemede gerekli cezalar verilmiş ve yıllardır da TBMM bu konuda bir tutum benimse-

miş. Bu iş bitmiş. Hükümetin bir acz eserinden başka bir şekilde yorumlanamayacak bir öneri getirmesi ciddiye alınamaz bile. Bu saçmadır. Devleti teröristlerin düzeyine düşürmüştür oluyor. Rehin gibi kullanmaya çalışıyor. Vaktiyle eline geçen ve mahkemede karara bağlanmış sanıkları rehin gibi kullanmak istiyor. Böyle bir şey kesin olarak olmaz. TC'ye böyle bir davranış yakışmaz. Hiçbir devlete yakışmaz, ama Türkiye'ye hiç yakışmaz. Bu sözleri duymamış olmalıyız. Ben böyle bir saçma öneriyi gerçekten Meclis'e getireceklerine inanmıyorum. Bu hiçbir şekilde savunulamaz."

İnönü, bir gazetecinin, idamların tasdiki konusunun Cumhurbaşkanı'nın talebiyle gündeme geldiğini ve Keçeciler'in hükümet kararı olmadan böyle bir işlemec verdiğini anımsatması üzerine şöyle konuştu:

"Onlar kendi meseleleridir. Kendi işlerindeki karmaşanın bir sonucudur. Ama böyle bir öneriyi Meclis'e getirmek bile Meclis'e saygısızlıktır. İnsanlık anlayışına, devlet anlayışına saygısızlıktır. Devletin aczini ilan etmektedir. Devleti teröristlerle bu düzeye getirmektedir."

Kumbaracıbaşı: Engelleriz

SHP Grup Başkanvekili Onur Kumbaracıbaşı, Keçeciler'in

idam cezalarının infazıyla ilgili açıklamasını eleştirerek "Bu Saddam mantığı. Suçluları yakalayamayınca, elindekileri cezalandırmak doğru değildir. Böyle devlet olmaz" diye konuştu. Kumbaracıbaşı, Cumhuriyet muhbirine hükümetin bu konuda bir anayasa değişikliği tartışmasını geçen yıl TBMM'ye sunduğunu, bekleyen cezaların infazının bu tasarıdaki görüşlerle de çeliştiğini kaydetti.

Kumbaracıbaşı, hükümetin idam cezalarının infazı girişiminde bulunması halinde "TBMM'de engellemek için ellerinden geleni yapacaklarını" ifade etti.

DSP: "Hukuk garabetidir"

DSP Genel Sekreteri Selçuk Sönmez de konuya ilişkin olarak dün yaptığı açıklamada, ülkemizde artık işlenen suçların faillerinin yakalanmasının küçük bir olasılık haline geldiğini öne sürerek şöyle dedi:

"TBMM'deki idam cezalarının, bugünlerde işlenen suçları önlemek için bir önlem olarak düşünülmesi hem bir hukuk garabetidir hem de hiçbir mantıkla anlaşılabilir bir tutumdur. Böylesine çağdışı bir önlem, ancak elindeki rehinelere tehdit ederek sonuç almaya çalışan kâhın dışı kişilerin aklına gelebilir."

leyse ne yapmalıydı? "İmaj" yaratmaya çalışmayı bir yana bırakıp idamları gerçekleştirmekte hükümet kararlıydı. Çünkü "Türkiye ANAP sayesinde çağ atlamıştı" ama, "gelişmiş ülke imajı vermek"te başarı kazanamamıştı. Bugün suç işleyen teröristlere gözdağı vermek için on yıl önce eylem yapanları ipe çekmek yararlı olacaktı. Peki, kim bu konuda karar verecek? Hükümet!.. Bir başka deyişle yürütme organı!.. Daha başka bir deyişle de Özal!.. Herkesin bildiği gibi ortada artık hükümet ve Meclis yoktu; Cumhurbaşkanı Özal'ın dediği olurdu. ANAP'ın, parti, meclis grubu, Başbakan ve Bakanlar Kurulu olarak bütünüyle kaderini Özal'a bağladığı ve cumhurbaşkanının iki dudağı arasında çıkacak emirleri beklediğini kamuoyu biliyordu.

Devlet Bakanı Keçeciler'in açıklamasında ANAP hükümetinin felseesi ortaya çıkıyordu. Demek ki siyasal iktidar Batı dünyasının gözlerini boyamak için idam cezalarını askıya almıştı; şimdi teröristlere gözdağı vermek için yürürlüğe koyabilirdi.

Hiç kuşkusuz Akbulut hükümetinin Devlet Bakanı başına

konuşmuşlardı; kamuoyunda birden tepkiler patladı; basın ve muhalefet, bu ilkel tutuma karşı gerekli uyarıları dile getirdiler.

Ancak Devlet Bakanı Keçeciler'in ortaya koyduğu önlem reçetesinin uygulandığını da varsayarak düşünmekte yarar var. Diyelim ki ANAP iktidarı yükselen teröre karşı on yıldan beri hapisanelerde bulunan eski eylemcileri darağaçlarına dizdi. Bu ilkel yöntem terörün emeğine yağ sürecektir; kan davalarını bileyecek, Türkiye'yi uçuruma sürüklemek isteyenlerin özledikleri ortama yaratacaktır; terör, eksilmeyecek, tırmanacaktır.

Çünkü terör, zulüm ve adaletsizlik ortamında daha çok boy atar.

Son günlerde birbiri üstüne işlenen cinayetlerin faillerini bulmakta yetersiz kalan ANAP hükümetinin elindeki suçluları idam etmeye kalkışması, çaresizliğinin dışavurumudur. Bu iktidarın bir an önce genel seçime giderek "millî irade"ye yol vermesi, Türkiye'ye yapabileceği en büyük hizmettir.

Elbette bu hizmet yalnız ülkeye yönelik değildir; halkın yüzde 80'ini karşısına alan bir iktidarın yazgısı için de hayırlıdır.

OLAYLARIN ARDINDAKİ GERÇEK

Çaresizliğin Dışavurumu...

Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in geçen hafta sonu Konuya yaptığı açıklama, zaten yerince karışık ülke yaşamında bir çalkantı daha yarattı. Keçeciler son günlerde yeniden tırmanan terör konusunda Bakanlar Kurulu'nun tutumunu dile getirirken "Teröristlerin sahip oldukları cetelere alt idam cezalarının Meclis'te tasdik meselesi hükümetimizce kararlaştırılmıştır" dedi.

Hükümet böyle bir konuyu ne zaman karara bağlamıştı? Cumhurbaşkanı Özal başkanlık ettiği son hükümet toplantısında teröre karşı önlemlerin serileştirilmesini istemişti. Ancak Keçeciler'in konuşması ilginçti; Devlet Bakanı, "Belki istaha velle otur, belki Batı'daki uygulamaların Türkiye'de tatbikattı nedeniyle Türkiye'ye gelişmiş bir ülke imajı verir düşüncesiyle yıllardan beri askıya aldığımız, bir türlü elimizin varmadığı, tasdik etmediğimiz, Meclis'te bekleyen idam cezaları da tasdik edilecektir" diyordu.

Her şeyden önce bu konuşma, "hükümete egemen zihniyet" göstermesi bakımından çarpıcıydı. Demek ki ANAP iktidarı "Türkiye'ye gelişmiş bir ülke imajı verir" düşüncesiyle idam cezalarını "askıya almıştı". Ne var ki bu "imajı" vermek için bütün çabalar boş çıkmıştı. Öy-

HÜRRIYET, 16 Ekil 1990

Devlet Bakanı Keçeciler'in açıklaması ortalığı karıştırdı.

Darağacı tartışması



● Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in, "Hükümet, teröre karşı bekleyen idamları infaz etme görüşünde" diyerek ortaya attığı "Teröre karşı idam" planı, başta Başbakan olmak üzere parti liderlerinin açıklamalarıyla yeni boyut kazandı. TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı, "Bu açıklama sayın Keçeciler'in kişisel görüşü olabilir" dedi...

on kişiyi öldürenlere acımanın da anlamı yoktur" şeklinde konuştu. TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı ise, "Bu açıklama sayın Keçeciler'in kişisel görüşü olabilir. Bakanlar Kurulu'nda bu konu ciddi olarak tartışılıyorsa, açıklanmadan önce bize sorarlardı" dedi.

AKBULUT, "MECLİS KARAR VERİR"

Başbakan Yıldırım Akbulut, dün Devlet Bakanı Keçeciler'in açıklamalarına tam destek vermedi. Keçeciler'in Meclis'te bekleyen idamların infazı konusunda Hükümet'te görüş belirlediği yolundaki açıklamasının anımsatılması üzerine Başbakan, "Tabii ki, suç işleyenler cezalarını almalı" karşılığını vermekle yetindi. Akbulut, Hükümetin bu konuyu gün-

deme getirip getirmeyeceği sorusuna da "Buna meclis karar verir" dedi.

İNÖNÜ: "IDAMLARA KARŞIYIZ"

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, kaçamak Bolu tatilinin ikinci gününde Gölcük tesislerinde Haber Ajansı muhabirinin, terör suçlularına verilmesi düşünülen idam cezasıyla ilgili sorusuna şöyle yanıtladı:

"Keçeciler'in açıklamasını duyunca hayret ettim. Terör olaylarına çare bulmak için ve geçmişteki terör olayları yüzünden mahkum olmuş insanların idam cezasını infaz yoluna gitmek, anlaşılır gibi değil. Bugünkü olayları caydırmak için, onların faillerini bulmak gerekli. Geçmiş olayların üzerinden bunca zaman geçtikten sonra,

faillerini idam etmenin hiçbir caydırıcılığı olmaz. Söylediklerini yapacaklarını sanmıyorum. İdam cezasına kesinlikle karşıyız."

DEMİREL: "ASMAYA, KESMEYE KARŞIYIZ"

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in, "Teröre karşı idam cezalarını onaylayacağız" sözlerinin mantığı olmadığını söyledi, "Asılın, kesilsine karşıyız. Kahveleri tarayıp sekiz, on kişiyi öldürenlere acımanın da anlamı yoktur" dedi. TBMM'de onay bekleyen çok sayıda idam cezasının bulunduğunu hatırlatan DYP lideri, cezaların infaz edilmesinin, bugünkü cinayetlerin sebebinin ortadan kaldırmayacağını söyledi. Son günlerde hızla yeniden tırmanan terör olaylarının, 1980 öncesinde işlenen cinayetlerin

faillerinin idam edilmesiyle çözüme kavuşamayacağına ileri süren Demirel, "Biz hiç bir şey yapılmamasına da, herkes asılın kesilsine de karşıyız. Her olayı, kendi içinde mütalâa etmek lâzım gelir" dedi.

Öte yandan, SHP Genel Sekreteri Hikmet Çetin de, hükümetin bu yaklaşımını "İlkel" ve "Çağ dışı" olarak nitelendirdi.

İdamlara iki engel

HÜKÜMETİN, "Teröre karşı idam" planında, iki önemli engeli bulunduğu bildirildi. Avrupa Topluluğu'na tam üyelik başvurusuyla demokrasiye geçiş süreci, infazlar için engel oluşturuyor. TBMM'de halen sağ-sol ve adi hükümlülere ait 286 idam hükümlüsünün dosyası bulunuyor. 1983 seçimleriyle oluşan parlamentoda, bugüne kadar sadece iki sol görüşlü hükümlüye ait dosyalar ele alındı ve infazları yerine getirildi.

TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı, ellerindeki tüm idam dosyalarının ele alınıp sonuçlandırılmasının güçlüğüne dikkat çekti, öncelikle hangi tür suç failleriyle ilgili dosyalarının ele alınacağı konusunda karar verilmesi gerektiğini bildirdi. İdam dosyaları, prosedür gereği öncelikle üçer milletvekilinden oluşan alt komisyonlara havale edilecek.

Alt komisyonun hazırlayacağı raporlar, Adalet Komisyonu'nda ele alınacak ve infazın yerine getirilip getirilmemesi konusunda oylamaya gidilecek. Bu oylama sonucu düzenlenecek yeni raporlar, TBMM Genel Kurulu'na sevk edilecek. TBMM Genel Kurulu da rapor üzerinde yapacağı oylama sonunda, hükümlülerin asılıp asılmamasına karar verecek. Bu aşamadan sonra, infazın yerine getirilmesine ilişkin TBMM kararları, Cumhurbaşkanı tarafından imzalandıktan sonra, hükümlü asılacak.

Hürriyet, 17 octobre 1990

Kürtler, Saddam'a
KARŞI BİRLEŞTİ

CIDDE, (Hürriyet)

TÜM dünya Körfez bu-
nalımıyla ilgilenirken,
Suriye'nin başkenti Şam
da geçen hafta bir Kürt
konferansı sessiz-sedâsız
toplandı ve önemli karar-
lar aldı. Bu arada Suudi
Arabistan yönetimi de,
"İslâmi" bir kimliğe bü-
rünen Kürt hareketini,
Irak'a karşı bir "koz"
olarak kullanmak amacı-
yla bir dizi girişim başlattı.
Suudi Arabistan'daki
konuya yakın kaynaklar-
dan edinilen bilgilere göre,

olaylar şu şekilde gelişti:
Irak'ın Kuveyt'i işga-
linden hemen sonra or-
taya çıkan "Kürt İslam
Teşkilatı" adlı örgüt,
Suudi Arabistan'da te-
maslarda bulundu ve
Saddam Hüseyin'e karşı
sürdürülecek mücadeleye
destek istedi. Örgüt bu
arada, ülkede etkin bir
konumu olan ve Türkiye'
de kısaca "Rabita" adıyla
bilinen "Dünya İslam
Birliği" ile de bağlantı
kurdu. Rabita, bu örgüte
yakınlık gösterirken,
Suudi yönetimi de Sad-

dam Hüseyin rejimini
yıpratılabilecek böyle bir
girişimi olumlu karşıladı.

Bu arada, Kürdistan
Demokratik Partisi Lideri
Celal Talabani, önceki
hafta Cidde'ye gelerek üst
düzeydeki bazı Suudi yö-
neticilerle temaslarda bu-
lundu. Talabani, sürgün-
de bir Irak hükümeti ku-
rulması ve bu hükümette
Kürtlerin de görev alması
halinde, Suudi hüküme-
tinin göstereceği tepki ko-
nusunda nabız yokladı.

Bu gelişmelerden sonra
Şam'da, geçen hafta İran
ve Irak'taki karşıt Kürt
örgütleriyle PKK temsil-
cilerinin de hazır bulun-
duğu bir "Kürt Konfe-
ransı" toplandı. Gruplar,
Körfez'deki gelişmelerden
yararlanarak, Kuzey
Irak'ta bağımsız bir Kürt

devleti oluşturulması için,
bu aşamada işbirliği ya-
pılması konusunda anlaş-
tı ve bir ortak karar metni
yayınladı.

Karar, iki ana noktayı
içeriyordu:

1) Saddam Hüseyin'e
muhalif Iraklılar ta-
rafından sürgünde bir
Irak hükümeti kurul-
ması halinde, bu hükü-
mette fraksiyon ayırımı
yapılmadan görev alın-
ması,

2) Irak sınırları içerisin-
de, İslami kimlikli bir
Kürt devletinin oluşturul-
ması amacı doğrultusunda,
başta Suudi Arabistan
olmak üzere, diğer Arap
ülkelerinde nabız yokla-
malarının sürdürülmesi.

Cumhuriyet 17 octobre 1990

PENCERE

Canavarlaşmak...

— Asacağız!..

— Kimi?

— *Elimizde idam hükümlüsü yaklaşık üç yüz kişi var; 12 Eylül'den bu yana hapishanelerde yatıyorlar. Şimdi terör tir-manıyor ya, hepsini sallandıracamız; hükümette karar aldık; lbret olsun diye lpe çekeceğiz.*

— Yapmal..

Devlet Bakanı Mehmet Keçeciler'in bu yolda açıklaması ortalığı birbirine kattı. Akbulut hükümeti, elindeki idam mahkûmlarını "rehin" sayıyor, dışarıdaki teröristler azıttı mı, te-ker teker asacak...

12 Eylül'den bu yana 10 yıl geçmiş; 12 Eylül'den önce terör yapan o zaman 20 yaşında olsa, bugün 30 yaşına ulaşmış. Bugün terör yapan genç, 12 Eylül'de 10 yaşında çocuktu. Demek ki bizim hükümet kuşaktan kuşağa idamlarla terörü durduracağını sanıyor.

Keçeciler diyor ki:

"— Batı'daki uygulamaların Türkiye'de tatbikatı nedeniyle Türkiye'ye gelişmiş bir ülke imajı verir düşüncesiyle yıllardan beri askıya aldığımız Meclis'teki idam cezaları tasdik edilecektir."

Sen şu işe bak!..

ANAP iktidarı "Batı'da gelişmiş ülke "imajı" yaratmak için üç kâğıt mı açmış?

Fransızca "imaj" sözcüğü son yıllarda çok kullanılır oldu. Ne demek imaj?" Pek çok anlamı var: *Görüntü, hayal, tasvir, imge, vb.* Demek ki bizim ANAP iktidarı Batı'ya karşı "gelişmiş ülke" görüntüsü yaratmak için şimdiye kadar adam asmamış; daha başka deyişle uygar dünyayı aldatmaya çalışmış.

Kürt, cinayet suçuyla yargılanıyor. İki metre boyunda yüz okkalık bir pehlivan. Dava sürüyor, ama bizimki çevresine saf bakınıp duruyor, Türkçe bilmediğinden "ha, hı, ho" gibi sesler çıkarıyor. Dava bitmiş, ağır ceza reisi elindeki kalemle

çat diye kırmış:

— İdam!..

Bizimki oralı değil. Almışlar, hücrelerine götürmüşler, infaz sabahı uyandırmışlar, beyaz gömleği giydirmişler, hoca efendi gelmiş. Ne oluyor yahu? Darağacının altına getirmişler, Çingene, Kürdün boğazına yağlı ipi geçirmiş, ayaklarının altındaki iskemleye tekmeyi vurmuş. Gaaarrç!.. İp gerilmiş, Kürdün ağırlığına dayanamayıp kopmuş. Kürt yere düşünce öfkelenmiş, dili çözülmüş:

— Lan, demiş, ben böyle eşek şakasının tarakkasını bilmem ne ederim.

Laz, idama mahkûm olmuş.

Sabah erken sehpaye çıkarmışlar, ipi boynuna geçirmişler; sormuşlar:

— Son isteğin ne?

Laz:

— Bu, demiş, bana ders olsun!..

Sanırım Türke, Araba, Çerkeze, Abazaya, Süryaniye, Ermeniye, Ruma, Müslümana, Hıristiyanı, Yahudiye ilişkin çok idam fıkrası uydurulmuştur; çünkü bu ülkede şimdiye dek çok adam asıldı; dikta gelir, asarız; özgürlük deriz, asarız; demokrasi nedeniyle asarız; terör gerekçesiyle asarız; padişahlıktan beri görenek olmuş:

— Vur kellesini!..

Şimdiye dek darağacı bir işe yaramamış; bundan böyle yayacağına kimse inanmıyor.

Cezaevlerinde yaklaşık üç yüz idam mahkûmu var. Dışarıda "asalım mı" tartışması başladı. Hem de hükümet başlattı. Şimdi bu insanların içerideki durumunu kimse düşünmüyor mu? Her sabah kalkıp "beni asacaklar mı" diye düşünmek, her akşam da yatağa bu soruyla girmek insanı her gün asmak değil de nedir?

Canavarlaştık mı biz?

Gün geçtikçe ilkelleşip cellata dönüşüyoruz. Ne olur kendimize gelelim; insan olduğumuzu anımsayalım; yoksa yakında aynaya bakacak yüzümüz kalmayacak.

Lehan Selçuk

Uluslararası Af Örgütü'nden Türkiye'ye:

İdamda infazcı son Avrupa ülkesi

Dün bir açıklama yapan Uluslararası Af Örgütü, örgütün her koşulda idam cezalarının uygulanmasına karşı olduğunu ve idamı insanlık dışı en aşağılayıcı ceza olarak gördüklerini belirtti.

İç Politika Servisi — Son günlerde artan terör eylemlerine önlem olarak ANAP iktidarınca dosyaları Meclis'te bekleyen idamların onaylanmasının gündeme getirilmesine gösterilen tepkiler sürüyor.

Uluslararası Af Örgütü dün bir açıklama yaparak konuyu gündemine alıp incelemeye başladığını belirtti. Açıklamada, örgütün her koşulda idam cezalarının uygulanmasına karşı olduğu ve idamı en insanlık dışı, en aşağılayıcı ceza olarak gördüğü belirtilerek "Türkiye infazı gündeme getiren en son Avrupa ülkesidir. Orta ve Doğu Avrupa ülkelerinin çoğunun ölüm cezasını kaldırdığı ya da

infazları durdurduğu bir zamanda infazların gerçekleştirilmesi, geriye doğru bir dönüş olacaktır" denildi.

İzmir Barosu Başkanı Sabri Kurt baro adına yaptığı açıklamada, "Savaş kırkırtıcılarına, son günlerde yeniden gündeme sokulmak istenen idam cezalarına, laik hukuk düzenine yönelik saldırı ve cinayetlere tüm üyelerimizle birlikte kesinlikle karşıyız. Yasama organının giderek fonksiyonunu yitirmesinden, yetkilerinin sürekli olarak yürütme organınca kullanılmasından, ülke kaderini ilgilendiren konularda uygulanan gizlilikten büyük kaygı duyuyoruz" dedi.

Bursa Barosu'na bağlı bir grup avukat da "İdam cezalarına hayır" kampanyası başlattı. İdamların "devletçe önceden tasarlanmış bir cinayet" olduğunu savunan avukatlar, devletin terör karşısında acizliği ve yetersizliği üzerine darağaçları kurmasının yanlış olduğunu bildirdiler.

Diyarbakır Baro Başkanı Fethi Gümüş idam cezasının anti-demokratik bir uygulama olduğunu belirterek böyle bir cezanın caydırıcılık etkisinin olmadığını söyledi. Gümüş, baronun görüşlerini şöyle açıkladı:

"Şu anda her ne kadar hükümet idam cezalarının infazı sonucunda ülkedeki huzursuzluğun azalacağına inanıyorsa da bu düşünce yanlıştır. Zira huzursuzluğun temeli düzene ve giderek onun şu andaki uygulayıcılarına dayanmaktadır. Bu anlamda idam cezası, sonucu değiştirmez. Ayrıca bizler idam ce-

zasına karşıyız."

Ankara Hukuk Fakültesi Ceza Hukuku profesörlerinden Nevzat Toroslu, cezaların korkutucu ve dehşet verici olmalarından çok caydırıcı nitelikte olması gerektiğini vurgulayarak şöyle dedi:

"Yıllarca önce işlenmiş bir suçtan dolayı bugün insan asmak, hiçbir şekilde yeni suçlar için önlem olamaz. Bilakis, kamu vicdanında acıma ve tepkilere yol açar. Hukukta böyle bir mantık olamaz. Ne yazık ki bugün iktidarda olanlar hâlâ böyle bir şey düşünabiliyorlar. Dünyanın hiçbir yerinde yeni işlenmiş veya işlenmesi olası suçlar için eski suçluları asmazlar."

İnsan Hakları Derneği İstanbul Şube Başkanı Ercan Kanar, iktidarın idamları infaz etmek istemesinin "Mussolini faşizan hukuku"ndan kurtulamadığını gösterdiğini savunarak devletin

terörü önlemek maskesi altında "devlet terörünü" gündeme getirdiğini ileri sürdü. Kanar, "Zaten Tuzla olayı, Cihangir baskını, Doğu ve Güneydoğu'da sık sık yaşanan bir olgu olan devlet terörü, cezaevlerinden tutsak durumda yaşayanların başında 'Damokles'in kılıcı' gibi tutuluyor" dedi.

İstanbul Dişhekimleri Odası adına Başkan Dr. Celal Korkut Yıldırım tarafından yapılan açıklamada şöyle denildi:

"İnsanların sağlık içerisinde yaşamlarını sürdürebilmesi için çaba gösteren, uğraş veren bizler, insanın insan tarafından öldürülmesini kabul etmiyor ve iğrenç bir uygulama olarak görüyoruz. İdam cezası, ceza değil, cinayettir. Hukuk devletinde cellatlık, intikamcılık olamaz. Biz sağlıkçılar insanın insanı cezalandırmasına her zaman karşı duracağız."

Yazar Bilgesu Erenus da konuyla ilgili olarak, "287 candan birine bir zarar gelirse Türkiye'de çok şey patlar. Böyle bir şeye cesaret edeceklerini sanmıyorum. Türkiyeli insandan umudumu kesmek istemiyorum" derken, Can Yücel, Refik Durbaş, Süreyya Berfe, Ramazan Üren, Günseli İnal, Lale Müldür, Tarık Günersel, Eray Canberk, Nur Bulum, Turgay Fişekçi, Arif Damar, Tefrik Akdağ, Erdal Alova ve Cevat Çapan yaptıkları ortak açıklamada şunları söylediler:

"İdam cezasının Türkiye'de zaman aşımı içerisinde uygulanması önerisiyle karşı karşıyayız. İdamla hükümlülerin damdan idama götürülmesine karşıyız. Böyle bir gidişi durdurmak için bütün uygar ve etkin çevreleri protestoya çağırıyoruz. Şiiirin ana görevi yaşamı yaşatmak olduğuna göre idamı yaşatmamak da ana görevimizdir."

Yeni ÜLKE

20 Ekim 1990

*Ismail BEŞİKÇİ***Kürt kadınları**

Kürt toplumu geleneksel bir toplumdur. Baba otoritesine dayalı ataerkil aile yapısı egemendir. Erkeklik kültürünün çok gelişkin olduğu toplumdur. Aile reisleri sahip oldukları çocuk sayısı ile övünür dururlar. Kadın aile içerisinde ikinci derecede bir toplumsal

statüye sahiptir. Bu, sadece Kürt toplumuna mahsus değil. Çoprağı işleyerek tırtım yapan, ekonomisi genel olarak tarıma dayanan, üretimde, öküz, karasaban ve kağıt kullanan bütün toplumlarda, aile içerisinde benzer ilişkileri izlemek mümkündür. Bu tür geleneksel toplumlarda, sadakat aileyedir, aşirettir. Aileye ve aşirete bağlılık önemli bir erdem sayılmaktadır. En önemli sadakat odağının aile ve aşiret olması, "ailenin namusu", "aşiretin namusu" gibi değerlerin, toplumda çok önemli değerler olarak ortaya çıkmasını sağlamaktadır. Ailenin, aşiretin, kadının namusunu koruma geleneksel Kürt toplumunda çok yüksek değerler olarak belirtmektedir.

Böyle bir ilişkiler ağı içinde gerillanın toplumu değiştirdiği, toplumun geleneksel yapısını hızla çözdüğü açıktır. Fakat kadının gerillaya katılmasının anlamı çok daha değişiktir. Kürt kadınları da kocalarının, erkek kardeşlerinin, babalarının yanında direnişlere katılmışlardır. 1930'lu yılların başlarında Ağrı'daki direniş sırasında, Ferizde'nin karısıyla birlikte savaştığını, birlikte edildiklerini bütün Kürtler biliyor.. Dersim direnişi sırasında Gülnaz hep kocası Alişer'le beraber oldu. Birlikte edildi.

Fakat kadınların, daha önceki Kürt direnmelerinde ve Kürt başkaldırılarında, kocalarının, erkek kardeşlerinin, babalarının yanında yer almaları daha çok yardımcıdır. Cepheye ekmek taşımak, su taşımak, haber getirip, götürmek, cephane taşımak vs. Kuşkusuz bunlar çok önemli görevlerdir. Fakat bu bir yardımcıdır. Örgütlü bir mücadele içinde, örgütün direktifleri doğrultusunda çalışmak değildir..... Mücadelesi içinde kadının gerillaya katılması PKK ile olmuştur. Bunun çok büyük, çok önemli bir değişiklik olduğunu düşünüyorum. Gerek nitelik ve gerek nicelik bakımından bunun önemine haftaya değineceğim..

TERCÜMAN, 20 Ekim 1990**64 militan yakalandı**

DİYARBAKIR, (Tercüman)- Diyarbakır ve ilçelerinde güvenlik kuvvetleri tarafından düzenlenen operasyonlarda, bölücü örgüt adına çok sayıda silahlı eyleme katıldıkları belirlenen 44 kişi yakalandı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, geçtiğimiz ay, Fatihpaşa Karakolu'na silahlı baskın düzenleyerek, 2 polis memurunu şehit eden 2 teröristin ölü ele geçirilmesinden sonra Diyarbakır kırık kesiminde geniş çaplı bir operasyon başlatıldı. Operasyonlarda, kanun dışı örgüt adına çeşitli seviyelerde faaliyet gösterdikleri belirlenen 44 kişi ele geçirildi.

Kanun dışı örgüt elemanlarıyla birlikte çeşitli markalarda 4 adet uzun namlulu silâh, 5 tabanca, 5 saatli bomba, patlayıcı maddeler ve çok sayıda

merminin de ele geçirildiği bildirildi.

Öte yandan, Erzurum'un Şenkaya ilçesine bağlı Beşpinarlar köyünde orman memurlarına ait bir dinlenme yerini basan bir grup terörist, orman muhafaza memuru olarak görev yapan 6 kişiye, silâh tehdidiyle 3 saat süreyle bölücü propaganda yaptı. Teröristler daha sonra bir aracı ateşe verip görevlilerin silâhlarını alarak kaçtılar.

Adana ve Ordu'da düzenlenen operasyonlarda da kanun dışı sol örgüt üyesi 20 kişi yakalandı. Sanıkların örgüte taraftar toplamaya çalıştıkları, korsan gösteri düzenledikleri ve çeşitli semtlere bombalı süsü verilmiş pankart astıkları belirlendi.

Bu arada, Isparta Emniyet Müdürlüğü Kaçakçılık Şubesi ekipleri piyasa değeri yaklaşık 2 milyar lira olan 325 kilo toz esrar ele geçirdiler. Esrarın, merkeze bağlı Gelincik köyüyle Milas arasındaki volkanik bir mağarada 31 çuval içinde istiflenmiş olarak bulunduğu öğrenildi.

Tercüman

23 Ekim 1990

Sınır güvenliği için...



Güvenlik sebebiyle köy ve mezralarını terkedenler kamyonlarla başka yerlere taşıyor.

Hakkâri'de 43 mezra ve köy boşaltıldı

- Hakkâri Valisi Şehabettin Harput, yaptığı açıklamada, gerek güvenlik ve gereksiz kendi isteğiyle köyünü terkeden vatandaşlara evlerine karşılık 2 ile 10 milyon lira para ödendiğini bildirdi
- Bölgede güvenlik sebebiyle köy boşaltma işlemi yıl sonuna kadar devam edecek

ALİ SEVMİŞ

HAKKÂRİ, (Tercüman)- Hakkâri'de son bir yılda, sınır ilçeler ve merkeze bağlı 43 mezra ve köyün güvenlik sebebiyle boşaltıldığı belirtildi.

Hakkâri Valisi Şehabettin Harput yaptığı açıklamada, bazı köylerin, vatandaşların isteklerine uyularak boşaltıldığını belirterek, "Gerek güvenlik gerekçesiyle köyü boşaltılan, gerekse kendi isteğiyle köyünü terkeden vatandaşlarımıza Olağanüstü Hâl Bölge Valiliği'nce evlerine karşılık 2 ile 10 milyon lira arasında para ödenmektedir" dedi.

Bölgede güvenlik sebebiyle köy boşaltma işleminin yıl sonuna kadar devam edeceğini ve evlerini terketmek zorunda kalan vatandaşlara toplam 2 milyar lira ödeneceğini kaydeden Vali Harput şunları söyledi:

"Boşaltılan köyler özellikle kamu hizmetlerinin gidemediği ve güvenlik sebebiyle oldukça sakıncalı bölgelerde bulunan yerleşim birimleridir. Köylerini boşaltan 175 vatandaşımıza toplam 733 milyon 500 bin lira ödedik. Bu para aslında bir devlet yardımdır. Dağılık şekilde bulunan birçok mezra ve mahalle de ana yerleşim merkezlerinde toplanmaktadır."

Milliyet

24 Ekim 1990

DIYARBAKIR MİL-HA

ŞIRNAK'a bağlı Çağlayan köyü kırsal alanında güvenlik kuvvetleri ile PKK militanları arasında çıkan silahlı çatışmada 3 militan ölü ele geçirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nce yapılan açıklamaya göre, Şırnak ili Çağlayan köyü kırsal arazi kesiminde devriye ve operasyon hizmetini yürüten güvenlik kuvvetleri, 21 Ekim 1990 günü saat 16.30 sıralarında bir grup militan ile karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "dur" ihtarına militanlarca ateşle karşılık verilmesi üzerine çıkan çatışmada 3 militan, 3 uzun namlulu silah ve bu silahlara ait çok sayıda şarjör ve mermi, 2 el bombası ve bol miktarda örgütsel doküman ile birlikte ölü olarak ele geçirildi.

Açıklamada ayrıca, yasadışı örgüt içerisinde silahlı faaliyette bulunan bir PKK militanının da, 19 Ekim 1990 günü Hakkâri ili Çukurca ilçesi kırsal alanında güvenlik kuvvetlerine kendiliğinden teslim olduğu bildirildi.

3 militan ölü ele geçti

23 EKİM 1990

DIŞ HABERLER

CUMHURİYET/12

WASHINGTON

'Sam Amca' Kürt konusunu izliyor

ABD yönetimi, Irak'ı beklenen süre içinde Kuveyt'ten çekilmeye zorlayamayınca yeni alternatif yolları aramaya başladı. Kürt konusu da bu alternatiflerden biri. Bush yönetimi, Kürt konusuna Türkiye'nin duyarlılığı nedeniyle bodoslama gitmiyor.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — Körfez krizinde, arzulanmış süre içinde Saddam Hüseyin'i Kuveyt'ten çekilmek zorunda bırakamayan ABD, son günlerde, Irak üzerinde daha fazla baskı yaratmak için alternatif yollar aramaya başladı.

Bu seçenekler arasında Irak'ı içerden sıkıştırabilecek bir Kürt ayaklanmasına destek verilmesi de var mı? Bu konu seçenekler arasında olsa dahi, şu aşamada yürürlükte olduğuna ilişkin bir işaret bulunmuyor. Zaten Kürtlerin şu ana kadar Irak'a karşı bir ayaklanma başlatamaması da bu yönde koşulsuz bir destek sağlayamamış olmalarından kaynaklanıyor. Iraklı Kürt liderlerinden Celal Talabani, Körfez krizinin ilk günlerinde Washington'a gelerek ABD'nin desteğini aradı. Ancak ABD bu arayış karşısında sessiz kaldı. ABD'nin bu sessizliği, konuyla ilgilenmediği anlamına da gelmiyor. Örneğin Washington'daki Türk makamlarının izlenimi o ki ABD şimdi, her zamankinden çok daha büyük bir dikkatle Kürt konusunu izliyor: Amerikan istihbarat servisleri Kürt liderlerin strateji toplantılarını analiz masasına yatırıyor. ABD Dışişleri Bakanlığının ilgili dairelerinde ve yine bakanlığın 24 saat görev yapan operasyon merkezinde kurulan Körfez krizi masasında Kürt konusuna ilişkin telgraflar büyük bir dikkatle değerlendiriliyor. Yani ABD hem Türkiye'nin duyarlılığı nedeniyle konunun üzerine bodoslama gitmiyor hem de tamamen ilgisiz kalmıyor.

Ayrıca ABD'nin Kürt sorununa ilgi duymadığını söylemesi, bunun böyle olduğu anlamına da gelmiyor. Çünkü ABD 1970'lerde de bu konu ile ilgilenmediğini söylüyordu, ancak İran-Contra skandalı bunun doğru olmadığını ortaya çıkardı.

ABD'nin son zamanlarda bu konuyu yakından izlediğini çeşitli yayınlar da teyit ediyor. Önceki gün New York Times'ten James Lemoyne, diplomatik çevrelere atfen, şöyle bir senaryodan söz etti: "Irak Kuveyt'ten çekilmeye zorlanırsa bu, Saddam Hüseyin'in iktidardan düşmesi sonucunu doğurur. Ancak Saddam Hüseyin'in yerine ondan daha ilımlı bir lider geleceği konusunda bir garanti olmaması önemli bir belirsizlik unsurudur. Bu belirsizlik, İran ve Suriye'nin üzerinde hak iddia ettikleri bazı toprak parçalarını almak istemesi ya da yıllardır sömürülen Iraklı Kürtlerin ayaklanıp kendi

devletlerini kurma girişiminde bulunması nedeniyle daha da artabilir."

Bu olasılıktan söz eden bir başka yazı da 12 ekim tarihinde yayımlandı. Yine New York Times'dan John Burns'ın, Irak'tan gönderdiği yazı "Bağdat'ın bir başka kaygısı: Arka kapısındaki Kürt milliyetçiler" başlığını taşıyordu. Burns, "Iraklı komutanların bir yandan güneye asker yığarken diğer yandan da kuzeyde Kürdistan'dan gelebilecek taze ayaklanma işaretlerine karşı tetikte olduğuna" dikkat çekiyordu.

Son günlerde Kürt konusunda birisi akademik, diğeri de kalın bir broşür boyutlarında olmak üzere iki de kapsamlı çalışma yayımlandı. Akademik kaygılar taşıyan kitap Dr. Michael Gunter tarafından kaleme alınmış ve "Türkiye'deki Kürtler" başlığını taşıyor. 150 sayfa uzunluğundaki bu Westview Press yayınında Kürtlerin tarihçesinden başlanarak bugüne kadar geliniyor. Kitapta Tahran rehine krizi sırasında İran Devrim Muhafızları tarafından ele geçirilen bir CIA raporunda, Sovyetler'in Kürt konusunu kışkırtmadığının belgelendiğine dikkat çekiliyor. Kitap, konuyu yakından izleyenlerce, genel olarak bilimsel ve objektif bulunuyor.

Kürt konusunda son günlerde piyasaya çıkan ikinci yayım ise "Türkiye'nin Kürtleri: Etnik Kimliğin Yok Edilmesi" adını taşıyor. Bu kitapçık Helsinki İnsan Hakları Gözlem Komitesi'nin 1990 Mayıs'ında Türkiye'ye yaptığı ziyaretin sonuçlarını içeriyor. Yayında Kürtlerin 1990 baharından itibaren "İntifada taktiği" kullanmaya başladığına dikkat çekiliyor ve "PKK'ya halk desteği 1987'de bu bölgeye yaptığımız son ziyaretten bu yana artmış" deniliyor. Yayında hem Türk güvenlik güçleri hem de PKK, "Bu tür çatışmalar için benimsenmiş uluslararası hukuk kurallarını" çiğnemekle suçlanıyor.

Bu kitapların yayımına ilişkin kararlar Körfez krizinden önce alınmıştı, bu yüzden Kürt konusuna karşı canlanan yeni ilginin kanıtı olarak gösterilemiyor. Ancak krizle birlikte Irak'ın tüm düşmanlarına karşı ABD'de uyanan ilgi Kürtlere ilişkin gazete haberlerinin artması ile birleştirildiğinde, dikkatlerin gerekirse Kürt konusuna çevrilebilmesi için gerekli entelektüel zeminin hazır olduğunu gösteriyor.

Cumhuriyet 23 Ekim 1990

Aksoy: HEP Kürtçü parti değil

HEP Genel Sekreteri ve Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, "Tabanımızı sadece sosyal demokratlar oluşturmuyor, RP'liler, ANAP'lılar da HEP'e yöneldiler" dedi.

UFUK TEKİN

ADANA — "HEP, Kürtçü parti değildir, ama Kürt sorununun demokrasinin önündeki en önemli engellerden biri olduğunu düşünmektedir."

"İnsan hakları ihlalleri"ni araştırmak üzere Güneydoğu gezisine çıkan HEP Genel Sekreteri ve Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, "Biz nasıl bir partiyiz" diye soranlara sürekli böyle yanıt veriyordu. Bazı muhaliflerinin "HEP Kürtçü parti" imajını vermeye çalıştığını öne sürerek Aksoy, "Kürtçü parti olsak neden Karadeniz'de, İç Anadolu'da, Marmara'da örgütlenelim ki" diyor ve ekliyordu:

"Tabanımızı da sadece sosyal demokratlar oluşturmuyor. RP'liler, ANAP'lılar da HEP'e yöneldiler."

HEP Genel Sekreteri Aksoy'a "HEP'in sürekli etnik sorunları mı dile getireceğini" sorduk.

AKSOY — HEP'i kuranların SHP'den atılan ya da ayrılanların kurduğu bir parti olması, onun sadece sosyal demokratların geldiği bir parti olduğunu ya da olacağını göstermez. Özellikle Güneydoğu'daki bazı birimlerde HEP'e katılanlar arasında RP'lilerin ve ANAP'lıların olması dikkat çekicidir. Bazı çevreler 'HEP Kürtçü partidir' diye bir imaj vermeye çalışıyorlar. Bu kesinlikle yanlış. Biz en fazla ezilenlerin ve sömürülenlerin partisiyiz. Bu anlamda kim en fazla eziliyorsa HEP onların yanındadır. HEP, Kürtçü bir parti değildir, ama bu sorunun Türkiye'deki demokrasinin önündeki en önemli engellerden biri olduğunu düşünmektedir.

— HEP'in henüz kesin ve kamuoyuna anlatılmış bir programının olmaması dikkati çekiyor. Bu sorunu nasıl çözeceksiniz?

AKSOY — HEP'in programındaki zenginlik, partinin "Kürtçü" olmadığını da ortaya koyacak bir belgedir. Sadece demokratikleşmeye ilişkin bir programımız olamazdı, o zaman parti olmazdı. Halen partimiz eğitim konusundaki programı için Eğitim-Der ve ülkenin aydın eğitimcileri, 1982 Anayasası'na karşı nasıl bir anayasa istiyoruz sorusu için barolarla ortak bir çalışma yapıyor. Kentlerin imar dokusu nasıl olmalı, bunu Mimar Mühendis Odaları Birliği hazırlıyor, Tabibler Odası sağlık programımızı hazırlıyor, Kürt meselesi konusundaki görüşlerimizin netleşmesini ülkenin Türk ve Kürt aydınlarının çalışmaları belirleyecek. Tarım ve hayvancılık sorunları için veteriner ve ziraat odalarıyla ortak çalışıyoruz.

— HEP ilk genel seçimlere

katılacak bir örgütlenme düzeyine gelebildi mi, nerelerde örgütleniyor?

AKSOY — HEP'in Kürtçü parti olmadığını gösteren bir gelişme de örgütlenme biçimidir. İç Anadolu, Karadeniz, Ege ve Marmara'da da örgütlenme çalışmalarımız sürüyor. Şu ana kadar 30'a yakın ilde örgütlenmiş durumdayız. Üç dört aya kadar 'Seçimle girebilme koşulu' için gerekli örgütlenme düzeyine ulaşacağımızı sanıyorum.

— Solun ya da sosyal demokratların birliği konusunda HEP nasıl düşünüyor, SHP'ye dönüş söz konusu mu?

AKSOY — HEP, hiçbir zaman solun ayrılığını düşünmüyor. Solun birlikteliği sayesinde iktidara ulaşabileceği kesin. Ancak resmi ideoloji'den çok etkilenmiş ve 12 Eylül'ün etkilerini üzerinde taşıyan şu andaki SHP'yle bir araya gelmemiz söz konusu değil. Ancak halkın yararları söz konusu olduğunda ve ilkel bir birlikteliğe açığız.

Cumhuriyet 24 Ekim 1990

İdamlar AT gündeminde



Türkiye-AT Karma Parlamento Komisyonu'nun 7 kasımda İstanbul'da başlayacak toplantısında son günlerde gündeme getirilen idam cezalarının infazı konusunun tartışılacağı öğrenildi. Türk-Amerikan

İşadamları Derneği Başkanı Erdal Kabatepe, hükümetin idamların infazını gündeme getirmesinin Türkiye'yi Batı ülkeleri gözünde yaraladığını söyledi.

İç Politika Servisi — ANAP iktidarında dosyaları TBMM'de bekleyen idam cezalarının infazının gündeme getirilmesine yönelik tepkiler sürüyor.

Türkiye AT Karma Parlamento Komisyonu'nun 7 kasımda İstanbul'da başlayacak toplantısında Türkiye'de son günlerde gündeme getirilen idam cezalarının infazı konusunun tartışılacağı öğrenildi. Edinilen bilgilere göre toplantıda komisyonun Avrupalı üyeleri idam cezalarının uygulanmaması konu-

sunda Türkiye'ye baskı yapacaklar.

Türk-Amerikan İşadamları Derneği Başkanı Erdal Kabatepe, hükümetin idamların infazını gündeme getirmesinin Türkiye'yi Batı ülkeleri gözünde yaraladığını belirterek "Büyük prestij kaybına uğradık. Avrupa ve ABD'de basın, 'Türkler 200 mahkûmu asıyor' manşetleriyle Türkiye aleyhine kampanya başlattı. Batı dünyası idamlar konusunda çok hassas" dedi.

Adana Barosu Başkanı Anibal Akdamar dün bir basın toplantısı düzenleyerek şunları söyledi:

"Çağdaş toplumlarda idam, ceza yasalarından çıkarılmıştır. Bu gelişmeler son yıllardaki siyasi iktidarların, devlet kavramındaki sorumluluk ve ciddiyeti ortadan kaldıran, devlet kavramını tartışılır hale getiren uygulamalarındaki tehlikeli gelişmelerdir."

Adana Barosu'na kayıtlı 96 avukatın imzasıyla kamuoyuna sunulan ayrı bir açıklamada da "Dünyada pek çok ülkede idam cezalarının kaldırılmış olduğu bugünkü iktidar tarafından da biliniyor olmasına karşın terörün Meclis'te bekletilen idam dosyalarının onaylanmasıyla çözümlenmek istenmesi yanlış" denildi.

Nihat Tıg'ın bildirdiğine göre Giresun Baro Başkanı Avukat Ahmet Ersöz ceza ku-

ralıyla idamın bağdaşmadığını savundu. Başkan Ersöz, çağdaş ve modern devlet anlayışını benimsemiş ülkelerin çoğunda ölüm cezalarının giderek terk edildiğini hatırlatarak "Genel görüş bu yoldadır ki devlet can alıcı kan dökücü olmasın" dedi. Ersöz konuyla ilgili açıklamasını şöyle sürdürdü:

"Kişilerin cezaya çarptırılması ve cezalarının yerine getirilmesinde iki konu amaçlanmaktadır. Bunlardan biri ibret esasıdır. Yani başkaları için caydırıcılık. Diğeri de suçlunun kendisinin islah olmasıdır. İdam cezasında bu ikinci ögenin düşünülmeceği açıktır. İşte bu nedenle ceza kurallıyla idam cezası bağdaşmamaktadır."

SHP Seyhan İlçe Başkanı Avukat Mehmet Salihi de yaptığı açıklamada "İktidarın âdeta kısasa kısas hükmüyle, çağın ayıbı olan idam cezasına taraf-tar görünmesi düşündürücüdür" dedi.

Danıştay savcısı, iptal davasını kısmen kabul etti

1 Ağustos Genelgesi'ne iptal istemi

Danıştay Savcısı İlhan Dinç, iptal davasının kısmen kabulünü isteyerek genelgenin tek tip elbise zorunluluğu, avukat-müvekkil görüşü ile mektup yasağı ve sınırlamaları getiren hükümlerinin iptalini istedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Danıştay Savcısı cezaevlerinde yaygın açlık grevleriyle protestolara yol açan 1 Ağustos Genelgesi'nin, tek tip elbise zorunluluğu, avukat görüşü ile mektup yasağı ve sınırlamalarına ilişkin hükümlerinin iptalini istedi.

Danıştay 10. Dairesi'nde bu konudaki iptal davasına ilişkin dün yapılan duruşmalı oturumda, Adalet Bakanlığı adına davaya katılan Ceza ve Tevkif Evleri Genel Müdürlüğü Tetkik Hâkimlerinden **İrfan Bacaksız** da genelgenin tek tip elbise zorunluluğu ve avukat görüşüne ilişkin hükümleri konusundaki yakınmaların haklı olduğunu, bu hükümlerin iptali gerektiğini söyledi. Bacaksız, bakanlığının, tek tip elbise zorunluluğunu kaldırdığını anımsatırken avukat görüşüne ilişkin hükmün de savunma hakkını kısıtlayıcı bir nitelik taşıdığını söyledi.

İptal davasını açan Avukat **Şenal Sarıhan** da mahkemenin bu konuda daha önce yürütmenin durdurulması kararı verdiğini anımsatarak genelgenin, halen yürürlükte bulunmasının, bir çibani yeniden kanatmayı amaçlayan, hukuka aykırı tutum ve gelişmelere davetiye çıkarmayı hedefleyen bir durum olduğunu savundu.

Danıştay Savcısı **İlhan Dinç** de genelgelerin genel olarak kurumların teşkilatlarına yönelik iç düzenlemeleri içeren metinler olduğunu anımsatarak bu metinlerde yasa ve mevzuat hükümleri dışına çıkılarak sübjektif uygulamalara yol açacak düzenlemelerin yapılmasının iptal davasına konu olacağını belirtti. Açılan davanın da bu nedene dayandırıldığını belirten Dinç, davanın kısmen kabulünü isteyerek genelgenin tek tip elbise zorunluluğu, avukat mü-

vekkil görüşü ile mektup yasağı ve sınırlamaları getiren hükümlerinin iptalini istedi.

İHD Ankara Şube Başkanı **Muzaffer İlhan Erdost** da Adalet Bakanlığı'nın tek tip elbiseyi tutuklular yönünden kaldırıp, hükümlüler yönünden ise uygulamada tutmasının, buna ilişkin tüzüğün yanlış anlaşılmasından kaynaklandığını belirterek "Tüzükte, 'iş elbisesi'nden söz edilmektedir. İş elbisesi ise kapalı, yarı-açık ve açık cezaevlerinde çalışanların, çalışma saatlerinde giyeceği elbisedir" dedi. Erdost, 1 Ağustos Genelgesi'nin siyasi amaçla hazırlandığını da savunarak "Sol siyasi tutuklu ve hükümlüyü ezmeyi gözeten bir genelgedir. Özünü ve amacı açısından, devletin tutuklu ve hükümlünün bedensel varlığını korumak ve düşünsel varlığını sürdürmek yükümlülüğünü geliştiren evrensel asgari kurallarla çelişen bir genelgedir. Kaldırılması gerekir" dedi.

ANKARA

Lalumiere: Kıbrıs'taki duvar çağdışıdır

ANKARA (AA) — Avrupa Konseyi Genel Sekreteri **Catherine Lalumiere** Ankara'da yaptığı görüşmelerde Kıbrıs sorununun da ele alındığını belirterek "Türk muhataplarımızın Kıbrıs konusundaki görüşlerinde bir gelişme olmadığı izlenimi edinildim" dedi.

Lalumiere dün düzenlediği basın toplantısında, Kıbrıs sorununun çözümsüz kalmasının Avrupa Konseyi tarafından zor kabul edilebilir bir durum olduğunu söyleyerek, BM Genel Sekreteri'nin çabaları doğrultusunda bir an önce çözüm bulunmasını talep ettiğini belirtti. Lalumiere, "Berlin duvarı yıkıldığına göre hâlâ bu meselenin sürmesi çağdışı bir durumdur" dedi.

Lalumiere, Berlin duvarı ile Lefkoşa duvarı arasında ne tür

bir bağ kurulabileceği yolundaki bir soruyu yanıtlarken, "Kıbrıs'taki durum ile Almanya'nın durumunu mukayese ettiğimizde derin ayrılıklar bulunduğu sonucuna vardığımız gerçektir" yanıtını verdi.

Bir soru üzerine, Türkiye'deki insan hakları konusunun, Ankara'da yaptığı görüşmelerde "tabii ki" ele alındığını kaydeden Lalumiere şöyle devam etti:

"Türkiye, Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi ile İşkenceye ve Kötü Muameleye Karşı Avrupa Sözleşmesi'ni imzalamış durumdadır. Muhataplarımız, mümkün olduğu ölçüde, bu sözleşmelerin hükümlerine uyma iradesini ısrarla ifade etmişlerdir. Ayrıca bu yönde ilerleme kaydetme yönündeki arzu- larını belirtmişlerdir."

Cumhuriyet 26 Ekim 1990

İtalyan strateji uzmanı Stefano Silvestri ile Körfez krizi üzerine bir söyleşi:

'Irak parçalanırsa bölgede Kürdistan kurulur'

—1—

NİLGÜN CERRAHOĞLU

ROMA — Stefano Silvestri İtalya'nın sayılı askeri ve strateji uzmanlarından biri. Aynı zamanda İtalya'nın "Financial Times"ı sayılan 240.000 tirajlı "Sole 24 Ore"nin başyazarı olan Profesör Silvestri Roma'da Uluslararası İlişkiler Enstitüsü'nü yönetiyor.

20'ye yakın kitabın yazarı olarak da tanınan Stefano Silvestri, 'Cumhuriyet' için Körfez krizini değerlendirdi ve Türkiye'nin güvenlik sorununa ilişkin sorulara yanıt verdi.

Hâlâ bir savaş olasılığının oldukça güçlü olduğuna inanan Silvestri, güz aylarının gerek askeri stratejik açıdan gerekse de petrol fiyatlarındaki oynamalar açısından kritik olduğunu düşünüyor.

Hac döneminin başlayacağı mayıs ayına dek bir askeri harekâtın olası olduğunu; mayıs tan sonra iklim şartlarının zaten herhangi bir askeri opsiyona olanak tanımadığını belirten Silvestri, her halükârda önümüzdeki mart ayına dek Körfez'in kaderini tayin edici bir kararın alınması gerektiğini söylüyor.

Bu kararda tayin edici faktörün savaştan sonra çizilecek barışın olduğunu belirten Silvestri, Batı'nın en büyük sorununu bu olduğunu söylüyor. Ve Meselenin bundan kaynaklandığına işaret ederek "En büyük kördüğüm burada. Körfez sonrası barışın ilk satırının bile ne olduğunu bilmiyoruz" diyor.

NATO ve Türkiye'nin güvenlik sorunları konusundaki sorularımızı da yanıtlayan Silvestri,

NATO'nun giderek siyasi nitelikli bir organa dönüşeceğini ve yeni bir güvenlik sisteminin kurulmasının kaçınılmaz olduğunu, kurulacak yeni sistemin de yeni dünya düzeninin şartlarıyla belirleneceğini vurguluyor.

BAB'ın Türkiye'yi yalnız bırakmasının bir hata olacağını söylemekle birlikte, Stefano Silvestri, şimdilik BAB'ın genişlemesinin olası görülmediğini de sözlerine ekliyor ve aralık ayında AT'nin yapacağı bir hükümetler arası konferansta BAB'ın geleceğinin belirleneceğini belirtiyor. Silvestri'ye sordukumuz

gelecek bir 'ihtihar saldırısı.' Her şeyi kolaylaştıracak olan bu formül, hemen bir karşı saldırıyı da beraberinde getirecek. Ama bu pek olası değil. Geriye iki alternatif kalıyor. Bunlardan biri karadan diğeri de havadan Irak'a karşı yapılabilecek bir saldırıdan oluşuyor. Amerikalıların müttefiklerin desteğiyle gerçekleştirebileceği bu seçeneklerden hava saldırısı, Japonvari (Hiroşima) bir çözümlenmeye geliyor. Bu, mümkün, uygulanabilir bir strateji olmakla birlikte çok kanlı bir çözüm yolu içeriyor. Büyük bir tähriba-

Nihayet sonuncu alternatif de karadan yapılacak bir askeri saldırıdan oluşuyor. Bu, havadan ya da denizden yapılacak destekli bir kara saldırısı ile ya Irak'ın tamamen işgal edilmesi, ya da Kuveyt'in kurtarılması anlamına geliyor. Sanıyorum, bu durumda Kuveyt'in kurtarılması daha kolay bir seçenek görünüyor. Bu, uygulanabilirliği yüksek bir seçenek.

Karşısındaki en büyük engel ise yöredeki Amerikalı asker sayısının hâlâ bu stratejiyi uygulayacak sayıya ulaşmamış olması. Bir sayılar meselesi. Özellikle

Kimsenin Irak'ı parçalamak istediğini sanmıyorum. Kimsenin çıkarı yok ki bunda. Kaldı ki Irak'ın parçalanmasında Türkiye'nin de bir çıkarı olacağını sanmıyorum. Çünkü Irak parçalanırsa bölgede bir çeşit Kürdistan kurulacak.

sorular ve yanıtları şöyle:

—Mevcut şartlarda Körfez krizi için hâlâ ne gibi senaryolar söz konusu?

SILVESTRI—Birincisi, bu savaşın hiç yapılmaması. Saddam'ın Kuveyt'ten çekilmesi ya da ölümüyle yönetimin değişmesi anlamına geliyor bu. İkincisi ise sınırlı güç kullanımı. Bu bence pek olası bir seçenek değil. Çünkü az avantaj sağlayan ve pek çok dezavantajı olan bir seçenekten oluşuyor. Bu durumda hem krizin istenilen biçimde sona ermesini sağlamak güç olacak hem de süreç içinde NATO müttefikleri arasında çeşitli gerginlikler ortaya çıkacak.

Üçüncüsü de gene çok zayıf bir ihtimal olan, Irak tarafından

ta yol açacak olan bu stratejiye Irak'ın cevap verecek güçte olduğunu sanmıyorum.

Ne ki burada da iki sorun söz konusu. Bunlardan birisi Irak karşıtı cephenin bu stratejinin ciddi biçimde uygulanmasına dayanıp, dayanamayacağı.

İkincisi de hava saldırısının makul bir zaman süreci ve makul bir maliyet çerçevesinde istenilen sonuca ulaşması ve bir başka deyişle Irak'taki rejimin çöküşünü sağlayamaması.

Bu sorunlar göz önüne alındığında, hava saldırısının sanıldığı denli basit bir strateji olmadığı ve insan yaşamı açısından yüksek maliyeti yanı sıra siyasi açıdan da gerçekleştirilmesi güç bir strateji olduğu anlaşılıyor.

le Irak'ın direniş göstermesi halinde, sayıların önemi büyük ağırlık taşıyor. Bu nedenle Irak'a karadan yapılacak herhangi bir saldırı Arap ve Türk müttefiklerin desteğini gerektiriyor. Bu seçenek de güçlü bir ortak siyasi irade istiyor.

Bu da kanlı bir stratejiyi içermekle birlikte, Saddam rejimini yok etmek gibi büyük bir avantaja sahip.

Aynı zamanda mevcut durumda Saddam'ın sahip olduğu askeri gücün yok edilmesi anlamına da geliyor. Ne ki, bu seçeneğin de riskleri var. Bir defa müttefikler arasında siyasi belirsizlikten doğan bir siyasi karmaşaya yol açabilir.

İkinci ve en büyük sakınca ise

savaşın İsrail ve Ürdün'e yayılmasıdır. Üstelik, böyle bir savaşın arkasından gelecek barış anlaşmasının ne şekilde olacağı, barışın nasıl çizileceği bu işe girişmeden önce bilinmesi gerekir ki, bu, bilinmiyor.

Savaşın sonra yapılması gereken bir barışın ilk satırı hakkında dahi fikrimiz yok. Oysa ben yörede yapılacak bir savaşın Filistin sorununu güçlü bir şekilde gündeme getireceğini ve savaşın sonra sorunun çözülmesinin zorunlu hale geleceğini düşünüyorum. Bütün bu nedenlerden ötürü bu krizi savaşı bir

olarak kapatılır. Ama bu durumda rezervler, büyük bir olasılıkla kullanılmayacağından, sanayiler petrol ihtiyaçlarını pazardan gidermeye çalışacak, bu da talebi şişirerek fiyatlar üzerinde yukarıya doğru etki yapacaktır. Bu da Irak karşıtı cephe içinde gerilim yaratacaktır. Böyle bir gerilimin çıkması askeri çözümü hızlandırabilir. Güz ayları, bu bakımdan kritik bir dönem oluşturmuyor.

—Diplomatik çözüm için ne gibi umutlar taşıyabiliriz?

SILVESTRI—Bence henüz masanın üstünde kabul edilebi-

lir bir diplomatik çözümün şartları yok. Güçlü bir diplomatik çözüm, Irak'ın askeri gücünü törpüleyecek bir çözüm yoludur. Bu sonuca diplomatik çözümlerle ulaşmak ise güç. Ne ki bugün Irak, iflasın eşiğine gelmiş bir ülkedir. Saddam Hüseyin, belki de her şeye rağmen büyük bir krizi şimdi yaptığı gibi bazı tavizler vererek önlemeye çalışacaktır. Fakat verdiği tavizler iki ay gecikmiştir. Bunlar bundan iki ay önce verilmiş olsaydı, daha başarılı bir sonuç almak mümkün olacaktı.

—Körfez'de bir savaş çıkması halinde, Türkiye'deki üslerin Batı için önemi ne olacak?

SILVESTRI—Körfez'deki bir savaşta Türkiye'deki üsler

tartışılmaz önem taşımaktadır. Çünkü örneğin Suudi Arabistan'dan kalkan bir uçak, Irak'taki bir hedefi bombaladıktan sonra boş olarak geri döneceğine Türkiye'ye inecek, orada ikmal yapıp Irak semalarında hedefi gene bombalayacaktır. Böyle uçaklar için boş yapılacak bir uçuş önlenemez; uçak, döndüğü de kullanılacaktır.

—Bir askeri strateji uzmanı olarak, Türkiye'deki üslerin hangilerinin kullanılabilirliğini düşünüyorsunuz?

SILVESTRI—Erzurum, Muş, Batman... Bunlar 'opera-

vermek Türkiye'ye muazzam bir ayrıcalık tanımak olur ki bunun yapılacağını sanmıyorum. —Fakat sınırlar, Irak yenilirse, ister istemez değişmeyecek mi?

SILVESTRI—Kimsenin Irak'ı parçalamak istediğini sanmıyorum. Kimsenin çıkarı yok ki bunda. Kaldı ki Irak'ın parçalanmasında Türkiye'nin de bir çıkarı olacağını sanmıyorum. Çünkü Irak parçalanırsa, bölgede bir çeşit Kürdistan kurulacak.

—O zaman Türkiye'nin askeri açıdan bu krize bu kadar bulaşmakta ne gibi bir çıkarı olabilir?

SILVESTRI—Türkiye'nin askeri açıdan olaya aslında pek fazla bulaşacağını sanmıyorum. Türkiye'nin asker göndermesi gerekemeyebilir. Ama üsleri kullanıma açmak, bir ittifak üyesine yapılan bir lütuftur. Bu ittifaka bir katılım biçimidir.

Her halükârda Türkiye'nin toprakla tazmin edileceğini sanmıyorum. Ama ekonomik ve siyasi bir taviz ya da tazminat (compensation) çok daha olasıdır. Bu ilerde Türkiye'nin Ermeni sorunu gibi, Bulgaristan'daki Türkler sorunu gibi diğer sorunlarının müzakeresinde güç sağlayabilir. Ama unutulmaması gereken, Irak'la savaşın sonunun Ortadoğu için yeni bir Versailles ya da Sevres süreci başlatmayacağıdır.

Amaç bu değildir. Eğer, toprak kazancı isterseniz, davanızı kaybedebiliriz. Şu olabilir; Irak'ta yeni bir rejimin işbaşına gelmesinden sonra bir özerk Musul bölgesi ve özerk Kürdistan bölgesi kurulabilir.

Türkiye'nin askeri açıdan olaya fazla bulaşacağını sanmıyorum. Türkiye'nin asker göndermesi gerekemeyebilir. Ama üsleri açmak, bir ittifak üyesine yapılan bir lütuftur. Bu, ittifaka bir katılım biçimidir. Türkiye'nin toprakla tazmin edileceğini sanmıyorum.

biçimde, diplomatik yoldan çözmek için hâlâ umut var diyorum.

—Sizce 'bu savaşız kriz' ya da 'sinir savaşı' daha ne kadar sürebilir.

SILVESTRI—Sorun, Irak'a karşı olan ittifakın içinde herhangi bir çatlağın belirip belirmemesi ve petrol fiyatlarının gidişatına bağlı. Siyasi belirsizlik giderek petrol fiyatlarını yukarı itebilir. Sanayiler, 'ya savaş olursa' düşüncesiyle ve savaşta çıkabilecek yokluklar nedeniyle rezervleri kullanmak istemediklerinden, güz aylarında bir petrol darlığı çıkabilir.

Aslında güz aylarında genellikle bir darlık belirir ve fakat bu tip darlıklar rezervler kulla-

lır bir diplomatik çözümün şartları yok. Güçlü bir diplomatik çözüm, Irak'ın askeri gücünü törpüleyecek bir çözüm yoludur. Bu sonuca diplomatik çözümlerle ulaşmak ise güç. Ne ki bugün Irak, iflasın eşiğine gelmiş bir ülkedir. Saddam Hüseyin, belki de her şeye rağmen büyük bir krizi şimdi yaptığı gibi bazı tavizler vererek önlemeye çalışacaktır. Fakat verdiği tavizler iki ay gecikmiştir. Bunlar bundan iki ay önce verilmiş olsaydı, daha başarılı bir sonuç almak mümkün olacaktı.

—Körfez'de bir savaş çıkması halinde, Türkiye'deki üslerin Batı için önemi ne olacak?

SILVESTRI—Körfez'deki bir savaşta Türkiye'deki üsler

fonal base' dediğimiz üsler. Incirlik'in ise bir destek üssü olarak kullanılması gündeme gelecektir. Körfez'de bir savaş çıkması halinde bu üslerin kullanılması kaçınılmaz bence. Kullanılmazlarsa çok şaşarım. Tabii Türk hükümetinin onayıyla olacak bir iş bu.

—Böyle büyük bir 'exposure'ün karşılığında ve savaşın başlarıyla sona ermesi halinde Musul ve Kerkük Türkiye'ye geri verilebilir mi sizce?

SILVESTRI—Türkiye'nin böyle bir toprak kazancının olabileceğini sanmıyorum. Düşünecek olursanız, bu savaşa, eğer girersek, zaten mevcut sınırları değiştirmemek için gireceğiz. Türkiye'ye Musul ve Kerkük'ü

Cumhuriyet 31 Ekim 1990

Askıya alındı

Halkın Emek Partisi (HEP) Kars Milletvekili Mahmut Alınak, 424 ve 425 sayılı kararnamelerle Doğu ve Güneydoğu'da Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin askıya alındığını ileri sürerek Başbakan Yıldırım

Akbulut'tan Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin ne zaman uygulanacağını açıklanmasını istedi. Alınak, Başbakan Yıldırım Akbulut tarafından yanıtlanması istemiyle TBMM Başkanlığı'na verdiği soru önergesinde, insan haklarını askıya alan bir yönetimin demokrasi, çağdaş hukuk ve insan haklarından söz etme hakkının olmadığını savunarak "İnsan hakları askıya alındığına göre Doğu'da kanun hâkimiyetinden söz edilebilir mi" diye sordu.

(Ankara/ANKA)



HEP milletvekilleri; yakılan köyler, arı kovanları, ormanlar ve öldürülen katırlar için Meclis'e önerge verdi

G.Doğu'da 'hasar tespiti'

TBMM Başkanlığı'na verilen önergede "Doğuda akla gelebilecek tüm hak ve özgürlükler yok edilmiş. Yıllardır uygulanan baskılar daha şiddetlenmiş. Köylülerin evleri, ormanlık alanlar yakılarak talan edilmiş. Arı kovanları ateşe verilerek katırlar öldürülmüş" denildi.

İç Politika Servisi — Halkın Emek Partisi milletvekilleri Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde "zorla boşaltılan, yakılan köyler, göçe zorlanan köylülerin durumu; yakılan ve yok edilen ormanlık alanların miktarı, bu uygulamalar sonucu bölgede meydana gelen maddi zararın tespiti" için Meclis araştırması açılması istemiyle TBMM Başkanlığı'na önerge verdiler.

HEP Mardin Milletvekili Adnan Ekmen tarafından kaleme

alınan ve partinin diğer milletvekillerince de imzalanan önergede HEP'in bölgeye gönderdiği bir heyetin inceleme sonuçları özetlendi. Bölgede 424 ve 425 sayılı KHK'ların yürürlüğe girmesiyle insan haklarının askıya alındığı görüşü savunularak "Köylülerin zorla göçe zorlandığı, evlerinin yakıldığı, binlerce çocuğun çadırlarda yaşamak zorunda kaldığı, arı kovanlarının ateşe verilip katırların öldürüldüğü" belirtildi.

HEP milletvekilleri Adnan

Ekmen, İbrahim Aksoy, Cüneyt Canver, Mahmut Alınak, Abdullah Baştürk, Salih Sümer, Ahmet Türk, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal ve Mehmet Ali Eren'in ortak imzasıyla TBMM başkanlığına verilen önerge iki sayfadan oluştu. Ekmen'in kaleme aldığı önerge metninde şu görüşlere yer verildi:

"Doğu'da akla gelebilecek tüm hak ve özgürlükler yok edilmiştir. Bölge insanı zorla sürgün edilerek bölge boşaltılmak istenmektedir. Yıllardır uygulanan baskılar, 424-425 sayılı kararnamenin yürürlüğe konması ve son olarak da Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin askıya alınması üzerine daha da şiddetlenerek halka yönelik pervasız bir saldırıya dönüşmüştür. Bu saldırı yalnız insanlarla sınır-

lı kalmamakta; doğa ve hayvanları da hedeflemektedir. Partimizce bölgeye gönderilen bir heyet incelemelerde bulunmuş ve tespitleri yerinde yapmıştır: Halkı göçe zorlamak amacıyla köyler, evlerinin içindeki erzak ve eşyalarla yakılmakta, ot ve samanlar ateşe verilmektedir. Örneğin; Şırnak'ta 38 köyün 27'si ve 81 mezranın tümü yakılarak boşaltılmıştır. Köylerini terk etmek zorunda kalan köylüler, eldeki mallarını yok fiyata satarak Batı'ya göç etmek veya kul çadırlarda barınmaya çalışmaktadırlar. Şehir ve yol kenarlarında 'çadırkondu' yerleşim birimleri oluşmuştur. Dünyada, Çocuk Hakları Sözleşmesi imzalanırken bu yörede binlerce çocuk çadırlarda yaşamaya mecbur edilerek açlık ve soğukla mücadele etmek zorun-

da bırakılmışlardır."

HEP'in önerge metninde, bölgede hayvanların da yakılarak ya da öldürülerek telef edildiği görüşü savunularak şöyle denildi;

"Arı kovanları ateşe verilmekte, katırlar öldürülmektedir. Şırnak'ta yalnız bir günde 54 katur öldürülmüştür. Gözaltılar, yük hayvanlarını da kapsar hale gelmiştir. Uludere'nin Taşdere köyünde, bütün yük hayvanlarının her akşam karakolun önünde sabaha kadar bekletilmeleri çarpıcı bir örnektir. Bütün bölgede kitlesel gözaltı, baskı ve işkenceler boyutlanarak devam etmektedir. Köylüler meydanlarda, toplu işkencelerden geçirilmektedir. Kendi işlerinden alınarak güvenlik kuvvetlerinin angarya işlerini yapmak zorunda bırakıl-

maktadır. Operasyon sırasında sivil insanlar ön saflarda kullanılmaktadır. Bilindiği gibi bu uygulamalara dayanamayan Kayadibi köylülerinden bir kısmı batıya göçerken 60 kişi de Irak'a sığınmak zorunda kalmıştır."

Önergenin son bölümünde bölgedeki uygulamalarda insan onurunun çiğnendiği görüşü de savunularak "Sorgulama ve aramalar, insan onuru ve kişiliği hiçe sayılarak yapılmaktadır. Örneğin; Erzurum'da gözaltına alınan Çizmeli köyü imamı Necip Kılıçaslan ile Bayramlı köyü imamı Mehmet Polat'a zorla rakı içirilmişdir. Şüpe eli ölüm olayları devam etmektedir. Lice ilçesinden Hüseyin Aksel ile Hizan'dan köy imamı İbrahim Döner'in öldürülmeleri bunun son örnekleridir" denildi.

حول الغزو العراقي للكويت

يجب ان نبهت في تاريخنا و حاضرنا عن مواطن الخطأ و مواقع التقصير

العراق، وأسرع بالعودة الى العراق وبدأ يتدرج بشتى الطرق - في المناصب من خلال حزب البعث، وعن طريق تصفية الاصدقاء والرفقاء والخصم على السواء.

لقد كان حزب البعث هو الهدف والوسيلة والوعاء والفكر والعقيدة ليس بالنسبة لصدام وحسب، بل لكل اعضاء هذا الحزب...

- ليس هو الحزب الذي يقول شاعره مترجماً فلسفته:
أمنت بالبعث ربا لا شريك له
وبالعروبة ديناً ماله ثاني
فهل نسيتم كل هذا أثناء تعاطفكم مع صدام ام أن وعيكم كان غائباً!!!

نعم ايها الصديق العراقي المسلم في عواصم أوروبا بلا وطن ولا مال (ولا ذنب) نعم كان وعينا غائباً ليس عن حقيقة صدام وحزب البعث فحسب، ولا عن جريمته العظمى في حق الاكرد...

فقط، بل كان وما زال وعينا غائباً عن كثير من الطواغيت والجبابرة يخذروننا بالشعارات الجوفاء والاعلام المزيف - ليمشوا فوق الجماجم والاشلاء آمنين مطمئنين، ثم سرعان ما يسقطون ويسقطوننا معهم، وحينئذ نقول مثلماً قال توفيق الحكيم: «عودة الوعي»...!!!

- واننا لكثرة ما نحن فيه من كوارث تتعلق بأدنى وهم، ونتوقع احياناً ان يخرج الطيب من الخبيث او العنب من الشوك، وان ينصر الله دينه (بالفاجر) او (الكافر) مرددين بحسن نية ذلك الاثر المشهور: (من خدعنا بالله انخدعنا له) وناسين الاثر الأشهر:

(لا يلدغ المؤمن من جحر مرتين) او: «المؤمن كيس فطن».

فمعدرة احسا الاسلام العراقي المشرد... ولعل التاريخ لا يعيد نفسه. او لعل فجراً صادقاً بعد هذه المرحلة التي ركبتنا فيها الانتقاليون الديمويون من امثال صدام... قد اقترب بزوغه.

والله قادر على ان يجعل من هذه الحقبة منحة... وما ذلك على الله ببعيد.



علينا ان نستخلص الدروس من كارثة الغزو العراقي للكويت

الاكرد، مع ان مأساة الاكرد واحدة من اهم الجرائم في العصر الحديث، ولو لم يكن لصدام حسين وحزب البعث القومي العلماني من جرائم الا هذه الجريمة... لكانت كافية في نبذكم له وبرאתكم منه وفضحكم للدور المرسوم لحزب البعث في المنطقة!!

وأضاف الصديق العراقي المثخن بالجراح قائلاً:

ان صدام حسين معروف منذ جاء الى الحكم وقيل ان يجي، بماضيه الاسود في الاستهانة بالدماء، وفي ادمانه للقتل، وفي محاولته ان يبدو قوياً ديكتاتورياً مثل غيره من الحكام الذين لا يؤمنون بالرأي الآخر، ففي بداية عمله السياسي من خلال خلايا حزب البعث، وبعد اكتشاف الحزب ليله الطبيعي للعنف، وكل اليه الحزب مهمة اغتيال احد اعوان عبد الكريم قاسم، وعلى اثر نجاحه في العملية اختير عام ١٩٥٩ عضواً في الفريق المكلف من الحزب باغتيال عبد الكريم قاسم.

وبعد فشل العملية هرب الى مصر وعاش فيها لاجئاً الى ان نجح حزب البعث في الوصول الى السلطة في

والخليجيين الذين صنعتم صداماً، ومكنتموه من ان يكون له هذه المخالب التي يغدر بها بكم ويقتل في بغداد وفي الاردين ابنائكم، ويلتهم الكويت في ساعة من الزمان في عملية اشبه بعمليات قطاع الطرق... انكم نسيتم لعشر سنوات تاريخه الاسود ومبادئه الهدامة وتلمذته المعروفة لعميل الفاتيكاني (مشيل عفلق) وتلمذته الاخرى غير المعلنة لصانع سياسته... الخارجية وموجهها واستاذها (طوني حنا عزيز) المشهور (بطارق عزيز)... انكم نسيتم كل هذا بينما كنا نحن العراقيين الهاربين نعيش اسوأ ظروف، ونستغيث ولا نغيث وكان يلاحقنا في أوروبا، ويقتل كل داعية للاسلام. وكل ملتزم به وبعبادته واخلاقياته.

وفي فورة حماسكم معه وتعصبكم له واملكم فيه واستجابتكم لشعاراته الكذوية والتي تشبه شعارات جميع الثوريين الخداعية الذين يحاربون اسرائيل بالكلام ويهانقون رجالاتها بالليل... في هذه الفورة العاطفية نسيتم - او تغافلتم - عن مذابحة البشعة وحرية الكيساوية ضد اخوانكم المسلمين

بقلم : د. عبد الحليم عويس

في مواجهة المحن يجب ان يفتش المسلم في اوراقه، ويدرس آخر صفحات تاريخه، ويحاول ان يصل الى مواطن الخطأ، ومواقع التقصير...

وليست القضية ان يأخذ المسلم - كما يقولون - الدروس والعبر، فهذه الدروس والعبر امر مطلوب، لكنها ليست كل ابعاد القضية بالنسبة لمقاييس المسلم وموازينه في الشدائد والمحن... فمن اهم ما يجب ان يلتفت اليه المسلم ان يبدأ بتصفية حسابات الماضي، فلربما كانت هناك ذنوب تتعلق بحقوق الله وحقوق الناس... ولربما يكون قد اسرف على نفسه ونسي الاسلام والايمان والاحسان، واستعبده المغريات ووسائل الترف والاستنزاف...

انه لا يقع في ملك الله شيء عيباً... وكل ما اصاب المسلمين في تاريخهم القديم والحديث كانت له اسبابه الدينية والاخلاقية التي رصدتها المفكرون والمؤرخون والعقلاء... «وما اصابكم من مصيبة فيما كسبت ايديكم ويعفو عن كثير» (الشورى ٣٠).

- عندما طرد المسلمون من الاندلس كانت هناك اسباب اخلاقية وسياسية وعملية انتهت بهم الى هذه المجازر التي تعرضوا لها...

- وعندما جاء الطواغيت الى الحكم في العالم الاسلامي في العصر الحديث كانت هذه الشعوب المسماة بالشعوب الاسلامية اصبحت من احط شعوب الارض عقلاً وقلباً وسلوكاً وفقها لسنن الله في التقدم...

وهذه الامة بجهلها وانحطاطها افرزت جبابرة وفراعنة وارهابين وسفاحين وخونة للاسلام ولقضايا المسلمين من امثال مصطفى كمال اتاتورك وجمال عبد الناصر وعبد الكريم قاسم وصدام حسين (آخر الفراعنة واجمعهم لصور الغدر والانحطاط والارهاب)!!

قال لي صديق عراقي مسلم من الهاربين من حزب البعث الملحد منذ عشرين سنة: انكم انتم ايها المصريون

عضو القيادة السياسية للجبهة الكردستانية العراقية د. محمود عثمان يتحدث الى «المجلة»:

صدام حسين دمر ٢٠٠٠ مسجد في المناطق الكردية

● كيف ترى ملامح مستقبل النظام في العراق على ضوء ما يحدث في الخليج؟
استغربنا موقف صدام حسين من الكويت التي وقتت بجانبه في حربه ضد إيران طوال ثماني سنوات. ونحن في الجبهة الكردستانية العراقية ضد استعمال القوة في حل المشاكل والنزاعات بين

مأساة الاكراد العراقيين تكشف تناقض الخطاب السياسي لصدام حسين. كما تكشف المأساة الكردية مزاعم الرئيس العراقي التي يرددتها في تعامله مع غزوه للكويت. وليس أجدر من احد قادة المقاومة الكردية كي يكشف ابعاد هذه المأساة. وهو د. محمود عثمان عضو القيادة السياسية للجبهة الكردستانية العراقية المتحدث باسم الحركة الاشتراكية الكردستانية الذي حاورته «المجلة» اثناء زيارة رسمية قام بها الى باريس التقى خلالها جاك اتالي

الحرب مع إيران بشن هجوم على منطقة بهديان بالقرب من الحدود التركية باستخدام الاسلحة الكيماوية، فقتل حوالي ٦٠ قرية وسقط الالاف من القتلى واعتقل المئات ممن لا يعرف عنهم شيء حتى الان. وحصيلة النازحين الاكراد تشمل ٢٧٠ الفا في إيران و٢٠٠ الفا في تركيا يعيشون داخل المخيمات في ظروف بالغة القسوة ليس هؤلاء من الفقراء الذين يستحقون عطف وشفقة صدام حسين اذا وجدنا؟ ان لجوءه الى مزامع حماية الفقراء واعادة توزيع الثروة دليل على الافلاس السياسي الذي يعيشه رئيس العراق. فاذا كان العالم يضع يده على قلبه لوجود عدة مئات من الرهائن الغربيين لدى صدام حسين، فهو يحتجز أكثر من ٤ ملايين رهينة هم مجموع الاكراد في العراق.

■ الاعتقال الجماعي

● كيف تشرح ذلك؟

هناك مليون كردي يعيشون داخل معسكرات خاصة تشبه مخيمات الفلسطينيين تحت الاحتلال الاسرائيلي. هذه المعسكرات تؤوي سكانا محديدي الاقامة في ما يشبه الاعتقال الجماعي. ويوجد نصف مليون في معسكرات اعتقال على الحدود الصحراوية في السعودية والاردن. وتتضخم الارقام وتترايد لتثبت ان بين كل كرديين هناك كرديا معتقلا. فسجون العراق شهدت اعدام الاطفال فضلا عن الكبار من ابناء الاكراد. وهناك تمييز في مجال العمل والالتحاق بالمدارس والجامعات والسلك الدبلوماسي والجيش. ومجموع هذه الظروف والملاحقات يؤكد ان مجمل الاكراد العراقيين رهينة لدى النظام العراقي الحاكم.

● الا يدفعكم ذلك الى العمل المسلح؟

الاکراد تلقوا ضربات عنيفة وقاتلة من النظام العراقي انهكت البنية العسكرية للمقاومة. لذلك نركز حاليا على العمل السياسي او الدبلوماسي. وقد استقبلتنا فرنسا بصفة رسمية في سابقة هي الاولى من نوعها، مما يعني مكسبا جديدا يضاف الى المكاسب التي حققناها من اجل الاعتراف الدولي بشرعية حركتنا. والقيادة الكردية تسعى بشتى الطرق للحفاظ على ابناء الاكراد في العراق من بطش النظام. وبعنا ان نحافظ فقط على حياة الاكراد فنحن نريد ضمانات دولية تحت اشراف الامم المتحدة لحمايتهم ونتمنى ان ينسى العالم البعد السياسي للمشكلة. ونحن نطالب باعتبارها قضية انسانية قوامها ملايين المشردين والمعتقلين والنازحين والاطفال في المخيمات نحن نريد توفير الرعاية الصحية وللذين يموتون من الاعداء وقلة الامكانيات.

اما الكفاح المسلح، فيقتصر على بعض اعمال حرب العصابات فواقمنا وظروفنا لا تسمح باكثر من ذلك ■

باريس - جبهة شهداء

على هذا النحو، لا يورث القرار القوي العراقي مشاكل اكثر تعقيدا فلا بد من مؤسسات ديموقراطية حقيقية لكبح جماح هذه النزوات.

● شهدت الشهور القليلة التي سبقت الغزو وعودا عراقية باجراء انتخابات حرة وتعددية وتغييرات دستورية؟

علمتنا التجربة ان الكلام وحده لا يكفي ولا يحمي عشرات الالوف من القتلى الذين راحوا ضحية صدام حسين في المدن والقرى الكردية والكلام عن الانفتاح السياسي في العراق تردد كثيرا، لكنه تبخر مع دخول اول دبابه عراقية الى الاراضي الكويتية، كما ان الكلام عن الديموقراطية اصبح مؤجلا الى ما لا نهاية كعادة النظام العراقي. والدرس التاريخي الذي تعلمه الاكراد هو ان تغيير النظام ذاته شرط اساسي لتغيير حقيقي يتنفس معه العراق نسمات الحرية. والممارسة الديموقراطية تتعارض بشكل اساسي مع طبيعة البناء السياسي للحزب الحاكم في العراق.

● كيف تفسر احتماء صدام حسين بالاسلام والوقوف تحت رايته حاليا؟

انه مجرد مناورة مكشوفة يكذبها الواقع. فصدام حسين قتل الكثيرين من علماء الاسلام ودمر حوالي ٢٠٠٠ مسجد في المناطق الكردية وهو يرفض الطرح الاسلامي السياسي، وهذا هو عهدنا به. والكتابات السياسية لكوادر الحزب الحاكم في العراق تشهد على ذلك. الم يخض صدام حربه ضد الايرانيين بزعم تصدي القومية العربية للقومية الفارسية؟ اين كان الاسلام من كل هذه الممارسات؟

■ الابادة الجماعية

● ودفاعه عن الفقراء؟

هذه كذبة اخرى يدحضها عرض سريع لاهوال الابادة الجماعية وحرق الاراضي وسياسة التهجير التي يتعرض لها الاكراد واغلبهم من الفقراء. فقد تم تهجير ١٥٠ الف كردي الى ايران عام ١٩٨٠، واختطاف شاب من كل عائلة باجمالي بلغ ١٠ الاف شاب مصيرهم مجهول حتى الان، وكذلك اختطاف ٨ الاف شخص من عشائر البراري منذ عام ١٩٨٢ لا يزال مصيرهم مجهولا

حتى الان. وجرت اباده كيموية منظمة منذ ابريل (نيسان) ١٩٨٧ الى نهاية ١٩٨٨ باستخدام غاز الخردل والسيانيد والتابون والسارين ذات التأثير القتال والضرار على الجسم عامة والاعصاب خاصة. واسفرت هجمة واحدة على مدى ايام ١٦ و١٧ و١٨ مارس (اذار) ١٩٨٨ عن مقتل ٥ الاف واصابة ١٠ الاف آخرين وتشرد ونزوح معظم السكان من ابناء مدينة حلبجة، كما قصفت ١٢٠ قرية كردية. كذلك جرى تسميم الغذاء في معسكر مارون، للاجئين الاكراد في تركيا عام ١٩٨٩ على يد المخابرات العراقية وتسميم معسكر موش، بتركيا عام ١٩٨٩ ومعسكر زيوه. في ايران عام ١٩٩٠ ومعسكر ديار بكر، في تركيا عام ١٩٩٠. اضافة الى ذلك قام الجيش العراقي بعد ايقاف



الدكتور محمود عثمان

الدول نظرا لما عانيناه من اضطهاد وتككيل على مدى عشرات السنين من قبل بغداد. واستقرار الاحداث الاخيرة وتكثل العالم ضد العراق وتشديد الحصار عليه برا وبحرا وجوا، تؤكد ان هذا النظام بات في مأزق شديد. وارى ان التغيير الحقيقي في اي دولة يتم من الداخل وليس من الخارج والعلاقة قائمة بين الاثنين لان العزلة الدولية وتشديد الخناق يوفران مناخا داخليا يعصف بالنظام الحاكم ويؤدي الى انقلاب.

● وعلى مستوى المعارضة الكردية؟

نحن كجبهة معارضة كردستانية اقمنا علاقات مع كل اشكال المعارضة العراقية، الاسلامية والقومية والشيعوية. لكن الواقع يؤكد ان المعارضة العراقية عموما ضعيفة نظرا لتعرضها لضربات عنيفة متتالية. واكثر القيادات اصبحت الان في المهجر (دمشق - طهران - وعواصم أوروبا) ورغم ذلك فالتنسيق السياسي مع مختلف قوى المعارضة قائم ومستمر. وقناعتنا تزداد رسوخا باهمية تشكيل جبهة معارضة عراقية حقيقية. ومن هذا المنطلق نتمنى على الجميع الاسراع في تشكيل الجبهة العراقية التي ستلقى منا كل ترحيب وفعالية.

● في اطار هذه الجبهة، ما هي مطالبكم الكردية؟

مطلبنا الواقعي توفير حقوق الاكراد في العراق وهدفنا ايجاد حكم ديموقراطي، فالعراق لم يشهد مطلقا ومنذ قيامه نظاما ديموقراطيا. واجواء الديموقراطية تعطينا الحق في المشاركة في الحكم بشكل يتناسب وعددنا الذي يزيد عن ٤ ملايين يشكلون اقل قليلا من ثلث اجمالي السكان. فاجواء الديموقراطية ايضا تحول دون فريدة القرار. والقرار الفردي يربط العراق في حرب دامت ٨ سنوات دون طائل، كما يربط العراق في غزو الكويت وتحدي العالم باكملة. ولو استمرت الامور

□ حوار مع الدكتور محمود عثمان أحد أقطاب الأكراد في العراق :

نحن جزء من المعارضة العراقية هدفنا إقامة حكم ديمقراطي في إطار الوطن الواحد



الدكتور/ محمود عثمان

العراق ضربت ضربا لا مثيل له . والمعارضة الكردية ضربت مرتين لكونها عراقية وكردية للمعارضة بالطبع اضعف من الماضي بسبب سياسة الابادة والقمع الوحشي ولكن لا تزال المعارضة موجودة وهناك قيادات بالداخل وبالخارج ، كما ان هناك مسلحين بالداخل ، وفي النهاية يمكن للمعارضة ان تصير اقوى وانشط بتوحيد صفوفها وبأمل ان تصل الى شيء والى صيغة مفيدة للشعب العراقي بمعزل عن اي تبعية لجهة من الجهات .

□ وهنا سألته عن العلاقات بين الاكراد العراقيين والاكرد المقيمين في الدول الاخرى المجاورة ؟

● **فقال :** ان الشعب الكردي شعب واحد قسمه الاستعمار مثمما قام بتقسيم الامة العربية وبالتأكيد فان الحدود مصنعة بينهم ، ولكن الجبهة الكردستانية العراقية من الناحية التنظيمية والجغرافية والسياسية تقصر نشاطها على كردستان العراق وهذا لا يعني انه لا توجد علاقات بيننا وبين الاكراد في الدول الاخرى ونحن نعتقد ان الامة الكردية كامة مجردة لها الحق في تقرير المصير ، ولكن في نفس الوقت فان اهدافنا تظل عليا وواقعية وفي الاطار العربي .

□ فصارتح بان هناك مفارقة قد تفسر عدم فهم الرأي العام العربي للقضية الكردية وهي مطالبه الاكراد بتغيير الحدود والاستقلال مما يعني تغيير الحدود التي خلفتها الحقبه الاستعمارية بما يعنيه ذلك من صراعات لا نهائية لها على راسها ازمة الخليج الحالية ؟

● **فاجاب على الفور :** نحن لم نطالب بتغيير الحدود ونحن نشعر بان الامة الكردية جزئت دون رغبتها بشكل استعماري ولابد ان تكون لها حقوق ولكننا نزيد الوحدة العربية والمطالب العربية في الوقت ذاته

□ وفي ختام الحديث سألت الدكتور عثمان عن الانباء التي وصلته عن تأثير الحظر المفروض على الأوضاع في العراق ؟

● **فقال ان الحظر المفروض لم يظهر تأثيره بعد لان النظام الذي يفكر منذ سنوات في العدوان اخذ احتياطاته وفي نفس الوقت فان الذي يعاني في المقام الاول من الحظر هو النساء والاطفال والشعب العراقي ، ومن جانب آخر فان هناك انباء عن مردود الوقود والغذاء وخاصة عبر الحدود الإيرانية سرا وعلنا فالإيرانيين يعتبرون ان العراق هو الخندق الامامي امام الأمريكيين ورغم ان العداء التاريخي بين ايران والعراق لن يتلاشى فقد سمعت شخصيا من مسئولين إيرانيين ان ايران تعتقد انه اذا سقط صدام بأيدي الأمريكيين فإن الدروس يمكن تدافع عن نفسها . وفي نفس الوقت من مصلحة ايران ان يستمر الصراع الأمريكي العراقي حتى يظل العراق مشغولا وبعبدا عنها ونحن نفتقد انه من المهم تطبيق قرارات الأمم المتحدة مع استثناء المواد الغذائية والادوية لان الذي يعاني في المقام الاول كما قلت هو الشعب العراقي .**

قام وفد من الاكراد العراقيين بزيارة فرنسا تلبية لاول دعوة رسمية توجهها الحكومة الفرنسية لهم ، وقد التقى الوفد بعدد من المسئولين الفرنسيين في الحكومة وفي قصر الاليزيه لشرح قضيتهم وعرض موقفهم من النظام العراقي الحالي . ومن المعروف ان فرينة الرئيس الفرنسي السيدة دانييل ميتران تول اهتماما خاصا بقضية الاكراد في اطار المؤسسة التي تراسها ، فرنسا - الجريات ، والتي تدافع عن القضايا الانسانية في العالم .

● **المهتم :** الأهرام ، فرصة زيارة الوفد الكردي لباريس للاطلاع باحد اعضائه الدكتور محمود عثمان عضو الجبهة الكردستانية العراقية للتعرف على وجهة نظر احد فصائل المعارضة العراقية في الأحداث الراهنة .

□ **كن السؤال الاول حول نتائج زيارة الوفد لفرنسا وحول المؤتمر الذي من المقرر ان يعقد في استكهولم بالسويد في شهر نوفمبر القادم .**

● **اجاب الدكتور عثمان :** ان هذه الزيارة تمخضت في رأيي عن اعتراف شبه رسمي بالاكرد لانه اذا كان هناك اعتراف رسمي لكان قد صدر بيان عن وزارة الخارجية او قصر الاليزيه ولكن على اية حال فهذه خطوة الى الامام حيث لم يكن يعلن اصلا عن هذه اللقاءات في الماضي والان هناك نصف اعتراف ونحن نسعى من خلال زيارتنا لواشنطن وموسكو ولندن وباريس وغير ذلك - من العواصم الهامة - لشرح قضيتنا والحصول على تأييد لها وخاصة ان الانظار مسلطة الآن على العراق .. فالشعب الكردي تعرض لاسي انواع الاضطهاد وابد نصفه .. ودمرت نصف قراه .. ومن حق ان يقوم بالدماية للضيق في جميع انحاء العالم .

□ **وانتقلت به الى الوضع في العراق فسألته عن تقييده للنظام العراقي ورؤيته لغزو الكويت وفرض النظام في تحقيق مآربه ؟**

● **قال الدكتور محمود عثمان :** اننا كاكردان عراقيين ، في اطار جبهة كردستان العراقية - عندنا مشاكل مع صدام حسين منذ عشرين عاما وتمرضنا للقتل والقمع واللعنف بالاسلحة الكيماوية وكافة هذه الماسي التي سمعتم عنها والتي ادت الى تهجير اكثر من مليوني كردي يعيشون في مخيمات ، ونحن لدينا خبرة كبيرة مع هذا النظام ، فهو نظام مفاسد دكتاتوري يفرق فيه شخص كل شيء فمشكلتنا الكبرى في العراق هي عدم وجود انتخابات وعدم وجود ديمقراطية فعندما يفرق دكتاتور مصير شعب فان الذي يدافع ثمن اخطائه هو الشعب العراقي .

● **وأردف قائلا :** ولثلاثين سنوات خاض العراق حربا ضد ايران اسفرت عن مليون قتيل ، ودمار فادح وكانت الحرب ولها مزايع النظام العراقي لانه انتقالي الجزائر وفرض السيادة العراقية على شط العرب . والى بنا بعد ثمانين سنوات من الماسي والقتل والدمار نجد صدام حسين نفسه ينسى كل شيء . ويسلم بكافة الشروط والطلبات الإيرانية وهذه تناقضات واضحة .

● **وبالنسبة للكويت حسب ما سمعت من صدام حسين نفسه منذ شهر ، اي بعد اجتياح الكويت فان ما حدث في ٢ آب (أغسطس) اي اجتياح الكويت هو الوليد الشرعي لوقف اطلاق النار مع ايران في ٨ آب (أغسطس) ١٩٨٨ وذلك مئاه ان فكرة غزو الكويت كانت**

□ **ما هي نسبة الجيش العراقي الموجودة حاليا في مناطق الاكراد بالعراق ؟**

● **اجاب الدكتور عثمان :** نحو عشر الجيش العراقي موجود في مناطق الاكراد في الوقت الراهن ولاسيما اذا

اخذنا في الاعتبار احداث الكويت والاتفاق الايراني العراقي الاخير الذي ادعى الى خفض القوات العراقية بالمنطقة الكردية لان الجيش العراقي مشغول الان بالجنوب ، ولكن في اوقات الحرب حاول عبد الكريم قاسم ضم الكويت ولكن الانجليز كانوا موجودين والنظام العراقي البعثي له نفس التوجهات ولكن في الفترة الاخيرة صغار الوضع الاقتصادي يبرز تحت عبء الديون والانتقار الى الموارد وخاصة بسبب انخفاض اسعار البترول وزيادة الانتاج مما كان يهدد بخنق الاقتصاد العراقي . فضلا عن ذلك فان النظام العراقي استخدم الاسلحة الكيماوية لباداة الاكراد وشن صدام حربا ضد ايران . ولم يعارضه احد بل ساعده العالم بما فيه الدول العربية ودولة الكويت . ولعله اعتقد انه اذا استولى على الكويت سيثور العالم لفترة من الوقت . ولكنه سيهدأ بعد ذلك اي انه اراد ان يرضى الامر الواقع على العالم مرة اخرى لانه واثق من ان احدا لن يتحرك ليقوقفه عند حده .

□ **وهنا سألته عن المعارضة العراقية بالقول :** ولكن هذه المرة لن ينجح فالجتمتع الدولي كله ضده وان يسمح له بتطبيق مآربه غير انني في نفس الوقت اخشى ان يسمى صدام لتصوير النزاع على انه نزاع عراقي امريكي وليس اعتراضا ورفضاً عالميا للعدوان العراقي مما قد يؤدي الى نسيان الاكرد وتحول النزاع الى صراع بين الولايات المتحدة والعالم الثالث والعالم الاسلامي وخاصة في حالة الربط بين غزوة الكويت والاحتلال الاسرائيلي للضفة وغزة والوجود السوري في لبنان والترك في قبرص ، وبهذا يخلط المواضيع والاوراق ويتحول الامر الى مواجهة شخصية بين الرئيس الامريكي بوش وصدام حسين ففي الجزائر يقولون ان صدام سيء ولكن لا احد غيره يقف في وجه امريكا كما انه مع مرور الوقت سيتردد الاعتراض على شن حرب مفتوحة خوفا من ويلاتها على المنطقة وصدام حسين يحاول الاستفادة من كل هذا .

□ **وهنا سألته عن المعارضة العراقية بالقول :** ولكن يتزايد ان النظام العراقي يسعى لباداة اي معارضة بصورة منظمة فما هو الوزن الحقيقي لهذه المعارضة ؟

● **اجاب :** ان قوى المعارضة في

Diyarbakır Cezaevi'ndeki 95 tutuklu ayrı yere gönderildi

Sevke karşı açlık grevi

400 tutuklu ve hükümlü olayı protesto amacıyla açlık grevi başlattılar. Sevk sırasında bazı tutuklu ve hükümlülerin yaralandığı bildirildi.

Haber Merkezi — Diyarbakır E Tipi Cezaevi'ndeki 95 tutuklunun sekiz ayrı yerdeki cezaevlerine sevk edilmeleri üzerine cezaevindeki 400 tutuklu ve hükümlü açlık grevine başladı. Olayı protesto eden Ceyhan Özel Tip Cezaevi'ndeki bazı tutuklu ve hükümlüler de açlık greviyle destek eylemine başladılar. Sekiz cezaevine gönderilen

tutukluların bazılarının sevk sırasında yaralandıkları bildirildi. Öte yandan Adalet Bakanı **Oltan Sungurlu** tek kişilik hücre uygulamasıyla ilgili olarak "**Bizim insanımızın tek kişilik hücrede mutlu olabileceğini sanmıyorum**" dedi.

Diyarbakır E Tipi Cezaevi'ndeki 86'sı sol ve 9'u adi tutuklunun, savcılığın talimatı gerek-

çe gösterilerek "**avukatlarıyla görüşmelerine izin verilmeden**" Amasya, Aydın, Bursa, Bartın, Malatya, Çanakkale, Ceyhan ve Nazilli cezaevlerine sevk edildiği bildirildi. İHD Diyarbakır Şube Başkanı **Hatip Dicle** dün yazılı bir açıklama yaparak cezaevinde tutukluların temsilcilerinden **Remzi Avcı, Nurettin Yıldırım ve Ümit Doğan**'ın da aralarında bulunduğu 86 sol siyasi tutuklunun neredeyse tamamının koğuş temsilcisi ve önder kadrolardan oluştuğuna dikkat çekti. Cezaevlerine sevkini "**sürgün**" olarak değerlendiren Dicle, yet-

kililerin "**huzur ve güveni sağlamak için sevk yapıyoruz**" biçimindeki açıklamalarının gerçeği yansıtmadığını öne sürdü.

İHD Başkanı **Hatip Dicle** sağladıkları bilgilere göre halen Diyarbakır E tipi Cezaevi'nde yatan yaklaşık 400 tutuklunun sevk işlemlerini protesto için dönüşümü olarak 10'ar günlük açlık grevine başladıklarını bildirdi. Bu arada Ceyhan Özel Tip Cezaevi'ndeki siyasi tutuklu ve hükümlülerden 6'sı önceki gün başladıkları açlık grevini dün de sürdürdü. Protesto eylemine ye-

ni katılımlar olacağı bildirilirken açlık grevinin "**ölüm orucu**" na dönüştürülebileceği vurgulandı. Öte yandan Adalet Bakanı **Mahmut Oltan Sungurlu**, ANKA'nın Eskişehir Özel Tip Cezaevi'ndeki tek kişilik hücre uygulamasına ilişkin sorularını yanıtladı. Bakan Sungurlu, tek kişilik hücre uygulaması konusunda "**yararlıdır ya da zararlıdır**" diyemeyeceğini belirterek şunları söyledi:

"Daha önce basından ve kamuoyundan bize sürekli Türkiye'deki cezaevlerinde sağlık ko-

cezaevlerinden örnekler veriliyordu. Biz de onların arzularına uyarak düzenlemelere gittik.

Avrupa'da gördüğümüz cezaevlerindeki odalardan daha genişini, daha lüksünü yaptık. Ben başlangıçta bizim insanımız için tek kişilik oda uygulamasının uygun olmadığını, bizim insanımızın böyle yerlerde mutlu olabileceğini zannetmediğimi söyledim. İddiacı olmadığım için de ısrar etmedim. Şimdi bu odaları yaygınlaştırmak, sürekli bir tatbikat haline getirmekten yana değiliz, bunu yapmayacağız."

10 Ekim 1990

Cumhuriyet

26 Ekim 1990

Açlık grevleri

Esnaf da kepenk kapatı

Haber Merkezi — Cezaevlerindeki uygulamaları protesto etmek amacıyla Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'nde 123 tutuklu ve hükümlünün sürdürdüğü açlık grevi 17. gününü doldurdu. Çizre'de açlık grevini sürdüren 110 tutuklu ve hükümlü yakınından üç kadının sağlık durumunu kötüleşirken kadınlara tedaviyi kabul etmeyecek eylemlerini sürdürdükleri bildirildi. Diyarbakır'da ise altısı kadın 10 kişinin "**ölüm orucu**" sürüyor. Bismil'de 21 kişinin kapalı cezaevinde başlattığı açlık grevi 6. gününü tamamlarken Adıyaman'da da idam hükümlülerinin yakınlara başlattığı açlık grevi de beşinci gününde.

Mardin'in Nusaybin ilçesindeki yaklaşık dört bin esnaf Diyarbakır ve Bismil cezaevlerindeki tutuklu ve hükümlülerin başka cezaevine sevklerini protesto etmek amacıyla dün sabah işyerlerini açmadılar. Esnafın işyerlerini açmaması üzerine sabah erken saatlerde Mardin'den Kızıltepe'ye gelen özel tim görevlileri geniş güvenlik önlemleri aldılar. Daha sonra kazına, balıoz ve leyye kullanarak kapalı işyerlerinin kepenk ve kilitlerini kırma başladılar. Bu arada belediye hoparlöründen anonslar yapılarak Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin dört numaralı bildirisi okundu. İşyerlerini açmayanlar hakkında yasal işlem uygulanacağı bildirildi. Uyarılar üzerine esnaf saat 10.00'dan itibaren kepenklerini açmaya başladı.

Bu arada İzmir Ege Birimimizin bildirdiğine göre Halık Emek Partisi İl Yönetim Kurulu üyeleri cezaevlerindeki açlık grevlerini desteklemek için iki gün süreli açlık grevi başlattı.

Cumhuriyet 16 Ekim 1990

HEP MİLETVEKİLLERİ CEZAEVİNE ALINMADI

'Doğu'da hukuk, yargı yok'

Diyarbakır E Tipi Cezaevi'nde 250 tutuklu ve hükümlünün başlattığı açlık grevi, 9. gününe girdi. HEP milletvekillerinin cezaevine girmek istemesine izin çıkmadı.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'nde 250 tutuklu ve hükümlünün başlattığı açlık grevi 9. gününe girerken HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy ve Mardin Milletvekili Adnan Ekmen'in cezaevine girmelerine izin verilmedi. Aksoy ve Ekmen, "Doğu'da hukuk, yargı yok. İnfazları da onbaşlar yapıyor" dediler.

Malatya E Tipi Cezaevi'ndeki 10 tutuklu ve hükümlü dün eylemlerine son verdiler. Cezaevlerindeki yakınların desteklemek için açlık grevine başlayan tutuklu ve hükümlü aileleri eylemlerini Diyarbakır Sosyalist Parti ve Gaziantep Halkın Emek Partisi binalarında sürdürüyorlar.

95 tutuklu ve hükümlünün başka merkezlerdeki cezaevlerine sevk edilmesi ile Eskişehir'deki tek tip hücre uygulamasını protesto için açlık grevine başlayan Diyarbakır E Tipi Cezaevi'ndeki 250 kişinin eylemi sekizinci gününü tamamladı.

Güneydoğu'da insan hakları ihlallerini araştıran HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy ile Mardin Milletvekili Adnan Ekmen'in de dün 1 Nolu E Tipi Cezaevi'ne girmelerine izin verilmedi. Diyarbakır Cumhuriyet Başsavcısı Turhan Korkutan'ın Adalet Bakanlığı'nın izni olmaksızın hiçbir milletvekilinin cezaevine girmesine izin verilemeyeceğini bildirmesi üzerine Aksoy ve Ekmen sevk sırasında tutuklu ve hükümlülere dayak atıldığı, eşyalarına da el konul-

duğu yolundaki iddiaların araştırılmasını istediler. Korkutan da konuyla ilgileneneceğini söyledi.

Aksoy ve Ekmen daha sonra Sosyalist Parti il binasında beş gündür açlık grevi yapan tutuklu ve hükümlü yakınlarını ziyaret ettiler. Burada bir basın toplantısı düzenleyen Aksoy ve Ekmen, hükümetin 9 Ağustos 1990'da Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na bir mektup yazarak "Savaş hali koşulları vardır. Doğu'da insan haklarını askıya aldık" dediğini söylediler.

Bu arada Diyarbakır Merkez Cezaevi'ndeki adli tutuklu ve hükümlülerin son olayları protesto amacıyla 20'şerli gruplar halinde başlattıkları döndüşümlü açlık grevi de sürüyor.

Malatya

Malatya E Tipi Cezaevi'ndeki tutuklu ve hükümlülerin 10 ekimde başlattığı açlık grevi dün sabah sona erdirildi.

Bursa

Bursa Özel Tip Cezaevi'nde kalan tüm sol görüşlü tutuklu ve hükümlüler, "Siyasi iktidarın sürgün, idam ve tek kişilik hücre politikalarını protesto etmek" amacıyla 2 günlük açlık grevine başladı.

Cumhuriyet 25 Ekim 1990

10 kişi ölüm orucunda

Cezaevlerindeki açlık grevlerini destek amacıyla başlayan eylem "ölüm orucu"na dönüştü.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Cezaevlerindeki uygulamaları protesto amacıyla Diyarbakır SP'de açlık grevine başlayan altısı kadın 10 tutuklu ve hükümlü yakını, eylemi "ölüm orucu"na dönüştürdüklerini bildirdiler.

Diyarbakır

1 Nolu E Tipi Cezaevi'ndeki

açlık grevi 16. gününü tamamladı. Önceki gece açlık grevi yapılan koşullara giren güvenlik güçlerinin tutuklu ve hükümlüleri dövdüğü ileri sürüldü.

Tutuklu ve hükümlü yakınlarının Diyarbakır Sosyalist Parti binasında başlattığı açlık grevi de 14. gününü doldurdu. Sağlık durumu bozulan 34 yaşındaki Fahriye Oluk önceki gece hastaneye kaldırıldı. Tedaviyi reddeden Oluk'un tekrar SP'ye dönerek açlık grevini sürdürdüğü görüldü.

Adıyaman

25 tutuklu ve hükümlü yakınının Adıyaman Halkın Emek Partisi örgütünde başlattığı açlık grevi dördüncü gününe girdi.

Suruç

Şanlıurfa'nın Suruç ilçesinde de tutuklu ve hükümlü yakınlarıyla SP yöneticilerinden oluşan bir grup, açlık grevine başladı. Açlık grevinin üç gün süreli olduğu bildirildi.

Tarsus

Sosyalist Parti Tarsus İlçe Başkanı Abuzer Kutludoğmuş, yönetim kurulu üyeleri, tutuklu ve hükümlü yakınlarından oluşan 10 kişilik grubun iki gün süreli başlattığı açlık grevi dün akşam sona erdirildi.

Cizre

Yaklaşık 100 tutuklu ve hükümlü yakınının SP ilçe örgütünde başlattığı açlık grevi be-

şinci gününe girdi. Tutuklu ve hükümlü yakınları arasında 40 kadın da bulunuyor.

Bismil

21 tutuklu ve hükümlü açlık grevini sürdürüyor. Bismil Cezaevi'ndeki açlık grevi de beşinci gününü tamamladı.

İdil

14 tutuklu ve hükümlü yakını kadının ilçe merkezindeki bir koridorunda başlattığı açlık grevi önceki akşam sona erdirildi.

Nusaybin

SP ilçe binasında ikinci kez açlık grevine başlayan 80 tutuklu ve hükümlü yakını eylemlerini sürdürüyor.

Cumhuriyet
22 Ekim 1990

Açlık grevleri 2 hükümlü komada

DIYARBAKIR/ADANA (Cumhuriyet) — Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'nden yapılan sevkleri protesto etmek amacıyla açlık grevine başlayan tutuklu ve hükümlülerden ikisinin komaya girdiği bildirildi.

DIYARBAKIR— 1 Nolu E Tipi Cezaevi'ndeki 123 tutuklu ve hükümlünün açlık grevi 13. gününü doldurdu. geçen perşembe günü 1 Nolu E Tipi Cezaevi'nden tahliye edilen **Ahmet Kaya** ve **Bedrettin Evcı** SP Başkanlık Kurulu üyesi **Yusuf Cacı**'a, **Hacı Dadak** ile soyadı saptanamayan **Süleyman** adlı hükümlülerin açlık grevi sırasında fenalaşarak koma durumuna girdiğini söylediler.

BİSMİL— Kapalı Cezaevi'nde 19 hükümlünün başka yerlere sevk edilmesinden sonra oluşan gerginliğin sürdüğü bildirildi. Tutuklu ve hükümlülerin açlık grevleri sürüyor.

ADANA— HEP il binasında 50 tutuklu ve hükümlü yakını ile 14 bin üniversite öğrencisinin beş gün süreli başlattığı açlık grevinin bugün sona ermesi bekleniyor.



Açlık grevine destek Halkın Emek Partisi (HEP) Adana il binasında bir araya gelen tutuklu ve hükümlü yakınları 5 gün süreyle açlık grevi yaptılar. Bugün sona erecek olan açlık grevine İHD, Eğitim-Der, Hemşireler Derneği, TMMOB ve Halkevi temsilcileri destek verdiklerini açıkladılar. Açlık grevini yaklaşık 50 tutuklu yakınıyla Çukurova Üniversitesi'nden 7 öğrenci sürdürdü. (Fotoğraf: Ufuk Tekin)

INSTITUT KURDE DE PARIS

hkk. "Für die Verteidigung einer jahrtausendealten gefährdeten Kultur" heisst es auf der Vorderseite des französischsprachigen Prospektes, mit dem sich das Institut Kurde de Paris den Interessierten vorstellt. Sein Standort liegt kaum eine Viertelstunde zu Fuss von der Gare de l'Est entfernt, im video-überwachten Hinterhof eines Gebäudes an der Rue La Fayette. Gegründet 1983, versucht es sich möglichst aus der Gespaltenheit und dem Widerstreit, der unter vielen kurdischen Gruppierungen herrscht, herauszuhalten, um sich umso ungebundener der Forschung, Dokumentation und Publikation über Kurdistan, das kurdische Volk, seine Sprachen, Kunst und Musik zu widmen. Tätig sind an diesem Institut vor allem kurdische Emigranten, bekannte Persönlichkeiten wie Madame Miterrand unterstützen es. Staatliche französische Subventionen gab es allerdings nur in den ersten Jahren. Das Institut zählt 12 vollzeitlich Angestellte - Präsident und Sekretariat eingeschlossen. Bezahlt werden vorwiegend die in Druckerei, Verwaltung und Versand Beschäftigten, die intellektuelle Arbeit geschieht weitgehend ehrenamtlich. Um die Finanzen besser zu sichern, soll das Institut noch dieses Jahr vom Status des Vereins zu dem einer Stiftung geführt werden. Merhaba hat sich mit Kamuran ji Kikan vom Vorstand des Kurdischen Institutes unterhalten. Nach einer Zusammenfassung dieses Gesprächs folgt ein Artikel über kurdische Emigration in Frankreich, den Kamuran ji Kikan verfasst hat.

Soziales Engagement

Obwohl es den Rahmen des Institutes sprengt, leistet es eine permanente Übersetzungs- und Sozialarbeit zugunsten der Kurdischsprachigen in Frankreich. Es ist im Bedürfnisfall die Kontaktadresse, die Privaten, aber v.a. auch den französischen Hilfsorganisationen zur Verfügung steht. Für Türkischsprachige gibt es Dienstleistungsangebote von Seiten türkischer Gruppierungen, z.B. "Infoturc". Die Stadt Paris unternimmt in dieser Beziehung nichts.

Kurdisches Asyl

Ein kurdisches Exil ausserhalb der Nachbarstaaten ist neu.

Europa war auf den kurdischen Massenexodus nicht gefasst. Warum verliessen so viele ihre Heimat?

1979, als Khomeiny im Iran die Macht ergriff, flohen nur wenige vor ihm. 1980, mit dem Militärputsch, hatte in der Türkei für politisch Exponierte an erster Stelle die Stunde der Flucht geschlagen. 1984 kamen Wahlen und eine (sogenannte) zivile Regierung - aber noch nicht für den kurdischen Landesbereich. Hier herrschten immer noch militärische Vollmachten. Nach wenigen Zwischenjahren hat der türkische Staat seit dem



Kamuran ji Kikan möchte allen Merhaba-LeserInnen in Erinnerung rufen:

Ein Volk mit uralter Verwurzelung und Kultur in Mesopotamien hat trotz Verfolgung überlebt. Es ist gegenwärtig zu einem Massenexil genötigt. Es hat auf Staatsebene niemanden, der für es eintritt. Es ist in Europa wohl oder übel auf das Wohlwollen jener angewiesen, die für menschliche und demokratische Werte eintreten. Aber es pocht auch auf seinen Grundrechten, die so sehr mit Füßen getreten werden.

Das Institut Kurde gibt ein franz. Informationsbulletin heraus, das Sie aus dem Ausland für 300 ff. (knapp 80 sfr.) abonnieren können. Adresse: Institut Kurde 106, rue Lafayette, 75010 Paris

März 1990 - und seit dem August "legitimiert" durch die irakische Bedrohung - die kurdische Region gewaltig remilitarisiert.

Seit 1984 sind es vor allem und neu die Bauern, die vor sowohl politisch-ethnischer als auch vor ökonomischer Bedrohung flüchten. 1985-87 kamen

rund 1000 kurdische Flüchtlinge monatlich nach Frankreich, hauptsächlich aus den Regionen Ağrı, Bingöl und Pazarcık. 1986-88 gab es auch eine Anzahl von Irakflüchtlingen (vgl. auch nebenstehenden Artikel).

Seit 1987 werden nur noch weniger als zehn Prozent der kurdischen Asylgesuchsteller bewilligt.

Warum noch kein Kommissariat für kurdische Flüchtlinge?

Für ein solches Kommissariat bei der UNO (aber auch auf europäischer Ebene) plädieren wir. Es existiert auch eines für die palästinensischen Flüchtlinge, und es gab ein solches für die russischen und eines für die armenischen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Asylrecht in den europäischen Ländern, das nur individuelle Asylgründe anerkennt, wird dem kurdischen Fluchtphänomen nicht gerecht. Wir

streben auch einen Beobachter-Status in der UNO an, was einen gewissen Schutz und bessere finanzielle Möglichkeiten bedeutete. Aber es gibt keinen Staat, der zu diesem Zweck für die Kurden Vermittlungsarbeit leistet. Ausser von den genannten politisch-diplomatischen Wegen bleibt nichts



anderes übrig, als eine Politik vor Ort zu forcieren...

Kulturelle Institutsarbeit

Das kurdische Institut möchte sich aus der aktuellen politischen Frage heraushalten, um umso stärker die Konturen und die Identität eines Kurdistan ans Licht zu rücken. Es ist dem Institut und seinem Kreis gelungen, dem kurdischen Anliegen in Europa Ausdrucksmöglichkeiten und Freiräume zu schaffen. Aus ganz Europa kommen Interessierte, um seine Bibliothek zu nutzen (vgl. Foto oben).

Das Institut wird auch angefochten, aber der Grundkonsens konnte unter einer Mehrheit v.a. intellektueller Kurden gewahrt werden.

Neben vielen Publikationen wird im Institut an einem Kurmanci-Kurdisch-Wörterbuch gearbeitet. Dieses Wörterbuch des kurdischen Hauptdialektes soll für verschiedene Sprachen herausgegeben werden. Publiziert wurde bereits eine kurdische Grammatik und ein Lehrbuch ("Kurde sans peine"). Ernstgenommen wird das Anliegen, kurdischen Kindern im Exil einen genügenden Kurdischunterricht zu ermöglichen.

Foto rechts:
Aufruf zu einer Protestkundgebung in Paris im Gedenken an die Ermordung eines kurdischen Exponenten und seiner Begleiter 1989 in Wien.

Kurden in Frankreich

von *Kamouran Ji Kikan*
(aus dem Französischen von us.)

Gibt es eine kurdische Gemeinschaft in Frankreich?

Die grosse Immigrationswelle der Kurden nach Frankreich beginnt in den 70er Jahren, die Präsenz von Kurden jedoch datiert schon seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Der Grund für diese Einwanderungswelle ist das französisch-türkische Abkommen in bezug auf türkische Arbeitskräfte (15.04.1965). Westeuropa erlebt zu dieser Zeit eine wirtschaftliche Blüte.

Trotz des Entscheids der französischen Regierung, die Immigration der ausländischen Arbeiter zu bremsen (1974), wandern die Kurden weiterhin ein, oft mit Hilfe eines Touristenvisums.

1981 aber, nach dem Wahlsieg Mitterands und damit der linken Regierung, wechselt der Status der Kurden (ihre Zahl beläuft sich unterdessen auf 15'000) von der Existenz im Dunkeln in eine reguläre. 1982 sind es bereits 40'000!

Die Revolution der Mullahs im Iran, der iranisch-irakische Krieg sowie der türkische Staatsstreich von 1980 lassen eine neue Migrationsform entstehen, die bisher eher unwichtig war bei den Kurden: das politische Asyl. 1988 sind es mehr als 5'000, die politisches Asyl in Frankreich fordern. Der massive Einsatz von chemischen Waffen gegen die kurdische Bevölkerung Iraks im Jahre 1989 treibt Zehntausende von ihnen in die Flucht; 335 von diesen Kurden werden von Frankreich aufgenommen.

Heute wird die Anzahl der kurdischen Einwanderer in Frankreich auf insgesamt 60'000 geschätzt (hauptsächlich Arbeiter aus dem türkischen Nord-Kurdistan, Flüchtlinge und Studenten).

Zusammensetzung der kurdischen Gemeinschaft in Frankreich

70% der Kurden, die seit 1965 in Frankreich einwandern, sind Arbeiter, die meist ländlichen Verhältnissen und Grossfamilien entstammen. Da es in der Türkei keine Schule in ihrer Mut-



tersprache gibt, besitzen sie oft weder Kenntnisse der eigenen Sprache noch der offiziellen türkischen. Bei den Frauen liegt der Analphabetisierungssatz besonders hoch (80-90%), was ihnen natürlich den Integrationsprozess in die sozialen Strukturen auch in Frankreich speziell erschwert.

Kurden, die sich anfänglich aus wirtschaftlichen Gründen im neuen Land niedergelassen haben, leben seit 1974 definitiv dort, da seither ein Gesetzesbeschluss existiert, der das Recht auf Familiennachzug beinhaltet. Hinzu kommt, dass sich der Belagerungszustand in den kurdischen Regionen der Türkei mehr und mehr verschärft, das Land in einer politischen Instabilität lebt (Staatsstreich des Militärs 1980, Militärjunta, Terror, Wiedereinführung des Islams im Iran, verschärfter Druck der irakischen Regierung, Mangel an ökonomischen Perspektiven im eigenen Land...).

Was die kurdischen Flüchtlinge betrifft, so beläuft sich ihre Zahl vor 1983 auf einige Hundert (vor allem Intellektuelle und bekannte PolitikerInnen, deren Leben unmittelbar in Gefahr ist); in der Zeit von 1980-1984 kommen die meisten Flüchtlinge aus Nord-Kurdistan, da der kurdische Widerstand in Süd-Kurdistan (Irak) und Nordwest-Kurdistan (Iran) einerseits besser organisiert ist, andererseits die geopolitische Situation dieser Zonen den Start ins Ausland erschwert, während die Türkei über direkte Grenzen mit Europa verfügt.

Seit der Verfolgung der gesamten kurdischen Bevölkerung (Einsatz von chemischen Waffen), im Norden wie im Süden, hat die Zahl der Flüchtlinge sehr zugenommen. Das Terror Klima wie auch der totale Mangel an ökonomischen Perspektiven lassen das politische und wirtschaftliche Asylbegehren praktisch zu einer Einheit werden. Dies ist jedenfalls, vor allem für die Flüchtlinge aus Nord-Kurdistan, ein entscheidendes Faktum.

Die Gemeinschaft der Kurden in Frankreich entspringt also einer neueren, jungen Migrationsbewegung, die hauptsächlich im Automobilsektor, dem Bau- und Waldwesen, der öffentlichen Arbeiten und der Bekleidung ihren Lebensunterhalt verdient. Die meisten von ihnen leben in Paris und seiner Umgebung, aber auch im Elsass, im Norden und im Zentralmassiv Frankreichs.

Problemfelder und Ansprüche

Ausser den Problemen, mit denen jede andere ausländische Gemeinschaft auch konfrontiert ist (Arbeitslosigkeit, Wohnung, Integration, etc.), bestehen für die Kurden einige ganz besondere, wie zum Beispiel die Aberkennung einer eigenen kurdischen Identität. Oft wird diese mit der türkischen vermischt oder

Ausser den Problemen, mit denen jede andere ausländische Gemeinschaft auch konfrontiert ist (Arbeitslosigkeit, Wohnung, Integration, etc.), bestehen für die Kurden einige ganz besondere, wie zum Beispiel die Aberkennung einer eigenen kurdischen Identität. ... was die Flüchtlinge insbesondere betrifft, so werden sie kategorisiert in türkische, iranische, irakische oder syrische Asylsuchende, nur nicht in kurdische!

Die Medien, wie das Fernsehen, räumen ausländischen Gemeinschaften Sendezeiten in ihren Sprachen ein - ausser den Kurden!

Der Status einer Eigenheit, der den politischen Flüchtlingen im Ausland aberkannt wird, wird denselben Leuten hingegen vom Mutterland in gewisser Weise zuerkannt - und zwar zum Zweck der politischen Verfolgung!



Nicht weit vom Institut Kurde entfernt befindet sich ein kleines Restaurant, das den Namen des berühmten kurdischen Regisseurs Yılmaz Güney trägt.

gleichgesetzt; was die Flüchtlinge insbesondere betrifft, so werden sie kategorisiert in türkische, iranische, irakische oder syrische Asylsuchende, nur nicht in kurdische!

Die Medien, wie das Fernsehen, räumen ausländischen Gemeinschaften Sendezeiten in ihren Sprachen ein - ausser den Kurden!

Der Status einer Eigenheit, der den politischen Flüchtlingen im Ausland aberkannt wird, wird denselben Leuten hingegen vom Mutterland zuerkannt und zwar zum Zweck der politischen Verfolgung. Deshalb ist der Hauptanspruch der kurdischen Gemeinschaft in Frankreich (und anderswo) identischer Natur. Es gibt etwa 15 kurdische Vereine in Frankreich, die vor allem aus Arbeitern bestehen; Ausnahme ist das Kurdische Institut in Paris, das sich ausschliesslich kulturellen Interessen widmet, und der Verein Kurdischer Flüchtlinge.

Bis jetzt ist noch nicht abzuschätzen, ob sich die Kurden als Gemeinschaft erhalten werden, oder ob sie verschwinden, indem sie sich entweder dem Aufnahmeland anpassen oder zum Ursprungsland zurückkehren.

Merhaba 4/90

Hoffentlich trägt Arnold Hottinger mit diesem Buch zu solcher Korrektur im Kreis seiner Leserinnen und Leser bei.

Ein kurdisches Buch - zweisprachig

Ereb Şemo:

Şivanê Kurd / Le Berger Kurde
Institut Kurde de Paris 1989

hik. Dieses vom Institut Kurde de Paris herausgegebene Werk eines sowjetischen Kurden ist eine der sehr seltenen zweisprachigen Ausgaben, die Kurdisch (in diesem Fall das Kurmancî-Kurdisch) und eine westeuropäische Sprache (in diesem Fall Französisch) parallel zueinander setzen. Der recht bedeutenden kurdischen Emigration in Frankreich sowie am Kurdischen interessierten Französischsprachigen wird damit bewusst ein gegenseitiger sprachlicher Zugang eröffnet.

Ereb Şemo

SIVANÊ KURDE
LE BERGER KURDE



kurdi-fransîz
kurde-français

INSTITUT KURDE DE PARIS
1989

"Şivanê Kurd" ist eine autobiographische Erzählung, die erstmals 1935 in Eriwan veröffentlicht wurde. Sie setzt sich aus drei Teilen zusammen, deren erster und umfangreichster Elternhaus und Jugendzeit des Ende des 19. Jahrhundert geborenen Autors umfasst. Vor allem dieser Teil ergreift durch schlichte, ungebrochene, durchaus poetische Schilderungen und interessiert durch vielerlei Angaben zur damaligen Lebensweise kurdischer Nomaden - dies alles gesetzt in einen gespannten zeitgeschichtlichen Zusammenhang.

Die eigene bittere Armut und Abhängigkeit von Reichen hat Ereb Şemo von frühester Kindheit an tief geprägt. Seine Intelligenz hatte ihn hellhörig gemacht für die sozialen und politischen Unruhen seiner Zeit im Ersten Weltkrieg und danach, insbesondere für die bolschewistische Revolution und deren Umsturz feudaler Ordnungen. Der zweite und dritte Teil des Buches handelt vor allem von der revolutionären Begeisterung des jungen Ereb und seinem Engagement, das ihn in vielerlei Konfrontationen führt, insbesondere zu den an Land, Vieh und an Frauen reichen Stammesführern seines eigenen Volkes. Aus der Distanz wirken natürlich einige Ausführungen, besonders im dritten Teil ("Kurdên Alagoz"), allzu-sehr ideologisch verklärt.

Ereb Şemo, der sich freiwillig in der Roten Armee engagiert und eine wichtige Rolle in der Organisation von Sowjet-Räten unter den kurdischen Stämmen gespielt hatte, wurde seinerseits 1937 ein Opfer Stalins - wie das in der Einleitung zum Buch nachzulesen ist. Nach 17 Lagerjahren in Sibirien wurde er 1954 rehabilitiert und lebte seither in Eriwan, wo er sich bis zu seinem Tod 1978 vorwiegend der Literatur widmete.

Leseprobe

Ereb hat sich, fern von zu Hause, in seine Cousine Karê verliebt. Die Liebe ist gegenseitig. In langer, mühsamer Arbeit bringt er das erforderliche Braut-

geld (qelen) zusammen und händigt es Summe um Summe seinem geizigen Brautvater Zahiro aus. Als endlich die abgemachte Summe erreicht ist, will Ereb seine Braut abholen. Der Brautvater streitet ab, niemals etwas vom Geld gesehen zu haben:

"In wessen Gegenwart hast du mir denn bezahlt? Wo sind deine Zeugen, die Leute, die für deine Hochzeit einstehen?" schrie er. Diese Worte trafen mich wie ein Blitzschlag. Ich verstand, dass Zahiro von meiner Unerfahrenheit und meinem Vertrauen profitierte und sich mein Geld angeeignet hatte. Er dachte wohl daran, die arme Karê einem anderen, bessergestellten Verlobten zu verkaufen. Ich war ausser mir. Die Nachbarn hörten unseren Streit und kamen herbeigeeilt. Sie wussten, dass ich das Brautgeld in Raten bezahlt hatte. Sie versuchten Zahiro zu überzeugen, aber der Despot wollte nicht auf sie hören. Er wollte seine enorme physische Kraft gegen mich ausspielen und stürzte sich auf mich, um mich zu schlagen. Ich trug das Gewehr an der Schulter und hielt es am Lauf fest. Sobald Zahiro sich mir nähern wollte, rannte ich davon. Er verfolgte mich. Als er mich im Hof schliesslich erwischte, packte er das Gewehr am Lauf und zog es zu sich. Ohne mich umzudrehen tat ich einen Sprung nach vorne. Ein Schuss löste sich. Zahiro wurde aus nächster Nähe getötet. Man verhaftete mich und führte mich zum Kommandanten...



Inter-Citis, novembre 1990

Des Kurdes en Limousin

L'Irak s'installe à la une des journaux et des émissions télévisées. Quel avenir nous réserve-t-il ? Quand les otages occidentaux, asiatiques, égyptiens, etc., pourront-ils faire le long voyage du retour à la maison ?

Paradoxalement, chez nous des exilés d'Irak se demandent : « Quand pourrons-nous rentrer chez nous en Irak ? » Ce sont les Kurdes. Ils sont, réfugiés, accueillis, à Peyrelevade et à Mainsat.

Vous dites les Kurdes ?

Le Kurdistan, ça vous dit quelque chose ? Un pays situé où exactement ? Un pays oublié, rayé de la carte du monde par l'ambition économique des puissances voisines. C'est aujourd'hui le seul peuple aussi nombreux – 23 millions d'habitants environ – qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie, ni même le moindre début de reconnaissance de son identité ethnique et culturelle, vieille de près de 2.500 ans. Et qui le sait ?

Un long apprentissage de l'exil a commencé pour les 335 Kurdes, 16 familles, accueillies en France à la suite d'un voyage de M^{me} Danièle Mitterrand dans les camps de Turquie, où 50.000 Kurdes étaient réfugiés depuis 1988, fuyant les attaques militaires irakiennes à l'arme chimique.

Le 14 octobre 1989, ils sont arrivés 56 à Peyrelevade, commune corrézienne de 1.000 habitants sur le Plateau de Millevaches. Ces hommes en turban, ces femmes au regard parfois absent, ces 40 enfants qui sourient, ces vieux qui se demandent s'ils reverront la terre où ils sont nés, tous ont laissé là-bas des villages incendiés, leurs biens pillés, des membres de leurs familles massacrés ou tués au napalm, nous dit l'un d'eux.

Au cours d'une rencontre organisée par la municipalité pour une connaissance réciproque, nous avons pu saisir à la fois la détresse et l'espérance de ces exilés : De 1975 à 1979, le gouvernement irakien a rasé 1.547 villages kurdes, bouché toutes les sources d'eau, brûlé toutes les forêts et les vergers des zones frontalières avec l'Iran, la Turquie et la Syrie, sur une profondeur de 30 kilomètres. En 1985, 200 autres villages ont été détruits là où des

combats entre des maquisards et l'armée avaient eu lieu et les 9.069 familles ont été déportées. Mais la lutte armée continue pour revivre en liberté.

Alors, vous comprenez que les Kurdes, partout où ils se trouvent, continuent à se battre pour défendre et conserver leur identité spécifique ?

Oui, nous comprenons, nous « essayons » de comprendre et de nous souvenir quand nous voyons des femmes voilées, les fillettes aux bras et aux jambes cachés sous la laine quand le soleil brûle, cette maman qui refuse l'hôpital où des hommes opèrent et soignent, les femmes restées à la maison tandis que les maris font les courses et assurent toutes les relations à l'extérieur, les enfants qui ne peuvent se baigner en public, le refus de se disperser dans des communes voisines pour y trouver du travail...

Et pourtant nos réactions disent ce désir inconscient qu'ils soient comme nous, qu'ils pensent comme nous, et qu'après quelques mois de co-habitation, ils vivent comme nous ! La relation reste courte encore malgré les progrès en français. Mais, au fait, qui d'entre nous s'est décidé à apprendre le kurde pour une rencontre plus fraternelle ?

Quand un délégué se rend dans un pays étranger, il va déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat inconnu. Mais si demain, un délégué vient dans mon pays et m'interroge : « Où se trouve le tombeau de votre soldat inconnu ? » je répondrai :

*Monsieur,
au bord de chaque rivière,
à la porte de chaque sanctuaire,
à l'entrée de chaque maison,
sur chaque roc des montagnes,
sur chaque arbre des jardins,
sur chaque pouce de terre,*

*n'hésitez pas !
Recueillez-vous,
et déposez votre gerbe.*

Pashew

« Pour le soldat inconnu du Kurdistan. »

Si nous pouvions ne pas oublier qu'en dépit de notre bonne volonté, il y a quelque chose que nous ne pourrions remplacer : l'air que ces femmes et ces hommes respirent n'est pas celui du Kurdistan.

Les Kurdes à Mainsat en Creuse

Ils ont débarqué un beau matin d'octobre au village-vacances. Ils étaient 62, hommes, femmes et enfants, entre quelques mois et plus de 90 ans. Ils sont aujourd'hui 63, une petite fille est née qui porte le prénom de France-Myriam.

Les relations avec les Mainsatois sont bonnes. Oh bien sûr l'arrivée d'un groupe de soixante personnes venues d'un pays inconnu de tous, en majorité de religion musulmane, n'a pas été sans créer des remous, sans qu'il y ait quelques « coups de gueule ». 60 étrangers dans une commune de 752 habitants, ça ne va pas de soi.

✦ Mais très vite, les Kurdes ont su se faire admettre par leur gentillesse, leur sens de l'hospitalité. Début février, une exposition et une fête kurdes ont été l'occasion, pour plus de six cents Creusois venus de Mainsat et des environs, de mieux les connaître et d'apprendre quel a été leur calvaire : les gaz, la fuite à travers la montagne, les camps, les vexations diverses, la mort pour un frère, une sœur... et puis l'avion pour la France, véritable bouée de sauvetage.

Dauphiné Libéré, 3 novembre 1990

SOLIDARITE

Amnesty international : « défendre les enfants »

L'apprentissage du français reste le principal obstacle à une intégration réussie pour la plupart des adultes kurdes. Les hommes et quelques jeunes filles ont effectué des stages en entreprise d'avril à juillet, où ils ont été fortement appréciés. Trois d'entre eux seront d'ailleurs embauchés à la rentrée par l'entreprise qui les accueille en stage.

Pour les enfants, la situation est meilleure. Ils ont été immédiatement scolarisés (deux classes supplémentaires ont été ouvertes) et leur maîtrise du français est assez impressionnante. Malheureusement, pour certains parmi les plus grands, le retard scolaire est à craindre.

Ils vivent maintenant dans des maisons individuelles dans le bourg ou des villages environnants. Le jardinage et l'élevage de volaille complètent leurs maigres ressources (R.M.I. et allocations familiales). Le choc culturel est rude. Ce sont des montagnards qui vivaient dans une aisance relative, dans un pays riche (le Croissant fertile entre Tigre et Euphrate).

Trop riche peut-être, notamment de pétrole, source de tous leurs maux.

Comment expliquer à un Kurde qui vient au pays des libertés qu'il ne peut s'installer comme coiffeur s'il n'a pas un C.A.P., alors qu'en Irak il lui suffisait de sortir un tabouret sur le pas de la porte et de se munir d'une paire de ciseaux ?

Il va sans dire qu'ils suivent avec attention les événements du golfe et attendent avec impatience la chute de Saddam Hussein. Cette chute, aucun d'entre eux n'en doute, sera le signal du retour au pays qu'ils ne cessent d'appeler de leurs vœux. Bien que leur souhaitant de tout cœur, leurs amis Mainsatois restent dubitatifs...

Bourg-Saint-Maurice. Le "groupe 420" « Haute Tarentaise », après la libération du dernier prisonnier qu'il avait en charge, a fait le choix d'agir au sein du « Réseau enfants ». C'est devenu une priorité depuis septembre, pour des enfants disparus, exécutés ou torturés au Pérou, en Colombie et au Guatemala.

Les enfants sont les oubliés des droits de l'homme et les textes internationaux n'ont pas suffi à arrêter l'abomination. L'O.N.U. a donc été poussée à produire la convention des droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par 159 états-membres. Amnesty a participé à cette élaboration. Reste aux gouvernements à ratifier cette convention; reste aux défenseurs des droits de l'homme d'exercer une forte pression, sans laquelle cette convention sera inopérante malgré les promesses.

En général, les démocraties acceptent mal ce fait qui dérange les consciences : deux exemples, deux pays différents.

Le "groupe 420" participera à la campagne Brésil, dans le domaine des enfants. Le Brésil est une démocratie, et son président Collor De Mello a déclaré en juin que le Brésil n'aurait plus à être cité par Amnesty, dans la mesure où son Gouvernement ne tolérerait plus aucune violation des droits de l'homme. Pourtant, des centaines d'enfants sont abattus par des « escadrons de la mort » et d'autres sont torturés par des policiers en service. En 1989, dans seulement trois grandes villes, 457 enfants ou adolescents ont été tués « pour nettoyer les rues », car les enfants pauvres sont traités avec mépris par les autorités brésiliennes. En août dernier, la police militaire a fait subir à trois garçons de Rio de Janeiro la roulette russe, l'un d'eux âgé de 13 ans est mort.

Depuis 15 ans, Amnesty travaille aussi sur l'Irak : dictature ignoble qui torture ou exécute tous les opposants. Pour les Kurdes c'est l'enfer, depuis dix ans ils sont éliminés par milliers dans le silence des grandes nations.

En janvier 88, Amnesty publiait un document sur l'arrestation de 300 enfants à Sulaimaniya. 29 avait été exécutés en secret : certains ont eu les yeux arrachés et les corps furent rendus aux familles pour les terroriser, les autres ont « disparu ».

11 mars 88, Amnesty faisait une déclaration à la 52e session de l'O.N.U. pour empêcher les massacres de kurdes par les forces irakiennes, suivi d'un dossier en avril 89 avec une liste de 61 pages d'enfants « disparus ».

En effet, en 1988, plus de 6000 Kurdes ont été tués avec femmes et enfants dont des centaines de réfugiés en provenance de Turquie, revenant dans leur pays en toute confiance à la suite des amnisties du gouvernement irakien. En février 90 la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. refusait de condamner l'Irak, oubliant déjà les villages dévastés par l'arme chimique. Cette arme tua environ 5000 personnes dans la ville de Halabja les 16 et 17 mars 88, laissant des milliers de blessés dont 1000 furent arrêtés le 28 août, puis exécutés sommairement et enterrés dans des fosses proches de Douhok.

Les enfants ne pèsent pas lourd face à la réalité politique, la « réalpolitik » de la volonté de puissance. Alors face à cette hypocrisie de la redoutable raison, économique, où l'on perd son âme, reste à ceux qui croient encore au droit total, non partiel, et à la fraternité de dire non aux pouvoirs en les surveillant sans cesse.

THE NEW YORK TIMES. THURSDAY, NOVEMBER 1, 1990

ESSAY | William Safire

The Second Front

WHAT European member of NATO has the largest standing army? What NATO nation borders on Iraq?

The answer to both: Turkey. That nation of 55 million people has armed forces, including gendarmerie, of 750,000; Iraq, by contrast, has a population base of 13 million, not counting its persecuted Kurds, and an army of 550,000 (three-fourths now in Kuwait) with reserves of another half-million.

Saddam Hussein, contemplating the next phase of his war against the world, is willing to gamble that he could endure sustained bombardment from the air; and he hopes to bog down the combined Western-Arab armies moving up from the south into Kuwait — at least long enough to let cries of compromise rise in the West.

But what if there were a second front? That's what defeated Adolf Hitler. Turkey lies to the north, its fighting men proud of their reputation for being what Douglas MacArthur in Korea called "the bravest of the brave."

The Turks, with 15 percent of their forces now on Iraq's border, have not been friendly to Saddam Hussein. When the world looked away, Turkey took in 100,000 Kurdish refugees from Iraqi-poison-gas attacks. Turkey was the first nation in the region to denounce the invasion of Kuwait, first to support U.N. sanctions and first to make the blockade count by shutting down Iraq's pipeline.

When James Baker travels to the region next week (why do we send a professional deal-cutter on a mission to avoid cutting a deal?) his most important stop will be in Ankara.

President Turgut Ozal has already

welcomed U.S. F-111 bombers and F-16 fighters to his Incirlik Air Base; as the front-line state in the world squeeze on Iraq, he expects reimbursement from the Saudi-Kuwaiti war kitty of \$7 billion for one year's loss of trade.

Turkey deserves that, as well as consideration of Mr. Ozal's request, made in the White House last month, for financing and sale of 120 F-16's to give some punch to Turkey's antiquated air force.

That lack of sophisticated weaponry — many of its tanks are Korean War vintage — has caused some U.S. strategists to downmouth Turkey's

Paradigm shift in Turkey.

capacity to become a second front. They say President Ozal is not too popular at home, and claim that Turkish generals — who do not control him — are wary of displaying technological weakness in combat.

This overlooks Turkish concern with having a messianic nuclear aggressor to its south. It completely misses what the historian Thomas Kuhn called a "paradigm shift" in explaining the force of scientific change. When the model of perception shifts, amazing inventive changes take place all along the line.

Turkey's paradigm was the "bulwark blocking access to the Mediterranean by the Soviet Black Sea

Fleet," and its border with the Soviet Union made it a front-line state in any attack on NATO by the Warsaw Pact. After the fall of Iran's Shah, it became our intelligence window on the East.

That concept of Turkey's role bought it a ticket to Western defenses and markets, even though Europeans treated Turks with cultural scorn.

But the old model of Turkey's place in the world is obviously crumbling. Turkish workers are being kicked out of Germany and Bulgaria; the European Community is closing its doors. What's to replace the old paradigm? With the Russians not coming, who needs the Turks?

Their future is in their other front line: not the one bordering the implosive Soviet Union and Asia Minor, but the one bordering explosive Iraq and the Middle East.

Turkey is Muslim but secular, a developing democracy with women emancipated; a free-market economy, and a friend to both Palestinians and Israelis. Despite its unproductive enmity with Greece, Turkey could be a bridge between West and Middle East. That's where the world will need the Turks.

In this new light, rethink the military possibilities. With allied aircraft using Turkey's airfields to provide tactical support, Turkish infantrymen driving on Baghdad would be more than a match for the divided Iraqi Army, its most modern elements trapped in Kuwait.

When the war begun on Aug. 2 is over, new boundaries will be drawn, as usual, to penalize the aggressor. Oil reserves should be shared among an independent Kurdistan, a helpful Turkey, a free Iraq and those nations that sacrificed most. □

International Herald Tribune,
November 7, 1990

Kurds Threaten Tourists in Turkey

STOCKHOLM (AP) — The outlawed Kurdish Labor Party has threatened to kill tourists in Turkey, television journalists said Tuesday.

"Bombings of hotels and mass shootings will be carried out," the party leader, Abdullah Ocalan, said Sunday in the first of a series of interviews being broadcast this week on TV4, one of Sweden's commercial channels. He referred to tourist sites along the western coast of Turkey, and threatened visitors, according to the journalists.

The Marxist group, known by its Kurdish initials as PKK, was responsible for killing two defected party members in Sweden in 1984 and 1985, Mr. Ocalan said in the second interview, broadcast Monday. Two men were sentenced to life imprisonment for the killings, and Sweden declared the group a terrorist organization.

Marseillaise,

Massacre du peuple kurde

La Maison des syndicats sera demain soir à 19 h 30 le lieu d'une conférence débat sur le massacre oublié du peuple kurde. Cette soirée se déroulera en présence du secrétaire général du comité de soutien au Kurdistan. Un dîner kurde (avec participation aux frais) est prévu après le débat.

6 novembre 1990

БЪ Т'ЭГЛИФКЪРЪНА ПЪСМАМА ЛЪ ФРАНСИАЕ

Вър чэнд дѣнсала бѣре ль вѣлатед Европае вѣк'иле млѣте мѣ т'ѣк—л'ука хѣбун. Иро ль ван вѣлата гѣлѣк к'ѣрд дѣжин. Ѧвана хатнѣ вѣра нѣ жѣ рѣжа хвѣйѣ хвѣш. П'ѣе—п'ѣ р'ѣ ль вѣра с'тар бунѣ. чѣмкн ль марѣ вани кал—бава хозѣб у зордѣстнѣа полнтнкнѣ у нѣ т'ѣви т'ѣбѣте надѣ ван. Мѣннѣ кѣ ве бѣлабуна к'ѣрда жѣ ѡва, вѣкн вѣк'иле ннтелнгенснѣ. дартнѣ у т'ѣшкнлетед нѣт'ѡвн г'ѣнѣ ль вѣра дѣкарѣн п'ѣр— нѣндѣк фѣрефѣт дѣнгѣ хвѣ ѡв льнд бѣмѣн бона дѣннѣа нѣж мѣ сѣла к'ѣрда у К'ѣрдстанѣ нѣбѣ. Ава бѣ вн тѣхѣрн иро днѣспѣра (бѣлабуна ль вѣлате дѣннѣа) к'ѣрда жн чебуѣа.

Франсна жѣ ван вѣлатанѣ. ль к'ѣ ѡп'ѣщѣ к'ѣрд нѣвѣрннѣ. Бѣ н'ѣсѣбе нѣзнк ль вн вѣлатн дѣвѣ—дѣвн 60 н'ѣзар к'ѣрд нѣнѣ, жѣ вана вѣкѣ 12—13 н'ѣ зар ль П'арнзе. Бѣ т'ѣглнфѣ сѣрокѣтнѣа ннстнтута к'ѣрдн ѡм ль П'арнзе фѣсѣдн.

Наснѣа мѣ П'арнзер'ѣ жѣ фѣ р'ѣгѣфѣ сѣр навѣ Де Голва дѣстѣ пе бѣ. Мѣ пер'ѣа нѣдѣгнѣанд паспорт у к'ѣг'ѣзе хвѣйѣ р'ѣвнтнѣ бѣднѣ вѣк'илѣд полнснаѣ... Лѣннѣер'ѣндѣна ван у стандѣна нур—мурѣ мѣ ѡвфѣс зу дѣрбѣз бу, вѣкн ѡм ѡщѣбмайн ман. Зу. лѣз... Дѣмудѣзѣге фѣр'ѣгѣнѣ мѣрѣва ѡщѣбмайн дѣнѣлѣ. Нѣр тѣшт нѣтнѣйѣ кѣрнѣ бона мѣрѣве лѣпѣ хѣрнѣб жн сѣрѣдѣрнѣ н'ѣл—щѣхѣлѣ хвѣ бѣкѣ. Фѣр'ѣгѣн лѣннѣдн. П'арнза р'ѣнгнѣ...

Гѣлнкн гѣлѣкн ѡнѣан нѣйѣ. Дѣбѣжн дѣннѣаѣда бѣжарѣд бѣдѣв гѣлѣкн, лѣ П'арнз нѣкѣ...



ШѣКЛДА: (жѣ ч'ѣнѣ) хѣбат к'ѣрѣ ннстнтутѣнн ѡлнн Шѣвчн, Шѣкрѣе Хѣдо, днректѣре ннстнтутѣ Кѣндаг Нѣзан у Фрнцѣ Щѣварн.

нѣлѣт, мѣ дѣрнѣѣа П'арнзеда. чѣва нѣр мѣрѣвѣкн нѣж дѣннѣа нѣйѣ, гѣлѣк бѣннѣстѣбу, хвѣндѣбу. Лѣ р'ѣст нѣтнѣйѣ гѣтнѣ: днѣтнѣк н'ѣзар бѣннѣстнѣе чѣтѣрѣ. Гѣндн бона П'арнзе нѣтнѣйѣ гѣтнѣ, чѣмкн бѣ нѣвсѣре чѣтнѣйѣ фѣкрѣкѣ т'ѣм чѣкн дѣрнѣѣа нн бѣжарнѣда, сѣфѣте нн бннѣа бѣр ч'ѣвѣ мѣрѣве нѣчѣйѣ вѣра. Лѣма жн бѣ ван бнраннѣд р'ѣ

внтнѣва хвѣстнѣа мѣн нѣйѣ чѣнд тѣштѣд лѣннѣдн бнраннѣе бннѣм бѣр ч'ѣва, днѣа р'ѣст ѡв, чѣ кѣ мѣ днѣа зу р'ѣч'ѣв кѣрнѣйѣ. Бѣра хвѣндѣван ѡщѣбмайн нѣмнѣ, вѣкн щѣрга днѣтнѣа хвѣда ѡз щнѣ пѣшн бѣдѣм к'н—к'ѣбуна бнѣлнѣд П'арнзе... Нѣ кѣ т'ѣк—т'ѣука, лѣ бѣ н'ѣзарѣ. дѣн н'ѣзарѣ вѣк'илѣд млѣтет дѣннѣаѣйѣ щѣѣда—щѣѣда ль вѣр

дѣжнн у дѣхѣбѣтнѣ. Хѣнжѣ фрѣнсѣза вѣра ннглнс у нспѣанн, ѡрѣб у нѣгр, т'ѣрк' у фѣрс, ѡрмѣнн у к'ѣрд, внѣтнѣамн у чнн, ѡфг'ан у чѣх, лѣн у вѣнгр... мѣрѣвѣд бѣвѣр бѣкн н'ѣму фѣлѣѣ у вѣлатед дѣннѣа дѣдѣбѣрнѣн у дѣжнн.

Ѧм нѣр пѣнзѣ р'ѣжа ль П'арнзе (у Версѣлѣ) бун. Ѧм нѣчун бѣжарѣд Фрѣнснѣаѣйѣ мѣннѣ.

Дѣбѣ нѣ хѣр жн ѡв бѣ. Ѧв р'ѣѡжѣд мѣ бѣвѣр бѣкн нѣла кѣм бун бона н'ѣмдн хвѣ наснѣа хвѣ бѣдн шанѣшннѣд вѣ. Мѣрѣве нѣнас дѣкарѣ бѣр нѣр ѡвѣннкн П'арнзе бѣсѣкнѣа у бѣ сѣр вѣ т'ѣг'мннѣ, вѣкн дѣбѣ „ѡва фѣсѣра п'ѣдшѣйѣ“... у ѣд ѡсѣ п'ѣр' у бѣ н'ѣсѣбн. Ѧз хвѣ фѣкѣрнм: Тѣ бѣжн нѣр гѣрагѣрѣкн вн вѣлатн ѣ дѣнѣр'ѣа к'ѣтнѣйѣ н'ѣщѣте. чѣка к'ѣ вѣ шанѣшннѣкѣ нѣ к'ѣв—к'ѣббар пѣшнѣд хвѣр'ѣа бѣнѣлѣ... Мѣрѣв бѣ сѣн'ѣта (щѣрнѣа ѡсѣ жн дѣбѣ) дѣсѣкнѣа у мѣ т'ѣл дѣмнѣа жѣ архнѣтѣкѣра дѣр у нѣндѣр'ѣе дѣра вн шѣнѣрнѣйѣ дѣнѣѣнѣан Нѣтр—Дѣмѣ. Чѣкѣрнѣа вѣ дѣрѣ 200 сѣла к'ѣшѣнднѣйѣ. Мѣрѣвѣ вѣндѣгѣртн дѣмнѣа жѣ мѣзѣннѣа у свѣкѣнѣ вѣ, жѣ стнла чѣкѣрнѣа вѣ, фѣн бѣжн бѣ дѣстѣ нѣстѣкн, нѣтнѣйѣ ѡвѣкѣрнѣе: Ѧв ѡсѣ нѣтнѣйѣ чѣкѣрнѣе, вѣкн мѣрѣвѣ хѣрнѣб жн нав хвѣда к'ѣббар дѣбѣ, кѣ дѣр'щѣвѣнѣрѣкѣ мѣрнѣфѣта мѣрѣвѣнѣйѣ ѡсѣ сѣлѣлѣтар'ѣ мѣйѣ. Дѣрнѣѣа вѣда нѣе нѣвсѣре, гѣтн вѣ бѣбннѣ... Лѣ П'арнзе гѣлѣк дѣр нѣнѣ у нѣр нѣк жѣ вана дѣкарѣ бѣбѣ хѣмла нѣр бѣжарѣкн мѣзѣн у бѣдѣв, ѡгѣр... ѡв нѣ ль П'арнзе бунѣ, чѣмкн ль П'арнзе Нѣтр—Дѣм у Мѣн—Мѣртр нѣнѣ. Ѧва пѣшн мѣ дѣрѣва днѣт, днѣт у ѡщѣбмайн ман. Гѣва ѡм р'ѣбун сѣре арнѣ Ал т'ѣндѣарнѣ у мѣ жѣ вѣ бнлнѣдѣ днѣна хвѣ да Мѣн—Мѣртрѣ фѣрфѣш у бѣдѣв ѡм бѣсѣбѣр ннвнѣа днѣтнѣа вѣ бун. Мѣн—Мѣртр сѣр т'ѣпѣжѣ бѣ вн навн нѣтнѣйѣ чѣкѣрнѣе, вѣр'ѣа ѡсѣ жн дѣбѣжн Сѣкрѣ Нѣр. Т'ѣмннѣаѣа вѣ дѣра мѣзѣн жѣ кѣврѣ чнл—

REVUE DE PRESSE-PRESS REVIEW-ВЕРНЕВОВА ÇARÉ-RIVISTA STAMPA-DENTRO DE LA Prensă-BASIN ÖZETİ

Grève de la faim de militants kurdes
pour protester contre la répression turque

DES VILLAGES A FEU ET A SANG

L'Humanité
6 novembre 1990

CE mardi, des membres de la communauté kurde de Turquie ont décidé d'entamer une grève de la faim à Paris pour attirer l'attention sur la politique de terre brûlée dont est victime depuis plusieurs mois leur peuple, et qui vient encore de s'aggraver à la faveur de la crise du Golfe : le président turc Turgut Ozal, fidèle allié de Washington, a demandé et obtenu de son Assemblée nationale, le 12 août, de se faire attribuer des pouvoirs de temps de guerre. Utilisant aussitôt cet « état de guerre » par lui-même créé, Ozal a immédiatement averti le Conseil de l'Europe qu'il « suspendait » l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans « les provinces de l'Est », c'est-à-dire au Kurdistan. Il invoquait l'article 15 de la Convention, qui autorise effectivement une telle suspension « en cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation ».

En réalité, il n'y avait rien à suspendre, car les droits de l'homme n'ont jamais été respectés au Kurdistan. Mais la répression exercée de tous temps contre les habitants de ces régions, accusés de « séparatisme » et de « terrorisme » par Ankara, a atteint un niveau inégalé. Le « régime spécial » appliqué depuis les décrets du 9 avril s'est encore durci. La presse turque fait état — en dépit de la censure — de dizaines de villages détruits par l'armée et publiés des photos d'exode qui font penser à une véritable guerre ouverte.

Les témoignages que nous avons pu recueillir auprès de personnes qui ont dû fuir ces régions (frontalières de l'Irak et de la Syrie) sont effrayants. Sakir, de Beytussebab, raconte : « Depuis avril, l'armée a commencé à incendier les récoltes, détruire les maisons et arrêter les gens dans le village. Ils nous demandent de collaborer avec eux en devenant « protecteurs de village », nous donnent dix jours pour réfléchir. C'est ce qui m'est arrivé. Ils ont commencé par me parler gentiment et, quand j'ai refusé de collaborer avec eux, ils sont devenus méchants, m'ont enfermé dans une cellule et appliqué la fälaka (1). Après, ils m'ont relâché, mais je me suis dit qu'ils recommenceraient à chaque fois qu'il y aurait une action de la guérilla dans la région et je suis parti. Il y a des milliers de gens comme moi. On les voit le long des routes, sous des tentes, la plupart ne

savent pas où aller. Rien qu'en août, sept villages ont été détruits dans le département de Beytussebab. »

Aslan, lui, vient d'Akal. Il a vécu la même mésaventure, sauf qu'il est resté sept jours en prison la dernière fois et a été torturé si durement qu'il en portait les marques visibles sur son corps. Il a essayé d'obtenir un certificat du médecin pour porter plainte, mais ce dernier a refusé : il avait peur...

Au total, depuis avril, deux cents villages au moins ont été entièrement ou partiellement détruits par l'armée turque et leur population jetée sur les routes. L'Association des droits de l'homme de Diyarbakir a reçu des dizaines d'appels et de plaintes de villageois désespérés. Ceux de Donmezler, chassés par l'armée en mai et qui s'étaient installés sous des tentes, espérant pouvoir retrouver leurs maisons après le ratissage, ont vu, impuissants, leur village partir en fumée au mois d'août. La même chose est arrivée aux villages de Dereleler et de Demirtepe, près de Sirnak, où l'armée a, de plus, brûlé récoltes et forêts. A Axer, dont le maire a été arrêté, les gens ont été chassés de chez eux. Ils savent que leurs maisons vont être détruites, comme l'ont déjà été les ruches, les peupliers et la récolte de blé. « Nous n'avons pu sauver que nos vies », écrivent-ils.

Dernièrement, enfin, les autorités turques ont lancé une vaste opération d'intimidation contre les ouvriers de Nusaybin et de Cirze, deux villes très touchées par l'embargo contre l'Irak, et où se développe un puissant mouvement contre la guerre. Des policiers font irruption dans les locaux syndicaux et frappent les militants, comme le 15 septembre à Nusaybin, où dix-huit membres du syndicat Petrol'is ont été blessés.

Tout cela n'a pas empêché, hier, le gouvernement français d'accueillir le chef d'état-major général de l'armée turque, le général Necip Torumtay, venu signer un accord-cadre de coopération militaire entre la Turquie et la France (le poste de ministre de la Défense étant vacant en Turquie). Et, comble d'indécence, on annonçait même à Ankara que, au cours de sa visite, le général turc se verrait remettre par Jean-Pierre Chevènement les insignes de grand officier de l'Ordre national du Mérite...

Françoise Germain-Robin

(1) Coups de bâton sur la plante des pieds.

ECHO DU CENTRE,
6 novembre 1990

GREVE DES MILITANTS KURDES Contre la répression

CE mardi, des membres de la communauté kurde de Turquie ont décidé d'entamer une grève de la faim à Paris pour attirer l'attention sur la politique de terre brûlée dont est victime depuis plusieurs mois leur peuple, et qui vient encore de s'aggraver à la faveur de la crise du Golfe : le président turc Turgut Ozal, fidèle allié de Washington, a demandé et obtenu de son Assemblée nationale, le 12 août, de se faire attribuer des pouvoirs de temps de guerre. Utilisant aussitôt cet « état de guerre » par lui-même créé, Ozal a immédiatement averti le Conseil de l'Europe qu'il « suspendait » l'application de la Convention européenne des droits de l'homme dans « les provinces de l'Est », c'est à dire au Kurdistan. Il invoquait l'article 15 de la Convention qui autorise effectivement une telle suspension « en cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la Nation ».

En réalité, il n'y avait rien à suspendre, car les droits de l'homme n'ont jamais été respectés au Kurdistan. Mais la répression exercée de tout temps contre les habitants de ces régions, accusés de « séparatisme » et de « terrorisme » par Ankara, a atteint un niveau inégalé. Le « régime spécial » appliqué depuis les décrets du 9 avril s'est encore durci. La presse turque fait état — en dépit de la censure — de dizaines de villages détruits par l'armée.

A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-

Kurdes-Turquie

Grève de la faim de Kurdes de Turquie à Paris

PARIS, 12 nov (AFP) - Un groupe de Kurdes de Turquie a entamé une grève de la faim à Paris en solidarité avec les prisonniers kurdes de Turquie et pour protester contre les transferts de population kurde d'est en ouest de la Turquie, a annoncé lundi le Comité SOS-Kurdistan.

Cent vingt jeunes Kurdes ont décidé de poursuivre cette grève de la faim jusqu'au 19 novembre, date à laquelle doit s'ouvrir à Paris un sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) qui groupera 32 chefs d'Etat ou de gouvernements européens, ainsi que ceux des Etats Unis et du Canada.

Les grévistes entendent protester contre la participation du Premier ministre turc Turgut Ozal à ce sommet, a-t-on ajouté de même source.

Kurdes-évacuation

Des grévistes de la faim kurdes évacués d'un local de la CFTD

PARIS, 13 nov (AFP) - Un groupe de grévistes de la faim kurdes de Turquie, qui occupaient un local de la CFTD, rue Euryale Dehaynin à Paris (19ème), en ont été délogés sans violence mardi soir, par la police, a-t-on indiqué à la Préfecture.

Les occupants, qui n'ont pas opposé de résistance, avaient entamé cette grève de la faim en solidarité avec les prisonniers kurdes de Turquie et pour protester contre les transferts de population kurde d'est en ouest de la Turquie, avait annoncé lundi le Comité SOS-Kurdistan.

Le Monde, 12 novembre 1990

France-Culture

LES CHEMINS DE LA CONNAISSANCE

A la découverte des Kurdes

QUI sont ces Kurdes dont on ne parle que pour évoquer les malheurs ? Victimes de l'arme chimique de Saddam Hussein à Halabja en mars 1988, ils sont l'objet de violences et de répression en Turquie et en Iran. Le Kurdistan, vaste territoire sans frontières, en forme de croissant qui suit le tracé des chaînes de montagnes allant de la Méditerranée au golfe Persique en passant par la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, est peuplé de montagnards pasteurs et agriculteurs de religion musulmane sunnite parlant une langue proche du persan moderne.

Toujours sous dominations successives, le peuple kurde se manifeste au dix-neuvième siècle contre l'empire ottoman mais il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale et le traité de Sévres en 1920

pour voir apparaître l'espoir d'un Etat autonome malheureusement vite anéanti par le traité de Lausanne en 1923. En effet, ce traité qui facilite la volonté de puissance de la République turque, les convoitises britanniques sur les régions pétrolières, ajoutées aux vues françaises sur le Liban et la Syrie, anihile complètement l'idée d'un Etat kurde.

Mais très vite les Kurdes vont s'opposer au nationalisme des Etats qui les gouvernent. C'est non seulement à l'histoire de cette longue lutte pour un Kurdistan introuvable, que nous convie Gislaine Mathieu, mais aussi à la découverte surprenante de la culture et de la littérature kurdes.

A. Cr.

● Du lundi 12 au vendredi 16, 10 h 40.

ARIEGE

L'an i des enfants kurdes

Dépêche du Midi
13 novembre 1990

Depuis un an, quatre familles kurdes habitent à Castillon-en-Couserans. Après la guerre et les persécutions, c'est l'apprentissage d'une autre vie. Et ce sont les enfants qui montrent la voie de l'intégration.

Sous le bonnet de toile, de grosses mèches brunes viennent boucler sur les joues lisses. Faïza-Danièle dort, tête vissée au bec, fermement langée dans un berceau en bois.

Ce berceau, c'est son père Nouri qui l'a fabriqué de ses mains. A la mode kurde.

Elle s'appelle Faïza à cause de mon frère qui s'appelle Faouzi, explique Nouri. Un Français un peu haché, fruit d'une année d'alphabétisation.

Et elle s'appelle Danièle, à cause de Danièle Mitterrand (1). C'est grâce à elle que nous sommes ici en France, précise Alima, l'épouse de Nouri.

Dans cette pièce de l'ancienne gendarmerie de Castillon, le gros poêle noir réchauffe le thé âcre et la maison. Sur une table, un radio-cassette emmaillotté dans un napperon bleu à pompons. Par terre, un tapis où les femmes sont assises, les yeux rivés vers l'écran où le commissaire Cabrol s'empêtre dans son énigme.

Un an qu'ils sont là. Quatre familles. Ils ont laissé là-bas une patrie, des parents et des amis. Des armes aussi. Nouri, qui dans sa vie, n'avait jamais manié autre chose que la Kalachnikov, trime avec la scie et la hache pour entretenir les chemins du Couserans. Has-

san, lui, va de temps en temps discuter le coup avec les pétanqueurs de Castillon. Ensemble les chefs de famille kurdes vont parfois à la rencontre des bergers de la montagne marchander un mouton, qu'ils se partageront.

Ici, c'est bien... Il n'y pas les avions de Saddam Hussein qui nous cherchent pour nous bombarder, fait Nouri. Et un voile passe dans ses yeux bleus. C'est le passé.

Au début, explique Julien Caruana, qui suit et guide chaque pas des Kurdes dans leur nouvelle vie, il n'y avait que la guerre et le feu, dans les dessins des enfants. Maintenant, il y a



Qui reconnaît désormais les petits Kurdes des Castillonnais d'origine, dans la cour de l'école ?

(Photo « La Dépêche du Midi ».)



La classe des grands étudie un texte sur... Charles de Gaulle.

des arbres, des oiseaux, de charmants paysages ariégeois.

Rester assis, enfermés...

Car ici pour les gosses tout va bien. Les parents eux ont du mal à prendre le bus ou remplir une feuille de Sécu. Faire les courses à Saint-Girons est une aventure. Ils ont encore à faire l'apprentissage de l'autonomie.

Mais dans la cour de l'école, ces gamins qui ne savaient pas un mot de français, il y a une année, se lancent des *boudiou* comme de vrais petits Ariégeois. Du reste, lorsqu'ils sont chez eux, ils ne parlent plus que la langue de Jean-Pierre Foucault et Patrick Sabatier. Mais les parents savent bien qu'ils n'oublieront pas leurs racines...

Au début, cela n'a pas été facile, se rappelle Denis Lourde, le directeur de l'école de Castillon. Des enfants qui n'avaient jamais connu un cadre scolaire. Ils avaient toujours été livrés à eux-mêmes, alors rester enfermés, s'asseoir, écouter.

L'école a reçu des renforts. On a créé une classe spéciale pour certains élèves. D'autres, au bout de trois mois, ont déjà été intégrés dans les sections existantes.

Et cette année, ils sont tous

répartis dans des classes normales.

Certes, ils n'ont pas forcément l'âge correspondant. Mais on ne désespère pas de leur faire sauter des classes. Evidemment, ce sont les plus jeunes qui font les progrès les plus étonnants.

Ils ont une grosse, grosse volonté.

Et cet enseignant rajoute : *Cela fait dix-huit ans que j'enseigne... Je n'ai jamais vu une telle envie d'apprendre et de bien faire... Pour eux, ne pas avoir la moyenne c'est un catastrophe !*

Denis Lourde a une bonne classe. Et se demande si ces petits Kurdes, qui gobent bouillonniques, l'éducation de l'école publique, ne jouent pas parfois un rôle de locomotives...

Sous le coton blanc, près du gros poêle noir, Faïza-Danièle dort... Elle est née à Saint-Girons, il y a huit mois. D'ici quelques années, près de la fontaine de pierre ou dans la cour de l'école, ses grands frères lui raconteront peut-être les avions, les bombes, les gaz...

Dominique DELPIROUX.

(1) Danièle Mitterrand préside l'association France Liberté, qui a permis à ces familles kurdes de trouver un asile politique en France.

JOURNAL DU CENTRE

15 novembre 1990

EN BREF

Avec le Secours Catholique aidez à l'installation de trois familles kurdes

Accueillis officiellement par la France, au titre de réfugiés politiques, les membres de trois familles d'origine kurde (soit environ vingt personnes) arriveront prochainement à Clamecy.

Si les pouvoirs publics mettront à leur disposition des logements, qu'il faudra meubler, il incombera aux associations caritatives, dont le Secours Catholique, de leur procurer les éléments indispensables dans un foyer domestique : sommiers, matelas, petit mobilier, chaises, ustensiles de cuisine, vaisselle, cuisinières, poêles à bois, etc (liste nullement limitative).

Les personnes susceptibles d'apporter leur concours à cette installation sont conviées à prendre contact auprès de M. le curé de Varzy ou à se manifester auprès du Secours Catholique de Clamecy (BP 18, 58500 Clamecy). Il leur sera remis un imprimé à remplir — qui peut être retiré également en mairie.

LE FIGARO 13 novembre 1990

**Turquie :
Turgut Ozal
veut empêcher
la création
d'un nouvel État kurde
si l'Irak s'écroulait**

Saddam Hussein espérait pouvoir compter sur sa neutralité et, dès le 5 août, avait cherché à s'assurer que la Turquie ne fermerait pas l'oléoduc par lequel l'Irak exportait plus de la moitié de sa production. Mais la Turquie dont le rôle de bastion avancé à l'est vient d'être quelque peu ému par les changements survenus en Union soviétique, n'a pas laissé passer cette occasion de réaffirmer l'importance de sa position stratégique.

Ainsi la Turquie a-t-elle, dès le début de la crise, annoncé qu'elle se conformerait à l'embargo décidé par le Conseil de sécurité. Le 7 septembre, par ailleurs - après, il est vrai, de longues tergiversations -, le Parlement a accordé au gouvernement les pleins pouvoirs, l'autorisant à déclarer la guerre ou à envoyer un contingent à l'étranger, en Arabie Saoudite, par exemple. Dans le cas d'une agression, c'est l'exécutif qui décidera.

Pourquoi cet empressement? La Turquie attend en retour des compensations politiques (et économiques) subs-

tantielles. Mais il est aussi vraisemblable qu'envisageant l'éventualité du renversement de Saddam Hussein, Turgut Ozal ait jugé utile de se rapprocher des États-Unis pour ne pas être oublié si la carte de la région venait à être redessinée - notamment pour empêcher la création d'un éventuel État kurde si l'Irak s'effondrait.

En attendant, la Turquie a accueilli quatorze bombardiers F 111 américains sur la base d'Incerlik ainsi que vingt F 16 supplémentaires. Le 5 septembre, le gouvernement a été autorisé par le Parlement à permettre aux forces étrangères d'utiliser les bases de l'Otan pour des actions militaires contre l'Irak. De son côté, l'armée turque a renforcé sa présence sur la frontière irakienne, obligeant Saddam Hussein à conserver neuf divisions sur sa frontière nord - soit presque 10% de son armée.

Cela dit, le coût économique pour la Turquie est énorme et les compensations promises sont lentes à venir. Ni les partis d'opposition ni la population ne souhaitent l'engagement du pays dans un conflit armé avec l'Irak. Reste que Turgut Ozal a pris goût à décider seul. La nature de l'engagement de la Turquie pourrait donc dépendre de ce que lui aura fait miroiter M. Baker lors de son dernier passage le 6 novembre.

LYON LIBERATION
15 novembre 1990

JEUNE. Une trentaine de ressortissants kurdes ont entamé hier après-midi un jeûne qui doit durer quatre jours et quatre nuits dans l'église Saint-Michel, avenue Berthelot. Une manifestation programmée au niveau européen par SOS-Kurdistan pour protester contre « le massacre du peuple kurde en Turquie ». La crise du Golfe a en effet entraîné la déportation des populations kurdes installées près des frontières irakiennes.

LYON FIGARO
15 novembre 1990

KURDES
Grève de la faim

□ Une trentaine de réfugiés politiques kurdes de la communauté lyonnaise (elle en compte deux mille cinq cents) ont entamé, hier à 14 heures, une grève de la faim en l'église Saint-Michel (avenue Berthelot). Une opération ponctuelle (elle dure seulement quatre jours) qui a pour but d'attirer l'attention de l'opinion publique sur "les exactions du gouvernement turc".

A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-A.F.P. - A.F.P.-

France-Turquie

Conférence de presse de la Ligue des Droits de l'Homme sur le problème kurde en Turquie

PARIS, 15 nov (AFP) - La Ligue des Droits de l'Homme annonce jeudi qu'elle tiendra une conférence de presse, lundi 19 novembre à 15H, au 8ème bureau de l'Assemblée Nationale concernant le problème kurde en Turquie.

Quatre députés de l'Assemblée nationale de Turquie doivent prendre la parole lors de cette réunion où seront notamment évoqués "les déportations de paysans kurdes", ainsi que "les procédures de demande de levée d'immunité parlementaire engagées à l'encontre de plusieurs députés kurdes qui risquent d'être condamnés à la peine capitale pour délit d'opinion", indique la Ligue des Droits de l'Homme.

Kurdes-manifestation

Manifestation de Kurdes devant l'ambassade de Turquie à Paris

PARIS, 19 nov (AFP) - Environ 4 à 500 Kurdes manifestaient depuis 15h45 lundi, aux abords de l'ambassade de Turquie, 16 avenue de Lamballe à Paris (16-ème).

Les manifestants, porteurs de nombreuses banderoles, entendaient protester contre la politique du gouvernement turc à leur égard.

Aucun incident n'a été signalé.

La Croix du midi

11 novembre 1990

France-Libertés :

Gros plan sur un Comité-Relais actif

C'est la quatrième fois que Mme Mitterrand vient à Montpellier pour rencontrer les responsables du comité-relais de l'Hérault présidé par Mme Saumade.

Prix de la mémoire

Avant de commencer la réunion de travail, Danielle Mitterrand a parlé du Prix de la Mémoire 1990 décerné à trois actions (sans ordre de mérite) au Mémorial Soviétique en souvenir des abus staliniens, à l'Institut Kurde et enfin à la Maison des Esclaves à l'île de Gorée.

Elle a rendu hommage au travail opiniâtre (pour rassembler les fonds et sensibiliser les gens) de l'association Gorée-Fraternité. Cette association héraultaise s'était donné comme première mission de restaurer cette maison. C'est la dernière main aux travaux avant l'inauguration du 6 décembre par Danielle Mitterrand.

Objectifs de France-Libertés

Ils sont plus particulièrement

orientés dans le domaine de la santé, de l'enfant, et l'on envisage d'ouvrir un volet social avec d'autres partenaires.

La fondation a demandé donc à ses comités-relais d'effectuer des repérages dans les quartiers défavorisés afin de soutenir des projets.

Danielle Mitterrand a rappelé que les objectifs s'inscrivent directement des prises de conscience dans le domaine de « l'exclusion ».

Elle rappelle que le sida est source d'exclusion et que les campagnes en direction d'aide, de prévention, de sensibilisation, font partie de cet état de fait.

Tous les comités-relais ne sont pas aussi actifs que celui de l'Hérault. Mais ils le deviendront s'ils sont impliqués dans des projets concrets et si la communication avec Paris reste très forte, c'est un des vœux formé par la responsable de la fondation, Mme Mitterrand.

O. M.

La Montagne

14 novembre 1990

Clamecy va accueillir trois familles kurdes

Accueillies officiellement par la France au titre de réfugiés politiques, les membres de trois familles d'origine kurde (soit environ 20 personnes) arriveront prochainement à Clamecy.

Si les pouvoirs publics mettront à leur disposition des logements qu'il faudra meubler, il incombera aux associations caritatives, dont le Secours catholique, de leur procurer les éléments indispensables dans un foyer : sommiers, matelas, petit mobilier, chaises, ustensiles de cuisine, vaisselle, cuisinières, poêles à bois, etc. (liste nullement limitative).

Les personnes susceptibles d'apporter leur concours à cette installation sont invitées à prendre contact avec le père Lucien Bourdiaux, curé de Varzy, ou à se manifester auprès du Secours catholique de Clamecy (BP 18, 58500 Clamecy).

Il leur sera remis un imprimé à remplir qui peut être retiré également en mairie.

TÉMOIGNAGE CHRETIEN
10 novembre 1990

L'HONNEUR DE QUI ?

« Monseigneur Decourtray, vous êtes un haut responsable de l'Eglise de France, vous venez de faire des déclarations qui heurtent de nombreuses consciences.

Déclarer que « même si la guerre est épouvantable, mieux vaut encore la faire que d'accepter le déshonneur et l'injustice », c'est faire preuve d'une très grave irresponsabilité.

Les partisans de la guerre sont déjà trop nombreux, ils n'ont pas besoin de votre appui.

Qui peut prétendre défendre l'honneur et la justice en ce monde ?

— Pas les USA, il y a un an ils massacraient les Panaméens pour se saisir de leur ex-allié, le général Noriega ;

— Pas l'URSS qui a fait la guerre en Afghanistan ;

— Pas les pays, dont la France, qui ont armé l'Irak quand il faisait la guerre à l'Iran ;

— Pas les Nations Unies qui ont voté maintes résolutions en faveur des Palestiniens, privés de patrie, sans pouvoir les faire respecter ;

— Pas Saddam Hussein qui a exterminé les Kurdes par milliers et se sert des otages comme d'un bouclier ;

— Pas les dignitaires arabes qui, forts de leurs pétrodollars, étalent un luxe scandaleux et règnent en despotes.

Et ces milliers d'êtres humains à travers le monde qui meurent de faim alors qu'il y a destruction d'excédents et surarmement !

Il est encore temps de dire haut et fort que la guerre ne règle rien, qu'il faut rechercher une solution diplomatique afin qu'aucune des parties en présence ne perde la face.

Bientôt le 11 novembre, date mémorable marquant la fin d'une tuerie indigne de l'homme. Nous avons à méditer sur ce drame vécu par des pays de traditions chrétiennes et aujourd'hui réconciliés. »

Georges MINAZZI
Exincourt (Doubs)

● Le jury du « Prix de la Mémoire » a été décerné pour 1990 à l'Institut kurde de Paris pour son action de sauvegarde de la culture et de la mémoire kurdes.

QUOTIDIEN DU MEDECIN
9 novembre 1990

**Appel
pour la libération
d'un chirurgien
suisse
otage à Bagdad**

Aide médicale internationale lance un appel pour la libération du Dr Andreas Stahelin, un chirurgien suisse détenu depuis début août à Bagdad.

Parti en mission dans le Kurdistan irakien en juillet, en compagnie de quatre Français, le Dr Stahelin est en effet resté seul otage dans la capitale irakienne après le départ pour la France de ses compagnons d'infortune.

Plusieurs démarches sont actuellement en cours pour obtenir sa libération, mais aucune n'a encore abouti pour le moment.

La Terre

7 novembre 1990

Kurde : Le génocide en Turquie

□ Afin d'attirer l'attention sur le génocide dont est victime la communauté Kurde en Turquie des membres de cette communauté ont entamé une grève de la faim. En Turquie le président Turgut Ozal a obtenu les pouvoirs de guerre qui lui permettent de suspendre l'application de la Convention européenne des droits de l'Homme pour les provinces du Kurdistan. Les maisons sont incendiées, les récoltes détruites. L'exode de milliers de gens errant sans but sur les routes révèle l'ampleur de la répression.

JEUNE AFRIQUE

17 novembre 1990

LES CONFIDENCES DE

Mahmoud Othman

Le leader du Front du Kurdistan d'Irak, qui regroupe les principales formations kurdes du pays, vient d'effectuer une visite officielle en France.



d.a.

Jeune Afrique : Allez-vous participer à une alliance anti-Saddam Hussein ?

Mahmoud Othman : Non. Nous assistons à une guerre entre le régime irakien et les Occidentaux, qui défendent leurs propres intérêts. Nous ne commettrons pas les erreurs du passé, comme en 1975 ou en 1988. Si l'Occident montre du doigt le régime de Saddam Hussein, c'est à cause de ses intérêts économiques. Nous, nous voulons un régime démocratique en Irak. Toutefois, s'il y a une reconnaissance politique internationale (et pas seulement américaine) de la question kurde, à ce moment-là, nous déciderons, selon nos propres intérêts, ce que nous ferons. Du point de vue militaire, nous ne serons pas partie prenante à n'importe quelle guerre.

J.A. : Il y a tout de même un changement dans l'attitude américaine. Washington ne vient-il pas d'annoncer qu'il mettait les salles du Sénat à la disposition des mouvements kurdes pour une seconde conférence internationale, après celle de Paris, début 1990 ?

M.O. : Cette conférence internationale sur les Kurdes a été décidée il y a un an de cela. La Fondation France-Liberté de Mme Mitterrand et le groupe *Human Right* du Sénat américain sont à l'origine de cette initiative. Rappelez-vous, lorsque des villages entiers ont été détruits en 1987 et 1988 sous les bombardements chimiques de l'armée irakienne, aucun gouvernement occidental n'a protesté. On peut parler de glissement dans l'attitude de l'Occident. Mais il est insuffisant. Nous voulons une reconnaissance internationale en bonne et due forme. Pour le moment, les Kurdes n'ont rien obtenu de concret.

Et la crise actuelle est pour nous une occasion de faire parler de notre cause. Près de deux millions de Kurdes ont été déportés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Irak. Nous avons plusieurs centaines de milliers de réfugiés en Turquie, en Iran et en Syrie.

J.A. : Pensez-vous que l'Occident est prêt à vous aider politiquement ou même militairement ?

M.O. : Sans soutien politique, sans une reconnaissance de nos droits, nous ne voulons pas d'une aide militaire. D'ailleurs, à quoi servirait-elle ? Des armes, on peut en trouver partout.

J.A. : Quelles sont vos activités militaires sur le terrain ?

M.O. : Pour l'essentiel, elles n'ont pas été modifiées. Il s'agit d'activités de guérilla. Bien sûr, avec le déplacement de l'armée irakienne vers la frontière saoudienne, nous avons les mains plus libres. Mais, j'insiste bien, cette guerre du Golfe n'est pas la nôtre. Nous préférons une solution-pacifique du problème.

J.A. : L'Iran a-t-il changé de politique après l'offre de paix irakienne, le 15 août dernier ?

O.M. : Pour le moment, non. Même si de nombreux Kurdes irakiens et certains de nos dirigeants y sont réfugiés.

J.A. : Quelles sont vos relations avec les autres pays de la région ?

M.O. : Pendant des années, nous étions très isolés dans le monde arabe. Depuis le 2 août, certains pays arabes en conflit avec

l'Irak sont entrés en relation avec nous. L'Egypte, mais aussi les pays du Golfe. Nous leur avons demandé une position officielle. Les accords secrets ne nous suffisent plus.

J.A. : Le journal iranien *Keyhan* a parlé d'une rencontre entre l'opposition kurde et les groupes islamistes, communistes et nationalistes irakiens à Damas pour la formation d'un front uni et même d'un gouvernement en exil...

M.O. : Nous avons eu effectivement plusieurs réunions depuis l'invasion du Koweït. D'autres réunions sont prévues. Est-ce que nous formerons un front uni ? Cela est possible. Quant à un gouvernement en exil, c'est une idée que je ne retiens pas. ●

« CETTE GUERRE DU GOLFE N'EST PAS LA NÔTRE. »

PROPOS RECUEILLIS PAR SIAVOSH GHAZI

OBSERVER Sunday 18 November 1990

"When our children were dying you did nothing to help. Now God help your children"

Iraqi Kurdish refugee

The Kurdish district of Garmiyan in the mountains of north-eastern Iraq used to be a pretty place.

There were wheat fields and apricot orchards. The gardens grew melons and pomegranates and grapes. Most houses had a cow tethered outside.

One April morning in 1988, the mountainsides echoed to the drone of Iraqi bombers and the flat thud of chemical bombs.

A white cloud drifted among the apricot blossom. Whoever breathed it, died.

Later that day, a group of Kurdish guerillas came across a procession of people, blistered and burned, stumbling silently from a stricken village.

Azad Abdulla was one of the guerillas. "Can you imagine," he asks, "what it's like to die this way? If it's cyanide you get dizzy and choke. If it's mustard gas your skin blisters and your lungs begin to bleed and you drown in your own blood."

Abdulla laughed when we showed him a leaflet which tells Americans in Saudi Arabia how to survive a chemical attack.

(It's reproduced here.)

It advises turning off the air conditioning and standing under a running shower.

But the Kurdish villagers had no such luxuries.

Instead, they had to evolve their own crude methods of coping with poison gas attacks.

They would retreat into a cave after having lit a fire at its mouth. They would climb to the tops of mountains.

They would wet turbans and wrap them round their faces.

On that April morning there had been no time to take even these crude measures.

Azad Abdulla and his companions found a small boy and girl clinging to each other. While running away through a wheat field they had come under attack from an Iraqi helicopter and become separated from their parents. The parents had died but the children did not know this.

They kept saying that when it grew light they would go and look for them. They thought it was night. They did not realise that they were blind.

Almost to the day (on April 12th 1988), Junior Foreign Office Minister David Mellor was forecasting that

British industry would soon find "a large market in Iraq."

Was he unaware that Saddam Hussein was systematically gassing Iraq's Kurdish minority? Hardly.

Only three weeks earlier, more than 5,000 men, women and children had died horribly in an Iraqi poison gas attack on the Kurdish town of Halabja. The atrocity received worldwide TV and newspaper coverage.

"Bodies lie in the dirt streets or sprawled in rooms and courtyards of the deserted villas, preserved at the moment of death in a modern version of the disaster that struck Pompeii. A father died in the dust trying to protect his child from the white clouds of cyanide vapour. A mother lies cradling her baby alongside a minibus that lies sideways across the road, hit

PREVENTIVE MEASURES: CHEMICAL WARFARE

A. YOU ARE OUTSIDE

YOU WILL DIE. DO NOTHING.

B. YOU ARE INSIDE

1) SEAL ALL AIR LEAKS, DRYER VENT, BATHROOM CEILING VENT, PET DOOR,

2) TURN OFF A/C. IT WILL ATOMIZE/CIRCULATE ANY GAS WHICH ENTERS.

3) LOOK OUT YOUR WINDOWS:

- BIRDS DROPPING FROM TREES
- CATS/DOGS/PEOPLE DROPPING, CHOKING, ETC.
- CARS CRASHING
- GENERAL CHAOS
- VISIBLE FOG/MIST IN AIR

ALL THESE ARE SYMPTOMS, WHEN YOU SEE THEM:

- BARRICADE DOORS/WINDOWS, LET NOBODY IN OR OUT OF THE HOUSE
- YOU CANNOT MAKE IT TO YOUR CAR. DON'T EVEN TRY.

4) DRESS TO THE HILT, LONG SLEEVES, PANTS, SOCKS, GLOVES, SCARF, HAT
COVER YOUR ENTIRE HEAD WITH A WET TOWEL OR BLANKET.

while trying to flee. Yards away, a mother, father and daughter lie side by side. In a cellar a family crouches together." (Washington Times, March 23rd 1988).

The world was shocked. But not shocked enough to do anything effective. While the USA condemned Iraq's use of chemical weapons, calls for sterner action were resisted.

According to James Adams, Defence Correspondent of the Sunday Times, such western impotence must have acted as an incentive to President Saddam Hussein.

The world's inaction is a subject about which we at Amnesty International find it difficult to remain polite.

How children as young as 5 years old had been tortured in front of their families.

We revealed that at least thirty different forms of torture were in use in Iraqi prisons, ranging from beatings to burning, electric shocks and mutilation. Torturers had gouged out the eyes of their victims, cut off their noses, ears, breasts and penises, and axed limbs. Objects were inserted into the vaginas of young women, causing the hymen to break. Some of these methods had been used on children.

The report failed to move the United Nations Commission on Human Rights which, days after its publication, voted not to investigate

For years we have been exposing atrocities committed by the Iraqi government. Nothing effective has ever been done.

On 8th September 1988, five months after Halabja, Amnesty appealed directly to the United Nations Security Council to stop the massacre of Kurdish civilians by Iraq. Nothing effective was done.

A year after Halabja, we published a report detailing how an eyewitness saw a baby seized as a hostage and deliberately deprived of milk to force its parents to divulge information. human rights violations in Iraq.

(After expressions of concern from another UN body in August 1990, we are still awaiting effective action.)

TYPES OF GAS

A. MUSTARD GAS

- TOXIC IRRITANT - BLISTERS ON SKIN, INFLAMMATIONS, ETC.
- MAKES YOUR LUNGS BLEED, SLOW DEATH.
- WATER SOLUBLE, WET TOWEL ON HEAD, STAY IN SHOWER.
- LASTS 1 TO 2 HOURS

B. CYANIDE

- HIGHLY HEMOTOXIC.
- NO EXTERNAL INFLAMMATION, ETC. WORKS INSIDE.
- LOSS OF CO-ORDINATION, DIZZINESS, DIFFICULTY BREATHING, PAIN.
- WATER SOLUBLE - SAME AS ABOVE.
- LASTS UP TO ONE HOUR

C. NERVE GAS (VARICUS TYPES)

- NEUROTOXIC
- QUICK ACTING.
- LOSS OF MOTOR CONTROL, SHAKING, BLURRED VISION, ETC.
- BEST FILTERED VIA ACTIVATED CHARCOAL
- WET CLOTH MASK MAY HELP.
- DISPERSES QUICKLY, LASTS 30 MIN MAX.

GOOD LUCK.

Saddam Hussein's annexation of Kuwait seems to have taken many people by surprise. Why?

Why be surprised by the savagery of the Iraqi regime that daily tortures and kills Kuwaiti citizens?

Why be surprised that westerners trapped by the invasion are now helpless hostages?

Why be surprised that it is now young Britons who face the chemical weapons that wiped out thousands of defenceless Kurdish villagers?

Yes, we told you so. In '80, '81, '82, '83, '84, '85, '86, '87, '88 and '89. And

So why should you join us?

Because we failed with Iraq. Failed to make any impact on Saddam Hussein. Failed to stir the United Nations into doing anything effective. Failed to reach enough ordinary people, like you, who were willing to channel their outrage into constructive action.

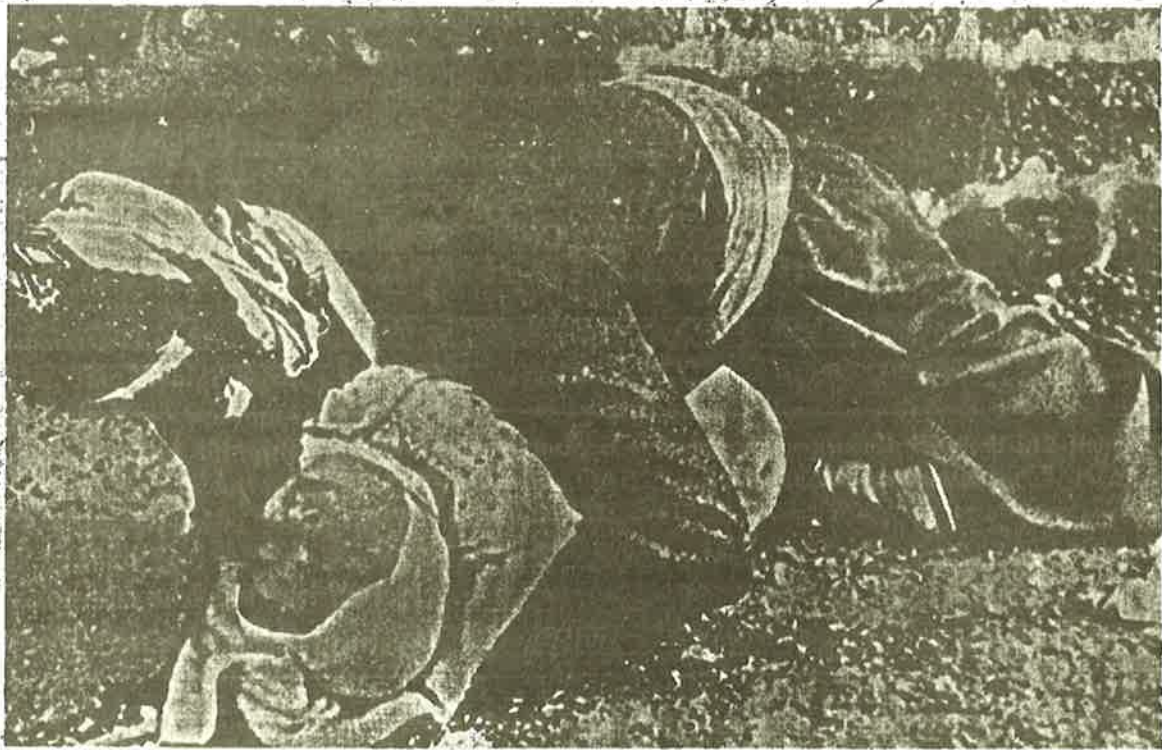
God knows how many lives this failure will yet cost.

We have got to make it impossible in future for governments to ignore the genocide of helpless women and children. It must become morally un-

acceptable for governments to look at photographs of dead children from places like Halabja and then carry on 'business as usual' with their murderers.

That's why you should join us and, if you can afford it, make a donation to our campaign funds. (Small donations gratefully received, business-people please think big.)

"We were screaming till we could not speak," says Azad Abdulla, "and yet no-one listened." It's you he's talking to: If you can hear what he's saying, clip the coupon.



you did nothing effective to help.

You, Margaret Thatcher, did nothing effective. You, George Bush, did nothing effective. You - yes you - reading this advertisement, did nothing effective.

Right now you have a choice. Get offended, or get involved.

This advertisement is an appeal for more members and more money. But we must tell you frankly that there is now little Amnesty can do for the people trapped in Iraq and Kuwait, be they Kuwaitis, Westerners, Asians or the 4 million Iraqi Kurds who are also living in fear.

I wish to be a member of Amnesty International. I enclose £12 Individual
£15 Family £5 OAP £5 Student, Under 18, Claimant I wish to donate
£100 £50 £25 £15 Other

Mr/Ms. _____

Address _____

Postcode _____

To: Amnesty International British Section, FREEPOST, London EC1B 1HE.

AMNESTY INTERNATIONAL



LA CROIX DU MIDI

18 novembre 1990

Amnesty International dénonce l'Irak

Depuis plus de 15 ans, Amnesty International, organisation apolitique et indépendante, lutte pour la défense des droits de l'homme en Irak. Le 28 février 1990, Amnesty International a demandé au gouvernement irakien de mettre un terme aux mauvais traitements infligés pour des raisons politiques à des enfants et à des adolescents.

L'organisation a publié le nom de 396 enfants Arabes et Kurdes détenus sans jugement à l'issue de procès sommaires. Torturés, exécutés ou victimes d'exécutions extra-judiciaires depuis 1980. En mars, les autorités irakiennes ont démenti ces abus. Dans une communication orale adressée en mars à la commission des Droits de l'homme des Nations Unies, Amnesty International a attiré l'attention sur les violations persistantes des Droits de l'Homme notamment les massacres délibérés, la torture et l'exécution d'opposants politiques et de mineurs. Un représentant du gouvernement irakien a répondu qu'Amnesty International avait lancé « une campagne publicitaire » en vue de « dresser l'opinion publique contre l'Irak » !...

L'organisation indépendante de tout gouvernement et ne travaillant que d'après des textes internationaux, a exprimé sa profonde préoccupation devant la décision de la commission des Nations Unies de ne pas agir face aux violations systématiques des Droits de l'homme en Irak.

Plus récemment, Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles des centaines d'Irakiens résidant au Koweït et soupçonnés d'être des opposants au gouvernement irakien, ont été arrêtés au cours des 24 heures qui ont suivies l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes. Le gouvernement irakien est connu pour son extrême brutalité vis à vis des opposants politiques. Le pire est donc à craindre pour la vie et la sécurité des personnes détenues au Koweït.

Dans la logique de son action, Amnesty International a demandé le 28 août 1990 la libération des ressortissants étrangers et l'arrêt des violations des Droits de l'Homme au Koweït. Cet été, l'organisation a publié son rapport annuel, rapport qui englobe la situation des Droits de l'homme dans tous les pays du monde. Dans ce rapport, Amnesty International dénonçait déjà les pratiques du gouvernement irakien.

La Défenses des Droits de l'Homme demande une vigilance de tous les instants même et surtout pour les pays qui ne sont pas sous le feu de l'actualité, c'est ce travail qui est réalisé par Amnesty International, travail qui est complété en plus de l'information par un travail reposant sur des lettres ou télégrammes pour obtenir la libération de prisonniers d'opinion.

S. Miquel.

LE PROGRES

16 novembre 1990

RÉFUGIÉS

« Pour que l'Etat turc ne massacre plus le peuple kurde »

Une vingtaine de réfugiés politiques kurdes, accompagnés d'amis turcs et arméniens ont entamé depuis hier une grève de la faim. Réunis à l'église Saint-Michel de l'avenue Berthelot, ils souhaitent attirer l'attention du public sur la situation dramatique que vit actuellement le peuple kurde de Turquie. Une situation accentuée par la crise du golf. « Le gouvernement turc accentue actuellement la pression sur les résidents kurdes qui sont à la frontière de l'Irak. Cent vingt mille Kurdes ont été déportés jusqu'en Anatolie avec la rigueur climatique que l'on sait », explique Hassan Demireoz, membre de SOS Kurdistan, l'association qui coordonne le mouvement au niveau national.

A Lyon, les deux mille cinq cents Kurdes, redoutant que leur action soit trop peu structurée, ont trouvé un appui en la personne de Garbis Dudukdjian, qui, bien qu'Arménien soutient leur action. « J'interviens par amitié et par sympathie. La cause arménienne est liée à la cause kurde », explique t-il.

Douze mille tracts imprimés sont en cours de distribution. Et les Kurdes lyonnais « qui ne souhaitent pas rester passifs » n'excluent pas de mener à bien d'autres actions, avec une seule restriction : « ne jamais rien entreprendre contre la population autochtone ».

République
du
Centre
19 novembre 1990

Manifestation de soutien au peuple Kurde à Chartres

Les Kurdes, en défilé, se sont rendus à la préfecture.

CHARTRES. — A l'appel du comité de solidarité avec les résistants Kurdes et Turcs, une manifestation s'est déroulée à Chartres, samedi après-midi. Elle a réuni environ deux cents ressortissants turcs et kurdes de notre département, auxquels s'étaient joints les animateurs du comité, la C.G.T. et le M.P.P.T.

Les Kurdes ont défilé dans les rues du centre-ville pour se rendre à la préfecture où une délégation fut reçue par M. Comet, secrétaire général. Ils sont allés lui expliquer la dramatique existence du peuple kurde : 200 villages ont été évacués et la population, 3 à 4.000 personnes, vit dans la misère et la famine sous des tentes, tandis que nombreux sont les prisonniers politiques qui ont été enfermés dans

les différentes prisons du pays. Des prisonniers politiques qui sont actuellement en grève pour protester contre leur détention, et pour lesquels on parle de rétablir la peine de mort. Les autorités ont, en outre, arrêté et torturé le président de la Ligue des droits de l'homme en Turquie.

Les manifestants ont également profité de la présence de M. Comet pour lui rappeler le cas de Polat, ce réfugié turc qui vit sous la menace d'être reconduit à la frontière et qui bénéficie actuellement d'un mois de séjour provisoire en attendant la décision du tribunal.

Pour les Kurdes, la France, pays des droits de l'homme, doit faire quelque chose.



Les banderoles déployées place des Halles.

East and West Declare The End of Cold War At Paris Conference

NATO and Warsaw Pact Leaders Sign Treaty and Disavow Aggression

By William Drozdiak

Washington Post Service

PARIS — Leaders of the 22 members of the North Atlantic Treaty Organization and the Warsaw Pact abandoned more than four decades of military confrontation on Monday by signing an arms treaty that will dramatically reduce non-nuclear arsenals in Europe.

In a companion pledge disavowing any future aggression against each other, the leaders declared that the end of the Cold War era meant that "they are no longer adversaries, will build new partnerships and extend to each other the hand of friendship."

After burying their conflict in a lavish signing ceremony at the French presidential palace, the leaders of the two rival blocs joined the heads of 12 neutral states to begin three days of speeches and deliberations about the future course of an undivided Europe.

The 34 participants, which include the United States, Canada and all European countries except Albania, are expected to endorse free elections and free markets as common prescriptions for their societies. They will also agree to establish annual gatherings for foreign ministers and summit conferences every two years to sustain peace across the Continent.

"It is the first time in history that we witness a change in the depth of the European landscape which is not the outcome of a war or bloody revolution," said President François Mitterrand, the meeting's host, in opening the summit meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe. "We do not have sitting here either victors or vanquished, but free countries equal in dignity."

"For more than 40 years, we have known stability without freedom," Mr. Mitterrand said. "Henceforth, we want freedom in stability."

President George Bush and President Mikhail S. Gorbachev gave short speeches praising the new world order that has emerged with the collapse of totalitarian governments and the flowering of new democracies.

"Our country has changed and will never be the same as it was before," Mr. Gorbachev said. "We have opened up to the world and the world has opened up in response."

Mr. Gorbachev did not dwell on the enormous problems he faces at home, but warned that ethnic tensions and separatist campaigns could have "a destructive snowball effect" if any government should bow to their demands. The Baltic states of Latvia, Lithuania and Estonia have protested their exclusion from the summit meeting and demanded independent status within the conference process.

Although the conference's focus is the future of Europe, much attention was being paid in bilateral

exchanges to the Gulf crisis. Mr. Bush discussed on Monday Iraq's continuing occupation of Kuwait with Prime Minister Margaret Thatcher of Britain over breakfast and with Mr. Gorbachev over dinner. The Gulf issue is expected to be raised at a closed session of all leaders on Tuesday.

The treaty reducing conventional weapons in Europe was hailed as making any surprise attack impossible through a complex monitoring and verification schedule that will oversee the destruction of huge amounts of equipment.

Because of the overwhelming quantity of firepower maintained by the Warsaw Pact in the past, NATO countries will only be making about one-tenth of the weapons reductions to meet the new limits established by the treaty.

The equal ceilings on non-nuclear weapons located between the Atlantic Ocean and the Ural Mountains allow neither side to maintain more than 20,000 tanks, 20,000 artillery pieces, 30,000 armored combat vehicles, 6,800 combat aircraft and 2,000 attack helicopters.

In addition, the treaty restricts the proportion of arms that can be held by any one country to about

one-third the total permitted for all countries. As a result, the Soviets will have to remove as many as 19,000 tanks from the European theater.

But American officials said some "surprises" had arisen over the number of artillery pieces that the Soviets are supposed to remove. When data was exchanged in Vienna on Sunday, the Soviets gave a number "much lower than anticipated," a senior American official said.

The Soviets have said they only need to reduce their artillery by 500, but nongovernment arms experts say the number was expected to be as high as 5,000.

In recent months, the Soviets have moved large amounts of tanks and other military equipment across the Ural mountains in order to exclude them from the restrictions of the treaty. U.S. officials have complained that, while the practice was not illegal, it was contrary to the spirit of the treaty.

James Woolsey, the U.S. negotiator for the conventional forces treaty, said that the Soviet figures were still being analyzed. He said, however, that the issue was important and serious.

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE
November 20,
1990

L'Humanité

21 novembre 1990

**MANIFESTATION
KURDE A PARIS**

Au moment où, mardi après-midi George Bush s'entretenait avec le président turc Turgut Ozal, plusieurs centaines de Kurdes manifestaient à proximité de l'ambassade de Turquie à Paris pour protester contre la politique de répression, aggravée depuis la crise du Golfe, dont est victime leur peuple dans les provinces du Kurdistan de Turquie. Certains des manifestants avaient mis fin le matin même à la grève de la faim qu'ils menaient à l'église Saint-Merri pour alerter l'opinion et les participants au sommet de la CSCE, dont la Turquie

est membre. Les provinces kurdes de Turquie sont, depuis avril, soumises à une législation d'exception qui permet au gouvernement d'Ankara d'imposer une censure totale, d'organiser des ratissages, de déplacer de force les habitants et de détruire des villages : 200 villages ont été brûlés, 300.000 personnes déportés dont 25.000 sont sans abri. La répression s'est aggravée à la faveur de la crise du Golfe au point qu'en août, la Turquie a officiellement « suspendu » l'application de la convention européenne des droits de l'homme au Kurdistan. Des renforts militaires considérables y sont déployés, des manœuvres s'y déroulent en corrélation avec celles des troupes américaines en Arabie Saoudite.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, 22 novembre 1990

34 States Sign Charter of Paris*Leaders Declare 'New Era of Peace' as Conference Ends*

By Jim Hoagland

Washington Post Service

PARIS — President George Bush and President Mikhail S. Gorbachev on Wednesday joined the leaders of Europe in declaring an end to "the era of confrontation and division in Europe," and promised "a new era of democracy, peace and unity" for the continent that launched the 20th century's two world wars.

Mr. Gorbachev's signature on the Charter of Paris for a New Europe, adopted at the end of the 34-state meeting, represents the first Soviet commitment in an important international document to holding free and fair elections on a regular basis and encouraging free enterprise at home.

In his speech formally closing the three-day conference, President François Mitterrand warned his fellow leaders that only by avoiding "a new division between haves and have-nots" on the Continent would future conflict be avoided.

His remarks echoed the new emphasis on economic development and the environment offered by the 20-page document that was adopted by the Conference on Security and Cooperation in Europe.

In 1975 in Helsinki, the first meeting of the 34 states was driven by the tensions of the Cold War and the division of Europe between competing ideologies.

But the gathering here of the heads of state or government from

all the states of Europe, except Albania, plus the United States, Canada and the Soviet Union, underscored how the collapse of Communist rule in the past 18 months has changed Eastern Europe and the Soviet Union.

At the 1975 conference, the Soviet Union successfully pushed for the recognition of the frontiers that emerged from World War II as Europe's permanent frontiers. In return, the West insisted that the exercise of fundamental human rights be permitted in the East bloc nations.

The failure of the old Soviet approach to "stability" was underlined by the absence at the Paris gathering of East Germany, which disappeared with German reunification on Oct. 3.

The detailed and sweeping commitments to free elections and other democratic freedoms undertaken in Paris by the Soviet Union and its former satellites also demonstrated how the old Helsinki process has been overtaken by events.

A major function of the conference has now become ensuring that the Soviet Union and the new democracies of Eastern Europe are not excluded from the political and economic progress that Western Europe has made in recent years. This was indicated by the wording of the Charter and by remarks by some of the leaders at press conferences.

Many of the details contained in

the Charter of Paris providing for a small secretariat in Prague, a conflict prevention center in Vienna and a free-elections committee in Warsaw, had been previously reported.

The United States, wary of early attempts to turn the conference into an organization that would provide security guarantees for its members and eclipse the North Atlantic Treaty Organization, succeeded in keeping the conference's embryonic institutions small and limited in scope.

The Charter's section on security endorses a deadline for a new NATO-Warsaw Pact arms reduction agreement on conventional forces. After praising the arms accord signed Monday, the leaders called for the completion of a new treaty by the next conference summit meeting, scheduled for Helsinki in 1992.

The conference's foreign ministers will begin meeting annually in Berlin next year and will call themselves the Conference on Security and Cooperation in Europe Council.

Mr. Bush appeared to spend most of his time and energy at the conference working on the Gulf crisis. Mr. Gorbachev was clearly absorbed with what he warned were the dangers of "the Balkanization or Lebanonization" of entire regions of Europe. But Mr. Mitterrand, Chancellor Helmut Kohl of Germany and others underscored

the conference's role in dealing with, in Mr. Mitterrand's words, "economy, environment, standard of living," or "the things people expect us to address."

The leaders promised to cooperate with the Soviet Union and its former satellites in their "transition to a market economy."

"We are convinced that our overall economic cooperation should be expanded, free enterprise encouraged and trade increased and diversified according to GATT rules," the Charter declared, referring to the General Agreement on Tariffs and Trade. Environment, energy-resource development and cultural and educational exchanges are also discussed in the document.

But the failure of the conference to issue a Trans-Atlantic Declaration, as had been predicted by Italy and some other delegations, proved that conflict has not been totally banished from Europe.

The release of that declaration, which is a statement of principles about relations between the United States and the European Community, had been proposed by Germany in an effort to highlight the continuing U.S. role in Europe. But this was blocked by France, which apparently feared that the declaration would detract from the more general purpose of the conference, according to diplomatic sources.

The declaration is scheduled to be released in Rome early next week.

RÉPUBLIQUE DU CENTRE

23 novembre 1990

Mobilisation contre l'expulsion du kurde Serafetin Polat

CHARTRES. — Une délégation composée des CNDTI, MRAP, FEN, MPPT, LCR a été reçue mercredi 21 novembre par Mme Borderon, responsable du service des étrangers à la préfecture, au sujet de l'expulsion d'un ressortissant kurde, Serafetin Polat.

Ce dernier s'était présenté à la préfecture le 31 octobre pour le renouvellement de son titre provisoire de séjour et avait été placé en rétention administrative en vue d'être reconduit à la frontière avant le 6 novembre. Le Comité pour le droit d'asile était aussitôt avisé et apprenait que S. Polat était convoqué par le juge du tribunal de Chartres le lendemain, 1^{er} novembre à 14 heures.

Polat n'ayant jamais reçu la notification du rejet de la commission des recours à sa demande de refuge politique ni l'injonction de quitter le territoire émanant de la préfecture d'Eure-et-Loir, était libéré le soir même. Il devait se présenter le lendemain devant le tribunal administratif d'Orléans.

Ce dernier cassait la décision de reconduite à la frontière engagée par la préfecture d'Eure-et-Loir contre lui.

La préfecture a fait appel de ce jugement auprès de la cour de Cassation. De ce fait, un titre provisoire de séjour renouvelable sera délivré à Serafetin Polat jusqu'au jugement de la cour de Cassation. Ce délai doit permettre d'obtenir la réouverture du dossier auprès de l'OFPRA.

400 signatures ont été recueillies sur une pétition s'opposant à l'expulsion de Serafetin Polat. Le comité, qui estime que l'expulsion conduirait S. Polat dans les prisons turques et le mettrait en danger de mort, considère le fait que la préfecture ait opté pour l'appel en cour de Cassation et non pour une nouvelle et immédiate injonction à quitter le territoire, n'est pas indépendant de la mobilisation autour de ce cas. Il entend que cette mobilisation se poursuive et s'amplifie.

Freiheit

UNSERE ZUKUNFT

FREIE ZEITUNG FÜR ELSA-LOTHRINGEN

22. November 1990

Kurden im Rampenlicht

pr. Dem Kurdischen Institut Erhaltung der kurdischen Kultur von Paris wird der "Prix de la Mémoire" 1990 verliehen. Die Jury des "Prix de la Mémoire" (darunter Frau Allende, Michel Piccoli, Elie Wiesel, ...) will mit ihrem einstimmigen Beschluß die Tätigkeit des Instituts zugunsten der

tur ehren. Die Vergabe des Preises soll am 3. Dezember im Palais de Chaillot in Anwesenheit mehrerer Persönlichkeiten, Künstler und Minister stattfinden. 1989 war der "Prix de la Mémoire" dem Dalai Lama verliehen worden.

L'ECHO DE LA PRESQU'ILE, 23 novembre 1990

**Réfugiés Kurdes
LE FOOT, LANGAGE INTERNATIONAL**



Les auteurs de la rencontre sportive Kurdes-Piriacaïses avec les responsables et les parents.

Les garçons scolarisés (6 à 12 ans) ont eu un premier contact avec la population grâce à l'invitation de

l'US Piriac football, qui avait organisé un match de football à 7, ce dimanche, avec les pupilles piriacaïses.

Ces jeunes réfugiés ont prouvé que le foot était un langage universel. Ils ont fait preuve de grandes qualités

de footballeurs, alliés à un enthousiasme qui réconcilie avec ce sport si décrié dans un certain milieu aujourd'hui.

Equipés par l'US Piriac, ces footballeurs des montagnes ont pour la première fois joué un match de football (leur pleine de jeux était le camp de réfugiés en Turquie, leur ballon une boule de chiffon ou une vieille boîte de conserve).

Grâce à la structure du Village Vacances du Moulin de Prallane, et son animateur, Joël Coëuret, ils ont pu « taper » dans de vrais ballons, et pour marquer l'événement, ils étaient habillés dans de superbes survêtements vert « espoir ».

L'expérience aura son prolongement dans la participation aux séances d'entraînement de l'école de football de l'US Piriac. Les jeunes filles, de leur côté, découvraient « la vie extérieure » française, en participant aux cours de danses de l'association « Piriac Loisirs ».

Il est heureux de constater qu'une part de l'intégration des jeunes Kurdes dans notre vie quotidienne passe par le sport et que deux associations auront collaboré à un meilleur vécu pour ces jeunes.

International Herald Tribune, November 24-25, 1990

Pentagon Scrambling to Find Crucial Spare Parts

By George C. Wilson

Washington Post Service

WASHINGTON — The Joint Chiefs of Staff are surveying the U.S. defense industry to determine how it could increase production of ammunition, spare parts and other items needed to keep American troops in the fight if war broke out in the Gulf, according to Pentagon officials.

This action is one of several new signs of the strain that President George Bush has put on the armed services by deciding to have a fighting force of 400,000 soldiers, sailors, airmen and Marines in the region by January.

The other signs include the call-up of thousands of reservists to support front-line troops in the Gulf; the army's decision this week to freeze almost everyone in uniform in his or her present job in case replacements are needed, and an internal briefing paper, en route to Defense Secretary Dick Cheney, warning that the air force is on its way to becoming a "hollow force" because of a looming shortage of spare parts.

A high-ranking planner involved with the industry survey said that the military already had tapped into the North Atlantic Treaty Organization stockpile in Europe for "smart" weapons, such as laser-guided bombs. He said the military would continue to draw down such sophisticated armament while the Joint Chiefs' survey of war industry capabilities proceeded. He said the objective was to have enough ammunition and other supplies for 30 days of combat.

Smart weapons enable aircraft pilots to release bombs out of the reach of shoulder-fired anti-aircraft missiles, such as the Soviet-made SA-7 heat-seeking missile that the Iraqi Army has in abundance, officials said. The prospect that President Saddam Hussein would march captured U.S. pilots through Baghdad has fueled efforts to obtain sufficient "standoff" munitions, officials said.

At this time, the Joint Chiefs do not foresee the need to reopen closed ammuni-

tion plants, one top planner said, but they may request that some manufacturers of crucial items increase output by putting on extra shifts of workers, according to another Pentagon planner.

"We're interested in surge capability," he said.

Military planners charged with thinking through "worst-case" scenarios say they are worried about having enough spare parts to maintain aircraft not already in the Gulf. They say the air force has taken spare parts from many fighter planes based in the United States to make combat-ready those sent to the Gulf. This means, they say, that many of the aircraft left behind cannot be called to war as replacements.

The briefing paper obtained by The Washington Post, titled "Air Force Logistics Health," includes a chart showing that mechanics at Langley Air Force Base, Virginia, had to take 200 parts off F-15 fighter planes left at home to enable two of the three squadrons of the 1st Tactical Fighter Wing to fly to the Gulf.

This left eight aircraft at Langley unable to fly at the time of deployment in August, the briefing paper states. Five of those eight cannibalized F-15s have been made ready since then, according to the paper. Squadrons of RF-4G, F-16 and A-10 aircraft were similarly stripped to meet the emergency, the air force said.

An air force general said it made military sense to resort to cannibalization to meet the emergency needs of the Gulf deployment. But the "Air Force Logistics Health" report stresses that the Gulf experience was symbolic of the long-range as well as short-range problems of keeping its combat aircraft ready to fight, and it calls for a fresh look at funding for spare parts.

A Pentagon planner said the dust in Saudi Arabia had caused unanticipated problems in keeping planes and helicopters in flying condition. He said the dust was like talcum powder, not beach sand, and that it fouled not only engines but sophisticated vision devices for firing modern weapons at night.

An analyst at the General Accounting Office, the investigative arm of Congress, said the dust had been so harmful to the army's tank-killing helicopter, the Apache, that he doubted whether its high-tech night firing devices would work in combat. One accounting office study estimates that it is taking 24 hours of maintenance to keep the Apache in the air for just one hour in the Gulf region.

Army leaders share the air force's fears about becoming a "hollow" force. They said this had driven them to impose a ban on departures from their service until it was clear who would be needed for Gulf duty if a war started. The two prime needs, they said, are for technical personnel and highly trained combat leaders.

"Once the shooting starts," an army manpower expert said, "you always have plenty of generals and colonels. What you need are those corporals and sergeants who know how to fight. If you lose too many of them, the whole unit loses its combat effectiveness."

With about 40 percent of the army's 720,000 active-duty personnel deployed to the Gulf, an army leader said, a limited number of active-duty personnel are available elsewhere to provide the technical and battlefield skills most necessary if war starts. The army wants to make sure that those skilled people are not released even if their enlistments are up.

U.S. Seeks Help to Get New Forces To Mideast

The Associated Press

BRUSSELS — The United States appealed Friday to its NATO allies to help ship and fly

additional U.S. troops and matériel to the Gulf.

Officials said William H. Taft 4th, the chief U.S. delegate to the North Atlantic Treaty Organization, made the appeal at a meeting with other envoys at the NATO headquarters here.

It was the second such request and stemmed from the U.S. decision to move additional troops to the Gulf, said an official at the U.S. NATO mission, who asked not to be named.

The first, issued on Sept. 10, resulted in most of America's NATO allies making cargo planes and

ships available at either commercial charter rates or for free, a European NATO official said.

"Most nations have provided assistance," said the official, who declined to offer a national breakdown of transport contributions.

"We have now made a second and urgent appeal to take American personnel to the Gulf region from both the United States and Europe," said the U.S. source.

There are some 230,000 U.S. troops in the Gulf region as part of a multinational force facing Iraq. Under a decision announced Nov. 9, an additional 200,000 are to go there during the next several weeks,

half of them from Europe.

Equipment from U.S. units in Europe, such as tanks and armored vehicles, are moving to the Gulf region through European ports.

On Friday, Mr. Taft did not outline the size of the sea and air transport capacity that Washington was seeking from the allies, but he stressed the need for passenger aircraft.

NATO officials declined to specify the contribution to date of each European NATO ally in moving U.S. troops to the Gulf, saying that providing such a breakdown was bound to generate friction within the alliance.

générations révolutionnaires turques aussi bien que kurdes.

Güney, sans jamais être un nationaliste kurde a également défendu le droit à l'autodétermination du peuple Kurde. Et ceci pas seulement pour les kurdes de Turquie, mais aussi pour ceux d'Iran, d'Irak et de Syrie.

A travers ses films le *Troupeau* et *Yol* Güney a fait connaître le destin des kurdes au monde entier. Dès ses premiers films il s'était déjà attaqué aux problèmes des Kurdes. Pour ceux dont il écrivait les scénarios on trouvait ici ou là une couleur, deux ou trois prénoms bannis par l'administration de l'état civil. Cela peut sembler bien peu, mais cela comptait énormément dans la Turquie des années 60, car à l'époque les gens n'osaient même pas se dire kurdes.

Güney défendait toutes les ethnies, tous les peuples opprimés. Il était toujours présent pour la sauvegarde de tel ou tel peuple. Cela va des Palestiniens aux ethnies peu connues de l'Amérique Latine. Ce qui marque d'ailleurs le plus chez Güney, c'est justement son côté internationaliste. C'était un militant internationaliste convaincu et il croyait profondément à une vraie amitié entre tous les ethnies

Une scène d'un film de Güney : Yol.

tous les peuples et toutes les nations, entre les Arabes, Arméniens, Kurdes, Turcs et autres. Il connaissait très bien la situation insoutenable des peuples opprimés et cherchait obstinément à sortir des frontières étouffantes des Etats-nations unificateurs, centralisateurs et omniprésents.

Est-ce que le cinéma de Güney est aujourd'hui diffusé en Turquie ?

Güney a été déchu de sa nationalité turque en décembre 1982. Et par un décret spécial du Commandement de l'Etat de Siège, tous ses films, ses livres, ses posters et même ses photos en carte postale ont été interdits. L'Etat de siège a été levé il y a quelques années. En droit, les décisions en dépendant devaient l'être également. En droit seulement. C'est-à-dire qu'actuellement il n'existe aucune restriction légale sur les films de Güney. Mais il faut des distributeurs et des propriétaires de salles courageux. C'est ce qui manque aujourd'hui. Mais nous avons le droit d'espérer. D'ailleurs sur l'initiative de notre hebdomadaire 2000^e Dogru (Vers l'An 2000), a pu être projeté en janvier dernier dans plusieurs salles de quelques grandes villes. Mais il reste beaucoup à faire

Umut

Bien qu'un gouvernement et un président de la république civils soient en place en Turquie la démocratie et les droits de l'homme pour tout le monde, y compris des dizaines de milliers de prisonniers politiques et les Kurdes dont on nie toujours l'existence, ne sont malheureusement pas pour demain. Aujourd'hui le monde de l'art, les médias, l'Université, ... sont soumis à trois principaux axes de pression, à savoir l'Etat, les islamistes (c'est-à-dire ceux qui utilisent l'Islam à des fins purement politiques) ainsi que les nervis fascistes reconvertis en mafiosi. Les assassinats récents d'un professeur chroniqueur de notre hebdomadaire Yuzyl, Turan Dursun, et dernièrement de M^{me} Bahriye Uçok (ex-enseignante et dirigeante du Parti Populiste Social Démocrate) sont là pour démontrer que malgré la façade, la Turquie reste un des pays les plus autoritaires de la région. Il suffit de voir le nombre de jeunes gens qui quittent leur pays pour venir, et par quels moyens, demander l'asile politique en Allemagne ou en France

Propos recueillis
par Danièle Maoudj ■



International Herald Tribune, November 24-25, 1990

Assad's Gamble For More Power

Visions of Increased Influence Bring Unusual Alliance With United States

By Jim Hoagland

Washington Post Service

GENEVA — President Hafez Assad maneuvered Syria back into the center of Middle East and international politics after a decade of isolation and hostile relations with the West by meeting here Friday with President George Bush.

For Mr. Assad, that was the ultimate meaning of this meeting, whatever the tone and content of the words passed in private by the two presidents. The photographs

NEWS ANALYSIS

and television film of Mr. Bush greeting Mr. Assad that were flashed back to the Middle East were easily worth the dispatch of a small Syrian military commitment to the U.S.-led coalition confronting Iraq.

For Mr. Bush, the incentive was the reverse. Speaking in Cairo before leaving for Geneva, the president cited Syria's status as a "frontline" ally against Iraq as justification for his meeting with Mr. Assad, whose forces were the target of military attack by Ronald Reagan and whose nation is still described as a supporter of international terrorism by the State Department.

But unless one of the toughest and shrewdest leopards of the Middle East has changed his spots, Mr. Bush will have found Mr. Assad cautious, calculating and difficult to read clearly in their conversation.

Mr. Assad has survived for 20 years as the leader of a country once notorious for its brutal instability by playing his many enemies against each other, weakening them when he can but avoiding final showdowns that he might lose.

This is partly how Mr. Assad differs from Iraq's Saddam Hussein, his neighbor, bitter enemy and arch rival in Arab politics.

Mr. Assad, who has engaged Mr.

Hussein in a long, mutual campaign of attempted destabilization, is a natural recruit for Mr. Bush's coalition effort to force the Iraqi Army out of Kuwait, even if it means aligning Syria with Western nations that are habitually denounced in Damascus as imperialist supporters of Zionism.

But if achieving delicate, often ambiguous balances of forces is Mr. Assad's style, it also reflects the dilemma he faces in joining the anti-Iraq coalition. It is likely that he would like to see the coalition destroy Mr. Hussein but not Iraq's army. And Mr. Assad has to fear that military action could lead to the collapse of Iraq and chaos on Syria's eastern border.

"Iraq represents Syria's in-depth defense in the confrontation with Israel," a Syrian official said before Friday's talks began.

"We cannot afford to have Iraq weakened too much. That is why we want economic sanctions to be tightened as much as possible, to save the Iraqi people from the destruction of a military attack. That is why we are using our influence with Iran to make sure they observe the sanctions."

The comment was intended to point up Syria's value as a broker with Iran and in Middle East politics in general. Mr. Assad may see the Iraq crisis as a chance to return to the central role in Middle East war-making and diplomacy that Syria played in the 1970s, when Mr. Assad was wooed by then Secretary of State Henry A. Kissinger and President Richard Nixon.

He met with President Jimmy Carter here in Geneva in 1977 in what turned out to be the high point of the Syrian-U.S. relationship. The Camp David peace treaty between Egypt and Israel that Mr. Carter brokered in 1979 and the Reagan administration's efforts to arrange a Lebanese-Israeli accord in 1983 drove Syria into hostile opposition to American efforts in the Middle East.

American warplanes attacked Syrian positions in Lebanon a year later. In 1986, the State Department put Syria on the terrorism list because of the role of Syrian officials in a failed attempt to blow up an El Al airliner over London.

Mr. Assad sent his army into Lebanon in 1976 — with a green light from the United States — to keep Palestinian guerrillas from overwhelming the Maronite Christian government there. He has maneuvered since throughout the Lebanese civil war to keep Christian and other forces willing to ally themselves with him either from being crushed by their foes or becoming powerful enough to do without him.

"Assad does not want to eliminate the Maronites, as is often thought," a Lebanese political leader who knows him well said recently. "Their survival is too politically useful to him, in making sure that no one group can dominate in Lebanon."

He shows the same sense of carefully gauging limits in confronting Israel with bitter rhetoric but avoiding crossing a set of "red lines" that the Israelis say they have set down to demarcate their vital interests. Syrian troop movements into southern Lebanon, for example, would trigger military confrontation with Israel.

"Syria under Assad has become a tactical threat that we can contain," an Israeli official said recently during a visit abroad. "He knows there are some fundamental rules of the game that have to be obeyed. That is what makes him different from Saddam. Iraq is an unpredictable, strategic threat that must be dealt with now."

At home, Mr. Assad has dealt brutally to suppress any opposition before it could become a threat. He will expect the United States to overlook this if Washington wants his help against Iraq and in trying to win freedom for Western hostages held in Lebanon.

Témoignage Chrétien 24 novembre 1990

TURQUIE : DÉPUTÉS ACCUSÉS D'AVOIR PARLÉ KURDE

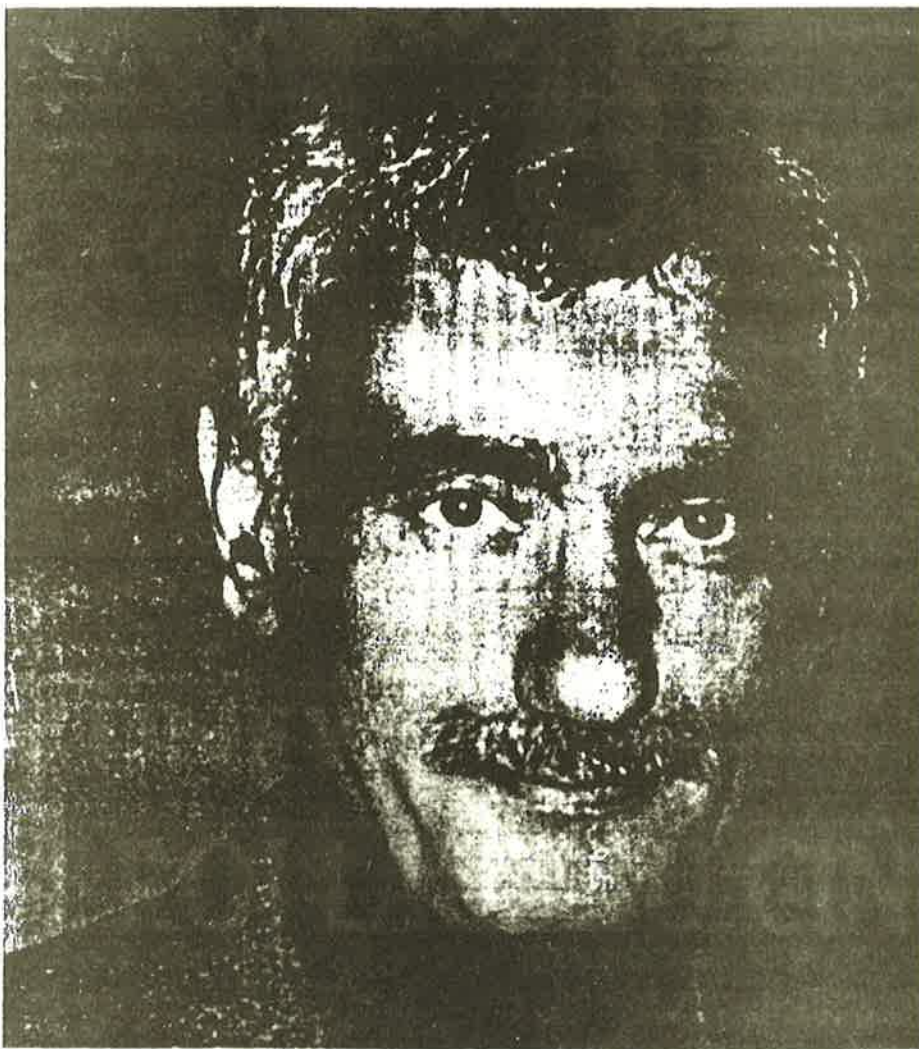
Lors d'une conférence de presse organisée par M. Belorgey, député et membre de la Ligue des droits de l'Homme, le 19 novembre à Paris, les Kurdes Ahmet Turk et Mehmet Ali Eren, députés turcs et Claudia Roth, députée au Parlement européen, ont dénoncé des violations de droits

de l'homme en Turquie : déportations de paysans kurdes, suspension de la Convention européenne des droits de l'homme dans les provinces kurdes. Par ailleurs, ces deux députés kurdes du parti social démocrate populiste ont été condamnés à mort pour avoir défendu les droits kurdes. Enfin, cinq membres de l'Association des droits de l'homme ont été arrêtés : ils sont accusés d'avoir parlé kurde.

KYRN 2-8 novembre 1990
magazine

GÜNEY : LE ROI LAID DU CINÉMA TURC

Curieusement ses films sont absents de la rétrospective consacrée au cinéma turc. Mehmet Şehmus Güzel, universitaire de quarante-quatre ans, auteur d'un ouvrage consacré à Güney, raconte et explique l'homme-clé du Septième Art turc.



Yılmaz Güney à Paris en 1982.

Quelle est la place de Güney dans l'histoire du cinéma turc ?

Yılmaz Güney n'est pas seulement l'un des plus grands cinéastes de Turquie, il est également nouvelliste, romancier et poète à ses heures. Ce qui nous manque aujourd'hui le plus en Turquie, ce sont des hommes comme Güney. Il ne devait pas mourir.

Il est né de parents Kurdes, le 1^{er} avril 1937 à Adana, au sud de la Turquie, à deux pas de la Méditerranée. Il s'est éteint à Paris le 9 septembre 1984. Au cours de ses 47 ans, il a passé environ 12 ans dans quinze prisons différentes. En octobre 1981, il s'est évadé des geôles turques et s'est réfugié en Europe (d'abord en Suisse, puis en France). Les spectateurs européens le connaissaient déjà par ses films *Suru* (le troupeau 1978) et *Umut* (L'espoir 1970).

Une fois réfugié en Europe, il termine le montage et le doublage du film qu'il avait dirigé de sa cellule avec Serif Goren comme metteur en scène. Ce film qui a obtenu la Palme d'Or en 1982 et qui a fait le tour du monde, vous le connaissez c'est *Yol*. Son premier roman, rédigé au cours de son premier emprisonnement (Mai 1961-décembre 1962) a été traduit en français en 1983 sous le titre de : *Les champs de Yureghir* (aux éditions Lattès). Il est également l'auteur d'une dizaine de récits en Turc.

En France, il a réalisé en 82-83 son dernier film, *le Mur*, qui traite des conditions de détention des enfants dans les prisons turques.

Il a beaucoup travaillé et beaucoup produit. D'abord sur le plan littéraire. Quand en 1957 il arrive à Istanbul. Il a

FESTIVAL DE BASTIA

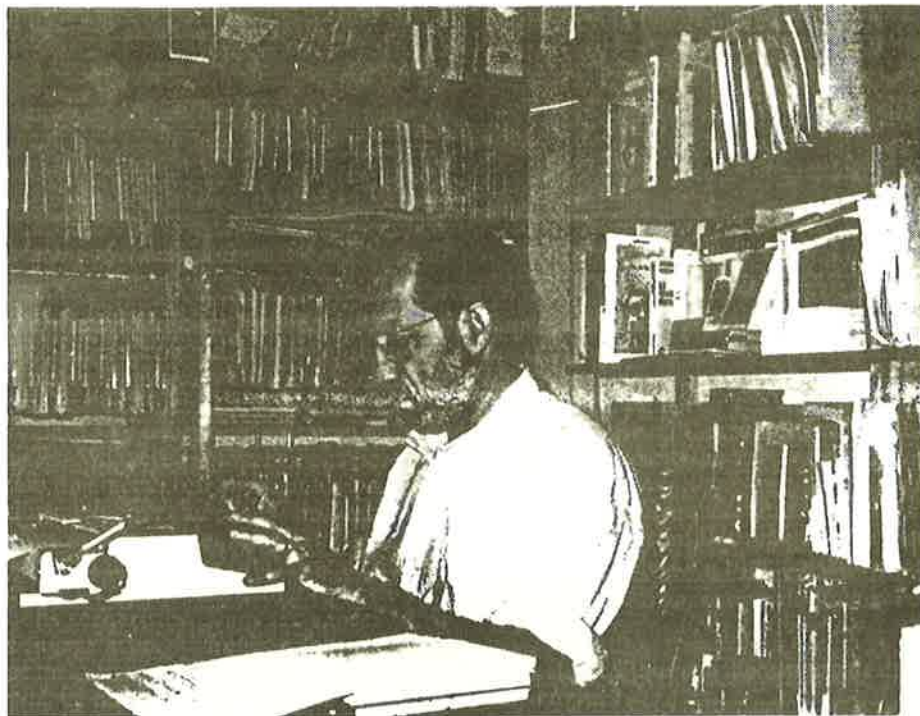
déjà publié plusieurs nouvelles. Et il en a une dizaine sous le bras. A Istanbul, il fait connaissance avec un certain Yasar Kemal, lui-même enfant d'Adana, grand reporter au quotidien *Cumburiyet*. Celui-là même qui deviendra célèbre quelques temps après la parution de *Memed le Mince*.

Yasar Kemal qui écrit aussi des scénarios, met Güney en contact avec le monde du cinéma. C'est la rencontre avec le metteur en scène Atif Yilmaz Batibeki. Pour Güney, Atif Yilmaz a été tout le temps le « maître ». Même en 1984 il le respectait encore comme un jeune apprenti, avec ce respect qui est commun au Méditerranéens.

Güney a beaucoup appris de lui. Ainsi Güney va devenir l'un des quatre plus grands cinéastes turcs après Lutfi Akad, Atif Yilmaz et Metin Erksan. Il est également celui dont l'œuvre sert de trait-d'union entre les maîtres des années 50-60 et les jeunes cinéastes. Écoutons Güney : « J'ai pris mes racines sur les bases jetées par mes aînés cinéastes, j'ai modelé à ma façon cet héritage et j'ai essayé de faire quelque chose de valable, je ne peux pas moi-même porter un jugement sur la qualité de ce que j'ai fait, ni sur la place que je tiens dans le cinéma, je laisse les spectateurs et l'Histoire en décider. Mais ce que je voudrais dire, c'est qu'étant un prolongateur de cet héritage, j'essaie de le transmettre aux jeunes cinéastes d'aujourd'hui parmi lesquels je veux citer Zeki Okten, Serif Goren, Omer Kavur, Yavuz Ozkan. Nous tous formons un ensemble et c'est le même amour qui nous anime ». Il disait ceci en 1982.

Où réside son originalité ?

Il est original aussi bien en tant qu'acteur que réalisateur. Comme acteur, Güney a participé à quelques 110 films et en a réalisé une douzaine (dont certains terminés par d'autres à cause d'emprisonnement, comme par exemple en 1972 et en 1974). Il n'a pas eu de formation académique. Il a tout appris sur le tas. De A à Z, il connaissait tous les détails de la réalisation d'un film. Il était souvent à la fois le scénariste, l'acteur, le réalisateur, le producteur et même le distributeur. Il s'occupait de tout. Comme acteur il est atypique. Dans une Turquie où pour être acteur il fallait être beau, riche et d'Istanbul, lui était « laid », pauvre et d'Anatolie. C'est pourquoi d'ailleurs, dès ses premiers films, il est adulé par le public. Les salles où l'on passait ses films vivaient une atmosphère d'extase, le spectateur s'identifiait complètement à lui.



Mehmet Şemus Güzel.

Le jeune premier de l'époque Ayhan Isik, « beau comme un dieu », se faisait appeler « le roi », par un jeu de mots intraduisible, Güney s'appela lui-même « le roi laid » au cours d'un entretien au quotidien *Milliyet*. Il l'était, et il est resté le roi laid du cinéma turc. Si vous allez en Turquie, demandez à un jeune de vingt ans, il vous le dira.

Ses tout premiers films sont de qualité et les scénarios sont rédigés par de très bons scénaristes. Dans les années 60, il s'engage avec frénésie dans une série de mélodrames commerciaux. Il en tourne plus de 60 en 5 ans et devient l'acteur le plus connu de Turquie, celui dont les films marchaient le mieux : entre 6 et 8 millions de spectateurs par film.

Il a toujours dit qu'il n'avait tourné dans ces films commerciaux que pour se faire un nom et gagner de l'argent nécessaire pour pouvoir réaliser ses propres films à thèmes sociaux. C'est ce qu'il a commencé à faire en 1968 avec *Seyyit Han* (la mariée de la Terre) dans lequel il traite du problème du mariage forcé chez les Kurdes. Ce film a été à l'origine de ses premiers contacts avec l'intelligentsia d'Istanbul qui, jusque-là, le boudait. Vint ensuite *Umut* (L'espoir) en 1970. Et c'est alors la consécration. Güney est applaudi par tout le monde. *Umut*, c'est l'histoire de « ce misérable cocher d'un fiacre dégingué, péniblement tiré par une haridelle

famélique, équipage qui lui permet tout juste, à lui et aux siens de ne mourir de faim ».

Elia Kazan qui voit ce film à Paris en tombe amoureux. Il écrit des articles élogieux : « c'est un film rare et poétique, totalement authentique ». En 1978 Kazan en voyage en Turquie rendra visite à Güney dans sa prison. Il le retrouvera sur le tournage du dernier film de Güney en 1982 à Paris.

Quel rôle a joué son identité kurde dans ses œuvres ?

Dans un pays où l'idéologie officielle et, en conséquence, une partie importante de l'opinion publique, y compris l'intelligentsia de gauche nie l'existence même du peuple Kurde. Güney a toujours défendu son identité kurde. Il a toujours été un défenseur des droits culturels et politiques des Kurdes. Il faut lire ses écrits politiques. Car Güney, dès le début des années 70 et particulièrement après 1974, a joué un rôle de leader politique. Sans jamais être parvenu à créer un grand mouvement révolutionnaire, par ses articles en prison (car 3 mois et demi après sa libération en mai 1974 il est de nouveau emprisonné et condamné à 18 ans de réclusion), et publiés dans des revues ou sous de forme de pamphlets, Güney arrive à influencer les jeunes

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE,
November
24-25, 1990

Bush, Praising Syrian Gulf Role, Meets Assad

By Ann Devroy

Washington Post Service

GENEVA — President George Bush praised Syria on Friday for joining the United States "on the front line" against Iraq and expressed increasing impatience with President Saddam Hussein's refusal to withdraw from Kuwait.

Mr. Bush made the comments after meeting President Hosni Mubarak in Egypt but before the two-hour meeting at a hotel here with President Hafez Assad of Syria.

[A statement issued by the White House said Mr. Bush and Mr. Assad agreed that the Iraqi occupation of Kuwait was unacceptable and that the "legitimate government" of Kuwait must be restored, The Associated Press reported.

[It said that they had "had an extended conversation of the question of terrorism" and that Mr. Bush asked for Syrian help in gaining the release of American hostages held in Beirut.

[In addition, it said, the leaders discussed the overall Middle East peace process and the "importance of moving ahead" with UN resolutions on the Palestinian issue.]

The president brushed aside Israeli officials' criticism of the meeting. The Israeli defense minister, Moshe Arens, described Mr. Assad as a cruel dictator and said "misunderstandings could arise" because Mr. Bush would meet with Mr. Assad but preferred not to visit Israel.

"In the Middle East," he said, "the meeting is the message."

Mr. Bush said he was sending no message. He also said that he hoped to meet with Prime Minister Yitzhak Shamir of Israel when Mr. Shamir came to Washington, which he is expected to do in December. Until now, the White House had indicated that Mr. Bush would not hold such a meeting.

The session with Mr. Assad came after a morning meeting in Cairo with Mr. Mubarak, who was pessimistic about the chances of a peaceful resolution of the crisis.

"I have seen no sign of movement on the other side," the Egyptian leader said.

The participation of Syria and Egypt in the alliance against Saddam Hussein is considered vital by the Bush administration in maintaining Arab support. Both Egypt and Syria have sent forces to the Gulf while declining to say in much detail how those forces would be used if fighting broke out.

Syria has pledged 20,000 troops to the Gulf deployment, and 7,500 of them are now in place. Egypt has 15,000 troops in place and 10,000 more pledged.

At a news conference in Cairo before he left for in Geneva, Mr. Bush staunchly defended his decision to meet with Mr. Assad, despite the Bush administration's formal listing of Syria as one of the countries that sponsor terrorism.

"Mr. Assad is lined up with us with a commitment to force," he

said. "They are on the front line, or will be, standing up against this aggression."

Mr. Bush added: "As long as I have one American troop, one man, one woman left there in the armed forces in this Gulf, I will continue to work closely with all those who stand up against this aggression."

The president acknowledged that the United States had "big differences" with Mr. Assad in other areas and said that he planned to

Assad hopes his alliance will pay off in added influence. Page 2.

discuss those in the session with the Syrian leader in Geneva. Mr. Assad has not met with a U.S. president since 1977, when he and Jimmy Carter met in Geneva.

The U.S. ambassador to Syria, Edward P. Djerejian, said, "Where there are mutual interests, we work together." The mutual interest, he said, is the Gulf crisis.

Mr. Bush brushed aside several questions on Syria's status as a sponsor of terrorism officially listed by the State Department. Some investigators have also linked Syria to the 1988 bombing of a Pan Am airliner over Lockerbie, Scotland, in which 280 people were killed. Syria also is widely suspected of having instigated the 1983 terrorist bombings of the U.S. Embassy and Marine encampment in Beirut, which forced the United States to remove its forces from Lebanon.

The president would say only that the United States had "differences" with Syria but that it was a "key" country in the region. And he seconded statements from Mr. Mubarak that Syria was a vital player in the Gulf.

Mr. Bush declined to answer questions when photographers were ushered into the beginning of his meeting with Mr. Assad and he advised the Syrian leader to do the same. The two were photographed together but made no statements after the meeting.

As he has throughout most of the past week as he traveled through Europe, Mr. Bush continued the call for stepped-up pressure against Mr. Hussein.

At the United Nations next week, Mr. Bush said, "we'll be discussing not only the need to consider further action, but perhaps a time frame."

Mr. Bush and Mr. Mubarak issued joint statements of solidarity on the Gulf crisis, and the Egyptian president did not mention, as he had earlier this month, that more time was needed to find a diplomatic solution to the crisis.

Mr. Mubarak did refer to the "plight of the Palestinians," an issue that the Bush administration is trying to keep separate from the Iraq's invasion and annexation of Kuwait.

CHRISTIAN
SCIENCE
MONITOR
Tuesdays,
November
27, 1990

Azerbaijan's Historical Ties to Iran

The article "Islam Revival Stirs in Azerbaijan," Oct. 30, makes a geographic and historical error by stating that "Iran's northernmost provinces were once part of the historic region of Azerbaijan." The fact is that present-day Soviet Azerbaijan, plus parts of present-day Armenia and Georgia, were part of Iran until the outbreak of the Russo-Iranian wars of 1804-1828. As a result of the wars, Iran ceded these provinces to Tzarist Russia in The Treaty of Gulistan in 1808 and in the Treaty of Turkmanchai (known in Iran as the "shameful treaty") in 1828.

The article incorrectly equates Azerbaijani culture with Turkish culture. There is linguistic affinity between Azerbaijan and Turkey but Azerbaijan's cultural heritage is more influenced by the fact that, until 1828, its destiny was linked to Iran's. Turkification of the area began in the 11th century, was accelerated in the 13th century, and was completed in the 16th century. Yet the Iranian cultural element remained strong.

Nevertheless, Soviet Azerbaijan has developed its own distinct personality and independent political culture. Soviet Asia has a long checkered history in which many conquerors and cultures have left their imprint. As the people of these areas are beginning to loosen their ties with Moscow and assert their cultural identity and historic roots, cultural issues are becoming highly politicized. Historic and cultural revisionism is now rampant in most of these republics. Dislike of Iran should not blind Western observers to historical, cultural, and political realities.

Shirren T. Hunter Washington
Center for Strategic & Int'l Studies

Counting Kurds

The opinion-page column "Mideast Wild Card: Kurds in Iraq, Turkey," Oct. 24, understates the number of Kurds in both Iran and Turkey.

There are at least 3.5 million Kurds in Iran, not 2.5 million. In Turkey, there are at least 10 million. The current best estimate of Kurds in Turkey from the University of Maryland's Center for International Development and Conflict Management is 10,180,000 (18 percent of the population). The author apparently uses the official Turkish figure, which counts as Kurds only those Kurds who do not speak Turkish.

Anne M. Rice Great Falls, Va.



Mercedes-Benz girls

The article "Togo's 'Mercedes-Benz Girls,'" Oct. 30, gives one example of the problem with third-world economies. The women at the Lomé market make good money, yet they invest it in German cars and French schooling for their children instead of putting it back into their own economy. In 1985, two years before I began teaching in Lomé, the market

burned down and the women stood in the streets wailing because the thousands of dollars they kept hidden in stacks of cloth were going up in smoke.

Patricia L. Ackert Tucson, Ariz.

Room for each child

Regarding the article "Chinese Charge 'Zealous' Officials With Abuses in Enforcing Birth Plan," Oct. 31: I reacted with shock, rage, and heartfelt sorrow when I read this article. Then I remembered how often women in the US are unwittingly forced to seek an abortion by well-meaning parents, spouses, friends, and society in general. The world is so large that ideally each child's birth and life should enrich and benefit our own.

Malinda A. Rauschert Macomb, Ill.

Letters are welcome. Only a selection can be published, subject to condensation, and none acknowledged. Please address them to "Readers Write," One Norway St., Boston, MA 02115.

L'Humanité, 27 novembre 1990

Témoignages sur le Kurdistan de Turquie

UNE GUERRE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Tirant parti de la crise du Golfe, le régime d'Ankara déporte, emprisonne et torture dans ses provinces de l'Est. Claudia Roth, député européenne, raconte...

« **O**N nous parle beaucoup en ce moment d'un monde de paix, et tout le monde est anxieux des risques de guerre dans la région du Moyen-Orient. Mais on semble oublier une guerre qui se déroule déjà et que l'on tait, au Kurdistan de Turquie. Pis, la crise du Golfe est utilisée comme un manteau pour cacher les malheurs du Kurdistan. » Celle qui parle ainsi, dans une salle de l'Assemblée nationale à Paris, s'appelle Claudia Roth. Député européen, élue sur la liste des Verts allemands, elle revient d'Istanbul où s'est réunie il y a quelques jours la commission mixte CEE-Turquie, dont elle est membre. Elle était venue témoigner, en compagnie de deux députés kurdes de Turquie, Ahmed Turk et Mehmet Ali Eren, tous deux victimes de la politique de Turgut Ozal, président turc, qui se trouvait lui aussi à Paris pour participer au sommet de la CSCE : exclus de leur parti (le Parti social-démocrate) pour avoir participé à la conférence sur le Kurdistan organisée l'an dernier par Mme Mitterrand, ils sont aujourd'hui, avec trois de leurs collègues, menacés de levée de leur immunité parlementaire pour avoir proposé à l'Assemblée un débat sur le problème kurde.

« Nous assistons, dit Claudia Roth, à un durcissement considérable de la situation en général. Il n'y a plus de liberté de pensée, plus de liberté de la presse. On assiste à des arrestations de journalistes, des fermetures d'imprimeries... Tout le monde doit se taire. Et pas seulement à propos du Kurdistan. Par exemple, il y a une grande mobilisation contre une éventuelle guerre dans le Golfe. Mais les voix qui s'élèvent sont impitoyablement réprimées. J'ai vu moi-même une lycéenne de seize ans emprisonnée pour avoir écrit sur un mur « Non à la guerre! ». Et il y a une



Les milliers d'enfants kurdes jetés sur les routes par la politique de terre brûlée du régime d'Ankara passeront-ils l'hiver — glacial au Kurdistan — sous la tente? (Photo Reuter.)

trentaine d'autres personnes en prison pour la même raison.

Claudia Roth a fait elle-même l'expérience de ce durcissement de la situation : « Pendant une réunion de la commission mixte, raconte-t-elle, j'ai posé une question en prononçant le mot « Kurdistan ». Le président de la partie turque était furieux. Il a refusé ma question. »

Au Kurdistan, Claudia Roth a rencontré le « super-gouverneur » chargé d'appliquer une législation d'exception, instaurée en avril dernier, dans les « provinces de l'Est » : « Il a, dit-elle, des pouvoirs plus étendus qu'un ministre de l'Intérieur. Il peut censurer la presse, fermer des journaux, interdire des grèves ou des actions syndicales, faire ouvrir des magasins par la force et même, ce qui est incroyable, remplacer les juges qui ne lui plaisent pas dans un tribunal ! D'ailleurs, les journalistes appellent « le Roi ». C'est tout dire. »

A la prison de Diyarbakir, pleine à craquer de prisonniers politiques, Clau-

dia Roth a vu, dans des cellules où s'entassaient quarante personnes, des enfants de douze ou treize ans enfermés depuis des mois. « Cent soixante-sept prisonniers observaient une grève de la faim, mais le plus terrible, c'était le spectacle des membres de leurs familles qui, devant la prison, observent aussi une grève de la faim de solidarité. Quand on parle avec eux, ils disent qu'ils n'ont plus rien à perdre. Certains sont en bout de course, ils vont mourir. Mais, dans ce pays, quiconque parle de droits de l'homme est considéré comme un terroriste. »

Ahmed Turk et Mehmet Ali Eren confirment totalement la description terrible faite par leur collègue allemande. Ils ne peuvent comprendre l'indifférence dans laquelle le régime d'Ankara est en train de mener à bien sa politique d'écrasement total de tout un peuple, ni la complicité de gouvernement : « L'opinion qui manifeste pour les espèces animales en voie de disparition ne s'émeut pas autant pour un peuple en

voie d'extermination. C'est pourtant de cela qu'il s'agit. Le gouvernement turc a entrepris d'évacuer les régions où vivent les Kurdes et d'exterminer les résistants. Et cette politique est favorisée par la crise du Golfe. Plus de trois cent mille personnes ont été déportées des régions frontalières avec l'Irak, et ces gens déplacés de force ont le choix entre le désespoir et la mort ou l'assimilation. »

Pour Claudia Roth, une conclusion s'impose : « C'est une obligation morale pour les démocrates européens de dénoncer le rôle joué par les gouvernements d'Europe, surtout la RFA et la France, dans l'équipement militaire du régime turc et de faire savoir à quoi sert cet équipement. En Allemagne, nous avons entrepris de nous battre contre la présence de conseillers militaires allemands dans les régions kurdes et la fourniture de bergers allemands utilisés dans la répression. »

Compte rendu :
Françoise Germain-Robin

THE GUARDIAN, November 27, 1990

Kurds would not fight Iraq

Suzanne Goldenberg

THE Kurds will stay neutral if a shooting war starts in the Gulf, although Saddam Hussein remains their most dangerous enemy.

The 25 million Kurds, dispersed between Iran, Iraq, Turkey, Syria, and the Soviet Union, have historically been the dupes in the intricate plots of the Middle East. In the past, they have been all too willing to help advance the cause of the Shah of Iran, or the CIA. But the sale of their services in the hope of winning support for a homeland has always ended disastrously.

The Kurds' readiness to be drawn into regional conflict has been their biggest failing, according to Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the main Kurdish groups in Iraq.

It is a mistake they are determined not to repeat. Although Iraqi Kurds are eager to see the

downfall of the leader who used chemical weapons against them two years ago, Mr Talabani said: "We will not join the foreign forces fighting Iraq. We will stay neutral. We want to keep the Kurdish national problem far from the games of nations."

Although there have been newspaper reports of contacts between the Kurds and the CIA during a delegation visit to Washington led by Mr Talabani in September, he said the Kurds will not slip into their old role.

"We have been deceived many times by foreigners. We are determined not to make the same mistakes again," he said.

Only if Turkish troops should attack across Iraq's northern border would the Kurdish groups put a claimed 10,000 fighters into action — against the invaders. Nor will they make any attempt to lead a rising against Saddam, for fear of being left exposed by a lack of popular support.

Despite this wariness, Mr Talabani believes the climate is

more opportune for the Kurds than at any time since the end of the first world war, when Britain and France gave a commitment to the creation of a Kurdish homeland.

"A door has been opened for the Kurds after the Gulf crisis, this has brought a new chance to explain the Kurdish problem," he said.

Since the invasion of Kuwait, Mr Talabani and other leaders have been visiting European capitals, lobbying for the Kurdish question to be on the agenda of an international conference on the Middle East to be held.

In September, the Kurds were received officially for the first time by a number of French ministers. Now they are hopeful of gaining an invitation from Italy, and have made headway in private talks with the British Foreign Office.

Yevgeny Primakov, President Gorbachev's envoy to the Middle East, is seen as being sympathetic, having received several Kurdish delegations at the Kremlin since July.

Cumhuriyet 3 KASIM 1990

SHP lideri İnönü Tunceli'de konuştu:

'Ana dil serbest olmalı'

ALİ DOĞAN

TUNCELİ — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, ana dilin "insanın dünyaya açılan penceresi olduğunu" belirterek, "Ana dilin konuşulması serbest bırakılmalıdır. Bundan hiç kimseye zarar gelmez" dedi. İnönü, Doğu bölgesindeki baskılar nedeniyle nüfusun azaldığını, bu bölgeye yatırım ve eğitim götürülmediğini bildirdi. SHP lideri, "Güneydoğu raporumuzun her sayfasını okumanızı istiyorum. Güvenlik güçleri de okusun" diye konuştu.

Doğu gezisini sürdüren İnönü, dün Yazıkonak Belediyesi'ni ziyaret ettikten sonra Kovancılar'da halka hitaben bir konuşma yaptı. İnönü, ana dili farklı olduğu için insanlara kötü muamele yapılamayacağını, devletin buna karşılamayacağını söyledi. Türkçeyi okullarda herkesin öğrendiğini ve ülke içinde konuştuğunu anlatan İnönü, "Ama kendi aranızda Kürtçe konuşmuşsunuz, ana dilinizde şarkı dinlemişsiniz, bundan hiçbir şey çıkmaz. Buna kimse engel olamaz. Dünyada böyle, bizde de böyle olacak" dedi.

Uzun bir konvoyla Tunceli'

Doğu gezisini sürdüren SHP lideri İnönü, Tunceli'de yaptığı konuşmada; "Ana dili farklı olduğu için insanlara kötü muamele yapılamaz. Kendi aranızda Kürtçe konuşmuşsunuz, ana dilinizde şarkı dinlemişsiniz, bundan hiçbir şey çıkmaz. Buna kimse engel olamaz" dedi.

ye geçen SHP lideri, burada coşkulu bir kalabalık tarafından karşılandı. Miting alanında güvenlik güçlerinin kalabalığı otobüsten uzak tutması ve sıkışık bir biçimde yerleştirilmesi SHP'li yöneticilerin müdahalesine neden oldu. Genel Sekreter Yardımcısı Mehmet Moğultay, "Biz güvenlik güçlerinin görevine saygı duyuyoruz. Ama onlar da halka korku değil, huzur vermelidir" dedi. Uyarılar sonrasında meydana toplanan halkın mitingi daha rahat izlemesine olanak tanıdı.

SHP lideri İnönü, kurultayda parti içi sorunun demokrasi içinde çözüldüğünü, Türkiye'nin sorunlarını da demokrasi içinde çözeceklerini söyledi. İnönü, SHP'den çeşitli kırılganlıklar nedeniyle ayrılanlara Parti Meclisi'nin aldığı kararlar yeniden çağrı yapıldığını belirtti. İnönü, ufak tefek kırılganlıklar nedeniyle asıl amaçtan ayrılmayalım. Bu

amaç sosyal demokrasinin iktidarındır. Herkesi mücadeleye çağırıyorum" diye konuştu.

Türkiye'de kadın haklarının laikliğe aykırı davranışlar nedeniyle tehlikeye düştüğünü anlatan İnönü, kadınların "İşkence, baskı ve haksızlık tarihin çöplüğüne atılmalıdır" diye seslendiklerini söyledi. İnönü, laikliğin dinsel inancın ve kadın haklarının güvencesi olduğunu belirterek, "Ama Tunceli en çok bunların sıkıntısını çekiyor. İktidar partisi Tuncelililere ülkenin başka taraflarında da sakinca insan muamelesi yapıyor, sıkıntı yaratıyorlar" diye konuştu.

Güneydoğu raporundan bölümler okuyan İnönü, Tuncelilerin baskı ve haksızlık karşısında umutsuzluğa düşmelerinin yanlış olduğunu belirtti. İnönü, umutsuzluğun silahlı eyleme dönüştürülmesine karşı olduklarını, herkese insanca yaşama, ana dilinde konuşma haklarının ta-

minmasını istediklerini bildirdi. İnönü, "Ana dil insanın dünyaya açılan penceresidir. Ana dili yasaklarsanız, çocuklar baskı dolu bir ortamda büyürler. Güneydoğu raporumuzda bu sorunların demokrasi içinde çözüm yollarını gösterdik. Hepinizin her sayfasını okumanızı istiyorum. Güvenlik güçleri de bu raporu okusun" diye konuştu.

Tunceli'ye devletin yatırım yapmadığını, eğitim hizmeti götürmediğini, baskılar nedeniyle nüfusun azaldığını belirten İnönü, "İnsanlar Tunceli'de yaşamak istiyorlar. Ama baskı ve haksızlıklar var. Böyle bir çağda Türkiye Cumhuriyeti vatandaşlarını yaşatamıyor mu?" diye seslendi.

İnsan Hakları Derneği Tunceli Şube Başkanı'nın sorgulanmasını eleştiren İnönü, "Artık Türkiye'de de dünyada da barış dönemidir. Tuncelileri yalınlığa düşmeden, haksızlığa karşı demokrasi içinde mücadeleye inanmaya çağırıyorum" dedi.

Miting alanında İnönü'nün konuşmasını sık sık alkışlarla kesen kalabalığın "Genel af istiyoruz", "İşkenceye ve baskıya son", "Anayasa değişmeli", "İdamlara hayır" pankartları taşıdıkları dikkat çekti.

'Kürtçe' tartışması sürüyor

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — İnsan Hakları Derneği genel kurulunda Kürtçe konuşma yapan bir kişinin ve konuşmayı tercüme edenlerin gözaltına alınmasıyla başlayan "Kürtçe" tartışması HEP'li milletvekillerince Meclis genel kuruluna ve bütçe komisyonuna getirilerek yeni bir boyut kazandı. HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, Kürtçe konuşmanın serbest bırakılması ile ilgili yasa önerisinin bir an önce Meclis gündemine alınmasını isterken "Bu konuya parlamentoda kalıcı bir çözüm bulunmalıdır. Biz HEP olarak ikna yöntemini sürdüreceğiz ve bu konunun çözümüne katkıda bulunacağız" dedi. Sosyalistlerin Birlik Partisi girişimcisi Kemal Anadolu ve arkadaşları da İHD genel kurulunda Kürtçe konuşan, konuşmayı tercüme eden ve müdahale

leyi protesto edenlerin gözaltına alınmasını şiddetle kınadılar. Yetkilileri bu anti demokratik tutuma karşı harekete geçmeye çağırdıklarını açıkladılar.

HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, Cumhuriyetin bu konudaki sorusunu yanıtlarken "Parlamentoda siyasi parti liderlerinin Kürtçe konuşmanın bir gerçeklik olduğunu, bunun üzerindeki yasakların anlamını yitirdiğini ve bunun Türkiye açısından bu çağda bir ayıp olduğunu kabul ettiklerini" vurguladı. Işıklar, partilerin bünyelerindeki birtakım fanatik unsurların tepkileri göz önüne alınarak Kürtçe üzerindeki yasağın kaldırılması konusunda gerekenin yapılmadığına işaret ederek şöyle konuştu:

"Bütçe komisyonundaki tartışmaya neden olan da bu bağnaz ve fanatik unsurların tepki-

leridir. Konu gerçekçi boyutlarıyla tartışıldığında bu insanların da ikna olacağına inanıyorum. Önemli olan bu konuların uygarca tartışılacağı bir ortamın yaratılmasıdır. İnsan Hakları Derneği genel kurulunda bir delege Kürtçe konuştu diye bu denli hoşgörüsüz uygulama ve konuşmayanların da gözaltına alınması konuyu gündeme getirmiştir. Aslında herhangi bir delegenin Kürtçe konuşması ülkenin bölünmesiyle uzaktan yakından ilgili değildir. HEP olarak ülke bütünlüğü korunarak insanların eşitliği ve kardeşliği temelinde bu konunun özgürce tartışılarak çözüm bulunmasının iç barışa da katkı sağlayacağı inancındayız. Aslında ülke bütünlüğünü tehlikeye sokan iktidarların ve resmi ideolojinin yanlış uygulamalarıdır.

Cumhuriyet, 2 KASIM 1990

Yılmaz Güney'in eşi Fatoş Güney, sanatçın

Demokrasi rüzg

SABETAY VAROL

PARIS — Yılmaz Güney'in yapıtlarını yavaş yavaş mücadelesini sürdüren eşi Fatoş Güney, bu iş için Türkiye'ye gelmesinin söz konusu olabileceğini ifade etti. Fatoş Güney bir yandan halen Paris'in Père Lachaise Mezarlığı'nda Yılmaz Güney'in anıtmezarının dikilmesi için uğraş veriyor, öbür yandan da Güney'in film negatiflerinin restorasyonu, düşüncelerinin tanınması, sanatının yayılması gibi çok yönlü bir kavga içerisindedir. "Umut"la ilgili, geçen aylarda alınan Danıştay'ın filmin gösterilmesini serbest bırakma kararı, Fatoş Güney'i olduğundan fazla umutlandırmışa benzemiyor. Bu karamsarlığı bize aylar önce nakletmişti. Son Antalya şenliğinde kocasının filmlerinin bir türlü gösterilememesi, onu karamsarlığında haklı olduğuna daha da inandırmış. Ama öte yandan on yıldır yurtdışında yaşayan Fatoş Güney, Türkiye'ye dönüşü mutlak şekilde gündem dışı bırakmak da istemiyor: "Eğer önümüzdeki günlerde Yılmaz Güney'in diğer filmleriyle ilgili idari mahkemeden, Danıştay'dan izin çıkar ise" temelli olmasa bile Türkiye'ye gelme zorunluluğu duyduğunu gizlemiyor. İşte Fatoş Güney'e sorduğumuz sorular ve yanıtları:

— Umut filmiyle ilgili Danıştay'ın serbest bırakma kararının ardından Antalya Festivali'nde Yılmaz Güney'in filmlerinin gösterilememesi sizce bir geriye gidiş işareti midir?

FATOŞ GÜNEY — Bundan sanırım sekiz dokuz ay önceydi. Yine sizinle konuşmuştuk. Umut filminin Danıştay kararıyla serbest bırakılması üzerine bir değerlendirme yapmıştım. O zaman, 'Umut filminin serbest bırakılması, Yılmaz'ın ülkesinde tamamen özgürlüğe kavuşması demek değildir' demiştim.

Çünkü bütünyle ele alındığı zaman o verdiği mücadele açısından Türkiye'deki demokrasi meselesi içinde önemli bir yer teşkil etmektedir. Ve fikirlerinin, yazılarının, ürünlerinin serbest kalması da bu demokrasi mücadelesiyle iç içedir.

İşkencelerin, baskıların ve insan onurunun aşağılanmışlığının örneklerinin gösterildiği "Duvar" filmi, Türkiye Kürtlerinin

sansürden geçmiş filmler... Ancak bunların yeniden gösterilmeleri, sıkıyönetim döneminde alınmış olan kararlardan ötürü izne tabi. Önümüzde böylesi bir engel var. Filmler konusunda ikinci örnek, Antalya Festivali'nin Güney'in eserlerini göstermeme kararı. Bu da açıkça göstermektedir ki bugün Yılmaz Güney'in adından ve filmlerinden hâlâ korkulmakta, ürkülmekte.

anlatıldığı "Yol" filmi, Yılmaz'ın ardından bir Fransız yönetmenin Güney Film'le birlikte yaptığı dokümanter film ve bunun gibi bir iki film daha Türkiye'de bugünkü şartlarda gösterime giremez demiştim. Nitekim bu görüş şöyle doğrulandı.

— Bu arada filmlerin hukuki ve fiili durumunu tam olarak açıklığa kavuşturabilir miyiz? Çünkü, yasak olduğunu iddia edenler var, olmadığını edenler var..

FATOŞ GÜNEY — Güney Film kendi ürünü olan Yılmaz Güney'in filmleriyle ilgili olarak İçişleri Bakanlığı'na müracaatını yapmıştır. Ancak aradan iki ay geçmesine rağmen, herhangi bir sonuç çıkmamıştır. Bu demektir ki yapılan başvuru göz önünde bulundurulmadı. İki ay aştık ve bir cevap çıkmadı. Yani başvurumuz kaale alınmadı. Resmî bir ret cevabı yok, ama o anlamı taşıyor. Bu, bize idari mahkemeye gitme hakkı kazandırıyor. Önümüzdeki günlerde bu hakkımızı kullanacağız.

Fakat ben, yine dediğim gibi, Arkadaş ve Umut gibi diğer bazı filmler gösterilse bile, diğerlerine ihtimal vermiyorum.

Örneğin Kürt aşiretleriyle ilgili olan Sürü filmi ve Açkurtlar, ki o film hiçbir dönemde Türkiye'de sansürden kurtulamadı. Güneydoğu'daki eşkıyaları anlatan çok nefis bir film. En sevdiğim filmlerinden biri.. Yani bazı filmleri belki gösterime girebilir, ama biz diğerleri için de ısrar etmeye devam edeceğiz.

— O halde şu anda "Umut" dışında yasaklı olmayan filmleri yok mu?

FATOŞ GÜNEY — Yol, Duvar ve Açkurtlar hariç zaten hepsi sansürden zamanında geçmiş filmler. Ancak bunların yeniden gösterilmeleri sıkıyönetim döneminde alınmış olan kararlardan ötürü izne tabi. Önümüzde böylesi bir engel var. Filmler konusunda ikinci örnek Antalya Festivali'nin kararı. Bu da açıkça göstermektedir ki bugün Yılmaz Güney adından ve filmlerinden hâlâ korkulmaktadır, ürkülmektedir.

— 1969'da Bir Çirkin Adam'la Yılmaz Güney ilk Antalya Ödülü'nü aldı. 1970'te bütün ödülleri sılıp süpürdü. Daha önce halk arasında tanınan ve sevilen bir sanatçıydı. Bu ödülleri birlikte Türk sinemasındaki üstünlüğünü kabul ettirdi. Antalya Şenliği'nin Yılmaz Güney'in yaşamında özel bir yeri var mıydı?

FATOŞ GÜNEY — İlk önemli başarılarından biridir. Bunu belirtmekte yarar var. Bu yılki festivalde gösterilebilseydi manevi yönden büyük anlamı olacaktı. Yılmaz Güney 33 ödül sahibi bir sanatçı. Dünyada bu kadar çok ödül alan az sanatçı var.

— Tabii bunlar arasında en önemlisi Cannes Festivali Ödülü..

FATOŞ GÜNEY — Dünya açısından.. Dünya sinemasının, önemli bir yönetmeni tanınması bakımından önemli. Ondan önce Venedik Festivali var, Berlin var..

— Ödüllendirilmek, sanatçı olarak değerinin kabul edilmesi, Yılmaz Güney bakımından çok büyük bir önem taşıyor muydu?

FATOŞ GÜNEY — Muhakkak.. Berlin olsun Venedik olsun özellikle hapis hane olduğu dönemlere rastladı. Ona çok büyük bir destek, bir kamçı oluyordu.

— Takdir edilme duygusu ağır basıyor muydu?

FATOŞ GÜNEY — Olmaz mı? Bir de o kadar kötü şartlarda, zorluklara rağmen, yıllardır kamerasına zincir vurulmuş bir yönetmen olarak, sadece kafasındaki görüntülerini, hissettiklerini kâğıt üzerine dökecek arkadaşları v'stiasıyla bunları hayata geçirme konusunda direnişi dünyada tek örnek. Ve bunun da dünyada yankı bulması ona ayrı bir güç veriyordu.

Hatırlıyorum da o dönemlerde müthiş bir şey oluyordu. Bunun sevinç sözcüğüyle ifadesi çok zayıf kalır. Yılmaz, sevinç ve üzüntülerini aşırı biçimde ifade etmezdi.

Bana Selimiye'den yazdığı mektuplardan birinden yola çıkarak bir şey söylemek istiyorum. O zaman Cannes Festivali'nde Genç Yönetmenler Bölümü'nde Özel Jüri Ödülü'nü (1970 yılında) almıştı. Selimiye'de iken 1971'den sonra Adana Koza Ödülü ise geri alınmıştı.

Güney korkusu 'Yol', 'Duvar' ve 'Açkurtlar' filmlerinin dışında kalan bütün filmler, zaten zamanında hepsi

ın bütün filmlerinin Türkiye'de gösterilebilmesini istiyor

âarı Güney'den esiyor

Mektupta şöyle dediğini hatırlıyorum: "Bir gün göreceksin dünya sinemasında mütevazı ve saygın bir yerimiz olacak." O zamandan sonra dediğini fasılalarla yerine getirdi. Bunlar belki bilinen şeyler, ama hem insanlar çabuk unutuyor hem de yeni yetişen genç kuşaklar var ki onlar bütün bunlardan haberdar değil. Nasıl bizim kuşak Nâzım'ı tanımıyor, ama hep seviyoruz, Yılmaz için de böyle.

— Paris'in Pere Lachaise Mezarlığı'nda yaptırma aşamasında bulunduğunuz anıt-mezarla, Yılmaz Güney'in genç kuşaklar tarafından hatırlanması arasındaki ilişkiyi nasıl görüyorsunuz?

FATOŞ GÜNEY — İlk söylediğim şeylerle, yani Türkiye'deki demokrasi mücadelesiyle yakından ilgili. Yılmaz bir sanatçı olduğu kadar verdiği mücadeleyle de önemli dedik. Hakkında yazılarında ötürü verilmiş yüzyıla varan cezalar vardır.

Yani Yılmaz Güney bugün ülkesinden sadece bir cinayet suçlusu olarak ayrılma zorunda kalmamıştır. Tam aksine bu ceza suresinin sonuna yaklaşmaktayken ayrılma kararı verdi. Yedi buçuk yıl yatmıştı. Geriye kalan birkaç yıl için ayrılığı göze almazdı.

Zaten ülkesiyle bağları kopartmaktan yana değildi. Asıl ayrılma nedeni yazılarından aldığı yüz yıllık cezaydı. Kesinleşen cezalar yüzünden yeniden kapalı cezaevine dönüşüyle gerçekleşecekti. Bu da dışarıdaki çevresiyle ilişkilerinin bağlanmasını kopması, artık hiçbir zaman sinema yapma olanaklarını bulamaması demek olacaktı. Bu nedenle ayrıldı. Esas olarak Yılmaz Güney fikir suçlusudur.

— Türkiye'den çıkma fikri kafasında ne zaman şekillenmeye başladı?

FATOŞ GÜNEY — İşte bu cezalar kesinleşti. Yani son dönemlerde. Son bir sene içinde. Önceki sorunuza cevap vermeye devam ediyorum. Mücadele etmek üzere ülkesini terk etmek zorunda kalmış bir insanı, ülkedeki şartlar değişmeden geriye döndürmek bana bir ihanet olarak geldi. Aramızda şöyle de bir şey vardı. Bir konuşma sırasında ben, o öldükten sonra hemen ülkeye döneceğimi söylemiştim.

Bana kızmış ve "Şartlar değişmeden sen ülkeye dönmeyi nasıl düşünebilirsin" demişti.

"Eğer ben ölsem bile mücadeleye en azından direnişine devam etmelisin, çocukları da benden sonra ülkeye döndürmemelisin, çünkü medeni ve özgür bir dünyada yetişmelerini istiyorum" demişti.

Ben bütün bunlardan hareketle dedim ki "evet özgürlükler tutkunu bir insan olan Yılmaz, henüz Türkiye'ye dönemez. Şartlar değişene kadar, yani insan haklarına saygılı

özgür ve demokratik bir ortam oluşuncaya dek burada kalmalı."

— Anıt bir kalıcılık işaretidir. Paris'te anıt yapılması Türkiye'ye dönüş imkânının daralması fikrini taşıyor sanki?

FATOŞ GÜNEY — Niçin, tam aksine evrensel bir değer taşıyor. Yılmaz evrenseli yalamaya çalışan bir sanatçıydı. Sadece Türkiye'yle ilgili ürünler vermekten yana değildi. İleriyeye dönük hesaplarında Afrika'yla Latin Amerika'yla ilgili bir sürü proje vardı. Yarınlar, diğer kültürlerle dönük, benimle benzerlik taşıyan ülkelere yönelik çalışmalarını vardı.

Bu yönden dünyaya açık bir insandı. Ayrıca burada, Paris'te bu anıtıyla onu özüne uygun biçimde evrenselleştirirdiğimize inanıyorum. Proje yarışması açtığımızda uluslararası bir proje yarışması açabilelim istedim. Fakat bu ekonomik yönlere gerçekleştiremedi. Büyük bir mali bütçeyi gerektiriyordu. İleride, temenni edelim ki şartlar değişti.

Gerçek demokrasi, Kürt halkının da diğer tüm azınlıklardan halkların da kültürlerini, dillerini, şarkılarını, en güzel, en açık biçimde ifade edilebileceği ve yaşatabileceği şartlara dönüldü. Tabii ki o zaman ülkesine döndürülecektir. Ancak şöyle düşünüyorum ki o anıt da Paris'te olduğu yerde bir dönemin tanığı olarak kalabilir.

— Anıtın açılması hususunda bir gecikme söz konusu. Proje bazı teknik güçlüklerle mi karşı karşıya kaldı?

FATOŞ GÜNEY — Teknik güçlüklerle karşılaşmadı. Proje yarışmasını kazanan arkadaşımız Erdal Sorgucu, yarışmanın ardından hemen buraya geldi. Birlikte, malzeme, atölye ve diğer teknik araştırmaları yaptık. Projesinin esasında malzeme ayna idi. Buna inkan olmadı, çünkü kırılmayan bir ayna mevcut değil. Çatlayan, ama dağılmayan bir malzeme var. Bunun üzerine çelik malzemede karar kıldık. Tam bir ayna parlaklığındaydı.

Fransız Ulusal Güzel Sanatlar Okulu'nda profesör bir mimar, Erdal Sorgucu'nun projesini hayata geçirmeyi istendi. Çünkü Erdal'ın aylarca Paris'te kalıp birtakım şeyleri kovalaması mümkün değildi. Bu kopuktan ötürü bazı ince işler Sorgucu'nun tam istediği gibi gerçekleştirilemedi. Geldiği zaman bu aksaklıkları gördük.

Malzeme çelik olduğu için hiçbir müdahale artık söz konusu değil. Gerçi bunlar esası bozgan aksaklıklar değildi, çok küçük detaylardı, ama bir sanat eserinde yaratıcının gerekli gördüğü ayrıntılardı. Ama dediğim gibi proje esastan bir şey kaybetmiş değil. Ben bütün hesaplarımı 9 Eylül'e yetişecek şekilde yapmıştım. Nitekim yetişti de.

— Yani eser şimdi hazır mı?

FATOŞ GÜNEY — Evet hazır. Ancak ikinci bir aksaklık çıktı. O da şuydu ki Yılmaz'ın mezarının bulunduğu adada birkaç şekil dışında başka hiçbir şekile uygulama fırsatı verilmiyor.

Klasik ölçüler içerisinde kalma zorunluğu var. Çünkü tarihi bir yer ancak Pere Lachaise Mezarlığı idaresiyle daha önce konuşmuştum. "Türkiye'de bir yarışma açacağız. Ne geleceği, ne olacağı hiç belli değil" şunu dediler: "Hiç mesele değil. Yılmaz Güney'in özel bir konumu vardır. Onun için orada değişik bir şey yapılmasına izin verilebilir."

Fakat birinciliği kazanan projenin malzemesi ortaya çok farklı bir şey olarak çıktı. Mermer, granit veya taş olsa her türlü biçime izin verecektirdi.

Malzeme çelik çıkınca ürkütüler. Yani Yılmaz anıtıyla da aykırılık yarattı. Ve ancak Kültür Bakanlığı'ndan onay gelirse yapılabileceğini söylediler. Bu arada İmar Bakanlığı'na, Anıtlar Kurumu'na gittik. Sonunda işin Kültür Bakanı Jack Lang'da biteceği ifade edildi.

Lang'la ilişkiye geçtim. Projeyi tüm detay ve fotoğraflarıyla götürdüm. Ve şunu anlattım. Bu proje çevresine aykırı düşmeyen, tarihsel yapıyla çelişmeyen aksine onları etrafındaki doğayla birlikte içeren ve yansıtan bir olaydır.

Bulunduğu bölüme böyle de bir derinlik kazandırmaktadır. Şimdi Jack Lang'ın görüşü olumlu. Çok beğendi, anladı. "Anıtlar'a gönderdi. Oradan da olumlu çıktı. Üçüncü bir kurum kaldı." Burdanolumsuz çıkacağımı sanmıyorum. Bundan sonra bir gün tespit edip sade basit bir tören yapacağız. O günün tarihini ilanlarla duyuracağız.

— Kampanya için yapılan toplantılara beklentilerin üzerinde büyük ilgi oldu. Siz bunu nasıl değerlendiriyorsunuz?

FATOŞ GÜNEY — Paris'teki toplantıya 8 bin kişi katıldı. Yapıldığı yer olan Zenith Salonu 6 bin kişilik. Ayrıca, diğer ülkelerde, Almanya'dan gruplar bize başvurarak vize alma konusunda yardımcı olmamızı istedikler. Kalabaların birçoğuna karşılık veremedik. Kalabalığı, Yılmaz Güney'in gücüne bağlıyorum.

— Danışma kararıyla gösterilen Umut filminin Türkiye'de büyük ilgi uyandırdığı söylendi.

FATOŞ GÜNEY — Bu konuya açıklık getirmekte yarar var. Yılmaz Güney'in adından bile korkulduğu, kimsenin Yılmaz Güney'in filmlerini çıkarmayı göze alamadığı bir dönemde Doğu Perinçek buraya gelmişti. Kendisiyle konuştuk. Yılmaz'ın bir filmi ni göstermek istiyorlardı.

Ben kendilerine tüm engellere rağmen mi-

“Bütünüyle ele alındığı zaman Yılmaz Güney’in verdiği mücadelenin, Türkiye’deki demokrasi mücadelesi içinde önemli bir yer tuttuğu görülür. Onun fikirlerinin, yazılarının ve ürünlerinin serbest kalması da bu demokrasi mücadelesiyle iç içedir.”

litanca girmelerini önerdim. Yasaklara rağmen halkın gelip sahip çıkacağını, gelme cesareti göstereceğini söyledim. Baskılar üzerinde de bu şekilde gedik açılacağına inandığım için istedim. Doğu Perinçek’le bu anlamda konuştuk ve filmi kendilerine vermesi kararlaştırdım.

Onlar doğal olarak da önce yasal yolları denemek istediklerini söylediler. Öyle yaptılar ve Danıştay kararıyla filmi çıkardılar. Ancak şöyle bir avantajları oldu. Konuşmamızın üzerinden bir seneyi aşkın bir süre geçti ve Türkiye’de birçok şey yine değişti. Fakat onların birlikte çalıştığı işletme küçük bir işletmeydi.

İşe büyük biçimde giremediler. Umut birkaç yer dışında küçük salonlarda kaldı. Bence bunun büyük etkisi oldu. Film yine de kötü iş yapmadı. Daha büyük çapta organize edilebilseydi çok daha büyük seyirci olabilirdi. Şimdi Umut’u Türkiye’deki Güney Film geri aldı. Bundan sonra kendisi işletecek.

— Peki renklendirmeyi düşünmediniz mi?

FATOŞ GÜNEY — Asla ve asla... Ben kesinlikle siyah-beyaz çekilmiş filmlerin renklendirilmesine karşıyım. Ayrıca siyah-beyaz oluşu o filme fazladan bir derinlik katıyor. Umut’u ben renkli düşünemiyorum. Mesela Yılmaz’a ben Duvar filmi de siyah-beyaz çekmesini önermişim.

Çünkü Duvar’ı da ben siyah-beyaz görüyordum. “Doğru haklısın” demişti. Hapishane, demir parmaklıklar, hücreler soğuk gridir. O dünyada maviye, pembeye yer yoktur. Ancak piyasa şartları rensiz filmler için elverişli değil.

Çok kaliteli siyah-beyaz filmler yapma olanağı var, ama renkli filmde çok daha büyük maliyetleri var. Yalnız şunu yaptı. Duvar filminde, parlak renkler değil de kahverengi tonuna kaçan koyu renkler veren teknik işlemler uygulandı. Teknik olarak siyah-beyaza ne kadar yaklaşılabildiyse o işlem yapıldı.

— Geçen gün Fransız TV’sinde Alan Parker’in “Gece Yarısı Ekspres” oynadı. Seksenli yılların başlarında çok gürültü koparan bir film olmuştu. Filmi görünce Yılmaz Güney’in tepkisi ne olmuştu?

FATOŞ GÜNEY — Paris’e ilk geldiğimiz yıl filmi görmeye gittik. İlk vizyonu geçmiş

olmalıydı. Küçük bir sinemada gördük. Filmi pttir dikkat seyretti. Sinemaya girdiği andan itibaren her şeyi bir yana bırakırdı. Bir insanla tanıştığı zaman da aynı şeyi yapardı. Hakkında şunları, bunları duymuş hiç önemli değil, oturduğu andan itibaren ilişkisi başlardı.

Filmi önyargısız seyretti. Çıktığımızda, ben büyük bir heyecanla sordum. Çok komik (!) önce sen fikrihi söyle derdi. Kendisi benden önce hiçbir zaman fikrini söyle-

Güney ve evrensellik Yılmaz Güney evrenseli

yakalamaya çalışan bir sanatçıydı. Sadece Türkiye’yle ilgili ürünler vermekten yana değildi. İleriye dönük

hesaplarında Afrika’yla, Latin Amerika’yla ilgili bir sürü proje vardı. Yarınlara, diğer kültürlerle dönük çalışmaları vardı. Burada Paris’teki anıtla, onu özüne uygun biçimde evrensel kıldığımızı inanıyorum. İleride Türkiye’de şartlar değişirse o zaman ülkesine götürülebilir veya bir dönemin tanığı olarak Paris’te kalabilir.

mezdi. Ben filmde etkilenmişim. Ancak çok ırkçı bir film gibi gelmişti.

Bunları söylediğim zaman “evet sinemasal olarak iyi, iyi bir yönetmen, iyi bir anlatım var. Ancak çok önyargılı bir film, subjektif bir film” demişti. Herkes sahtekâr- dı, herkes arkadan vuruyordu, gardiyanlar ve mahkûmlar arasında insani şeylerin yaşanabileceğini, bunların hiç gösterilmediğini

söylemişti. İrkildi ve olumsuz çıktı diyebilirim.

— Güney’in yapıtlarını yaşatma çalışmalarını yoğunlaştıracağınızı, bu arada bir vakıf kurmayı tasarladığınızı ifade etmişsiniz, bu alanlarda durum nedir?

FATOŞ GÜNEY — Çalışmalara devam ediyoruz. Şartların değerlendirmesine gelince doğrusu ortaya çıkan manzara pek parlak olmuyor. İlk sorun şu; filmlerinden negatifleri kötü durumda olanlar var. Bunlar için milyonlarca frank paraya ihtiyaç var.

İkincisi çeşitli gösteriler düzenlenebilir. En son Rusya’dan, Azerbaycan’dan birtakım yerlerden Yılmaz Güney retrospektifleri düzenleme talepleri var. Bu ülkelerin de mali olanakları çok geniş değil.

Böyle şeyleri gerçekleştirmek için bizim oraya kopyalar götürmemiz lazım. Altyazısını yaptırmamız gerekiyor. Bu koşullarda bunları gerçekleştirmek olanaksızlaşıyor.

Ayrıca vakıf kurulması gerekliliğine inanıyorum. Türkiye’de bazı arkadaşlarla ilişkiye geçtik. Avrupa’da bir Yılmaz Güney vakfı kurmak için çok büyük bir sermaye yatırımına ihtiyaç var. Mesela 5 milyon frank gibi bir parayı bir yere bloke etmek gerekiyor. Böyle bir imkânımız olmadığına göre bu Türkiye’de gerçekleştirilebilir. Hep aynı noktaya dönüyoruz.

Eğer ölümdedeki günlerde Yılmaz Güney’in diğer filmleriyle ilgili idari mahkemedem, Danıştay’dan izin çıkar ise, buradan gelecek gelirle bir şeyler yapmak mümkün. Ben o zaman temelli olmasa bile Türkiye’ye gelmek zorunluluğunu hissediyorum.

Bunların gerçekleşebileceğini hissettiğim anda vakıf meselesi başta olmak üzere, diğer çalışmalarımızla ilgilenmek üzere geleceği düşünüyorum.

(*)“Bâtiment de France” adlı kamu kuruluşu; Père Lachaise Mezarlık İdaresi, Kültür Bakanlığı ve Anıtlar Kurulu’nun olumlu yanıtlarına rağmen Yılmaz Güney’in mezarının bulunduğu bölgede, klasik normlara uymayan modern tarzda tasarlanmış bir anıtın yapımına izin vermemiş eğilimi taşıyor. Girişimlerin sonucu henüz alınmış değil. Fatoş Güney, anıtmezarın açılışının bu yüzden geciktiğini, projenin tüm aşamalarına katkıda bulunan Yılmaz Güney’in dostlarına bildirme gereği duyuyor...

Cumhuriyet, 2 KASIM 1990

HEP'li Aksoy'a Kürtçülük soruşturması

HEP'in geçen 27 temmuz günü Diyarbakır'da düzenlenen açık hava mitinginde Kürtçülük propagandası yaptığı savlanan HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy'un dokunulmazlığının kaldırılması istendi. Aksoy'un dokunulmazlığının kaldırılması halinde hakkında 5 yıl hapis cezası istenecek.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy'un, "Kürtçülük propagandası" yaptığı savlanarak dokunulmazlığının kaldırılması istendi. DGM Savcılığı'nca Adalet Bakanlığı'na gönderilen yazıda Aksoy'un temmuz ayında Diyarbakır'da düzenlenen mitingde milli duyguları zayıflatıcı yönde konuşma yaptığı öne sürülerek, dokunulmazlığının kaldırılması halinde hakkında 5

yıl hapis cezası istemiyle dava açılacağı belirtildi.

HEP'in geçen 27 temmuz günü Diyarbakır'da düzenlediği "İnsan Temel Hak ve Özgürlükleri, Demokrasi ve Onurlu Bir Yaşam" konulu açık hava mitinginde, Genel Sekreter İbrahim Aksoy'un, "Yürüyüşümüzün ana amaçlarından biri, insan hakları ellerinden alınmış, horlanmış, dövülmüş, vatandaş sayılmayan milyonlarca Kürt için-

dir. İsmail Beşikçi, Kürt halkının sorunlarını dile getirdiği için zindanlara atılıyor. Kürt halkının ölümleri çöplüğe atılıyor. Dışkı yediriliyor" içeriğindeki konuşmasından ötürü, milli duyguları zayıflatıcı öne sürülerek dokunulmazlığının kaldırılmasını istendi.

DGM Savcılığı'nca Adalet Bakanlığı'na gönderilen yazıda, HEP Genel Sekreteri İbrahim Aksoy'un dokunulmazlığının kaldırılması halinde hakkında TCK'nun 142/3 maddesi uyarınca 5 yıl hapis cezası istemiyle dava açılacağı belirtildi.

HEP Genel Başkanı Fehmi İğkalar, Aksoy'un dokunulmazlığının kaldırılacağına inanmadığını belirterek şunları söyledi:

"Bir ülkede milletvekili, düşüncelerini açıklıyor diye suçlanıyorsa demokrasinin hangi noktaya geldiği açıkça ortadadır. Bu anlamda HEP olarak daha geniş özgürlükler ve çağdaş anlamda demokrasi için mücadelemizi sürdüreceğiz."

SHP lideri İnönü, Muş ve Ağrı'nın ilçelerini gezdi, Peşmerge kampını ziyaret etti

'Özal çıkarı için savaş istiyor'

Cumhuriyet,
4 KASIM 1990



SHP Genel Başkanı İnönü, Doğu gezisinin üçüncü gününde ara seçim isteklerini yineleyerek "Ara seçim yapılması anayasa emridir. Buna Özal da Akbulut da karşı çıkamaz. Bunu

yapmazlarsa millet ayaklanır" dedi.

ALİ DOĞAN

MUŞ/AĞRI — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ı "kendi çıkarı için savaş istemekle" suçlayarak "İran'ın rejimi farklı. Türkiye'de cumhurbaşkanı, başbakan gibi görüşme yapamaz. Türkiye'nin böyle maceralara akitilacak kamı yok" dedi.

SHP lideri Doğu gezisinin üçüncü gününde Varto'dan Ağrı'ya geçerken Yenikent'teki Peşmerge kampına uğradı. Burada Peşmerge temsilcilerinden kampın sorunları hakkında bilgi alan İnönü, daha sonra Muş ve Güroymak'ta kısa birer konuşma yaptı.

İnönü, buradan Tatvan'a geçerek ihraçlar nedeniyle SHP'den istifa eden Tatvan Belediye Başkanı Mehmet Özalp'ı ziyaret etti. Özalp, istifalarla bir sürecin başladığını, bu sürecin yaşanması gerektiğini belirterek şimdilik yerel halka hizmet ediyoruz. Tavrımızı netleştireceğiz" dedi. İnönü de "Ben demokra-

siye saygılıyım. Tavrınızı netleştirin. Sizleri partiye bekliyorum, böylece yalnızlıktan da kurtulmuş olursunuz" diye konuştu.

Görüşme sırasında Hizan İlçe Başkanı ve yönetim kurulu üyeleriyle Tatvan DSP eski ilçe başkanının SHP'ye döndüklerini belirtmeleri üzerine İnönü, "Ben de bu mesajı duymak istiyordum" dedi.

İnönü, Ağrı'ya geçerken uğradığı Adilcevaz'da yaptığı konuşmada Özal ve Akbulut'u sert bir dille eleştirdi. İnönü, basında Özal'ın İran'a giderek bu ülkenin olası bir Amerikan müdahalesi sırasında tarafsız kalmasını sağlayacağı biçiminde haberler çıktığını değinerek şöyle konuştu:

"Cumhurbaşkanı savaş olsun mu istiyor? ABD'nin çıkarı için bizim evlatlarımız gidip kanlarını akıtsınlar mı? Sayın Özal anayasaya göre başbakan gibi dışişleri bakanı gibi görüşme yapmaya yetkili değildir. Sayın Akbulut'u bu konudaki sorumluluğunu hatırlamaya çağırıyorum. Türkiye'nin böyle maceralara akitilacak kamı, kaybedecek

zamanı yok. Sayın Özal kendi prestiji, kendi çıkarı için ülkeyi savaşa sokamaz."

İnönü, Körfez krizi nedeniyle uğranan zararın Birleşmiş Milletler tarafından karşılanmasının şart olduğunu, hükümetin süper güçlere yardım etmeyi bırakıp bu soruna çözüm bulması gerektiğini bildirdi.

Kabinedeki ve Anayasa Mahkemesi'ndeki yeni atamalarla Türkiye'ye aile yönetiminin getirildiğini belirten İnönü, ara seçime ilişkin isteklerini yineledi ve başbakanın sözlerini yanıtladı. ANAP'ın seçimden korktuğunu belirten İnönü, "Beceriksiz iktidarı değiştirmek için seçim istiyoruz. Milletvekili ara seçimlerinin yapılması anayasa emridir. Bu emre Özal da Akbulut da karşı çıkamaz. Bu seçimi yapıp yapmamak ellerinde değil. Bunu yapmazlarsa en büyük suçu işlerler. Millet ayaklanır. Bu kişisel, aile iktidarı bir an evvel seçimle gitmelidir" dedi.

NOKTA, 4 KASIM 1990

■ POLİTİKA

AVRUPA KONSEYİ'NE HÜKÜMETTEN MEKTUP

Güneydoğu, gözlem dışı !..

"Türkiye'de yaşayan herkes eşit haklara sahip değil!" Bu hüküm, TC Hükümeti tarafından Avrupa Konseyi'ne bildirildi. Doğu ve Güneydoğu'nun 10 ilindeki vatandaşlar, Türkiye'nin imza koyduğu "İnsan Hakları ve Ana Hürriyetleri Sözleşme" ile belirlenen haklarından yararlanamıyorlar

Özel hayatın ve ailenin mahremiyeti, meskenin dokunulmazlığı, haberleşmenin gizliliği... Bunlar bütün insanların birbirlerine duyduğu saygının evrensel ölçüleri; insanların temel hakları olarak kabul ediliyor ve yasalarla güvence altına alınıyor. Uluslararası ilişkilerde, bu hakların kullanılması uygarlığın "mihenk taşı" olarak kabul ediliyor. Türkiye de, Avrupa Konseyi İnsan Hakları Sözleşmesi'ne imza koyarak, ne kadar uygar bir ülke olduğunu "kanıtlamış", Batı ailesi içinde aldığı yeri sağlamlaştırmak için en önemli adımlardan birini atmıştı. Buna göre, Türkiye'de yaşayan insanlar Sözleşme'de tanımlanan "haklar"dan yararlanabilecekti. Ama "bütün insan-

lar" mı? Bu sorunun cevabı: "Hayır!" Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti, Avrupa Konseyi'ne gönderdiği bir mektupla, Diyarbakır, Mardin, Tunceli, Şırnak, Hakkari, Batman, Elazığ, Bingöl, Van ve Siirt'te yaşayan vatandaşlarının "İnsan Hakları"ndan yararlanmasının, 424 ve 425 numaralı Kanun Hükümünde Kararnamelelerin getirdiği hükümler doğrultusunda "sınırlandırılabilceğini" bildirdi. Böylelikle, Sözleşme'nin 5, 6, 8, 10, 11 ve 13 nolu maddeleri "askıya alınmış" oldu.

Hükümet bu kararı, sözleşmenin "Savaş veya milletin varlığını tehdit eden diğer umumi tehlike halinde taraflar yükümlülüklerine aykırı tedbirler alabilirler" hükmünü koyan 15. maddesine dayanarak aldı. Fakat zaten, Sözleşme'de hakları ve hürriyetleri tarif eden hemen her maddenin içinde kişilerin bu haklardan yararlanamayabileceği durumları açıklayan "muafiyet" fıkraları da var. Türkiye'nin bu fıkralarla yetinmemesinin nedenleri hiçbir yetkili tarafından açıklanmıyor. Bu nedenler, hakları askıya almanın gerekçesi olan "harp veya umumi tehlike" durumu olabilir mi? O zaman, Hükümet aynı zamanda "Güneydoğu'da savaş olduğunu veya ülkede 'umumi bir tehlike' olduğunu mu" iddia ediyor?

Fikri Sağlar'ın soru önergesi İşte tam da bu soruya dikkat çeken SHP İçel Milletvekili ve PM üyesi Fikri Sağlar, konuyla ilgili olarak Başbakan Yıldırım Akbulut'un cevaplaması isteğiyle bir soru önergesini TBMM Başkanlığı'na vermiş bulunuyor. Sağlar, önergesinde, bugünkü iktidarın Güneydoğu insanına yabancılaştığını ve bu yörede yaşanan olaylara doğru teşhis koyamadığını öne sürerek, "Türkiye'de 'savaş



hali var mıdır? Güneydoğu'daki olayları 'savaş' olarak nitelendirmek ciddi bir iddiadır" diyor ve böyle bir iddia varken, Mektup'un kamuoyundan saklanması'nın nedenlerini de soruyor.

Hükümet, gerçekten de mektubun verilmesinden sonra hâlâ Türkiye kamuoyuna bir açıklama yapmış değil. Öyle ki, TBMM Avrupa Topluluğu Karma Parlamento Komisyonu Eş Başkanı Bülent Akarcalı bile mektuptan son günlerde haberdar oldu. Akarcalı, kendisinden bile saklanan bu "gizin" muhatabı konusunda ise ilginç bir yorum getiriyor ve Hükümet'in hiç olmazsa uygulamayı Avrupa'dan "gizlemediğini" söylüyor. Akarcalı, "Dürüst bir davranış. Tedbirleri gizli saklı almak yerine, açıkça bildiriyor" diye konuşuyor.

Ülke bütün, insanlar farklı Sağlar'ın soru önergesini Başbakan Akbulut'un nasıl cevaplayacağı beklenedursun, Dışişleri Bakanlığı ve hükümet çevrelerinde, durum olağan karşılanıyor. Dışişleri Bakanlığı Sözcü Yardımcısı Ferhat Ataman uygulamanın Sözleşme'ye uygun olduğunu, olağanüstü durumlar için hükümetlerin bu yetkiyi kullanabil-



Bülent Ecevit Nokta için gittiği Güneydoğu'da çocuklarla görüşüyor

Güneydoğu'daki TC vatandaşları ancak zorunlu ve olağanüstü haller dışında Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'nun öngördüğü koruma ve haklardan yararlanabilecek

Güneydoğu'ya "sınırlama" mektubunun tam metni

Hükümet'in Konsey Genel Sekreterliği'ne gönderdiği mektubun çevirisini yayınlıyoruz. Mektubun -yayınlamadığımız- ekinde, 424 ve 425 numaralı KHK'lerin açıklaması ve gerekçeleri yer alıyor.

TÜRKİYE'NİN AVRUPA KONSEYİ DAİMİ TEMSİLCİLİĞİ AVRUPA İNSAN HAKLARI SÖZLEŞMESİ'NİN 15. MADDESİNE UYGUN OLARAK YAPILAN SINIRLAMALARLA İLGİLİ DUYURU

1. Türkiye Cumhuriyeti'nin ulusal güvenliği Güney Doğu Anadolu'da tehdit altındadır. Son aylarda bu tehditin alanı genişlemiş, yoğunluğu artmış ve sözleşmenin 15. maddesindeki anlamıyla ulusun hayatını

tehdit eder hale gelmiştir.

1989 yılında, 136 sivil ve 153 güvenlik güçleri mensubu, kısmen yabancı üslerden hareket eden teröristlerin eylemleriyle öldürülmüştür. 1990 yılındaki ölü sayısı ise, 125 sivil ve 96 güvenlik güçleri mensubudur.

2. Ulusal güvenlik, özellikle Güneydoğu Anadolu illerinde (*) ve kısmen mücavir illerde tehdit edilmektedir.

3. Terörist eylemlerin yoğunluğu ve çeşitliliği nedeniyle ve bu eylemlerle başa çıkabilmek için, hükümet, güvenlik güçlerini kullanmanın yanı sıra, kısmen Türkiye Cumhuriyeti'nin başka bölgelerinden, hatta ülke dışından yapılan ve sendikal hakları suistimal eden zararlı, çarpıtılmış bilgi veren yayınlarla başa çıkabilmek için bir dizi önlem almak zorundadır.

4. Bu amaçla, Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti, Türkiye Cumhuriyeti Anayasası'nın 121. Maddesi'ne dayanarak, 10 Mayıs 1990'da, çıkardığı 424 ve 425 sayılı Kanun Hükümünde Kararnameleri yürürlüğe

koymuştur. Bu kararnameler, İnsan Haklarını ve Ana Hürriyetleri Korumaya Dair Avrupa Sözleşmesi'nin aşağıdaki maddelerinde belirtilen hakların kısmen sınırlandırılmasına yol açabilir:

Madde 5, 6, 8, 10, 11, 13.

Yeni önlemlerin ayrıntılı dökümü ektedir. Bu önlemlerin Türkiye Cumhuriyeti Anayasası'na uygunluğu, Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Mahkemesi'nde görüşülmektedir. (**)

5. Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti, yukarıda belirtilen önlemlerin uygulanması sona erdirilince, Avrupa Konseyi Genel Sekreteri'ne bildirecektir.

6. Bu duyuru Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 15. maddesine uygun olarak yapılmıştır.

(*) Bu iller: Elazığ, Bingöl, Tunceli, Van, Diyarbakır, Mardin, Siirt, Hakkari, Batman, Şırnak.

(**) Anayasa Mahkemesi, mektubun gönderildiği tarihten sonra kararnamelerin Anayasa'ya uygun olduğu doğrultusunda karar vermiştir.

diğini söylüyor. Kabine'nin en deneyimli bakanlarından biri ise uygulamayı şu sözlerle savunuyor: "Bu mektup orada ille de insan hakları ihlallerinde bulunacağız anlamına gelmez ki. Avrupalılar bu yetkiyi sözleşmelerine koymuşlar. Biz de kullandık." Uluslararası ilişkilerde de "deneyimli" bu Bakan'ın yaptığı "Avrupalılar-Biz" ayrımı belki bir dil sürçmesi ama, Avrupa ile "Biz" arasındaki "bazı farklara" da işaret ediyor herhalde...

Muhalefet ise getirilen kısıtlamayla Güneydoğu insanının "Avrupalılar" statüsünden çıkarılmasına sert tepki gösteriyor. Sağlar'ın soru önergesinde dile getirdiği eleştirilere, partisinin PM üyesi İstemihan Talay da katılıyor ve Türkiye'nin Avrupa'da zaten ikinci sınıf demokrasi kategorisine sokulduğunu hatırlatarak, şunları söylüyor: "Avrupalılar yalnız bölgedeki uygulamaları değil bütün Türkiye'yi kınayacaklar."



Fikri Sağlar hesap soruyor...

DYP Genel Başkan Yardımcısı Esat Kıratlıoğlu ise, bu ayrıma şiddetle karşı çıkıyor. Kıratlıoğlu, "Güneydoğu Anadolu Türkiye'nin bölünmez ve ayrı görülemez bir bölümdür. İnsan hakları konusunda onları ayrı bir statüde gösterme durumunda olanları şiddetle kınıyorum." diyerek tepkisini dile getiriyor.

Ülkenin bütünlüğünü korumak için çaba gösteren hükümet, bu kararıyla kendi insanlarını bölmüş mü oldu? Bu soruya, geçen hafta Türkiye'yi ziyaret eden, mektubun birinci elden muhatabı Avrupa konseyi Genel Sekreteri Catherine Lalumiere, "Askıya alma süresinin elden geldiğince kısa tutulmasını istediğimizi, Türkiye'deki muhataplarımıza söyledim" diyerek karşılık veriyor. İnsan haklarından yararlanamayacakları ilan edilen 10 ilin vatandaşlarının aynı soruya cevabı ise öğrenilemeyecek. Çünkü "ifade ve izhar" etmeleri "sakıncalı".

MUSERRUF SEÇKİN

Cumhuriyet 5 Ekim 1990

ANKARA DEVREYE GİRDİ

Kürt Konferansı ertelendi

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Körfez krizi, Ortadoğu'da bağımsız bir Kürt devleti kurulmasına yönelik planların Batı başkentlerinin diplomatik çevrelerinde yeniden canlı biçimde gündeme gelmesine neden olurken, İsveç'te düzenlenmesi planlanan bir Kürt konferansı Türkiye'nin dolaylı girişimleriyle engellendi. Irak, Kürt gruplarının Kürdistan Cepheleri adıyla oluşturdukları birlik başta olmak üzere birçok Kürt örgütünün büyük önem verdiği ve dün başlaması beklenen konferansın 22 marta ertelendiği bildirildi. Dışişleri Bakanlığı kaynakları, Türkiye'nin doğrudan diplomatik girişimlerle konuya taraf olmadığını, ancak Ankara-Stokholm-Paris-Washington-Bonn gibi merkezler arasındaki dolaylı temasların erteleme kararına etki etmiş olabileceğini belirtiyorlar.

Bu ayın sonunda Washington'da yapılması planlanan ikinci bir Kürt konferansının engellenmesi için ise ABD'deki Türk lobisi etkin biçimde devreye girdi.

Cumhuriyet'in, Ankara ve Stokholm'deki diplomatik kayıtlardan edindiği bilgiye göre Kürdistan Cepheleri'nin sözcülüğünü üstlenen Kürdistan Yurtsever Birliği (PUK) lideri Celal Talabani'nin Körfez krizinin başlaması sonrasında Washington, Paris ve Şam'da yaptığı temaslara, Türkiye'nin İsveç'te düzenlenecek Kürt konferansına olan tepkisini arttırdı. Talabani'nin Amerikan ve Fransız hükümet çevrelerine "Stockholm konferansında, Saddam yönetimine karşı bir manifesto ortaya koyacağız. Bu, Kürtlerin bağımsızlığı için büyük adım olacak" diye özetlenen görüşlerini ilettiği yolundaki bilgiler bu tepkinin güçlenmesinde büyük rol oynadı. Dışişleri Bakanlığı'nın bir

yetkilisi bu konuda bilgi verirken, konferansın yapılacağına ilişkin enformasyonun kendilerine yalnızca "dolaylı duyurular" halinde ulaştığını vurguluyarak, "Bu nedenle biz de konferansın yapılmaması için doğrudan doğruya devreye girmeyi uygun bir tavır olarak görmedik" dedi.

Öte yandan, Stokholm'de 2-4 Kasım günlerinde yapılması planlanan konferans konusunda İsveç Komünist Partisi eski lideri C. H. Hermansson bir açıklama yaptı. Kürtlerin Haklarının Tanınması Komitesi yöneticilerinden olan Hermansson açıklamasında, Kürt konferansına katılımın yüz delegenin üzerinde olmasının hedeflendiğini, ancak bu rakamın altmış dolayında kalacağını anlaşılmaması üzerine konferans tarihinin 22 Mart olarak değiştirildiğini belirtti.

Güneydoğu'da açlık grevleri çeşitli gösterilerle destekleniyor.

Güvenlik Kuvvetleri saldırıyor

Toplam 11 cezaevi ve Diyarbakır, Nusaybin, Cizre Sosyalist Parti merkezlerinde açlık grevleri yeni katılımlarla devam ediyor. Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi tutukluları, süresiz açlık grevlerini ölüm orucuna dönüştürdüler. Nusaybin'de açlık grevcilerine destek için gösteriler düzenlendi.

D Mustafa GÜRBÜZ-Mehmet ÖNDER *Diyarbakır (ÜLKE)*

Diyarbakır 1 Nolu E Tipi, Diyarbakır sivil, Bismil, Gaziantap, Ceyhan, Nazilli, Malatya, Amasya, Bartın, Erzincan cezaevleri ve Nusaybin, Cizre, Diyarbakır Sosyalist Parti (SP)'deki açlık grevleri yeni katılımlarla devam ediyor. Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'ndeki tutuklular, süresiz olarak yaptıkları açlık grevinin 25. gününde ölüm orucuna başladılar. Cizre, Nusaybin ve Diyarbakır Sosyalist Parti'de devam eden süresiz açlık grevlerine diğer merkezlerdeki destek amaçlı süreli açlık grevlerinin de eklenebileceği bildiriliyor.

Açlık grevcilerine büyük destek

Nusaybin'de, 24 kadın, 60 tutuklu ve hükümlü yakınının, yanı sıra halktan katılımlarla yapılan açlık grevi hergün ziyaretçi akınına uğruyor. 30. 10. 1990 tarihinde yaklaşık 100 kişinin SP eylemcilerini ziyareti, polis engeliyle karşılaştı. Ziyaretçilerle Özel Tim çatıştı. Güvenlik kuvvetleri, SP Nusaybin ilçe binasına girerek tutuklu ve hükümlü yakınlarını ve ziyaretçileri cop ve

kalaslarla dövdü. Aralarında SP Nusaybin İlçe Sekreteri Mecit Akgün'ün de bulunduğu 8 kişi gözaltına alındı. Gözaltına alınanlar, serbest bırakıldıktan sonra ağır işkence gördüklerini belirttiler. Ayrıca, polis baskını sırasında, ziyaretçiler arasında bulunan SP Genel Başkan Yardımcısı Osman Kurtica ve Başkanlık Kurulu üyesi Yusuf Cacı'nın da yaralandığı anlaşıldı.

Nusaybin halkından protesto.

Öte yandan, Nusaybin SP'deki grevcilere polisin saldırmasından sonra, ilçe halkı olaya büyük tepki gösterdi. Olay günü saat 15.00'de, Nusaybin Kaçakçılar Çarşısı ve Sebze Pazarı'nda yaklaşık bin kişi sloganlarla, polisin tutumunu protesto etti.

Bu arada güvenlik kuvvetlerinin ilçenin bütün giriş çıkışlarını tuttuğu, havaya ateş açtığı gözlemlendi. Göstericilerle yer yer çatışan güvenlik kuvvetlerinin birçok insanı gözaltına aldığı görüldü. Uzun süre eylemlerini sürdüren Nusaybin halkı dağıldı. İlçe halen büyük bir gerginliğin

yaşandığı bildiriliyor.

Kadınlarımız.

Olağanüstü Hal Bölgesinde devam etmekte olan açlık grevlerine kadınlar kitlesel katıldıkları gibi, eylemcilere destek de veriyor. Nusaybin'de 28.10.1990 tarihinde, üstünde "kadınlarımız" yazılı bir çelenkle grevcileri desteklemeye giden 50'ye yakın kadın, Özel Tim'in saldırısına uğradı. Kadınları gözaltına almak isteyen polise engel olmaya çalışan Nusaybin SP ilçe Başkanı Süleyman Baban, polise mukavemet suçundan gözaltına alındıktan sonra tutuklanarak cezavine gönderildi. Olay sırasında, kadınlara polisin ağır hakaretlerde bulunduğu gözlemlendi.

Öte yandan Cizre SP'de açlık grevinde bulunan 250 kişiden 83'nün, Diyarbakır SP'de açlık grevini sürdüren 77 kişiden, 16'sının da kadın olduğu bildiriliyor.

Cizre'de tutuklu ve hükümlü yakınları ve ilçe halkından katılımlarla gerçekleştirilen açlık sırasında, Halime Geçgel adlı kadının, fenalık geçirerek, Cizre Devlet Hastanesi'ne kaldırıldığı haber veriliyor. Edindiğimiz bilgiye göre, Halime

Geçgel ve SH Cizre İlçe Sekreteri Abdullah Arısoy'un tedavi gördükleri hastanede Özel Tim ve MIT tarafından sorgulandılar. Ayrıca, güvenlik kuvvetleri, Geçgel'i cylemine son vermek için baskı yaptığı belirtildi.

Gerekirse kendimizi yakarız

Bu arada Diyarbakır Barosu'na bağlı avukatlar, bölgelerindeki insan hakları ihlallerini protesto etmek ve açlık grevcilerine destek amacıyla, siyasi davalara iki gün girmeme kararı aldı. Sirt ve Mardin Barosu'ndan avukatların da katılımı ile Diyarbakır Adliyesi'nin önünde yapılan açıklamada şu görüşlere yer veriliyordu.

"Güvenlik gerekçesiyle bölgemizde köy ve mezralar, yakılıp yıkılmaktadır. 14-15 yaşında çocuklar, idamla yargılanmakta, sıradan insanlar terörist diye öldürülmektedir. Biz bunlara şiddetle karşı çıkıyoruz". Bu uygulamalar bundan sonra da devam ederse ne gibi eylemler düşünüyorsunuz?" şeklindeki sorumuza yanıtlayan Diyarbakır Barosu Başkanı Fethi Gümüş şöyle konuştu, "Cübbelerimizi yakarız. Dosyalarımızı yakarız. Gerekirse kendimizi de yakarız!".

Güneydoğu'da gözaltı günleri

► Mardin'in Kızıltepe İlçesinde yaklaşık 150, Uludere'de 110, Kurtalan ilçesinde 50, Diyarbakır Bismil'de 50, Şırnak'da 350, Van'da 90, Kars'da 120, Siirt'te 100, Hakkari Çukurca'da 50 kişi Ekim ayı içinde gözaltına alındı.



Haber Merkezi

Olağanüstü Hal Bölgesi'nde devam eden açlık grevleri Kızıltepe esnafının yaptığı kepenk kapatma eylemi ve bölgedeki çatışmalardan sonra, son bir ayda Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da yaklaşık bin kişi gözaltına alındı.

Gözaltına alınan insanların büyük kısmının olaylarla ilgisinin olmadığı anlaşılacak serbest bırakıldığı öğrenilirken, her yaş ve kesimden insanların gözaltı listesinde olması dikkat çekiciydi.

Gözaltıların en yoğun yaşandığı merkezlerin başın-

da Mardin'in Kızıltepe ilçesi geliyor. 25 Ekim tarihinde bu ilçede açlık grevlerine destek amacıyla yapılan kepenk kapatma eylemi öncesinde başlayan gözaltılar, eylemden sonra, toplam 150 kişiye ulaştı. Çoğu esnaftan olan bu insanlardan henüz serbest bırakılan yok.

PKK militanlarının 15. Ekim tarihinde Uludere'yi birkaç saat ablukaya alıp giriş-çıkışları kontrol etmesinin ardından güvenlik kuvvetlerinin yaptığı operasyonlardan sonra, bu ilçedeki gözaltı sayısı 110'u buldu. Sorgudan geçirilip serbest bırakılanların sayısı ise 30 civarında. Öte yandan Siirt'in Kurtalan ilçesinin

PKK militanlarının roketli saldırısına uğramasından sonra, yörede yapılan operasyonlarda yaklaşık 50 kişi gözaltına alındı.

Diyarbakır Bismil'de aralarında gazetecilerin, bir okul müdürü ve bir doktorun da olduğu 50 kişilik gözaltının gerekçesi, Ekim ayı içinde bu ilçedeki bir ilkokula saatli bombanın konulması. Olaydan hemen sonra başlatılan gözaltı operasyonu, bir hafta süreyle devam etti. Ekim ayının son haftasında Bismil gözaltılarını, Diyarbakır'ın bir başka ilçesi, Silvan'daki gözaltılar izledi. Aralarında 9 kadının bulunduğu 35 kişi göze yardım ve yataklık.

Sakal bırakmak da suç

Büyük gözaltıların yaşandığı bir diğer yer de Şırnak. Bu il'in merkezinde ve Cizre, Silopi, İdil ilçelerinde, Ekim ayı gözaltı bilançosu 350 kişi. PKK'ye yardım ve benzeri suçlamalarla, gözaltına alınanlardan sadece 75'i çıkarıldıkları mahkemelerde tutuklandılar. 23 Ekim tarihinde Şırnak'da gözaltına alınanlardan Abdullah Aksoy'dan halen haber alınmıyor. Aksoy, sakal bıraktığı gerekçesiyle güvenlik kuvvetleri tarafından gözaltına alınmıştı.

Gözaltı furyasından nasibini alan merkezlerden birisi de Van. PKK'ye yönelik olarak başlatılan operasyonlar sonucu, toplam 115 kişi gözaltına alındı. Van mer-

kezinde ve köylerde Ekim ayında gözaltına alınanlardan yaklaşık 90 kişi sorgulamalarından sonra serbest bırakıldı. Van'da gözaltına alınanlar arasında, Bölge İdare Mahkemesi'nde görevli Bahattin Babatlı da vardı. 17 Ekimde gözaltına alınan Babatlı, gördüğü işkence sonucu iç organları zedelen-diğinden, halen Van Devlet Hastanesi'nde tedavi görüyor.

IHD yöneticileri de gözaltındaydı

Ekim ayı gözaltılarından en çok etkilenen bir başka il de Kars'dı. Kars ve ilçelerinde PKK'ye üye oldukları, yardım ve yataklık yaptıkları gerekçesiyle, aralarında Kars İHD Şube Başkanı A-

vakat Ayhan Aksözek, Mücadele Gazetesi Yazı İşleri Müdürü Cafer Darıca'nın da bulunduğu yaklaşık 120 kişi gözaltına alındı. Ülke'ye ulaşan haberlere göre gözaltında itiraflarda bulunan PKK militanı Burhanettin Uci'nin açıklamaları gözaltılara neden oldu. Burada gözaltına alınanlardan sadece 3 kişi uzun bir gözaltı süresinden sonra, çıkarıldıkları mahkemede tutuklandılar.

Siirt'te gözaltılar 100 kişi ile sınırlı kaldı. Burada da gözaltına alınanların büyük çoğunluğu köy ve mezralarda yaşayan Kürtler. Gerekçe yine aynı. PKK'ye yardım ve yataklık. Hakkari'nin Çukurca ilçesinde Ekim ayının son haftasında gözaltına alınan 50 kişi ise, serbest bırakılacağı günü bekliyor. Bu gözaltılar sırasında gördüğü ağır işkence sonucu Abdullah Tanrıbilir adlı kişinin öldüğü haber veriliyor. Ekim ayı gözaltı kampanyaları sırasında birçok kişinin gözaltında kaybolduğu da gelen haberler arasında.

Cumhuriyet, 6 KASIM 1990

Açlık grevinde 30. gün

Haber Merkezi — Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'ndeki 106 siyasi tutuklu ve hükümlünün açlık grevi 29., 10 siyasi tutuklunun ölüm orucuna dönüştürdükleri eylem de 7. gününü doldurdu. Cizre'de tutuklu ve hükümlü yakınlarının açlık grevi ölüm orucuna dönüştü. Nusaybin'de ise eylemlere destek verdiği öne sürülen 7 kişinin gözaltına alındıkları öğrenildi.

Diyarbakır 1 Nolu E Tipi Cezaevi'ndeki tutuklu ve hükümlüler, avukatları aracılığıyla yaptıkları açıklamada 7 ekim öncesindeki hakların iade edilmesi ve hiçbir koşul öne sürülmeden tutuklu temsilciliğinin sağlanması halinde açlık grevi ve ölüm orucunu sona erdirebileceklerini bildirdiler.

Adana Güney İleri Borumun bildirdiğine göre bölgedeki cezaevlerinde son durumla çeşitli yerlerde yapılan eylemler şöyle: **Diyarbakır Merkez Kapalı Cezaevi'nde** sürdürülen açlık grevi 25. gününe girdi. Aynı cezaevindeki 8 kadın hükümlünün açlık grevi de 8. gününe girdi. **Bismil Cezaevi'ndeki** açlık grevi 3. gününü doldurdu. **Cizre SP İlçe binasındaki** tutuklu ve hükümlü yakınlarından 12'si açlık grevini ölüm orucuna dönüştürdüler. **Diyarbakır SP il binasındaki** 54 tutuklu ve hükümlü yakınının eylemi 25. gününe girdi. **Nusaybin SP'deki** açlık grevi ise 17. gününü tamamladı. **Van SP'de** açlık grevi ise 5. gününü doldurdu. **Halkın Emek Partisi Adana örgütünde** 110 tutuklu ve hükümlü yakın açlık grevine başladı. **Adana E tipi Cezaevi'ndeki** 11 tutuklu ve hükümlünün açlık grevi 4. gününü doldurdu. **Ceyhan Cezaevi'ndeki** bir grup hükümlünün açlık grevine başladığı bildirildi. **Gaziantep Özel Tip Cezaevi'ndeki** 172 tutuklu ve hükümlünün süresiz başlattığı açlık grevi bugün 9. gününde.

Bu arada ANKA'nın haberine göre Halkın Emek Partisi Kars Milletvekili **Mahmut Ahnak**, ölüm orucunun bitirilmesi yolunda herhangi bir adım atılıp atılmadığını TBMM Başkanlığı'na verdiği bir soru önergesiyle Meclise getirdi.

Kürtçeye tutuklama

ANKARA (AA) — İnsan Hakları Derneği Genel Kurulu'nda Kürtçe konuştuğu için gözaltına alınan **Vedat Aydın** ile konuşmasını tercüme eden **Ahmet Zeki Okçuoğlu** tutuklandı. Konuşmayı desteklediği gerekçeyle gözaltına alınan avukat **Mustafa Özer** ise serbest bırakıldı.

Gözaltında tutuldukları Ankara Emniyet Müdürlüğü'nden dün öğleden sonra DGM Savcılığı'na çıkartılan **Vedat Aydın**, **Ahmet Zeki Okçuoğlu** ve Mus-

tafa **Özer**'in sorguları yapıldı. Savcılık **Mustafa Özer**'i, takip-sizlik kararı vererek serbest bıraktı. **Vedat Aydın** ve **Ahmet Zeki Okçuoğlu** ise tutuklanma istemiyle sorgu yargıçlığına gönderildi. DGM'deki sorgu yargıcının bulunmaması üzerine **Aydın** ve **Okçuoğlu**, Ankara Adliyesi'nde nöbetçi mahkeme olan 9. Sulh Ceza Mahkemesi'ne çıkarıldılar. Yargıç **Ertüzün Güner**, **Vedat Aydın** ve **Ahmet Zeki Okçuoğlu** hakkında TCK'nın, milli duyguları zayıflatmak amacıyla propaganda yapmayı içeren 142. maddesinin 3. fıkrasını ihlal ettikleri gerekçesiyle tutuklama kararı verdi.

Cumhuriyet, 9 KASIM 1990

Kürtçe savunma aklandı

■ **DIYARBAKIR (Cumhuriyet) —** Eski Belediye Başkanı **Mehdi Zana** "Kürtçe savunma" yaptığı gerekçesiyle hakkında açılan davadan beraat etti. **Diyarbakır 3. Asliye Ceza Mahkemesi** kararında, "Kürtçe savunma yapan **Mehdi Zana**'nın bu hareketinin, savunmanın bir parçasını oluşturduğu" görüşüne yer verildi. **Mehdi Zana**'nın avukatı **Sezgin Tanrıku**, duruşmadan sonra yaptığı açıklamada, ana dilin yasalarla belirlenemeyeceğini savunarak, "2932 sayılı yasa, sosyolojik bir gerçeğe ters olarak vatandaşların dilinin Türkçe olduğunu belirlemiştir. Oysa vatandaşların dilleri yasayla belirlenemez. Sadece devletin resmi dili yasayla belirlenir. En temel insan haklarına ters düşen bu yasaya karşı mahkemenin beraat kararı vermesi sevindiricidir" dedi. Yaklaşık iki yıl önce, 7. Kolordu Askeri Mahkemesi'nde **Mehdi Zana** hakkında açılan, "Kürtçe savunma" davası, o yıl görevsizlik kararıyla **Diyarbakır DGM**'ye, buradan da yine görevsizlik kararıyla **Diyarbakır 3. Asliye Ceza Mahkemesi**'ne gönderilmişti.

Cumhuriyet, 12 KASIM 1990

BBC'de Kürt programı

BBC Türkçe yayınlarında 20 dakika süren programda, **Olağanüstü Hal Bölge Valisi Kozakçıoğlu** ile **ANAP** milletvekilleri **Akarcalı** ve **Ertüzün**'ün görüşlerine de yer verildi.

Haber Merkezi — **BBC** Türkçe Yayınlar Servisi, dün sabah 12.00-12.20 arasında yayımlanan bir programında 51 yıllık tarihinde ilk kez Kürtçe konuşmalarla ve Kürtçe müziğe yer verdi. "Olayların İzinde" başlıklı 20 dakikalık programda, "Türkiye-AT ilişkileri çerçevesinde İnsan hakları" konusu ele alınırken **Güneydoğu'daki** olaylara ve Kürt sorununa ağırlık verildi.

Sırnak'ın çevresinde, köylerinden "jandarma ve özel tim baskısı sonucu" ayrılmak zorunda kaldıklarını ileri süren köylüler, Kürtçe olarak sorunlarını anlattılar. **BBC** bu açıklamaları, yöredeki tercümanlar aracılığıyla Türkçe olarak da yayıladı. **Güneydoğu Anadolu'nun** çeşitli yörelerinde iki dilde yapılan röportajları yayımlayan **BBC**, aynı programda **Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu**, **ANAP** Milletvekili **Bülent Akarcalı** ve **DYP** Milletvekili **Tevfik Ertüzün**'ün görüşlerini de kendi seslerinden yayımladı. Aynı programda ayrıca, **İHD** Diyarbakır Şube Başkanı **Hatip Dicle** ve **Cizreli** avukat **Orhan Doğan**'ın açıklamalarının yanı sıra **Türkiye-AT Karma Parlamento Komisyonu Eşbaşkanı** **Hollandalı** sosyalist parlamenter **Alman Matten**'le yapılan röportajlarda programda yer aldı.

Cumhuriyet, 13 KASIM 1990

Açlık grevleri 36. gününde

Cizre'de altı tutuklama

Haber Merkezi — Cezaevlerindeki tutuklu ve hükümlüler ile bunların yakınlarının başlattıkları açlık grevleri sürüyor. Diyarbakır, Mardin ve Sırt Tabipler Odası'nın, bölgedeki cezaevlerinde açlık grevi yapanların sağlık durumlarının incelenmesi için yaptığı başvuruya yanıt verilmezken Nazilli E Tipi Cezaevi'nde açlık grevi yapanlara doktor kontrolünde şekerli su ve tuz verilmeye başlandı. Cezaevlerindeki uygulamaları protesto etmek ve açlık grevindekilere destek vermek amacıyla Cizre'de gösteri yürüyüşü düzenleyenlerden 6'sı, çıkarıldıkları mahkemece tutuklandılar.

Güney İlleri Büromuzun haberine göre cezaevlerindeki uygulamaları protesto etmek ve açlık grevindekilere destek vermek amacıyla Cizre'de gösteri yürüyüşü düzenleyenlerden altısı, çıkarıldıkları mahkemece tutuklandı. Diyarbakır ve Bismil cezaevlerinden sevkler ile Eskişehir'deki tek kişilik hücreli cezaevi uygulamasını protesto etmek amacıyla tutuklu ve hükümlüler ile yakınlarının başlattıkları açlık grevleri sürüyor. Diyarbakır 1 No.'lu E Tipi Cezaevi'nde 91 tutuklunun açlık grevi 36. gününe girdi. Bu arada, SHP, DYP, DSP, RP, HEP, SP ve TBKP Diyarbakır il örgütleri dün ortak bir açıklama yaparak cezaevlerindeki sorunların bir an önce çözülmesini istediler. 7 siyasi partinin ortak açıklamasında, "**Hükümet, Türkiye'nin imzaladığı uluslararası sözleşmelere bağlı kalsın**" dendi.

Nazilli'de şekerli su

Ege Büromuzun haberine göre Aydın E Tipi Cezaevi'nde 49 tutuklu ve hükümlünün başlattıkları açlık grevi 10. gününü doldurdu. Aydın Cumhuriyet Başsavcısı **İhsan Taşkan** eylemin olaysız sürdürüldüğü belirterek şunları söyledi:

"Eylemcilere şu anda şekerli su ve tuz verilmiyor. İstemeleri durumunda doktor gözetiminde verilecek. Sürekli olarak bir sağ-

lık ekibi hazır bekliyor. Hastalanan olursa gerekli müdahale yapılacak. Cezaevinde durum sakin".

Nazilli E Tipi Cezaevi'nde ise 26 tutuklu ve hükümlüye şekerli su ve tuz verildiği bildirildi.

Bu arada HEP İzmir il merkezinde 5 gün önce tutuklu ve hükümlü yakınlarının başlattığı açlık grevinin de 15 kişinin süresiz, 35'inin ise 10 gün süre ile dönüşümlü süreceği bildirildi. SP il binasında açlık grevine başlayan tutuklu ve hükümlü yakınlarının sayısı 25'e çıktı.

ANKA'nın haberine göre çeşitli cezaevlerinde süren açlık

grevine İstanbul Bayrampaşa Cezaevi de katıldı.

Cezaevinden yaklaşık 300 tutuklu adına yapılan açıklamada, siyasi iktidarın, kamuoyunun dikkatlerini Körfez krizine çevirip cezaevlerine yeni bir baskı dalgası kurmak istediği ileri sürüldü. Eskişehir Cezaevi'ni açma girişimini protesto etmek amacıyla açlık grevi yapan tutuklu ve hükümlülere destek olmak için bugün (dün) başladığı belirtilen açlık grevine yaklaşık 300 tutuklunun katıldığı bildirildi.

SHP heyeti

Diyarbakır Milletvekili Mehmet Kahraman başkanlığında SHP Genel Merkezi'nce oluşturulan bir heyetin bugün Diyarbakır'a gelerek cezaevinde incelemelerde bulunacağı öğrenildi.

Hürriyet, 14 KASIM 1990

Akarcalı da konuştu

Zorla köy boşaltma olayları BBC'de

▷ **DIYARBAKIR, (hha)**— BBC Türkçe Servisi tarafından yayımlanan "**Olayların İzinde**" programında, Güneydoğu'da "**zorla köy boşaltıldığı**" iddia edildi. Bu iddiaları reddeden Olağanüstü Hal Bölge Valisi **Hayri Kozakçıoğlu**, konunun Irak sınırında 600 metrelik dar bir alanı kapsadığını, buralarda yaşayan vatandaşların kaçakçılıkla geçindiğini belirtti. **Kozakçıoğlu**, "**Bu köy ve mezraların boşaltılmasını, PKK istemiyor. Çünkü, buralardan ekme, su, kadın, adam almak istiyor**" dedi. Köylerini terk edenlerin, haklarını arayamaz hale geldiği öne sürülen programda, İnsan Hakları Derneği Cizre Temsilcisi Avukat **Orhan Doğan**, açılan davaların, bilirkişilerin güvenliğinin sağlanamaması yüzünden sonuçlanmadığını iddia etti. Programa katılan ANAP Milletvekili **Bülent Akarcalı** da, kendilerine Güneydoğu'dan çok az şikâyet ulaştığını, haksızlığa uğrayan vatandaşların şikâyetlerini yöre milletvekillerine bildirmeleri halinde derhal Bölge Valisi'ne aktarılacağını söyledi.

Hürriyet, 14 KASIM 1990

Türkiye, İran ve Suriye görüşbirliği içinde 'Kürt devleti kurulamaz'

● Tokyo'da bulunan Özal, Türkiye'nin bir Kürt devleti kurulmasına karşı olduğunu, bu görüşü İran ve Suriye'nin de paylaştığını açıkladı...

● Rafsancani ile yaptığı görüşmeyi anlatan Özal, "Kimsenin toprağında gözümüz yok. Irak hudutlarının değişmesini istemiyoruz" diye konuştu.

Muharrem SARIKAYA
TOKYO, (Hürriyet)

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal, Türkiye, İran ve Suriye'nin, Irak'ın kuzeyinde bir "Kürt Devleti" kurulmaması konusunda görüş birliğinde olduklarını söyledi. İran Cumhurbaşkanı Haşimi Rafsancani ile Tahran'da yedi saat süren görüşmesiyle ilgili bilgi veren Özal, "İran da Kürt devletinin kurulmasının karşısında. Bizimle aynı yöndeler" dedi. Cumhurbaşkanı Özal, Suriye'nin de Kürt devletine karşı çıktığını, Rafsancani'nin kendisine aktardığını bildirdi.

Özal'ın Tokyo'da ABD Başkan Yardımcısı Dan Quayle ile dün yaptığı görüşmeden sonra Amerikalı bir yetkili, Fransız Haber Ajansı AFP'ye, "Tahran'ın ABD-İran arasındaki ilişkilerin normalleşmesini talebini, Cumhurbaşkanı Özal aracılığıyla Quayle'e ilettiğini" söyledi.

Diplomatik gözlemciler, bu gelişmeleri şöyle değerlendirdi:

"İran, Körfez krizinin patlak vermesinden bu yana, komşusu Irak'ın topraklarının bir savaş yoluyla paylaşılacağı endişesini taşıyordu. Özal, Tahran'a Saddam'ın devrilmesi veya Kuveyt'ten çekilmesi halinde, Irak'ın toprak bütünlüğünün korunacağı mesajını götürdü. Musul ve Kerkük'te gözü olmadığını söyledi, karşılığında İran'ın bir Kürt devletine izin vermemesi garantisini aldı. Bu ziyaretten sonra rahatlayan İran'la ABD arasındaki ilişkilerde, bir yumuşama dönemi başlayabilir."

Cumhurbaşkanı Özal, Tokyo'da Türk gazetecileri için düzenlediği basın toplantısında, Körfez krizinin askeri müdahaleye gerek kalmadan sonuçlanacağını düşündüğünü, ancak Amerika'nın sonucu askeri müdahalede gördüğünü bildirdi. Özal, bir askeri müdahaleye gerek duyulduğu takdirde bunun Ocak ayı içinde olabileceğini söyledi. Cumhur-

başkanı, kriz sonrası Irak'ın sınırlarının aynen korunması görüşünde olduğunu, aynı yöndeki görüşün İran tarafından paylaşıldığını da açıkladı. Özal, İran Devlet Başkanı Rafsancani'nin, Irak'a uygulanan ambargoyu sonuna kadar destekleyeceğini söylediğini sözlerine ekledi.

Özal, ABD Başkan Yardımcısı Dan Quayle ile Körfez krizi ve Rafsancani ile görüşmesi hakkında konuştuğunu belirttiğinden sonra, "İran'ın tutumu nedir? ABD merak ediyordu" dedi.

Bir gazetecinin, Rafsancani ile görüşmesi sırasında Kuzey Irak'ta muhtemel bir Kürt devletinin kurulması konusu ihtimali üzerinde durup durmadıkları sorusuna, Özal şöyle karşılık verdi:

"Onlar da böyle bir şeyin kurulmasının karşısında veya bu işin peşinde koşanlar varsa, vazgeçmeleri şeklinde. Bizimle aynı yöndeler."

Özal, Rafsancani'nin kendisine Suriye'nin de aynı düşüncede olduğunu söylediğini açıkladı. Cumhurbaşkanı Özal, bir soru üzerine de Rafsancani ile Musul ve Kerkük konusunda görüşmelerini anlattı, şöyle konuştu:

"İrak'ın hudutlarının değişmesini

istemiyoruz. Bu gibi yeni problemler yaratılmasını istemiyoruz. Bu, Türkiye'nin politikası, kimsenin toprağında gözümüz yok."

Cumhurbaşkanı, bir askeri müdahale sonrası Irak'ta kaos yaşanacağını da söyledi. Özal, bu kaos sonrasında Irak'ta bir Kürt devletinin kurulabileceğinden duyduğu endişeyi de dile getirdi.

İRAN DA TÜRKİYE'DEN KUŞKULU

İran'ın ambargoyu delmesi konusunda farklı haberlerin bulunduğuun hatırlatılması üzerine de Cumhurbaşkanı, "İran'ın da aynı endişeyi Türkiye için duyduğunu" söyledi.

Özal, Rafsancani ile, "Samimi bir havada dostluk, ahbablık yaptığını" da belirtti.

Özal, Irak'ın bir askeri müdahaleye ciddiye alması gerektiğini belirtti, ABD'nin Türkiye'nin aksine, krizin çözümünü askeri müdahalede gördüğünü belirtti. Cumhurbaşkanı, "ABD'nin görüşü bizimkinde farklı. Müdahale imkanını çok daha yüksek görüyorlar. Ben, Saddam geri çekilebilir diye düşünüyorum" dedi.



Özal, ABD Başkan Yardımcısı ile...

Cumhurbaşkanı Turgut Özal, dün Tokyo'da Amerika Birleşik Devletleri Başkan Yardımcısı Dan Quayle ile Körfez krizi konusunu görüştü (üstte). Turgut Özal, eşi Semra Hanım'la daha sonra Japon İmparatoru'nun tahta çıkış törenini izlemek için İmparatorluk Sarayı'na gitti (yanda).

Cumhuriyet, 16 KASIM 1990

İngiliz Channel-4'te belgesel program

'Kürdistan son sömürge mi?'

LONDRA (Cumhuriyet) — İngiliz "Channel-4" televizyonunda önceki gece yayınlanan "Kürdistan son sömürge mi" adlı belgesel programda PKK lideri Abdullah Öcalan, "Kürt sorununun ulusal kurtuluş mücadelesi yolu ile çözüleceğini" söyledi.

Programda görüşlerini dile getiren PKK lideri Abdullah Öcalan, "Çeşitli gruplar Kürt sorununu Türkiye'nin bir iç meselesi olarak ele almaktaydılar. Bunu parlamentoya benzer yollarla, kültürel özdeşlik yollarıyla çözeceklerini ileri sürüyorlar. Fakat PKK'nın çıkışı farklıydı. PKK bu dönemde bağımsız bir düşünce ile Kürt sorununu daha ayrıntılı bir biçimde inceleyip Kürt sorununun ancak ulusal kurtuluş mücadelesi yolu ile çözüleceğini ortaya attı" diye konuştu. Yine PKK adına konuşan Ali Sapan ise, "PKK salt şiddet yanlısı bir grup değil. PKK ulusal mücadelesinde her türlü yöntemlere başvurmaktadır. Silahlı mücadeleyi bugün koşullarımız dayattığı için yapıyoruz, yoksa biz silahlı mücadeleyi reddediyoruz. Bu yıl Kürdistan'da ayaklanmalar geliştiikten sonra başkanımız Abdullah Öcalan Türk devletine silahları bırakma şiddetten vazgeçme çağrısı yaptı" dedi.

Bir saatlik filmde Türkiye, Suriye, Irak, İran ve Sovyet Ermenistanı'ndaki Kürtlerin yaşam koşulları üzerinde duruldu. En çok Sovyetler Birliği'nde Kürtlerin kendi kültürlerini geliştirme fırsatı buldukları vurgulandı.

Türkiye'deki durum hakkında görüş belirtenler arasında yer alan Musa Anter, "Cumhuriyetin bize Osmanlılar kadar bile yararı dokunmadı", derken İbrahim Aksoy, Fuat Atalay, Adnan Ekmen gibi milletvekillerinin görüşleri de aktarıldı, "Vatandaş, bugüne kadar uygulanan politikalara, inkâra dayalı politikalara başkaldırmıştır. Son olayları bu çerçevede değerlendirmek gerekir", dedikleri kaydedildi.

Filmde, "Batı, küçük Kuveyt Emirligi'ni korumak için modern savaş makinelerini harekete geçirmeye hazırlanırken, 25 milyon Kürdün kaderi ile kimse ilgilenmiyor" dendi. Namıbya'nın "son sömürge" olduğu öne sürüldüğü halde, "son sömürge-nin, Kürdistan olduğu" savunuldu.

Cumhuriyet, 18 KASIM 1990

**ANKARA
Türkiye'nin
AGİK
kaygısı**

Paris'teki zirvede Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın başkanlık edeceği kapalı oturumda, Kürt sorununun kapsamlı biçimde gündeme getirilmesi hazırlığı Ankara'yı huzursuz ediyor.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Yüzyılın en önemli toplantılarından biri olarak nitelendirilen Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) zirvesine Türkiye, iç politika tartışmaları ve dış siyasi kaygıların tedirginliğiyle gidiyor. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın "dış politika geleneklerine aykırı biçimde" Türkiye'yi Başbakan Yıldırım Akbulut'la birlikte temsil edeceği zirvede, Kürt ve Kıbrıs sorunlarının gündeme getirilmesine yönelik girişimler Ankara'da huzursuz bir bekleyişe neden oldu.

Paris'te 19-21 Kasım günlerinde yapılacak AGİK'e katılacak 37 devlet ve hükümet başkanı arasında Kıbrıs Rum yönetimi lideri Yorgo Vasiliu da bulunuyor. AGİK üyesi 32 ülke ile gözlemci statüsündeki Arnavutluk'un birer, Türkiye ve Romanya'nın ise hem cumhurbaşkanı hem başbakan göndererek ikişer temsilciyle katılacağı zirvede, Vasiliu'nun yapacağı konuşma, Ankara'yı "şimdiden" tedirgin ediyor. Türkiye'nin kaygıyla izlediği bir diğer girişim ise Avrupa'daki azınlıklar sorununun AGİK bünyesinde çözülmesine yönelik planlar çerçevesinde Kürt sorununun da Paris'te gündeme getirilmesi doğrultusunda.

Hükümete yakın kaynaklardan edindiğimiz bilgiye göre Kıbrıs ve Kürt sorunlarının AGİK zirvesinde Cumhurbaşkanı Özal tarafından yönetilecek açık ve kapalı oturumda ele alınması, "tatsız" bir hava yaratabilecek. Türkiye'nin Kıbrıs konusunun tartışmaya açılmaması ve Kürt sorununun Türkiye ile bağlantılı olarak telaffuz edilmemesi için "ilişkilerinin iyi olduğu bazı Batı başkentlerine" mesajlar iletildiği kaydediliyor. AGİK zirvesinde

Türkiye açısından "hassas" olan bu iki konunun ele alınması olasılığı şu çerçevede değerlendiriliyor:

1) Kıbrıs: Vasiliu ilk kez 35 ülkenin lideri huzurunda bir konuşma yapma fırsatı bulacak. Rumların NATO, Varşova Paktı ülkeleri ve Bağlantısızlar'ı bir araya getiren AGİK gibi etkin bir platformda, böyle bir fırsatı "mutlaka" değerlendirecekleri belirtiliyor. Yetkililer, Vasiliu'nun Avrupa'daki yakınlaşma ortamında Kıbrıs sorununun bir çıbanbaşı oluşturduğunu savunan ve bu durumdan KKTC ile Türkiye'yi sorumlu tutan bir konuşma yapmasının beklendiğini belirtiyorlar. KKTC'nin AGİK'te temsil edilmemesi ve Yunanistan Başbakanı Konstantin Mitsotakis'in Vasiliu'yu destekleyen bir konuşma yapma olasılığının yüksek olması, Türkiye'nin bu çerçevedeki "yükünü" artırıyor. Ankara'daki yetkililere göre Cumhurbaşkanı Özal "beklenmedik bir çıkış yapmazsa" Türkiye Kıbrıs sorununun uluslararası platformlarda tartışılmaması yönündeki geleneksel tutumunu Paris'te de sürdürecektir. Ancak Özal'ın "AT Türkiye'yi içine almazsa Kıbrıs sorununun çözümü güçleşir" doğrultusunda bir mesajı son dönemde artan biçimde gündeme getirdiğine de dikkat çeken yetkili kaynaklar, benzer bir tutumun Paris'te de sergilenmesinin olasılık kapsamında olduğunu vurguluyorlar. Kıbrıs konusunun AGİK'te gündeme gelmesi halinde, Türkiye'nin özellikle İngiltere'den destek bekleyeceği de ifade ediliyor. Bu durumda, Batı Avrupa liderlerinin izleyeceği tutum Ankara için büyük önem taşıyacak ve dikkatle not edilecek.

2) Kürt sorunu: Avrupa, ABD ve Kanada'daki azınlık sorunlarının AGİK bünyesinde oluşturulacak bir uzlaşma mekanizmasının çabalarıyla çözülmesi girişimi güncelliğini koruyor. ABD'nin öncülüğünü yaptığı bu girişim, azınlık temsilcileri ile hükümetler arasında doğrudan diyalog kurulmasını öngörüyor. Türkiye, ABD'nin bu planının Kürtleri de içerdiğini biliyor. Körfez krizinin oluşturduğu gergin ortamda, Türkiye'deki Kürt varlığının AGİK gündemine getirilmesinin çok sakıncalı olacağı Batı başkentlerinde genel kabul görüyor. Ankara gene de bu konudaki duyarlılığını ilgili başkentlere hissettirdi.

İmzayı Özal atacak

AGİK zirvesinde imzalanacak Avrupa Konvansiyonel Kuvvet Antlaşması (AKKA), Güvenlik ve Güven Arttırıcı Önlemler Antlaşması ve AGİK sonuç belgesine Türkiye adına Cumhurbaşkanı Özal'ın imza atacağı öğrenildi.

Washington, ilk etapta 1500 kişiye göç kapısını açıyor

ABD'den Peşmerge 'jesti'

Türkiye'de halen kamplarda bulunan 30 bin Peşmergenin 1500'üne göçmen statüsü verileceği bildirildi. ABD Dışişleri Bakanlığı Mülteci Bürosu, bu konuda Türkiye ile anlaşmaya varıldığını bildirdi. Peşmergeler, muhtemelen ocak ayı içinde ABD'ye gidecekler.

ŞEBNEM ATİYAS

NEW YORK — ABD, Türkiye'de halen kamplarda bulunan 30.000 Peşmergenin 1500'ünü göçmen olarak kabul edecek. ABD Dışişleri Bakanlığı Mülteci Bürosu, dün Cumhuriyet'e, ilk etapta 1500 kişinin ABD'ye gelebilmesi için prensipte Türkiye ile anlaşmaya varıldığını bildirdi. Seçilecek 1500 kişi, "**muhtemelen ocak ayı içinde**", Birleşmiş Milletler Mülteci Komisyonu ya da başka uluslararası kuruluşların finanse etmesi ile ABD'ye getirilecek.

ABD Göçmen İşleri'nin teknik detayları üzerinde çalıştığı program yaklaşık 300 aileyi kapsıyor. Seçilecek olanlar uzun bir incelemeye alınacak. Tek tek gö-

rüşmeler yapılacak, sihi kontrolden geçirilecek. Bu işlemler sonucu "**göçe hak kazananlar**" muhtemelen ocak ayında ABD'ye sevk edilecek. Göçmen bürosu "**şimdilik 1500 kişi**" ifadesini kullanarak, ileride daha fazla Peşmergeyi kabul etme imkânı olduğunu belirtiyor.

Öte yandan Time dergisinin "**Kulaktan Kulağa**" köşesinde, bu hafta yayımlanan kısa bir notta, Peşmergenin ABD'ye gelişine yer verildi. "**Kürtler yolda**" başlıklı notta, Türkiye'de halen kamplarda yaşayan Peşmergelerin bir kısmının ABD'ye kabul edilmesi kararının, "**ABD'nin Kürtler için duyduğu endişeyi göstermesi**" olarak ifade edildi. Yazıda, Time dergisinin geçen haftaki sayısında aynı köşede Peşmergelerle ilgili bir

haber-not yer almıştı. Not aynen şöyleydi: "**Pek çok kişi Basra Körfezi'nde bir savaşın sonuçlarından büyük endişeler duymaya devam ederken bazıları mağlup Irak'ın yağmalanmasını paylaşmak için fırsat bekliyor. Geçen ay, Amerika ve Türkiye'yi temsil eden yetkililer ve Türkiye'nin güneyi ile Irak'ın kuzeyindeki Kürt kabilelerinin görevlileri Avrupa'da savaş sonrası Irak'ın neye benzeyeceğini tartışmak için buluştular. Onların görüşü, Irak topraklarından bağımsız bir Kürdistan'ın çıkabileceği, toprakların kuzey bölümünden küçük bir parçanın belki de Türkiye'yle birleşebileceği şeklindeydi.**"

Dergide köşeyi hazırlayan olarak imzası bulunan David Thigpen, Cumhuriyet'e haberin Washington muhabirlerinde derlendiğini söyledi. Thigpen haberin "**sağlam kaynaklara**" dayandığından emin olduğunu bildirdi.

Helsinki Watch Komitesi'nin, bölgedeki Kürtlerle sürekli temasta olan araş-

tırmacılarından biri Cumhuriyet'e geçen ay Stockholm'de Türkiye'deki Kürtleri de temsil edenlerin katılacağı bir konferans programlandığını, ancak gerçekleştirilemediğini kaydetti. Wathc araştırmacısı şu an Şam'da, Irak'taki muhalefet Kürt gruplarının düzenlediği başka bir konferansın halen devam ettiğini de söyledi. Kürt lideri Celal Talabani'nin Londra'ya geleceğini, ancak bu konferansı bırakmadığı için geciktiğini kaydeden Helsinki Watch araştırmacısı, bölgedeki Kürt gruplarının ortak bir cephe oluşturmak ve Saddam'a karşı direnmek için ortak bir eylem ve çareler aradıklarını belirtti. Aynı kişi, kendisinin katılacak olduğu ve Stockholm'de geçen ay yapılması planlanan görüşmenin Stockholm Üniversitesi'nce düzenlendiğini kaydetti. Konferansı esas olarak Irak Kürt muhalefetinin örgütlediğini, Türkiyeli Kürtlerin de katılacaklarını bildirdiklerini ifade etti. Ancak Türkiye'den konferansa "**resmi bir yetkilinin katılacağını hiç sanmadığını**" belirtti.

Tempo, 11-17 KASIM 1990

GÜNEYDOĞU'DA OLUP BİTENLERE İLİŞKİN BİR MECLİS ARAŞTIRMASI AÇILMASI İSTENİYOR. İKİ MİLLİYETVEKİLİNİN DERLEDİĞİ BİLGİLER ARASINDA, ASKERİN DÖVDÜĞÜ KAYMAKAMDAN MAYINLANAN KÖYLERE KADAR PEK ÇOK OLAY YER ALIYOR.

GÜNEYDOĞU şu günlerde çok hareketli. Politikacılar, yazarlar, sanatçılar, sendikacılar, gazeteciler, meslek ve demokratik kitle kuruluşları temsilcileri peşpeşe geziler düzenliyor bölgeye.

Güneydoğu'ya son kez Halkın Emek Partisi (HEP) Genel Sekreteri *İbrahim Aksoy* ile Mardin Milletvekili *Adnan Ekmen* gitti. Çeşitli il ve ilçelerde partilerini örgütlemeyi amaçlıyorlardı. Ancak gördükleri ve duydukları karşısında asli görevlerini ikinci plana atmak durumunda kaldılar. Ankara'ya dönüşlerinde TBMM Başkanlığı'na 12 imzalı bir dilekçe verip Güneydoğu'da meydana gelen olaylarla ilgili meclis araştırması açılmasını istedikler. Aksoy ve Ekmen; önermeleri ele alındığında meclis kürsüsünden de dile getirmeye hazırlandıkları Güneydoğu'daki son gelişmeleri Tempo'ya özetlediler:

MAYINLANAN KÖYLER

"Bölgeden silahlı bir çatışma olunca önce yakın köy veya mezralardaki vatandaşlar gözaltına alınıyor, dayaklı sorgulamadan geçiriliyorlar. Daha sonra da korucu olmaları isteniyor. Kabul ederlerse ne âlâ. Etmeyenlerse, köylerini boşaltmaları isteniyor. Boşaltmayanların evleri içindeki eşyalarla birlikte ateşe veriliyor. Mardin, Siirt, Şırnak, Hakkâri ve Van'da bu şekilde zorla boşaltılmış yüzlerce köy ve mezra var."

"Boşaltılan köy ve mezraların etra-

"GÜNEYDOĞU'YU BİR DE HEP'Çİ AKSOY VE EKMEN'DEN DİNLEYELİM: Orada durum vahim"

fına güvenlik güçleri tarafından mayın dökülüyor. Ayrılıkçı örgüt militanlarının buralarda barınmasını önlemek amacıyla gerçekleştirilen bu uygulamalar yüzünden insanlar ölüyor veya sakat kalıyorlar. Yasadışı örgüt militanları da mayın dökme çalışmaları yapıyorlar. Güvenlik güçlerinin ve korucuların gidiş-geliş güzergâhlarına ko-



Fotoğraf: Mehmet KORKMAZ/TEMPO



nulan mayınlar birçok kazaya neden oluyor."

HACI NAMO'NUN AKİBETİ

"Mayın dökme uygulamasının son örneği Şırnak'ın Kemerli köyünde yaşandı. Çevrede bir iki çatışma meydana gelince güvenlik güçleri köylülere korucu olmaları yönünde baskı yaptı.

Bazıları dayanamayıp Mersin'e göçtü, bazıları baskılara göğüs gerip köyde kalmayı sürdürdü. Göçenler arasında bulunan köy muhtarı Hacı Namo diye tanınan *Nimet Uysal*, bir gün şeytan dürtmüşçesine tutup köye geri döndü. 40 adamını yanına alıp köyde koruculuk yapmaya koyuldu."

"Militanlar, uzaktan dürbünle Hacı



da bulunan militanlardan biri, Sarıyaprak köyündeki iki üç kişiden yardım gördüklerini itiraf etmiş. Bunun üzerine güvenlik güçleri köylülerden korucu olmalarını, aksi halde köylerini boşaltmalarını istemişler. Köylüler her iki şıkka da yanaşmayınca Sarıyaprak köyü yakılıp yıkıldı. Köyü terk etmek istemeyenlerin otları, biçenekleri, arı kovanları ve içindeki eşyalarıyla birlikte evleri yakıldı. Köylülerin bir kısmı batı illerine göçerken, geri kalanları çadır kurdukları Şırnak merkezi ile Geçitboyu köyüne yerleştiler."

"Köylülerin şikâyeti üzerine ANAP Siirt Milletvekili *Kemal Birlik*, Şırnak Valisi *Aydın Arslan* ve Tugay Komutanı Tuğgeneral *Atilla Özkan* ile görüşüp köy ve mezraların boşaltılması uygulamasını gündeme getirdi. Sarıyapraklılar'ın şikâyetlerini aktardı. Özkan, köy ve mezraların boşaltılmasını kendisinin veya emrindeki subayların gerçekleştirmedğini söylemiş. Birlik, bunun üzerine, 'Benim, senin, hatta hükümetin dışında birtakım güçler rol oynuyor bu bölgede' diyor. 'Eskiden köylülerin evlerini terkedip kış ağzın-

"15 Ekim günü gece saat 23.00 sularında ayrılıkçı PKK militanları Uludere ilçe merkezine silahlı baskın düzenleyip hükümet konağını roketatar atışına tuttular. Güvenlik güçlerinin de karşılık vermesi üzerine, ağır silahların konuştuğu büyük bir çatışma çıktı ve sabaha dek sürdü. Ertesi gün ve daha sonraki günlerde Uludere'de eli silah tutabilecek hemen herkes gözaltına alındı. Alınanlardan 50'si üç gün süren dayaklı sorgulamadan sonra bırakılırken, diğer 60'ı sorgulamaları derinleştirilmek üzere Şırnak Jandarma Tugayı'na götürüldü. Bu olaydan beş gün sonra sanatçı, yazar ve gazetecilerden oluşan bir heyet geldi Uludere'ye. Heyetin yerli halkla görüşmesi, güvenlik güçlerince engellendi."

"Ayrılıkçı örgüt militanları, 18 Eylül günü de Uludere-Beytüşşebap karayolunu trafiğe kesiyor. Gelen-geçen araçları silah zoruyla durduruyorlar. Sabah başlayan ve akşama kadar süren bu eylem sırasında korucu *Tahir* ile korucu olan oğlu *İsmet Arıyaman* kurşuna dizilip ölüyor. Kaçmaya



Pervari'nin Sarıyaprak köylüleri yerlerini terketmişler ve gelip Şırnak'ın Geçitboyu köyüne çadırlarını kurmuşlar (büyük resim) *Tahir Aslan* ve ailesi (en solda) *Beytüşşebap*'in *Yeşilöz* köyünden *Mersin*'e göç ederken *Cizre* de kamyon bekliyor.

Namo'nun her gün belirli saatlerde bir ceviz ağacının gölgesinde şekerleme yaptığını belirleyince, gece gizlice buraya mayın düşüyorlar. Ertesi gün Hacı Namo burada oturmaya kalkışınca belden aşağısından ağır bir şekilde yaralanıyor."

KEMAL BİRLİK'İN TEMASLARI

"Siirt'in Pervari ilçesine bağlı 55 haneli, 600 nüfuslu Sarıyaprak köyü, Bolu Komando Tugayı'na bağlı birlikler tarafından boşaltıldı. Eylül başında bu köyün yakınlarında bir çatışma çıktı. 18 ayrılıkçı militan ile üç veya dört güvenlik görevlisi öldü. Sağ olarak ele geçirilen ve sonradan samimi itiraflar-

da çadırlara yerleşmek gibi bir âdetleri yoktu' serzenişinde bulunuyor."

"Kemal Birlik, Tuğgeneral Özkan'a bölge halkına uygulanan baskıları sıralarken çarpıcı bir örnek de veriyor: "Bildiginiz gibi Uludere Kaymakamı *Mustafa Taş* yöreye yeni geldi. Bölgede pek tanınmıyor. Geçenlerde ilçeye bağlı köyleri gezerken yolu İnceler Köyü'ne düşüyor. Yol girişindeki jandarma noktasında durdurulup aranmak isteniyor. Kaymakam bey görevli erlere kendini tanıtıyor ve 'Beni arayamazsınız' diyor. Jandarmalar yine de aramakta ısrar ediyorlar. Derken, tartışma büyüyor ve görevli erler *Mustafa Taş*'ı bir güzel dövüyorlar.

kalkışan bir araca ateş açılması sonucu *Melek Yıldırım* ile *Enver Aydemir* adlı köylüler öldürülüyorlar. Militanlar, *Beytüşşebap Emniyet Amirliği*'nde görevli polis memuru *İsmet Karacaoğlu* ile 8 köylüyü alıp gidiyorlar." Köylüler bu olaydan hemen sonra, polis memuru *Karacaoğlu* ise 10 Kasım Cumartesi günü kurtarıldı."

Aksoy ve Ekmen böyle diyorlar ve "Meclis araştırmasının açılmasını sağlayabilirsek, bölgedeki durumun *Kozakçioğlu*'nun dediği gibi güllük gülistanlık olmadığını, aksine çok vahim olduğunu ortaya koyacağız" diye nokt alıyorlar sözlerini.

Mehmet KORKMAZ

TAVIR

Musa ANTER

ÇAĞDAŞ
HUKUK DEVLETİ

Hele bir bakın ne büyük laflar ediyoruz! Güya Türkiye Cumhuriyeti Devleti çağdaş bir devletmiş. Sayın büyüklerimizin sözünü ettiği devletin kimin devleti olduğunu bilmem ama, bildiğim tek şey, TC için bu sıfatların olmayışdır. Çağdaş bıraktık, keşke Roma devrinde tasarlanan bir devlet seviyesinde olsaydık. Zira Roma Amme Hukuku'nda devletin tarifi şöyledir: "Devlet halka karşı namuslu pater familias, yani şefkatli bir aile babası gibi olmalıdır."

Şimdi bütün dünya alem tarafından bilinen ve biz Kürtlerin yaşadığı bir gerçek vardır ki, bu da devletin bizlere haksızlık ve zulüm yapmakta eşi benzeri görülmemiş bir düzeye varmış olduğudur. Resmi ağzlar varmış kabul etmesin ancak, gerçek güneş gibidir, sıvanamaz. Gel gör ki, bunları da dile getirmek için "bağımsız yargı"nın hışmını da göze almak lazım. Gerçi yargının bağımsız olmadığını da, Adalet Bakanı Oltan Sungurlu 7 Kasım 1990 günü, TBMM Plan ve Bütçe Komisyonu toplantısında söyledi. Türkiye Cumhuriyeti adına adalet dağıtığını söyleyen mahkemelerin bağımsız olmadığı gerçeği tepedeki bir yetkili tarafından dile getiriliyor ancak kamuoyundan yine de bir ses gelmiyor. Kimsenin aklına emir komuta zinciri ile çalışan askeri mahkemelerde "idam", "müebbet" bir de binlerce yılı aşan cezaya çarptırılan gençlerimizin hesabının sorulması zamanının gelip geçtiğini söylemiyor. Böyle millete böyle devlet...

İşkenceli sorgular, aşağılık uygulamalar, kana boyanan genececik bedenler üstüne üstlük de "Çağdaş Devleti!"

Vaktiyle Süleyman Nazif hemşerimiz (kendisi Diyarbakırlıdır) Musul Valisi idi. Bugünkü İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu'nun yaptığı gibi, Kürt ırkdaşlarına yaptığı zulüm sebebiyle halk kendisinden nefret ederdi. Meşhur Kürt şairi Şeyh Rızai Talabani, Nazif'in Musul'a vali olarak atanmasına ebced hesabı ile şu dörtlükle ifade etti: "Kerkük oldu vilayet / Süleyman ona vall / Veyl size ahali".

Şimdi bilinem ki "Veyl"i kimin için söyleyeyim. Bence bu veyl devlet adamlarımız için geçerlidir. Yalnız sayın Başbakanımız ve kenardan hemşerimiz iki gözümüz Yıldırım Akbulut hariçtir. Çünkü hemşerimiz cidden TC devletine en layık ve değerli bir başbakandır.

Yeni ÜLKE, 25 KASIM 1990

Kürt çocuklara
Türkçe eğitim

Diyarbakır- Muş, Diyarbakır ve Kızıltepe'de barınan Iraklı Kürt sığınmacıların bugüne kadar kendi dillerinde eğitim yapmaları için izin verilmezken, bu kamplarda okullar açılarak Türkçe eğitim verilmeye başlandı.

1988 yılında, Irak'ın kimyasal silahlarla Kürt yerleşim birimlerine yaptığı saldırıdan kaçarak Türkiye'ye sığınan ve Diyarbakır, Muş ve Kızıltepe'de telörgülerle çevrili kamplarda barınan Iraklı Kürt sığınmacılar geldikleri yıldan beri birçok kez, çocuklarının eğitim yapması için gerekli başvurularla bulunmuş. Diyarbakır kampında barınan KDP ili Peşmergelerinden Hüseyin Çelki, "İlk geldiğimiz yıl, kendi imkanlarımızla, bir binanın bodrum katında okul yapmıştık. Burada gene, kendi olanaklarımızla, karatahta ve sandalyeler yerleştirmiş, çocuklarımız cahil yetişmesin diye onlara okuma yazma öğretiyorduk. Ancak, bir operasyonla karatahtamızı ve soralarmızı dışarıya atarak, çocuklarımıza okuma yazma öğretmemize izin vermediler" derken, son günlerde kamplarında açılan ve Türkçe eğitim verecek olan okulla ilgili olarak da şunları söyledi. "Biz ayrı bir ülkeden geldik, her ne kadar TC bize hiçbir statü tanımasa bile kendi dilimizde eğitim yapmak, çocuklarımıza okuma yazma öğretmek bizim hakkımız. Ancak TC bunu kabul etmiyor. Fakat buna rağmen çocuklarımız sokaklarda serseri gibi ve cahil büyümüşün diye bu uygulamayı kabul ediyoruz."

Kürt sorunu
işçinin
gündeminde

Türkiye'de ilk kez Kürt sorunu bir sendikacının çalışmaları raporuna alındı. 22 Kasım tarihinde Ankara'da başlayan Petrol-İş Genişletilmiş Başkanlar Kurulu toplantısına sunulan çalışma raporunda Kürt sorununa yer verildi.

Sendika Başkanı Münir

Ceylan konuya ilişkin sorumuzu şöyle yanıtladı. "Biz sendikacılığı toplu sözleşme sendikacılığı olarak görmüyoruz. Biz ve bizim gibi kuruluşların ülkenin demokratikleşmesinde büyük görevleri var. Biz artık hapishanedeki adamın ya da yurdundan sürülen insanın sorununa kayıtsız kalamayız. Bu anlamda bir sınıf örgütü olduğumuzun bilincindeyiz. Kürt sorununu ülkenin demokratikleşme sürecinde en önemli olgu olarak değerlendiriyoruz. Bölgede gelişen olayları ancak resmi ideolojinin izin verdiği ölçüde öğrenebiliyoruz. İktidar bu geliş-

melerin gerçek yüzünü gizliyor. Eğer bu sorunları gizliyorsanız olup bitenlerden korkuyorsunuz demektir. Bunları kamuoyuna duyurmak için Kürt sorununu çalışma raporuna aldık"

Bu arada, İzmir'de Petrol-İş Aliğa Şubesi'nde demokratik kitle örgütleriyle oluşturduğu bir platform, Cizre, Nusaybin, Batman, Uludere, Şırnak ve Erzurum'u kapsayan bir "Botan" gezisi düzenliyor. 1-5 Aralık günleri arasında yapılacak geziye, İzmir bölgesindeki birçok demokratik kitle örgütünden birer temsilci katıldı.

Cumhuriyet, 28 KASIM 1990

Sığınmacıların statüsü

HAKKÂRİ (Cumhurbaşkanı) — Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu. “Iraklı Kürt sığınmacıların statülerine yakında netlik

kazandırılacağını” söyledi.

Kozakçıoğlu, yaklaşık iki buçuk yıldır Türkiye’de bulunan sığınmacılara 60 milyar dolayında para harcadığını, bu paranın sadece 5 milyar lirasının başka ülkelerden yardım amacıyla gönderildiğini söyledi.

Yaklaşık 12 bin Kürt sığınmacının yaşamlarını sürdürdüğü geçici barınma merkezinde, sığınmacı çocuklarına Türkçe eğitim-öğretim vermek amacıyla bir süre önce açılan 12 derslikli “Şehit Hazım Şahin”

İlkokulu’nda incelemelerde bulunan Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, sorunlar hakkında okul yetkililerinden bilgi aldı.



SEVGİ GÖSTERİŞİ — Kozakçıoğlu ve beraberindekiler, sazlı sözlü karşılandılar. (Fotoğraf: AA)

